



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec.

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 11 MAI 1963

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 11, 1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le *mercredi* à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

1515 — 1-52-0

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on *Wednesday*, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

1515 — 1-52-0

Lettres patentes

L'ABC de l'Élégance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Jules Trempe, notaire, Jean Éthier, comptable, et Yolande Joyal Guévremont, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Guévremont, tous trois de 70, du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, sous le nom de « L'ABC de l'Élégance Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

L'ABC de l'Élégance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Trempe, notary, Jean Éthier, accountant, and Yolande Joyal Guévremont, secretary, wife contractually separate as to property of Jacques Guévremont, all three of 70 du Roi, Sorel, for the following purposes:

To carry on a business as tailors, under the name of "L'ABC de l'Élégance Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 789-63 — 1163/53

**Alfa Manufacturing & Designing
Industries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Morton Bell, Stanley Cytrynbaum, William I. Miller, avocats, et Benita Horne, secrétaire, célibataire, tous les quatre de 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce qui consiste à réparer, entretenir des outils et matrices de toutes sortes et à en dispenser le service, sous le nom de « Alfa Manufacturing & Designing Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « A », d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées, catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 622 ouest, rue Lagauchetière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 952-63 — 1162/89

Americana Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Stanley Taviss, 7115, ave. Fielding, William Levitt, 5020, St. Kevin, Arthur Marcovitch, 5211, ave. Rosedale, tous trois de Montréal, et Manuel Shacter, 155 ave. Dorval, Dorval, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Americana Sportswear Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 930-63 — 1163/17

**Altas Hotel & Restaurant Equipment
Manufacturing Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Raymond Pagé, 1705, rue Lepine, St-Laurent, Paul Mailoux, 3260, rue Monsabré, Montréal, et Jacques Loranger, 235, Kensington, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 789-63 — 1163/53

**Alfa Manufacturing & Designing
Industries Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morton Bell, Stanley Cytrynbaum, William I. Miller, advocates, and Benita Horne, secretary, spinster, all four of 10 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in repair, service and maintain tools and dies of all kinds, under the name of "Alfa Manufacturing & Designing Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each, 5,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 3,000 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 622 Lagauchetière Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 952-63 — 1162/89

Americana Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Taviss, 7115 Fielling Ave., William Levitt, 5020 St. Kevin, Arthur Marcovitch, 5211 Rosedale Ave., all three of Montreal, and Manuel Shacter, 155 Dorval Ave., Dorval, all four advocates, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Americana Sportswear Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 930-63 — 1163/17

**Altas Hotel & Restaurant Equipment
Manufacturing Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Pagé, 1705 Lépine St., St-Laurent, Paul Mailoux, 3260 Monsabré St., Montreal, and Jacques Loranger, 235 Kensington, Westmount, all three lawyers, for the following purposes:

Faire le commerce de fournitures pour quincaillerie, hôtel et restaurant, sous le nom de « Atlas Hotel & Restaurant Equipment Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1825, boulevard Taschereau Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833

974-63 — 1162/72

Béton Canadien Préparé Inc.
Canadian Concrete Ready Mixed Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Larouche, entrepreneur, 283, Cercle Michel, Eastview, province d'Ontario, Conrad Larouche, entrepreneur, 275, Cercle Michel, Eastview, province d'Ontario, et Marcel Larose, vendeur, 70, Centre, Aylmer, pour les objets suivants:

Faire le commerce du béton préparé, sous le nom de « Béton Canadien Préparé Inc.—Canadian Concrete Ready Mixed Inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

15139-62 — 1162/140

Bijouterie Alma Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1963, constituant en corporation: Rémi B. Maltais, commerçant, 115, boul. Auger, est, Alma, Jean-Paul Gaudreault, commis de bureau, 470, Champagnat, est, Alma, et Raynald Gaudreault, commis, 967, boul. Labrecque, Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Bijouterie Alma Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 195, rue Sacré-Coeur, est, Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

851-63 — 1163/19

Blanchard & Crépeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

To deal in hardware and hotel and restaurant equipment, under the name of "Atlas Hotel & Restaurant Equipment Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1825 Taschereau Boulevard, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

974-63 — 1162/72

Béton Canadien Préparé Inc.
Canadian Concrete Ready Mixed Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Larouche, contractor, 283 Cercle Michel, Eastview, Province of Ontario, Conrad Larouche, contractor, 275 Cercle Michel, Eastview, Province of Ontario, and Marcel Larose, salesman, 70 Centre, Aylmer, for the following purposes:

To carry on business of ready mixed concrete, under the name of "Béton Canadien Préparé Inc.—Canadian Concrete Ready Mixed Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

15139-62 — 1162/140

Bijouterie Alma Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rémi B. Maltais, tradesman, 115 Auger Blvd. East, Alma, Jean-Paul Gaudreault, office clerk, 470 Champagnat, East, Alma, and Raynald Gaudreault, clerk, 967 Labrecque Blvd., Alma, for the following purposes:

To carry on a business as jewellers, under the name of "Bijouterie Alma Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 195 Sacré-Coeur, Street East, Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

851-63 — 1163/19

Blanchard & Crépeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 27e jour de février 1963, constituant en corporation: Maurice Mathieu Goulet, avocat, 2985, Maplewood, Montréal, Cécile-Marie Bernier, secrétaire, fille majeure, 5441, 9e avenue, Montréal, et H.-Antonio Bertrand, chef de bureau, 63, Jacques-Bourdon, Boucherville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Blanchard & Crépeau Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9420, rue Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833-o

939-63 — 1163/83

Pierre Boisvert Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1963, constituant en corporation: Pierre Boisvert, marchand, Noëlla Levesque Boisvert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Pierre Boisvert, et Jean-Paul Duguay, comptable agréé, tous trois de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Pierre Boisvert Limitée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833-o

573-63 — 1163/84

Cellulose Sales & Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1963, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., 4850, chemin de la Côte-St-Luc, Yoine Goldstein, 1923, ave. Clinton, tous deux de Montréal, et Perry Meyer, 9 chemin Thurlow, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et d'articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette, et parfums, sous le nom de « Cellulose Sales & Service Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$5 chacune et 7,200 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

the Province of Quebec, incorporating: Maurice Mathieu Goulet, advocate, 2985 Maplewood, Montreal, Cécile-Marie Bernier, secretary, fille majeure, 5441, 9th Ave., Montreal, and H.-Antonio Bertrand, head clerk, 63 Jacques-Bourdon, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Blanchard & Crépeau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 9420 Châteaubriand St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

939-63 — 1163/83

Pierre Boisvert Limitée

Notice is hereby given that under Part I^o of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Boisvert, merchant, Noëlla Levesque Boisvert, housewife, wife contractually separate as to property of the said Pierre Boisvert, and Jean-Paul Duguay, chartered accountant, all three of Gaspé, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing, under the name of "Pierre Boisvert Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

573-63 — 1163/84

Cellulose Sales & Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Meyerovitch, q.c., 4850 Côte St-Luc Rd., Yoine Goldstein, 1923 Clinton Ave., both of Montreal, and Perry Meyer, 9 Thurlow Road, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products; articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Cellulose Sales & Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$5 each and 7,200 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 19e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

805-63 — 1162/73

Central Service Station (1963) Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Louis Orenstein, c.r., 65 ave McNider, Outremont, Jason Ruby, 2860 ave. Ekers, tous deux avocats, et Anne Gertin, secrétaire, fille majeure, 4980, ave. Maplewood, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Central Service Station (1963) Co. Ltd. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

953-63 — 1163/23

Centre d'Accueil Notre-Dame du Perpétuel-Secours

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Mère Marie Enimia (Maria St-Pierre), Rév. Soeur Marie de St-Ephrem (Anne-Marie Robert), Rév. Soeur Marie Pauline Assunta (Assunta Bessette), toutes trois religieuses, de 80, rue Laurier, est, Armand Poupart, fils, avocat, 3375, avenue Maplewood, tous quatre de Montréal, et Jeannine Godbout, travailleuse sociale professionnelle, 43, Conrad, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Accueillir temporairement des enfants dans le besoin et pourvoir à leur sécurité morale et matérielle, sous le nom de « Centre d'Accueil Notre-Dame du Perpétuel-Secours ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera 80, rue Laurier, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 15e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

698-63 — 1162/44

Centre d'Art de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1963, constituant en corporation: Claude Poirier Defoy, Gilles Audet, tous deux de 1224, Ste-Catherine, ouest, et Raymond Bernier, 6915, St-Denis, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 9th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

805-63 — 1162/73

Central Service Station (1963) Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, c.c., 65 McNider Ave., Outremont, Jason Ruby, 2860 Ekers Ave., both advocates, and Anne Gertin, secretary, fille majeure, 4980 Maplewood Ave., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Central Service Station (1963) Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

953-63 — 1163/23

Centre d'Accueil Notre-Dame du Perpétuel-Secours

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Mother Marie Enimia (Maria St-Pierre), Rev. Sister Marie de St-Ephrem (Anne-Marie Robert), Rev. Sister Marie Pauline Assunta (Assunta Bessette), all three nuns, of 80 Laurier St., East, Armand Poupart, junior, advocate, 3375 Maplewood Ave., all four of Montreal, and Jeannine Godbout, professional social worker, 43, Conrad, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To temporarily welcome children in need and to provide for their moral and material security, under the name of "Centre d'Accueil Notre-Dame du Perpétuel-Secours".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at 80 Laurier St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 15th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

698-63 — 1162/44

Centre d'Art de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Poirier Defoy, Gilles Audet, both of 1224 Ste-Catherine West, and Raymond Bernier, 6915 St-Denis, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

Exploiter une agence de théâtres et donner des représentations musicales et dramatiques de toutes sortes, sous le nom de « Centre d'Art de Montréal Inc. », avec un capital total de \$6,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 10 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 63, rue Rachel, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 775-63 — 1163/58

Le Centre de Quilles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Michelle Maltais, Camille Maltais, toutes deux secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, de 700, Ste-Anne, et Rémi Harvey, agent, 416, Price, tous trois de Naudville, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de quilles, sous le nom de « Le Centre de Quilles Ltée », avec un capital total de \$10,500, divisé en 1,050 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 993-63 — 1163/24

Centre Électrique J. A. Lecours Inc.
J. A. Lecours Electrical Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Marcel Landry, Montée Pré-Vert, Beloeil, François Payette, 9029, Gouin, ouest, Saraguay, et Pierre Magnan, 1267, Bougie, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Centre Électrique J. A. Lecours Inc.—J. A. Lecours Electrical Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 1008-63 — 1162/90

Centre Immobilier St-Laurent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Gilles Filion, avocat, 11645, Guertin, Montréal, Gustave Monette fils, avocat, 815, Dunlop, Outremont, Gisèle Bélisle, 620,

To operate a theatrical agency and to give musical and dramatic presentations of all kinds, under the name of "Centre d'Art de Montréal Inc.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and 10 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 63 Rachel St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 775-63 — 1163/58

Le Centre de Quilles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michelle Maltais, Camille Maltais, both secretaries, filles majeures in use of their rights, 700 Ste-Anne, and Rémi Harvey, agent, 416 Price, all three of Naudville, for the following purposes:

To carry on a business as a bowling alley, under the name of "Le Centre de Quilles Ltée", with a total capital stock of \$10,500, divided into 1,050 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 993-63 — 1163/24

Centre Électrique J. A. Lecours Inc.
J. A. Lecours Electrical Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, Montée Pré-Vert, Beloeil, François Payette, 9029 Gouin, West, Saraguay, and Pierre Magnan, 1267 Bougie, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business as electricians, under the name of "Centre Électrique J. A. Lecours Inc.—J. A. Lecours Electrical Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Hilaire, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 1008-63 — 1162/90

Centre Immobilier St-Laurent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Filion, advocate, 11645 Guertin, Montreal, Gustave Monette Jr., advocate, 815 Dunlop, Outremont, Gisèle Bélisle, 620 Louvain, Mont-

Louvain, Montréal, Isabelle Lemay, 6640, St-Denis, Montréal, ces deux dernières, secrétaires, célibataires majeures, et André Michaud, avocat, 855, Dunlop, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Centre Immobilier St-Laurent Inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

906-63 — 1162/91

Chamfleury Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: J.-Roch St-Germain, avocat, 7290, Casgrain, Estelle Thérien, 6543, Boyer, et Rita Dufresne, 166, rue Fleury, est, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Chamfleury Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

963-63 — 1162/92

Champlain Paper Box (1963) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, Maureen McCormack et Dorothy M. Kirk, secrétaires, célibataires, tous trois de 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles ou marchandises fabriqués, en tout ou en partie de carton, bois plastiques, ou de nature semblable ou analogue à ceux, sous le nom de « Champlain Paper Box (1963) Limited », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1095 avenue Vincent Massey, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

954-63 — 1162/93

Paul E. Charron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

réal, Isabelle Lemay, 6640 St-Denis, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, and André Michaud, advocate, 855 Dunlop, Outremont, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Centre Immobilier St-Laurent Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 3,500 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

906-63 — 1162/91

Chamfleury Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Roch St-Germain, advocate, 7290 Casgrain, Estelle Thérien, 6543 Boyer, and Rita Dufresne, 166 Fleury St. East, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Chamfleury Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

963-63 — 1162/92

Champlain Paper Box (1963) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, Maureen McCormack and Dorothy M. Kirk, secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in any article or thing made, in whole or in part, of card-board, wood plastics, of a similar nature or analogous thereto, under the name of "Champlain Paper Box (1963) Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 1095 Vincent Massey Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

954-63 — 1162/93

Paul E. Charron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1963, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1963, constituant en corporation: William Farmer, Rodrigue Côté, tous deux tenentiers de livres, et Pierre Fortin, avocat, tous trois de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Paul E. Charron Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Madeleine, district judiciaire de Ste-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 19-63 — 1163/59

Laurier Chartrand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Laurier Chartrand, entrepreneur, St-Lazare, Robert Beaudoin, comptable agréé, 10210, St-Denis, Montréal, et Moniquet Paquette, secrétaire, fille majeure, 966, Papineau, St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Laurier Chartrand Inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 5,000 actions classe « A » de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$7,500.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lazare, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 830-63 — 1163/85

**Chomedey Community Library
Bibliothèque Civique de Chomedey**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Dorothy E. Fountain, secrétaire, épouse de Glen E. Fountain, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 670, Marguerite-Bourgeois, Marjory Dever, secrétaire, épouse de John L. Dever, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 1983, avenue Mayfield, Laura Schwartz, commis, épouse de Léo Schwartz, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 1320, Ridgewood Drive, Roma Bennett, dactylo, épouse de A. James Bennett, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 639, Olivar-Asselin, Elizabeth Boer, institutrice, épouse de Hans Boer, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 1515, 7e avenue, Marion Peltin, réceptionniste, épouse de Charles K. Peltin, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 1665, 3e avenue, Ralph Brickwood, écrivain technique, 1534, 7e avenue, Ronald Digby, surintendant, 1516, 7e avenue, Dr Michael Weiss, dentiste, 1057, Vincent Massey, et Yedidia Mordechay Kaplansky, agent d'immeubles, 1325, avenue Allan, tous dix de Chomedey, pour les objets suivants:

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Farmer, Rodrigue Côté, both book-keepers, and Pierre Fortin, advocate, all three of Bedford, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Paul E. Charron Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Madeleine, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 19-63 — 1163/59

Laurier Chartrand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurier Chartrand, contractor, St-Lazare, Robert Beaudoin, chartered accountant, 10210 St-Denis, Montreal, and Moniquet Paquette, secretary, spinster, 966 Papineau, St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To carry on a business as a transportation company under the name of "Laurier Chartrand Inc.", with a capital stock divided into 500 common shares without nominal or par value and into 5,000 class "A" shares of \$10 each, and the amount with which the company shall start its operations is \$7,500.

The head office of the company will be at St-Lazare, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 830-63 — 1163/85

**Chomedey Community Library
Bibliothèque Civique de Chomedey**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dorothy E. Fountain, secretary, wife of Glen E. Fountain, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 670 Marguerite-Bourgeois, Marjory Dever, secretary, wife of John L. Dever, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 1983 Mayfield Ave., Laura Schwartz, clerk, wife of Leo Schwartz, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 1320 Ridgewood Drive, Roma Bennett, typist, wife of A. James Bennett, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 639 Olivar-Asselin, Elizabeth Boer, teacher, wife of Hans Boer, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 1515, 7th Avenue, Marion Peltin, receptionist, wife of Charles K. Peltin, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 1665, 3rd Avenue, Ralph Brickwood, technical writer, 1534, 7th Avenue, Ronald Digby, superintendent, 1516, 7th Avenue, Dr. Michael Weiss, dentist, 1057 Vincent Massey, and Yedidia Mordechay Kaplansky, real estate agent, 1325 Allan Ave., all ten of Chomedey, for the following purposes:

Fonder, établir et exploiter une bibliothèque publique ou communautaire pour tous les résidents *bona fide* de Chomedey, sous le nom de « Chomedey Community Library — Bibliothèque Civique de Chomedey ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

508-63 — 1162/45

La Cie de Construction Taillon Inc.
Taillon Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Stanislas Robidas, constructeur, 3202, rue Taillon, Huguette Garneau, secrétaire, fille majeure, 4415, rue St-André, et Charles E. Poirier, notaire, 4032, rue Parc-Lafontaine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « La Cie de Construction Taillon Inc. — Taillon Construction Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3202, rue Taillon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

967-63 — 1162/94

Cie Marcel Longpré Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1963, constituant en corporation: Georges Proulx, entrepreneur, 2010, boul. Henri-Bourassa, est, Montréal, Marcel Lefebvre, comptable agréé, 6749, Châteaubriand, Montréal, et Marcel Longpré, administrateur, Lesage, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Cie Marcel Longpré Limitée », avec un capital total de \$500,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lesage, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1056-63 — 1163/86

**Cité des Jeunes Arvida-
Jonquière-Kénogami**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1963, constituant en corpo-

To found, establish and operate a public or community library for all the *bona fide* residents of the city of Chomedey, under the name of "Chomedey Community Library — Bibliothèque Civique de Chomedey".

The amount of the immoveable property which may be owned or held by the Library is to be limited to \$500,000.

The head office of the corporation will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

508-63 — 1162/45

La Cie de Construction Taillon Inc.
Taillon Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanislas Robidas, builder, 3202 Taillon St., Huguette Garneau, secretary, fille majeure, 4415 St-André St., and Charles E. Poirier, notary, 4032 Parc-Lafontaine St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "La Cie de Construction Taillon Inc. — Taillon Construction Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3202 Taillon St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

967-63 — 1162/94

Cie Marcel Longpré Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Proulx, contractor, 2010 Henri-Bourassa Blvd., East, Montreal, Marcel Lefebvre, chartered accountant, 6749 Châteaubriand, Montreal, and Marcel Longpré, administrator, Lesage, for the following purposes:

To carry on a business in lumber, under the name of "Cie Marcel Longpré Limitée", with a total capital stock of \$500,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$10 each and into 30,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Lesage, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1056-63 — 1163/86

**Cité des Jeunes Arvida-
Jonquière-Kénogami**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a

ration sans capital-actions: Paul Gaudreault, secrétaire, 400, St-Étienne, Arvida, Jean-Jacques Turcotte, avocat, 48, Lapointe, Kénogami, et René Boudreault, avocat, 108, St-Dominique, Jonquière, pour les objets suivants:

Créer un centre culturel populaire entre les trois cités d'Arvida, de Jonquière et de Kénogami, sous le nom de « Cité des Jeunes Arvida-Jonquière-Kénogami ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 432-63 — 1161/138

corporation without share capital: Paul Gaudreault, secretary, 400 St-Étienne, Arvida, Jean-Jacques Turcotte, advocate, 48 Lapointe, Kénogami, and René Boudreault, advocate, 108 St-Dominique, Jonquière, for the following purposes:

To create a popular cultural center between the three cities of Arvida, Jonquière and Kénogami, under the name of "Cité des Jeunes Arvida-Jonquière-Kénogami".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 432-63 — 1161/138

Club Chasse & Pêche de Vallée-Jonction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20 mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions le « Club Chasse & Pêche de Vallée-Jonction Inc. », déjà constitué en corporation le 25 mai 1961, en vertu des dispositions de la Loi des clubs de pêche et de chasse (Statut refondus de Québec, 1941, chapitre 155) et les objets de la nouvelle corporation sont les suivants:

Former et diriger un club social et sportif sous le nom de « Club Chasse & Pêche de Vallée-Jonction Inc. ».

Le nom de ladite corporation est « Club Chasse & Pêche de Vallée-Jonction Inc. ».

Le montant auquel seront limités les biens immobiliers de la corporation sera de \$200,000.

Le bureau principal de la corporation sera situé à Vallée-Jonction, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 31-63 — 1164/88

Club Chasse & Pêche de Vallée-Jonction Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: the "Club Chasse & Pêche de Vallée-Jonction Inc.", already incorporated on May 25, 1961, under the provisions of the Fish & Game Clubs Act (Revised Statute of Quebec, 1941, chapter 155), and the purpose of the new corporation is the following:

To form and direct a social and sports club, under the name of "Club Chasse & Pêche de Vallée-Jonction Inc."

The name of the said corporation is "Club Chasse & Pêche de Vallée-Jonction Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, shall be \$200,000.

The head office of the corporation will be at Vallée-Jonction, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 31-63 — 1164/88

**Club de Golf Hériot Inc.
Hériot Golf Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: Jules Dupuis, dessinateur, 300, Laurier, Lucien Morissette, industriel, 1415, Jogues, et Paul-E. Bordeleau, notaire, 1220, Mercure, tous trois Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de Golf Hériot Inc.—Hériot Golf Club Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1015, rue Jogues, Drummondville-Sud, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 14741-62 — 1163/25

**Club de Golf Hériot Inc.
Hériot Golf Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Dupuis, draughtsman, 300 Laurier, Lucien Morissette, industrialist, 1415 Jogues, and Paul-E. Bordeleau, notary, 1220 Mercure, all three of Drummondville-South, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de Golf Hériot Inc.—Hériot Golf Club Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1015 Jogues St., Drummondville-South, judicial district of Arthabaska.

Given at the the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 14741-62 — 1163/25

Club Richelieu Ste-Rose de Laval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Ouimet, vendeur, 200, boul. Labelle, Léopold Labonville, administrateur, secrétaire trésorier, 68, rue des Patriotes, Raymond Lapointe, professeur, 106-A, Plateau Ouimet, Georges Roy, professeur, 231, rue des Récollets, Gérard Vézina, courtier d'assurance, 262, boul. Roi-du-Nord, Guy Saint-Antoine, agent d'assurance, 200, boul. Laval, Fernand Ouimet, agent d'assurance, 118, rue des Patriotes, et Léo Charbonneau, garagiste, 141, rue Filion, tous huit de Ste-Rose, pour les objets suivants:

Encourager et soutenir les oeuvres et entreprises conformes à l'esprit des clubs Richelieu, sous le nom de « Club Richelieu Ste-Rose de Laval Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera 200, boul. Labelle, Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

874-63 — 1161/139

Club Richelieu Ste-Rose de Laval Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Ouimet, salesman, 200 Labelle Blvd., Léopold Labonville, executive, secretary-treasurer, 68 des Patriotes St., Raymond Lapointe, teacher, 106-A Ouimet Plateau, Georges Roy, teacher, 231 des Récollets St., Gérard Vézina, insurance broker, 262 Roi-du-Nord Blvd., Guy Saint-Antoine, insurance agent, 200, Laval Blvd., Fernand Ouimet, insurance agent, 118 des Patriotes St., and Léo Charbonneau, garage-keeper, 141 Filion St., all eight of Ste. Rose, for the following purposes:

To foster and support works and organisations according to the ideas of Richelieu Clubs, under the name of "Club Richelieu Ste-Rose de Laval Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 200 Labelle Blvd., Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

874-63 — 1161/139

Club Social de Montmagny Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Bernier, commis, Lucien Lamonde, électricien, et Fernand Blais, barbier, tous trois de Montmagny, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club Social de Montmagny Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1066-63 — 1163/61

Club Social de Montmagny Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Bernier, clerk, Lucien Lamonde, electrician, and Fernand Blais, barber, all three of Montmagny, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Club Social de Montmagny Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

1066-63 — 1163/61

La Compagnie d'Aqueduc de St-Maurice Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Jean-Charles Grégoire, Henri Meunier et Jean-Louis Massicotte, tous trois cultivateurs, de St-Maurice, pour les objets suivants:

Acquérir, établir, exploiter et développer un système d'aqueduc dans la municipalité de St-Maurice, comté de Champlain, sous le nom de « La Compagnie d'Aqueduc de St-Maurice Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

La Compagnie d'Aqueduc de St-Maurice Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Charles Grégoire, Henri Meunier et Jean-Louis Massicotte, all three farmers, of St-Maurice, for the following purposes:

To acquire, establish operate and develop an aqueduct system in the municipality of St-Maurice, county of Champlain, under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de St-Maurice Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à St-Maurice, district judiciaire de Trois-Rivières. Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 973-63 — 1162/96

Les Constructions Silhouette Inc.
Silhouette Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1963, constituant en corporation: Louis-Nil Tremblay, menuisier, 4857, Millette, Pierrefonds, Roger Beaulieu, c.r., avocat, 4125, Blueridge Crescent, et Renée Mignault, secrétaire, fille majeure, 2185, Sauriol, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Constructions Silhouette Inc.—Silhouette Construction Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 818-63 — 1161/96

Corfinex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1963, constituant en corporation: Gaston Levesque, gérant général, 221, boul. Pierre-Bertrand, Marcel Rousseau, industriel, 370, Proulx, Claude Gagné, gérant, 113, Plante, et Auguste Jean, pharmacien, 213, Giguère, tous quatre de Québec-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Corfinex Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 885-63 — 1162/97

Couvent Présentation-de-Marie, Upton

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Simone Croteau, en religion Rév. Mère Marie St-Gabriel-Lalemant, supérieure provinciale, Sherbrooke, Anna Dumoulin, en religion Rév. Soeur Marie Jean-de-la-Passion, directrice, Upton, Lucille Guilbault, en religion Rév. Soeur Marcienne-Marie, Upton, Bérangère Viens, en religion Rév. Soeur Marie-

The head office of the company will be at St. Maurice, judicial district of Three-Rivers. Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 973-63 — 1162/96

Les Constructions Silhouette Inc.
Silhouette Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Nil Tremblay, joiner, 4857 Millette, Pierrefonds, Roger Beaulieu, q.c., advocate, 4125 Blueridge Crescent, and Renée Mignault, secretary, fille majeure, 2185 Sauriol, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as general building contractors, under the name of "Les Constructions Silhouette Inc.—Silhouette Construction Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 818-63 — 1161/96

Corfinex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Levesque, general manager, 221 Pierre-Bertrand Blvd., Marcel Rousseau, industrialist, 370 Proulx, Claude Gagné, manager, 113 Plante, and Auguste Jean, pharmacist, 213 Giguère, all four of Quebec-West, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Corfinex Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec-West, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 885-63 — 1162/97

Couvent Présentation-de-Marie, Upton

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Simone Croteau, in religion Rev. Mother Marie St-Gabriel-Lalemant, Provincial Superior, Sherbrooke, Anna Dumoulin, in religion, Rev. Sister Marie Jean-de-la-Passion, Directrice, Upton, Lucille Guilbault, in religion, Rev. Sister Marcienne-Marie, Upton, Bérangère Viens, in religion, Rev. Sister

du-Saint-Rosaire, Upton, et Claire Desrosiers, en religion Rév. Soeur Marie Lucie-de-Fatima, Upton, ces trois dernières institutrices, pour les objets suivants:

Fonder, établir et maintenir des maisons d'enseignement, sous le nom de « Couvent Présentation-de-Marie, Upton ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation sera à Upton, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833-o

1000-63 — 1163/63

Couvoir d'Iberville Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1963, constituant en corporation: Laurent Comeau, cultivateur, Henryville, Léopold Jetté, cultivateur, Ste-Brigide, Thomas Comeau, cultivateur, Henryville, Lionel Roy, secrétaire, gérant, 32, Champlain, Iberville, et Henri-Paul Jetté, miroir, 73, 4e avenue, Iberville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épicerie, viandes, volailles, vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Couvoir d'Iberville Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833-o

663-63 — 1162/98

Dallaire Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Dominique Dallaire, Raymond Dallaire, tous deux de 637, rue Commercial, St-David, et Stéphane Dallaire, Ste-Hénéline, tous trois menuisiers, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Dallaire Entreprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 39A, avenue Bégin, Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833-o

948-63 — 1163/87

Deluxe Packaging Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Marie-du-Saint-Rosaire, Upton, and Claire Desrosiers, in religion, Rev. Sister Marie Lucie-de-Fatima, Upton, the last three teachers, for the following purposes:

To found, establish and maintain houses for teaching, under the name of "Couvent Présentation-de-Marie, Upton".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation will be at Upton, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1000-63 — 1163/63

Couvoir d'Iberville Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Comeau, farmer, Henryville, Léopold Jetté, farmer, Ste-Brigide, Thomas Comeau, farmer, Henryville, Lionel Roy, secretary, manager, 32 Champlain, Iberville, and Henri-Paul Jetté, candler, 73, 4th Ave., Iberville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, groceries, meats, fowl, breeders feedstock of all kinds, under the name of "Couvoir d'Iberville Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

663-63 — 1162/98

Dallaire Entreprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, incorporating: Dominique Dallaire, Raymond Dallaire, both of 637 Commercial St., St-David, and Stéphane Dallaire, Ste-Hénéline, all three joiners, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Dallaire Entreprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 39A Bégin Ave., Lévis, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

948-63 — 1163/87

Deluxe Packaging Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Zalman Gurewicz, mécanicien, 903, Alexis-Nihon, Helen C. Muir, secrétaire, veuve, 1459, rue du Collège McGill, tous deux de Montréal, et Louis Glazer, c.r., avocat, 876, ave. Dollard, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimerie et de la transformation du papier et autres matériel à des fins d'emballage, sous le nom de « Deluxe Packaging Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 901-63 — 1162/1

Domaine des Quatre Saisons Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1963, constituant en corporation: Lionel Taillon, industriel, 2620, Daudet, Duvernay, Jean-Maurice Charbonneau, avocat, et Rémi Geoffrion, avocat, ces deux derniers de 484, McGill, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Domaine des Quatre Saisons Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2026, rue Daudet, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 581-63 — 1163/28

Domaine Sutton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Dr. Roland Marciel, médecin, 415, rue Ste-Hélène, Longueuil, Fernand Ranger, manufacturier, 7485, Riel, Brossard, Pierre Morin, courtier en assurances, 3520, Fort Rolland, Lachine, et Jean-Paul Auclair, industriel, 146, Marie-Victorin, Boucherville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Domaine Sutton Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 89, rue St-Charles, ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 880-63 — 1162/74

the Province of Quebec, incorporating: Zalman Gurewicz, mechanic, 903 Alexis-Nihon, Helen C. Muir, secretary, widow, 1459 McGill College, Street, both of Montreal, and Louis Glazer, q.c., advocate, 876 Dollard Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of printing and converting paper and other material for packaging purposes, under the name of "Deluxe Packaging Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 901-63 — 1162/1

Domaine des Quatre Saisons Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Taillon, industrialist, 2620 Daudet, Duvernay, Jean-Maurice Charbonneau, advocate, and Rémi Geoffrion, advocate, the two latter of 484 McGill, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Domaine des Quatre Saisons Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2026 Daudet St., Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 581-63 — 1163/28

Domaine Sutton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Roland Marciel, physician, 415 Ste-Hélène St., Longueuil, Fernand Ranger, manufacturer, 7485 Riel, Brossard, Pierre Morin, insurance broker, 3520 Fort Rolland, Lachine, and Jean-Paul Auclair, industrialist, 146 Marie-Victorin, Boucherville, for the following purposes:

To carry on a business as hoteliers, under the name of "Domaine Sutton Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 89 St-Charles St., West, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 880-63 — 1162/74

Dominion Containers (1963) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, Maureen McCormack, Dorothy M. Kirk, Lesley A. Otter, Kay Krompiec, Kathleen Higgins et Helen Xenos, secrétaires, célibataires, tous sept de 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de contenants et boîtes de toutes sortes, sous le nom de « Dominion Containers (1963) Limited », avec un capital total de \$5,300,000, divisé en 300,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 5,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6240, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

909-63 — 1163/131

Jean Dorion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Jean Dorion, négociant en gros, Mme Yvette B. Dorion, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean Dorion, et Raymond Dorion, vendeur, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Jean Dorion Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 80, rue Laurier, Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

966-63 — 1162/99

Duplain Frères, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Lucien Duplain, vendeur d'huile, Côte Joyeuse, St-Raymond, Marcel Duplain, livreur, rue St-Cyrille, St-Raymond, et Paul-Aimé Duplain, gérant, 476, St-Joseph, St-Raymond, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Duplain Frères, Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et en 340 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Raymond, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1041-63 — 1163/2

Dominion Containers (1963) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, Maureen McCormack, Dorothy M. Kirk, Lesley A. Otter, Kay Krompiec, Kathleen Higgins and Helen Xenos, secretaries, spinsters, all seven of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in containers and boxes of all kinds, under the name of "Dominion Containers (1963) Limited", with a total capital stock of \$5,300,000, divided into 300,000 common shares of a par value of \$1 each and 5,000,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 6240 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

909-63 — 1163/131

Jean Dorion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Dorion, wholesale merchant, Mrs. Yvette B. Dorion, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean Dorion, and Raymond Dorion, salesman, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Jean Dorion Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 80 Laurier Street, Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

966-63 — 1162/99

Duplain Frères, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Duplain, oil merchant, Côte Joyeuse, St-Raymond, Marcel Duplain, deliverer, St. Cyrille St., St. Raymond, and Paul-Aimé Duplain, manager, 476 St. Joseph, St. Raymond, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Duplain Frères, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 340 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Raymond, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1041-63 — 1163/2

Dupont T.V. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1963, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., 4850, Côte St-Luc, Yoine Goldstein, 1923, ave. Clinton, tous deux de Montréal, et Perry Meyer, 9, chemin Thurlow, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de télévision de radio, d'interconnexion, de haute fidélité, de phonographes et de tourne-disques et de leurs pièces constituantes et autres instruments électriques et électroniques du son et de communication, sous le nom de « Dupont T.V. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$5 chacune et 7,200 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833

745-63 — 1162/75

Dupont T.V. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of the Province of Quebec, incorporating: Philip Meyerovitch, q.c., 4850 Côte St-Luc, Yoine Goldstein, 1923 Clinton Ave., both of Montreal, and Perry Meyer, 9 Thurlow Road, Hampstead, all three attorneys, for the following purposes:

To deal in television sets, radios, intercoms, high fidelity phonographs and record players and components, other electric and electronic sound and communications instruments, under the name of "Dupont T.V. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$5 each and 7,200 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o

745-63 — 1162/75

Earl Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1963, constituant en corporation: Edward Earl, chiropraticien, 1490 ouest, rue Sherbrooke, Donald W. Seal, 5790, Northmount, tous deux de Montréal, Philip Shaposnick, 6600 chemin Merton, Côte-St-Luc, et Gary Moscovitz, 2170, Scott, St-Laurent, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Earl Corporation », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1490 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833

628-63 — 1162/100

Earl Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward Earl, chiropractor, 1490 Sherbrooke St. West, Donald W. Seal, 5790 Northmount, both of Montreal, Philip Shaposnick, 6600 Merton Rd., Côte-St-Luc, and Gary Moscovitz, 2170 Scott, St-Laurent, the latter three attorneys, for the following purposes:

To act as an investment and holding company, under the name of "Earl Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1490 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o

628-63 — 1162/100

I. Eiley Hats & Men's Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1963, constituant en corporation: Ethel Saunders, épouse séparée de biens de Frank Saunders, 5150, blvd Décarie, app. 6, Joyce Breslow, épouse séparée de biens de Michael Breslow, 3440, Place Decelles, app. 109, et Anne Goldenblatt, fille majeure, 4895, avenue Walkley, app. 12, toutes trois secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « I. Eiley Hats & Men's Wear Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 8,850 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

I. Eiley Hats & Men's Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ethel Saunders, wife separate as to property of Frank Saunders, 5150 Décarie Blvd., Apt. 6, Joyce Breslow, wife separate as to property of Michael Breslow, 3440 Decelles Place, Apt. 109, and Anne Goldenblatt, spinster of the full age of majority, 4895 Walkley Ave., Apt. 12, all three secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "I. Eiley Hats & Men's Wear Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, 1,500 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 8,850 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

872-63 — 1162/101

Les Entreprises Électroniques Industrielles Inc.
Industrial Electronic Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, Montréal, Monique Piché, secrétaire, 7416, rue Henri-Julien, Montréal, et Monique Dupuis, copiste, 4704, rue Adam, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et d'électroniciens, sous le nom de « Les Entreprises Électroniques Industrielles Inc. — Industrial Electronic Enterprises Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

987-63 — 1163/30

Les Entreprises Financières de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Germain Forget, électricien mécanicien, 5953a, 3e avenue, Montréal, Jean Gareau, opérateur, 1420, Fullum, Montréal, et Alban Gervais, opérateur, 2526, Ontario, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Entreprises Financières de Montréal Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

984-63 — 1163/4

Les Entreprises Goulet Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Marcel Goulet, industriel, 519, St-Michel, La Tuque, Rita Goulet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Goulet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 519, St-Michel, La Tuque, et Claude Mélançon, employé de bureau, 910, 7e rue, Grand'Mère, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

872-63 — 1162/101

Les Entreprises Électroniques Industrielles Inc.
Industrial Electronic Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Zigby, advocate, 4339 Wilson St., Montreal, Monique Piché, secretary, 7416 Henri-Julien St., Montreal, and Monique Dupuis, copyist, 4704 Adam St., Montreal, the latter two filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as electricians and electronics, under the name of "Les Entreprises Électroniques Industrielles Inc. — Industrial Electronic Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

987-63 — 1163/30

Les Entreprises Financières de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Germain Forget, electrician-mechanic, 5953a, 3rd Ave., Montreal, Jean Gareau, operator, 1420 Fullum, Montreal, and Alban Gervais, operator, 2526 Ontario, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Entreprises Financières de Montréal Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

984-63 — 1163/4

Les Entreprises Goulet Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Goulet, industrialist, 519 St-Michel, La Tuque, Rita Goulet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Goulet, and duly authorized by him for these presents, 519 St-Michel, La Tuque, and Claude Mélançon, office employee, 910, 7th Street, Grand'Mère, for the following purposes:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Goulet Ltée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

712-63 — 1163/65

**Les Entreprises J. Perrault Inc.
J. Perrault Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Jean-Paul St-Louis, avocat, 204, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, Pierrette Paquin, sténographe, fille majeure, 7220, rue Cartier, Montréal, et Antoinette Leleu, sténographe, fille majeure, 129, avenue Verdi, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire le commerce de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Les Entreprises J. Perrault Inc.—J. Perrault Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

896-63 — 1162/76

Estmart Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, épouse séparée de biens de Frank Saunders, 5150, boul. Décarie, app. 6, Joyce Breslow, épouse séparée de biens de Michael Breslow, 3440, Place Decelles, et Anne Goldenblatt, fille majeure, 4895, ave. Walkley, app. 12, ces trois dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Estmart Corp. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

956-63 — 1162/102

**Ferronnerie Industrielle Arena Inc.
Arena Industrial Hardware Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To carry on a business as builders and building contractors, under the name of "Les Entreprises Goulet Ltée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at La Tuque, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

712-63 — 1163/65

**Les Entreprises J. Perrault Inc.
J. Perrault Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Jean-Paul St-Louis, advocate, 204 Notre-Dame Street West, Montreal, Pierrette Paquin, stenographer, fille majeure, 7220 Cartier Street, Montreal, and Antoinette Leleu, stenographer, fille majeure, 129 Verdi Avenue, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business dealing in doors, windows and other openings, under the name of "Les Entreprises J. Perrault Inc.—J. Perrault Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

896-63 — 1162/76

Estmart Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Arthur I. Bronstein, advocate, 5703 Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, wife separate as to property of Frank Saunders, 5150 Décarie Blvd., Apt. 6, Joyce Breslow, wife separate as to property of Michael Breslow, 3440 Decelles Place, and Anne Goldenblatt, spinster of the full age of majority, 4895 Walkley Ave., Apt. 12, the latter three secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Estmart Corp", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each and 8,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

956-63 — 1162/102

**Ferronnerie Industrielle Arena Inc.
Arena Industrial Hardware Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Jean-Cyrano LaRocque, entrepreneur, 12285, St-Evariste, Montréal, Philippe Leclerc, vendeur, 388, 15e avenue, Lachine, et Raymond Dubé, ingénieur professionnel, 122, rue Conrad, app. 3, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincailliers, sous le nom de « Ferronnerie Industrielle Arena Inc.—Arena Industrial Hardware Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 552, 19e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

997-63 — 1163/68

David Fisher Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., 4850, chemin de la Côte-St-Luc, Yoine Goldstein, 1923, ave. Clinton, tous deux de Montréal, et Perry Meyer, 9, chemin Thurlow, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « David Fisher Corporation », avec un capital total de \$400,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune, 200 actions privilégiées catégorie « A », de \$10 chacune et 39,500 actions privilégiées catégorie « C » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1028-63 — 1163/5

Fortin & Bélanger Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1963, constituant en corporation: Henri Fortin, industriel, 637, boul. Auger, Alma, Jean-Marie Bélanger, commerçant, Rita Fortin Bélanger, ménagère, épouse dudit Jean-Marie Bélanger, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 49, Price, ouest, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Fortin & Bélanger Auto Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 740 actions ordinaires de \$100 chacune et en 260 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 915, boulevard Talbot, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

875-63 — 1162/103

bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Cyrano LaRocque, contractor, 12285 St-Evariste, Montreal, Philippe Leclerc, salesman, 388, 15th Ave., Lachine, and Raymond Dubé, professional engineer, 122 Conrad St., Apt. 3, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Ferronnerie Industrielle Arena Inc.—Arena Industrial Hardware Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 552, 19th Ave., Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

997-63 — 1163/68

David Fisher Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Meyerovitch, q.c., 4850 Côte St-Luc Rd., Yoine Goldstein, 1923 Clinton Ave., both of Montreal, and Perry Meyer, 9 Thurlow Rd., Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "David Fisher Corporation", with a total capital stock of \$400,000, divided into 300 common shares of \$10 each, 200 class "A" preferred shares of \$10 each and 39,500 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

1028-63 — 1163/5

Fortin & Bélanger Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Fortin, industrialist, 637 Auger Blvd., Alma, Jean-Marie Bélanger, tradesman, Rita Fortin Bélanger, housewife, wife of the said Jean-Marie Bélanger, and duly authorized by him for these presents, the latter two of 49 Price, West, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and spare parts and to carry on business as garagemen, under the name of "Fortin & Bélanger Auto Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 740 common shares of \$100 each and 260 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 915 Talbot Blvd., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

875-63 — 1162/103

Le Foyer Paroissial de Ste-Hénédiine

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Baptiste Beaudoin, cultivateur, Albert Marcoux, marchand, et Henri-Paul Bouffard, secrétaire, tous trois de Ste-Hénédiine, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Administrer un foyer pour personnes âgées autres que convalescents, sous le nom de « Le Foyer Paroissial de Ste-Hénédiine ».

Le montant quel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$350,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Hénédiine, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 12670-62 — 1163/31

Gabriel Management Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Patrick Emmet Kierans, c.r., Pierre-Jacques Guay et Hubert Sénécal, avocats, de 901, Carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des avis, services, conseils méthodes de gestion et d'administration aux propriétaires d'hôtels, restaurant et auberges, sous le nom de « Gabriel Management Limited », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Gabriel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 1012-63 — 1163/6

Garage F. & M. Fortin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: George Bey, Michael Awada, avocats, Paul Tardi, étudiant en droit, et Anna Bey, secrétaire, célibataire, tous quatre de 635 ouest, Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Garage F. & M. Fortin Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 1029-63 — 1163/69

Le Foyer Paroissial de Ste-Hénédiine

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Baptiste Beaudoin, farmer, Albert Marcoux, merchant, and Henri-Paul Bouffard, secretary, all three of Ste-Hénédiine, county of Dorchester, for the following purposes:

To administrate a home for aged persons rather than convalescents, under the name of "Le Foyer Paroissial de Ste-Hénédiine".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$350,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Hénédiine, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 12670-62 — 1163/31

Gabriel Management Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Patrick Emmet Kierans, q.c., Pierre-Jacques Guay and Hubert Sénécal, advocates, of 901 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To furnish advice, services, counsel, management and administration to hotel, restaurant and public houses owners, under the name of "Gabriel Management Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Mont-Gabriel, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 1012-63 — 1163/6

Garage F. & M. Fortin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Bey, Michael Awada, advocates, Paul Tardi, student-at-law, and Anna Bey, secretary, spsinstser, all four of 635 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Garage F. & M. Fortin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 1029-63 — 1163/69

Golden Automotive Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en loi de la Reine, Richard Boucher, administrateur, Alva Phyllis Boyd, sténographe, et Yvette St-Jacques, teneuse de livres, ces deux dernières filles majeures, tous quatre de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pièces d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, machinerie et tous autres accessoires se rapportant à la construction d'automobiles, sous le nom de « Golden Automotive Enterprises Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

1027-63 — 1162/104

Gold Medal Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1963, constituant en corporation: Frank Gihl, vendeur, 12e rue Old Field, Montréal, Guy J. Coupal, notaire, 3081, Place Hélène-Boullé, Cartierville, et Justin E. Payette, gérant, 575, rue Alexis-Néon, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et accessoires de tous genres, sous le nom de « Gold Medal Furniture Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4255, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

478-63 — 1163/7

Graham Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1963, constituant en corporation: Louis Orenstein, c.r., 65, ave. McNider, Outremont, Jason Ruby, 2860, ave. Ekers, tous deux avocats, et Anne Gertin, secrétaire, fille majeure, 4980, ave. Maplewood, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de préparations médicinales et pharmaceutiques, remèdes brevetés, médicaments et substances chimiques, sous le nom de « Graham Distributors Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mount Royal, district judiciaire de Montréal.

Golden Automotive Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, Richard Boucher, administrator, Alva Phyllis Boyd, stenographer, and Yvette St-Jacques, book-keeper, the latter two spinsters of the full age of majority, all four of 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal for the following purposes:

To deal in automobile parts, motors, engines, machines, carburetors, machinery and all other appliances incidental to the construction of automobiles, under the name of "Golden Automotive Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

1027-63 — 1162/104

Gold Medal Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frank Gihl, salesman, 12 Old Field St., Montreal, Guy J. Coupal, notary, 3081 Hélène-Boullé Place, Cartierville, and Justin E. Payette, manager, 575 Alexis-Néon St., St-Laurent, for the following purposes:

To deal in furniture and appliances of all kinds, under the name of "Gold Medal Furniture Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 4255 St-Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

478-63 — 1163/7

Graham Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, q.c., 65 McNider Ave., Outremont, Jason Ruby, 2860 Ekers Ave., both advocates, and Anne Gertin, secretary, fille majeure, 4980 Maplewood Ave., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in medicinal and pharmaceutical preparations, patent medicines, drugs and chemicals, under the name of "Graham Distributors Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Mount Royal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 4e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 988-63 — 1162/77

Guinard Films Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Suzanne Guinard, distributrice de films, 4600, boul. Pie IX, Montréal, Yves Guinard, administrateur, 960, rue St-Aubin, St-Laurent, et Irénée Mathieu, employé civil, 25, rue Bellevue, St-Romuald, pour les objets suivants:

Commerce de films de tous genres, sous le nom de « Guinard Films Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 933-63 — 1163/32

Harrom Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1963, constituant en corporation: Helen Lennon, secrétaire, épouse séparée de biens de Bernard D. Lennon, 265, Melrose, Verdun, Larry Kolodny, 3, chemin Finchley, Hampstead, John L. Liberman, 7487, Spring, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Monique Cohen, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Cohen, 5275, Dudemaine, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Harrom Investment Corp. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 19e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 801-63 — 1162/6

Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Donat Demers, 2087, Boisjoli, Sillery, Giles Demers, 8, Grondin, Lévis, et Yves Demers, 210, Lilas, ouest, Québec, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 988-63 — 1162/77

Guinard Films Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Suzanne Guinard, film distributor, 4600 Pie IX Blvd., Montreal, Yves Guinard, administrator, 960 St-Aubin St., St-Laurent, and Irénée Mathieu, civil employee, 25 Bellevue St., St-Romuald, for the following purposes:

To carry on a business dealing in films of all kinds under the name of "Guinard Films Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 933-63 — 1163/32

Harrom Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Helen Lennon, secretary, wife separate as to property of Bernard D. Lennon, 265 Melrose, Verdun, Larry Kolodny, 3 Finchley Road, Hampstead, John L. Liberman, 7487 Spring, Côte-St-Luc, both advocates, and Monique Cohen, secretary, wife separate as to property of Jack Cohen, 5275 Dudemaine, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Harrom Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 19th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 801-63 — 1162/6

Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donat Demers, 2087 Boisjoli, Sillery, Giles Demers, 8, Grondin, Lévis, and Yves Demers, 210 Lilas, West, Quebec, all three notaries, for the following purposes:

To carry on a business as hoteliers, under the name of "Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée", with a total capital \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Ile-aux-Coudres, comté de Charlevoix, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833-o

1014-63 — 1163/70

Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Lise Bernier, secrétaire, fille majeure, 1330, William, Sillery, Jacques Delisle, avocat, 2031, Richer, Ste-Foy, et Pierre LaRue, avocat, 815, Lévis, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc. », avec un capital total de \$65,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 60,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833-o

935-63 — 1163/71

Hôtel Union Alma Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Paul Robitaille, industriel, André Boissonneault, avocat, tous deux de Rang Saguenay, et Léonard Dufour, commis de bureau, 601, St-Sacrement, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Hôtel Union Alma Ltée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 48, rue Sacré-Coeur, Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833-o

985-63 — 1163/8

Imperial Equipment Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1963, constituant en corporation: André Perreault, 4353, Girouard, Montréal, Rémi Geoffrion, 227, Langlois, Varennes, Guy Roy, 545, Lallemand, St-Jean, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments, outils et appareils, sous le nom de « Imperial Equipment Manufacturing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company will be at Ile-aux-Coudres, county of Charlevoix, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1014-63 — 1163/70

Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lise Bernier, secretary, fille majeure, 1330 William, Sillery, Jacques Delisle, advocate, 2031 Richer, Ste-Foy, and Pierre LaRue, advocate, 815 Lévis, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc.", with a total capital stock of \$65,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 60,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

935-63 — 1163/71

Hôtel Union Alma Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Robitaille, industrialist, André Boissonneault, advocate, both of Saguenay Range, and Léonard Dufour, office clerk, 601 St-Sacrement St., all three of Alma, for the following purposes:

To operate a business as hoteliers, under the name of "Hôtel Union Alma Ltée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 48 Sacré-Coeur St., judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

985-63 — 1163/8

Imperial Equipment Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, 4353 Girouard, Montreal, Rémi Geoffrion, 227 Langlois, Varennes, Guy Roy, 545 Lallemand, St. John, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, machines, their parts and accessories, and in other instruments, tools and apparatus, under the name of "Imperial Equipment Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1366, rue Champlain, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

715-63 — 1160/43

The head office of the company will be at 1366 Champlain St., Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

715-63 — 1160/43

Inesco Intercontinental Electronics School Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1963, constituant en corporation: Erich J. M. Knitel, ingénieur professionnel, 10455, De Lorimier, Montréal, Tosca Knitel Priora, ménagère, épouse séparée de biens dudit Erich J. M. Knitel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 10455, De Lorimier, Montréal, et Fulvio Callimaci, rédacteur, 9867, Charton, Montréal, pour les objets suivants:

L'enseignement par correspondance de toute matière se rattachant à l'électronique, sous le nom de « Inesco Intercontinental Electronics School Canada Ltd. », avec un capital total de \$4,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Place Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

594-63 — 1162/106

Inesco Intercontinental Electronics School Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Erich J. M. Knitel, professional engineer, 10455, De Lorimier, Montreal, Tosca Knitel Priora, housewife, wife separate as to property of the said Erich J. M. Knitel, and duly authorized by him for these presents, 10455 De Lorimier, Montreal, and Fulvio Callimaci, newspaperman, 9867 Charton, Montreal, for the following purposes:

To teach, by correspondance, all matters pertaining to electronics, under the name of "Inesco Intercontinental Electronics School Canada Ltd.", with a total capital stock of of \$4,000, divided into 400 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Place Crémazie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

594-63 — 1162/106

Institut Richelieu de Sept-Iles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Louis K. Laffamme, médecin, 608, avenue Arnaud, Louis-Armand Vigneault, secrétaire, 388, avenue Évangéline, et Roland Routhier, arpenteur géomètre, 290, avenue Iberville, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux et plus particulièrement pour les enfants retardés mentalement, sous le nom de « Institut Richelieu de Sept-Iles Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 263, rue Papineau, Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

129-63 — 1162/107

Institut Richelieu de Sept-Iles Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Louis K. Laffamme, physician, 608 Arnaud Ave., Louis-Armand Vigneault, secretary, 388 Évangéline Ave., and Roland Routhier, land-surveyor, 290 Iberville Ave., all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To form an association to come to the aid of the poor and the needy, and more particularly for mentally retarded children, under the name of "Institut Richelieu de Sept-Iles Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 263 Papineau St., Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

129-63 — 1162/107

International Quilting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Luc Geoffroy, 821, boulevard Briand,

International Quilting Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, 821 Briand Boulevard, Chambly, Robert Dulude,

Chambly, Robert Dulude, 90, Galt, Dorion, et Yvan Mercure, 2099, avenue Bellevue, St-Bruno, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériels, tissus, faits en tout ou en partie de laine, lainage, coton, nylon, caoutchouc, tissus spongieux de toute nature, sous le nom de « International Quilting Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$20 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4317A, rue Garnier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

886-63 — 1162/108

Intrafina Ltd. — Intrafina Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1963, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, c.r., 702, avenue Hartland, Outremont, André-Jean Clermont, 2, d'Artois, Prévile, John Howard Gomery, 105, avenue Hillcrest, St-Pierre et Robert Alexander Hope, 3555, avenue Atwater, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Entreprendre les affaires de l'industrie et de la finance domestiques et internationales sous tous les aspects, sous le nom de « Intrafina Ltd.—Intrafina Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

641-63 — 1162/21

Les Investissements Choquet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1963, constituant en corporation: Émile Colas, 25, de Casson, Westmount, Marc Brière, 136, rue du Club, Dorion, tous deux avocats, et Hensley Bourgoin, comptable agréé, 5427, Brodeur, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Investissements Choquet Inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 3,000 actions classe « A » de \$1 chacune, 250 actions classe « B » de \$500 chacune, 170 actions classe « C » de \$1,000 chacune et en 2,000 actions classe « D » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

694-63 — 1162/109

Jade Garden Café Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

90 Galt, Dorion, et Yvan Mercure, 2099 Bellevue Avenue, St. Bruno, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business in all kinds of materials, fabrics, made in whole or in part of wool woollen, cotton, nylon, rubber, spongy fabrics of all nature, under the name of "International Quilting Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$20 each and 1,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at 4317A, Garnier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

886-63 — 1162/108

Intrafina Ltd. — Intrafina Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, q.c., 702 Hartland Avenue, Outremont, André-Jean Clermont, 2 d'Artois, Prévile, John Howard Gomery, 105 Hillcrest Avenue, St-Pierre, and Robert Alexander Hope, 3555 Atwater Avenue, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of domestic and international trade and finance in all aspects, under the name of "Intrafina Ltd.—Intrafina Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

641-63 — 1162/21

Les Investissements Choquet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Colas, 25 de Casson, Westmount, Marc Brière, 136 du Club St., Dorion, both advocate, and Hensley Bourgoin, chartered accountant, 5427 Brodeur, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Investissements Choquet Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 3,000 class "A" shares of \$1 each, 250 class "B" shares of \$500 each, 170 class "C" shares of \$1,000 each and 2,000 class "D" shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

694-63 — 1162/109

Jade Garden Café Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Walter K. Lee, 40, avenue Querbes, app. 7, Fook Chong Jong, 3325, avenue Maplewood, app. 303, et Hum Kin Goon, 7020, avenue Somerled, tous trois restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Jade Garden Café Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 57 ouest, rue LaGauchetière, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833

912-63 — 1162/78

Fred Korman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Fred Korman, entrepreneur électricien, Mansonville, Roland Beaupré, 1280, rue Dorval, et Jean Daigneault, 296, rue Salaberry, ces deux derniers comptables, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs électriciens, sous le nom de « Fred Korman Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mansonville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833

763-63 — 1163/9

**Les Laboratoires Satellite Ltée
Satellite Laboratories Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1963, constituant en corporation: Bruno Vincent, 1263, Froment, St-Martin, Henri-Paul Dupré, 1225, rue Latour, St-Laurent, et Jean Laforte, 93, Lavoisier, Laval-des-Rapides, tous trois techniciens dentaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux dentaires, d'appareils électriques médicaux, d'instruments dentaires, chirurgicaux et médicaux, médicaments et drogues, sous le nom de « Les Laboratoires Satellite Ltée — Satellite Laboratories Ltd. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1,000 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1005-63 — 1163/33

bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Walter K. Lee, 40 Querbes Ave., Apt. 7, Fook Chong Jong, 3325 Maplewood Ave., Apt. 303, and Hum Kin Goon, 7020 Somerled Ave., all three restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Jade Garden Café Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 57 LaGauchetière Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o

912-63 — 1162/78

Fred Korman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fred Korman, electrical contractor, Mansonville, Roland Beaupré, 1280 Dorval Street, and Jean Daigneault, 296 Salaberry Street, the latter two accountants, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business as electrical contractors, under the name of "Fred Korman Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mansonville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o

763-63 — 1163/9

**Les Laboratoires Satellite Ltée
Satellite Laboratories Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Vincent, 1263 Froment, St-Martin, Henri-Paul Dupré, 1225, Latour Street, St-Laurent, and Jean Laforte, 93 Lavoisier, Laval-des-Rapides, all three dental technicians, for the following purposes:

To carry on a business dealing in dental materials, electrical medical apparatus, dental instruments, surgical and medical, medications and drugs, under the name of "Les Laboratoires Satellite Ltée — Satellite Laboratories Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 100 common shares of \$1,000 and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

1005-63 — 1163/33

Rosario Lacasse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1963, constituant en corporation: Guy Godard, avocat, 7A, rue Tour-du-Lac, Jacqueline Simonneau, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 79, rue Thibodeau, et Jacques Duquette, avocat, 11, rue St-Paul, ouest, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Rosario Lacasse Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1044-63 — 1163/72

Laiterie Pierre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1963, constituant en corporation: Isabelle Vigneau, Lucette Vigneau et Mireille Beaubien, toutes trois secrétaires, célibataires, de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Commerce du lait et de produits laitiers, sous le nom de « Laiterie Pierre Limitée », avec un capital total de \$70,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1105-63 — 1164/37

Laurentian Ready Mix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, avocat, 176, Highfield, Mont-Royal, Pierre Durand, avocat, 5823, avenue McLynn, Montréal, et Gabrielle Lahaie, secrétaire, fille majeure, 7806, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « Laurentian Ready Mix Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

899-63 — 1163/73

Rosario Lacasse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Godard, advocate, 7A Tour-du-Lac Street, Jacqueline Simonneau, secretary, fille majeure, in use of her rights, 79 Thibodeau Street, and Jacques Duquette, advocate, 11 St-Paul Street West, all three of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Rosario Lacasse Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1044-63 — 1163/72

Laiterie Pierre Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isabelle Vigneau, Lucette Vigneau and Mireille Beaubien, all three secretaries, spinsters, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in milk and dairy products, under the name of "Laiterie Pierre Limitée", with a total capital stock of \$70,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1105-63 — 1164/37

Laurentian Ready Mix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Geoffroy Birtz, advocate, 176 Highfield, Mount Royal, Pierre Durand, advocate, 5823 McLynn Ave., Montreal, and Gabrielle Lahaie, secretary, fille majeure, 7806 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in cement and its by-products, under the name of "Laurentian Ready Mix Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

899-63 — 1163/73

Michel Lauzon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation: Michel Lauzon, décorateur ensemblier, Gisèle Deschamps, ménagère, épouse dudit Michel Lauzon, tous deux de 10267, DeMartigny, Montréal, et Jacques Lauzon, marchand, St-Gabriel-de-Brandon, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de décorateurs ensembliers, sous le nom de « Michel Lauzon Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10267, rue DeMartigny, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

945-63 — 1163/74

André Leclerc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: André Leclerc, constructeur, 1881, Place Étienne, Montréal, Robert Beaudoin, comptable agréé, 10210, St-Denis, Montréal, et Monique Paquette, secrétaire, fille majeure, 966, Papineau, St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « André Leclerc Inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 4,000 actions classe « A » de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

832-63 — 1163/75

Liberty Enterprises Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1963, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Norman Mahus, notaire, 1000, avenue Pratt, Outremont, et Barbara Shapiro, secrétaire, épouse séparée de biens de Irving Shapiro, 4750, avenue Plamondon, app. 14, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Liberty Enterprises Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 138 ouest, avenue Laurier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

655-63 — 1162/10

Michel Lauzon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Lauzon, interior decorator, Gisèle Deschamps, housewife, wife of the said Michel Lauzon, both of 10267 DeMartigny, Montreal, and Jacques Lauzon, merchant, St-Gabriel-de-Brandon, for the following purposes:

To carry on a business as interior decorators, under the name of "Michel Lauzon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10267 DeMartigny St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

945-63 — 1163/74

André Leclerc Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Leclerc, builder, 1881, Étienne Place, Montreal, Robert Beaudoin, chartered accountant, 10210 St-Denis, Montreal, and Monique Paquette, secretary, fille majeure, 966 Papineau, St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To carry on a business in the field of real estate and construction, under the name of "André Leclerc Inc.", with a capital stock divided into 200 common shares of no par or nominal value and into 4,000 shares class "A" shares of \$10 each, and the amount with which the company shall start its operations is \$5,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2383

832 63 — 1163/75

Liberty Enterprises Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Ave., Montreal, Norman Mahus, notary, 1000 Pratt Ave., Outremont, and Barbara Shapiro, secretary, wife separate as to property of Irving Shapiro, 4750 Plamondon Ave., Apt. 14, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Liberty Enterprises Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 138 Laurier Ave. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

655-63 — 1162/10

Lincoln Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Paul G. Unterberg, 4865, avenue Harvard, Montréal, Bernard Sivak, 1410, chemin du Souvenir, Chomedey, tous deux avocats, et Joan Patenaude, secrétaire, célibataire, 3850, chemin Côte Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Lincoln Development Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833

1031-63 — 1163/76

Location Automobiles (Québec) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1963, constituant en corporation: Marcel Jobin, commerçant, 2155, Brûlart, Sillery, Anne-Marie Hallé, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 163, de l'Espina, Québec, et Marc Choquette, avocat, 425, Lemesurier, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Location Automobiles (Québec) Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833-o

1416-63 — 1164/118

M. & G. Caplan Woodwork Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1963, constituant en corporation: Lou Tannenbaum, avocat, Miriam Bernard et Beverley Woolgar, secrétaires, filles majeures, tous trois de 210 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « M. & G. Caplan Woodwork Ltd. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$10 chacune et 50 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

2833

1045-63 — 1163/21

Lincoln Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul G. Unterberg, 4865 Harvard Ave., Montreal, Bernard Sivak, 1410 du Souvenir Road, Chomedey, both advocates, and Joan Patenaude, secretary, spinster, 3850 Côte Ste-Catherine Rd., Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Lincoln Development Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

1031-63 — 1163/76

Location Automobiles (Québec) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Jobin, tradesman, 2155 Brûlart, Sillery, Anne-Marie Hallé, secretary, fille majeure in use of her rights, 163 de l'Espina, Quebec, and Marc Choquette, advocate, 425 Lemesurier, Quebec, for the following purposes:

To operate a business dealing in motor vehicles, their accessories and spare parts and to carry on business as garagemen, under the name of "Location Automobiles (Québec) Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1416-63 — 1164/118

M. & G. Caplan Woodwork Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lou Tannenbaum, advocate, Miriam Bernard and Beverley Woolgar, secretaries, filles majeures, all three of 210 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "M. & G. Caplan Woodwork Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 50 common shares of \$10 each and 50 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

1045-63 — 1163/21

Margis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Marthe Jacob, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens du Dr David Jacob, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 105, Bellevue, Ste-Foy, Clara D. Jolicoeur, ménagère, veuve du Dr Alonzo Jolicoeur, 105, Bellevue, Ste-Foy, et Gisèle Vachon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens du Dr Albert Vachon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 30, Millbrook Cr., Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Margis Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 105, Bellevue, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-0 969-63 — 1163/34

Marquis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1963, constituant en corporation: Annette Blais, 26-A, St-Laurent, Gisèle Labbé, 85, St-Jean-Baptiste, toutes deux secrétaires, célibataires, et André P. Casgrain, avocat, 44, Cathédrale, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de médicaments brevetés ou particuliers (proprietary medicine) et tout ce qui se vend habituellement dans les pharmacies, sous le nom de « Marquis Inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-0 873-63 — 1163/77

Mechanical Appliance Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Charles A. Phelan, 1780, Dumfries Rd., Mount Royal, Peter Robert David MacKell, 1112, Elgin Terrace, Montréal, et John H. Gomery, 105, Hillcrest, St-Pierre, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouilloires, fournaies et appareils de chauffage de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Mechanical Appliance Company Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Margis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marthe Jacob, housewife, wife contractually separate as to property of Dr. David Jacob, and duly authorized by him for these presents, 105 Bellevue Ste-Foy, Clara D. Jolicoeur, housewife, widow of Dr. Alonzo Jolicoeur, 105 Bellevue, Ste-Foy, and Gisèle Vachon, housewife, wife contractually separate as to property of Dr. Albert Vachon, and duly authorized by him for these presents, 30 Millbrook Cr., Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on business in filed of real estate and construction, under the name of "Margis Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 105 Bellevue, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 969-63 — 1163/34

Marquis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Annette Blais, 26-A St-Laurent, Gisèle Labbé, 85 St-Jean-Baptiste, both secretaries, spinsters, and André P. Casgrain, advocate, 44 Cathédrale, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business dealing in patented or proprietary medicines, and in everything that is usually sold in pharmacies, under the name of "Marquis Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 873-63 — 1163/77

Mechanical Appliance Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles A. Phelan, 1780 Dumfries Rd., Mount Royal, Peter Robert David MacKell, 1112 Elgin Terrace, Montreal, and John H. Gomery, 105 Hillcrest, St-Pierre, all three advocates, for the following purposes:

To deal in boilers, furnaces and heating equipment of every kind and description, under the name of "Mechanical Appliance Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

894-63 — 1162/51

Meunerie Mobile Hivon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1963, constituant en corporation: Yvon Brosseau, comptable agréé, 2021, rue Père-Daniel, Trois-Rivières, Jacques Désilets, comptable, 257, rue Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, et Hélène Grenier, secrétaire, fille majeure, 2497, rue De Ramezay, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meuniers, sous le nom de « Meunerie Mobile Hivon Ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

671-63 — 1163/35

Michael Publishing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Louis Orenstein, c.r., 65, avenue McNider, Outremont, Jason Ruby, 2860, avenue Ekers, tous deux avocats, et Anne Gertin, secrétaire, fille majeure, 4980, avenue Maplewood, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimeurs, sous le nom de « Michael Publishing Co. Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

971-63 — 1162/79

Modor Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Maurice Bédard, président, 15, Place Bergeron, Pierrefonds, Lorraine Howlett Fournier, secrétaire, épouse séparée de biens de Maurice Fournier, 15620, Fernand, Pierrefonds, et Jean Gagnon, avocat, 4784, rue Rachel, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Modor Construction Inc. », avec un capital total de

The head office of the company will be at Montreal West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

894-63 — 1162/51

Meunerie Mobile Hivon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Brosseau, chartered accountant, 2021 Père-Daniel Street, Trois-Rivières, Jacques Désilets, accountant, 257 Rochefort Street, Cap-de-la-Madeleine, and Hélène Grenier, secretary, fille majeure, 2497 De Ramezay, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business as millers, under the name of "Meunerie Mobile Hivon Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

671-63 — 1163/35

Michael Publishing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, q.c., 65 McNider Avenue, Outremont, Jason Ruby, 2860 Ekers Avenue, both advocates, and Anne Gertin, secretary, fille majeure, 4980 Maplewood Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers, under the name of "Michael Publishing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

971-63 — 1162/79

Modor Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Bédard, president, 15 Place Bergeron, Pierrefonds, Lorraine Howlett Fournier, secretary, wife separate as to property of Maurice Fournier, 15620 Fernand, Pierrefonds, and Jean Gagnon, advocate, 4784 Rachel St., Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Modor Construction Inc.", with a total capital stock

\$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15, Place Bergeron, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

869-63 — 1163/80

of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 15 Place Bergeron, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

869-63 — 1163/80

The Montreal Automobile Dealers Association, Ltd.

L'Association des Marchands d'Automobiles de Montréal, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1963, constituant en corporation sans capital-actions: J. René Wilhelmy, 275, Bloomfield, Montréal, Jean R. Prieur, 750, 37e avenue, Lachine, Charles R. Doyle, 365, avenue Chester, Verdun, Gérard Jarry, 320, blvd Laird, app. 3, Mont Royal, George Henderson 1005, avenue Carson, Dorval, et Pierre Dupuis, 169, rue St-Jean, Québec, tous six administrateurs, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts des marchands, bailleurs, grossistes, manufacturiers, assureurs et les compagnies finançant l'achat de véhicules-automobiles et accessoires ainsi que d'autres personnes intéressées dans l'industrie de l'automobile, sous le nom de «The Montreal Automobile Dealers Association, Ltd.—L'Association des Marchands d'Automobiles de Montréal, Ltée».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera 3600, avenue Barclay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

733-63 — 1162/53

The Montreal Automobile Dealers Association, Ltd.

L'Association des Marchands d'Automobiles de Montréal, Ltée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: J. René Wilhelmy, 275 Bloomfield, Montreal, Jean R. Prieur, 750, 37th Avenue, Lachine, Charles R. Doyle, 365 Chester Ave., Verdun, Gérard Jarry, 320 Laird Blvd., Apt. 3, Mount Royal, George Henderson, 1005 Carson Ave., Dorval, and Pierre Dupuis, 169 St-Jean St., Quebec, all six executives, for the following purposes:

To promote the interests of dealers, lessors, wholesalers, manufacturers, insurers and companies financing the purchase of motor vehicles and equipment and others associated with the automobile industry, under the name of "The Montreal Automobile Dealers Association, Ltd.—L'Association des Marchands d'Automobiles de Montréal, Ltée".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 3600 Barclay Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

733-63 — 1162/53

Myron Israel Holding Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1963, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, 4978, avenue Victoria, Jules Leavitt, 4001, Kindersley Place, tous deux avocats, de Montréal, et Earl Merling, notaire, 7019, Chemin Clover, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de «Myron Israel Holding Company Inc.», avec un capital total de \$450,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions catégorie «A» d'une valeur au pair de \$1 chacune et 4,470 actions catégorie «B» d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

761-63 — 1162/12

Myron Israel Holding Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sol Sidney Fels, 4978 Victoria Ave., Jules Leavitt, 4001 Kindersley Place, both advocates, of Montreal, and Earl Merling, notary, 7019 Clover Rd., Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Myron Israel Holding Company Inc.", with a total capital stock of \$450,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 2,000 class "A" shares of a par value of \$1 each and 4,470 class "B" shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

761-63 — 1162/12

J.-Roch Nadeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1963, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, avocat, J.-Claude Gagnon, avocat, Claudette Lauzier, secrétaire, célibataire majeure et usant de ses droits, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « J.-Roch Nadeau Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

699-63 — 1162/114

National Hotel Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Norman Taviss, distributeur, Shirley Taviss, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Norman Taviss, tous deux de 4744, ave. Lacombe, Philip Benjamin, comptable, 4861, ave. Victoria, et James Droulis, vendeur, 2495, ave. Van Horne, app. 21, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres d'outillage et fournitures et de tous accessoires requis, en conséquence utilisés dans l'aménagement et l'entretien d'hôtels, restaurants, salles à diner, et autres endroits semblables, sous le nom de « National Hotel Supplies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

850-63 — 1162/115

New Athen's Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Joseph P. Miller, 168 est, Notre-Dame, Isidore Buller, 454 ouest, Jarry, tous deux avocats, et Michael Milstein, commis, 257 ouest, Villeneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Entretenir, maintenir, exploiter et diriger des garages, magasins, offices, entrepôts et autres endroits de même nature, sous le nom de « New Athen's Garage Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

J.-Roch Nadeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Gagnon, advocate, J.-Claude Gagnon, advocate, Claudette Lauzier, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts and to act as garagemen, under the name of "J.-Roch Nadeau Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

699-63 — 1162/114

National Hotel Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman Taviss, distributor, Shirley Taviss, secretary, wife separate as to property of the said Norman Taviss, both of 4744 Lacombe Ave., Philip Benjamin, accountant, 4861 Victoria Ave., and James Droulis, salesman, 2495 Van Horne Ave., Apt. 21, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in all types of equipment and furnishings and all accessories required therefor used in the operations and maintenance of hotels, restaurants, cafés and like places, under the name of "National Hotel Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

850-63 — 1162/115

New Athen's Garage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph P. Miller, 168 Notre-Dame East, Isidore Buller, 454 Jarry West, both advocates, and Michael Milstein, clerk, 257 Villeneuve West, all three of Montreal, for the following purposes:

To keep, maintain, operate and manage garages, store-houses, store-rooms, warehouses and other like places, under the name of "New Athen's Garage Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1412, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 915-63 — 1162/14

Nicholas Nikides Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1963, constituant en corporation: George Pothitos, gentilhomme, William Pothitos, commis, tous deux de 4748, avenue Victoria, et Nicholas Nikides, marchand de fourrure, 4746, avenue Victoria, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrures et pelleteries, sous le nom de « Nicholas Nikides Incorporated », avec un capital total de \$15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1449, rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 175-63 — 1162/81

Nouveau Tissu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation: Jerry Massey, vendeur, Marie-Paule Galarneau, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de 6525, Papineau, Montréal, et J.-Bernard Hudon, gérant, 3845, St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Nouveau Tissu Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2210, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 1073-63 — 1163/89

L'O.T.J. de Saint-Jean de Dieu

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Daniel Jean, professeur, Adrien Bélanger, assistant-gérant, Lucia Grenier, institutrice, célibataire majeure, Maurice Drapeau, cantonnier, Henri Malenfant, agent vendeur, Yvon Sirois, garagiste, Adrien Sénécal, technicien en télévision, Marcel Rioux, professeur, et Jacques LeBlond, agriculteur, tous neuf de Saint-Jean-de-Dieu, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 1412 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 915-63 — 1162/14

Nicholas Nikides Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Pothitos, gentleman, William Pothitos, clerk, both of 4748 Victoria Ave., and Nicholas Nikides, furrier, 4746 Victoria Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs and fur skins, under the name of "Nicholas Nikides Incorporated", with a total capital stock of \$15,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 175-63 — 1162/81

Nouveau Tissu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jerry Massey, salesman, Marie-Paule Galarneau, secretary, spinster of the full age of majority, both of 6525 Papineau, Montreal, and J.-Bernard Hudon, manager, 3845 St. Hubert, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Nouveau Tissu Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2210 Bélanger St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 1073-63 — 1163/89

L'O.T.J. de Saint-Jean de Dieu

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Daniel Jean, professor, Adrien Bélanger, assistant-manager, Lucia Grenier, teacher, spinster of full age, Maurice Drapeau, road mender, Henri Malenfant, salesman, Yvon Sirois, garageman, Adrien Sénécal, technician in television, Marcel Rioux, professor, and Jacques LeBlond, agriculturist, all nine of Saint-Jean-de-Dieu, for the following purposes:

Travailler à l'organisation des loisirs dans la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu, sous le nom de « L.O.T.J. de Saint-Jean de Dieu ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean-de-Dieu, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

29-63 — 1163/37

Opéra Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1963, constituant en corporation: Maurice Robitaille, constructeur, 1270, boul. Leblanc, Duvernay, Gérard Lépine, constructeur, et Fernande Bourassa Lépine, ménagère, épouse commune en biens dudit Gérard Lépine, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 60A, rue Sauriol, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Opéra Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1270, boul. Leblanc, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

884-63 — 1162/15

Papineau Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1963, constituant en corporation: François Boisclair, avocat, 336, rue Hall, St-Lambert, Jean-Louis Lamoureux, avocat, 8178, Wiseman, Montréal, et Yvon Brizard, avocat, 6538, Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Papineau Automobile Ltée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

991-63 — 1163/38

Parker Painting Contractors Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

To work towards the organization of recreational centers in the parish of Saint-Jean-de-Dieu, under the name of "L.O.T.J. de Saint-Jean de Dieu".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jean-de-Dieu, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

29-63 — 1163/37

Opéra Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Robitaille, builder, 1270 Leblanc Blvd., Duvernay, Gérard Lépine, builder, and Fernande Bourassa Lépine, housewife, wife common as to property of the said Gérard Lépine, and duly authorized by him for these presents, both of 60A Sauriol St., Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Opéra Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1270 Leblanc Blvd., Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

884-63 — 1162/15

Papineau Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Boisclair, advocate, 336 Hall Street, St-Lambert, Jean-Louis Lamoureux, advocate, 8178 Wiseman, Montreal, and Yvon Brizard, advocate, 6538 Louis-Hébert, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on business as garagemen, under the name of "Papineau Automobile Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

991-63 — 1163/38

Parker Painting Contractors Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1963,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1963, constituant en corporation: Isaac Parker, peintre, 6070, Darlington, app. 5, Ann Weiner, secrétaire, fille majeure, 4162, de la Peltrie, tous deux de Montréal, et Alex Raider, avocat, 5558, avenue Pinedale, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs en peinture, sous le nom de «Parker Painting Contractors Co. Ltd.», avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

845-63 — 1162/25

Parkhaven Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1963, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, Samuel H. Shriar, 315, rue St-Aubin, St-Laurent, tous deux avocats, Anne Brown, 7030 chemin de la Côte-St-Luc, Montréal, et Mollie Schwartz, 1225, ouest, Bernard, Outremont, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeubles et de la construction, sous le nom de «Parkhaven Realities Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

720-63 — 1162/55

Patterson Paint Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Roger L. Beaulieu, c.r., 702, avenue Hartland, Outremont, John H. Gomery, 105, avenue Hillcrest, St-Pierre, et Robert A. Hope, 3555, avenue Atwater, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de peinture et d'approvisionnements de peinture, sous le nom de «Patterson Paint Company Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

888-63 — 1163/39

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isaac Parker, painter, 6070 Darlington, apt. 5, Ann Weiner, secretary, spinster of the full age of majority, 4162 de la Peltrie, both of Montreal, and Alex Raider, advocate, 5558 Pinedale Avenue Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of painting contractors, under the name of "Parker Painting Contractors Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

845-63 — 1162/25

Parkhaven Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Samuel H. Shriar, 315 St. Aubin St., St-Laurent, both advocates, Anne Brown, 7030 Côte St-Luc Rd., Montreal, and Mollie Schwartz, 1225 Bernard West, Outremont, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Parkhaven Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

720-63 — 1162/55

Patterson Paint Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger L. Beaulieu, q.c., 702 Hartland Ave., Outremont, John H. Gomery, 105 Hillcrest Ave., St-Pierre, and Robert A. Hope, 3555 Atwater Ave., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of paint and paint supplies, under the name of "Patterson Paint Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

888-63 — 1163/39

Pau-Mar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Marcel Blouin, entrepreneur, Pauline Lépine Blouin, ménagère, épouse dudit Marcel Blouin, tous deux de 5, rue Fleury, Charlesbourg, et Philippe Leclerc, employé, 1565, de la Ronde, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Pau-Mar Corp. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5, rue Fleury, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

944-63 — 1163/40

Roméo Pépin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1963, constituant en corporation: Geneviève Gaudet, 10597, St-Denis, Jeanne Valentine, 2361, Madison, et Yvette Racicot, 2372, Lafontaine, toutes trois secrétaires, célibataires majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Roméo Pépin Inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

848-63 — 1163/90

Perk Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1963, constituant en corporation: George Whelan, 201, rue Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, 1775, rue Boudrias, St-Laurent, tous deux avocats, Etta Lomon, 4945, Côte-des-Neiges, et Millie Tobenstein, 2105, avenue Van Horne, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Perk Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

989-63 — 1163/91

Pau-Mar Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Blouin, contractor, Pauline Lépine Blouin, housewife, wife of the said Marcel Blouin, both of 5 Fleury Street, Charlesbourg, and Philippe Leclerc, employee, 1565 de la Ronde, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Pau-Mar Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 5 Fleury Street, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833 \

944-63 — 1163/40

Roméo Pépin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Geneviève Gaudet, 10597 St-Denis, Jeanne Valentine, 2361 Madison, and Yvette Racicot, 2372 Lafontaine, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Roméo Pépin Inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 750 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

848-63 — 1163/90

Perk Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Whelan, 201 Sherbrooke St., Beaconsfield, Morton Bessner, 1775 Boudrias St., St-Laurent, both advocates, Etta Lomon, 4945 Côte-des-Neiges, and Millie Tobenstein, 2105 Van Horne Ave., the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Perk Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

989-63 — 1163/91

**Placements Amérique Inc.
America Investment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1963, constituant en corporation: Claude Geoffrion, Yves Geoffrion, tous deux courtiers d'assurances agréés, J.-Bernard Billard, notaire, et André Laurence, avocat, tous quatre de 715, Place Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements et de porte-feuille, sous le nom de « Placements Amérique Inc.— America Investment Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 715, Place Victoria, suite 930, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1051-63 — 1163/93

Les Placements des Douze Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1962, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, Denise-Marie Landry, secrétaire célibataire, et Céline Trudeau, secrétaire, célibataire, tous trois de 1155, boul. Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements des Douze Inc. », avec un capital total de \$350,000, divisé en 1,200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 348,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1, rue Front, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

13993-62 — 1146/24

Les Placements Dollard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Gérard Dufresne, notaire, 3575, rue de Souigny, Réal Legris, avocat, 943, rue Ste-Geneviève, et Jean-Paul Lamy, comptable agréé, 931, rue des Mélèzes, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Dollard Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 282, rue Radisson, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

924-63 — 1162/56

**Placements Amérique Inc.
America Investment Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Geoffrion, Yves Geoffrion, both chartered insurance brokers, J.-Bernard Billard, notary, and André Laurence, advocate, all four of 715 Victoria Place, Montreal, for the following purposes:

To carry on an investment and holding business, under the name of "Placements Amérique Inc.— America Investment Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 715 Victoria Place, suite 930 Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

1051-63 — 1163/93

Les Placements des Douze Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monet, advocate, Denise-Marie Landry, secretary, spinster, and Céline Trudeau, secretary, spinster, all three of 1155 Dorchester Blvd., West, Montreal, for the following purposes:

To operate a company dealing in investments, under the name of "Les Placements des Douze Inc.", with a total capital stock of \$350,000, divided into 1,200 common shares of a par value of \$1 each and into 348,800 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the corporation will be at 1 Front St., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

13993-62 — 1146/24

Les Placements Dollard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Dufresne, notary, 3575 de Souigny St., Réal Legris, advocate, 943 Ste-Geneviève St., and Jean-Paul Lamy, chartered accountant, 931 des Mélèzes St., all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Placements Dollard Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 282 Radisson St., Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

924-63 — 1162/56

Les Placements le Baron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Robert Beaudoin, comptable agréé, 10210, St-Denis, Montréal, Madeleine Mercure, 5853, rue Cartier, Montréal, et Monique Paquette, 966, Papineau, St-Vincent-de-Paul, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Les Placements le Baron Inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 1,500 actions classe « A » de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

831-63 — 1163/94

Les Placements Masson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Léopold Lalonde, administrateur, 6503, le Breton, Montréal, Robert Beaudoin, comptable agréé, 10210, St-Denis, Montréal, et Monique Paquette, secrétaire, fille majeure, 966, Papineau, St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Les Placements Masson Inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 5,000 actions classe « A » de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$7,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

829-63 — 1163/95

Les Placements Paul Delisle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1963, constituant en corporation: Réjane L. Colas, épouse séparée de biens d'Émile Colas, 25, chemin de Casson, Westmount, Raymond Denis, 4844, rue Rivard, Montréal, et Gilles Bertrand, 286, avenue Willowdale, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Paul Delisle Ltée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 196,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Les Placements le Baron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Beaudoin, chartered accountant, 10210 St-Denis, Montreal, Madeleine Mercure, 5853 Cartier St., Montreal, and Monique Paquette, 966 Papineau, St-Vincent-de-Paul, the two latter secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements le Baron Inc.", with a capital stock divided into 100 common shares of no par or nominal value and 1,500 class "A" shares of \$10 each, and the amount with which the company will begin its operations is \$2,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

831-63 — 1163/94

Les Placements Masson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léopold Lalonde, administrator, 6503 le Breton, Montreal, Robert Beaudoin, chartered accountant, 10210 St-Denis, Montreal, and Monique Paquette, secretary, fille majeure, 966 Papineau, St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To carry on a business as hoteliers, under the name of "Les Placements Masson Inc.", with a capital stock divided into 500 common shares without nominal or par value and into 5,000 class "A" shares of \$10 each and the amount with which the company shall start its operations is \$7,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

829-63 — 1163/95

Les Placements Paul Delisle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réjane L. Colas, wife separate as to property of Émile Colas, 25 de Casson Rd., Westmount, Raymond Denis, 4844 Rivard St., Montreal, and Gilles Bertrand, 286 Willowdale Ave., Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Paul Delisle Ltée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 196,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

992-63 — 1163/96

Prescott & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Kyle Prescott, administrateur, 5230, St-Ignatius, Montréal, Wendell Howard Laidley, 56, avenue Sunnyside, Westmount, et Allison Arthur Mariotti Walsh, 28, chemin Granville, Hampstead, ces deux derniers avocats et conseils en loi de la Reine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits chimiques, minéraux, couleurs et matières premières de toutes sortes, sous le nom de « Prescott & Company Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

938-63 — 1163/97

Pride Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Sidney Cutler, 6255, Place Northcrest, Montréal, Moe Ackman, 3128, 3e Rue, Chomedey, et Irwin Gliserman, 5719, ave. Brookside, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous matériaux utilisés dans la construction, sous le nom de « Pride Industries Ltd. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

900-63 — 1162/58

Produits de Mer les Escoumins Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1963, constituant en corporation: Germain Simard, avocat, La Malbaie, Louis-Philippe Lepage, commerçant, et Jean-Claude Tremblay, commis, ces deux derniers des Escoumins, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de poissons, sous le nom de « Produits de Mer les Escoumins Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

992-63 — 1163/96

Prescott & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kyle Prescott, executive, 5230 St-Ignatius, Montreal, Wendell Howard Laidley, 56 Sunnyside Ave., Westmount, and Allison Arthur Mariotti Walsh, 28 Granville Road, Hampstead, the latter two advocates and Queen's Counsels, for the following purposes:

To deal in chemicals, minerals, colours and primary products of every sort, under the name of "Prescott & Company Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

938-63 — 1163/97

Pride Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sidney Cutler, 6255 Northcrest Place, Montreal, Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Chomedey, and Irwin Gliserman, 5719 Brookside Ave., Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all supplies used in building and construction, under the name of "Pride Industries Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

900-63 — 1162/58

Produits de Mer les Escoumins Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Germain Simard, advocate, La Malbaie, Louis-Philippe Lepage, merchant, and Jean-Claude Tremblay, clerk, the latter two of Escoumins, for the following purposes:

To carry on business as fish merchants, under the name of "Produits de Mer les Escoumins Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Escoumins, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

470-63 — 1162/59

Progress Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1963, constituant en corporation: Claude Bélanger, entrepreneur, 135, des Érables, St-Hilaire, Jean-Jacques Chartier, agent d'immeubles, 420, St-Jean-Baptiste, Duvernay, et Gaston L'Écuyer, agent de publicité, 294, avenue Grant, Longueuil, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Progress Lumber Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 198a, chemin Chambly, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

863-63 — 1162/60

Les Promotions Télévisées Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Normand Duval, avocat, 2185, Nicolas-Perrôt, J.-Claude Bureau, avocat, 12365, Crevier, et Marcel Hamelin, notaire, 12086, l'Acadie, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de publicité et de conseillers en publicité, sous le nom de « Les Promotions Télévisées Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1231, Ste-Catherine, ouest, chambre 345, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

892-63 — 1163/11

Quincaillerie A & M Ltée A & M Hardware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation: J.-Robert Archambault, entrepreneur général, Gilberte Lamoureux Archambault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Robert Archambault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 39, boul. Ste-Rose, Alexandre Marcotte, rembourreur, et Gisèle Roy Marcotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit

The head office of the company will be at Escoumins, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

470-63 — 1162/59

Progress Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Bélanger, contractor, 135 des Érables, St-Hilaire, Jean-Jacques Chartier, real estate agent, 420 St-Jean-Baptiste, Duvernay, and Gaston L'Écuyer, publicity agent, 294 Grant Ave., Longueuil, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Progress Lumber Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 198 a Chambly Road, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

863-63 — 1162/60

Les Promotions Télévisées Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Duval, advocate, 2185 Nicolas-Perrôt, J.-Claude Bureau, advocate, 12365 Crevier, and Marcel Hamelin, notary, 12086 l'Acadie, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in publicity, and as publicity advisers, under the name of "Les Promotions Télévisées Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1231 St. Catherine West, Room 345, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

892-63 — 1163/11

Quincaillerie A & M Ltée A & M Hardware Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Robert Archambault, general contractor, Gilberte Lamoureux Archambault, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Robert Archambault, and duly authorized by him for these presents, both of 39 Ste-Rose Blvd., Alexandre Marcotte, upholsterer, and Gisèle Roy Marcotte, housewife, wife contractually separate as to property of the said Alexan-

Alexandre Marcotte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 199, boul. Ste-Rose, tous quatre de Ste-Rose, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie A & M Ltée — A & M Hardware Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 266, boul. Ste-Rose, Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1062-63 — 1163/98

R.-H. Nouveauté Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: J.-Maurice Rathe, commerçant, 282, boul. Olivier, Raoul Hamel, vendeur, 248, 5e avenue, tous deux d'Asbestos, et Roger Parenteau, avocat, 480, rue St-Jean, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de librairie et de bijouterie, sous le nom de « R.-H. Nouveauté Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$20 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 282, boulevard Olivier, Asbestos, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

814-63 — 1163/36

La Régence Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1963, constituant en corporation: Henri Fortin, notaire, 5120, 3e avenue, Charlesbourg, Claude Royer, notaire, 2785, Poitiers, Ste-Foy, et André Cossette, notaire, 215, 75e rue, est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements, sous le nom de « La Régence Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 509, boul. Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1034-63 — 1163/12

Le Relais de Taxco Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

dre Marcotte, and duly authorized by him for these presents, the latter two of 199 Ste-Rose Blvd., all four of Ste-Rose, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Quincaillerie A & M Ltée — A & M Hardware Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 266 Ste-Rose Blvd., Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

1062-63 — 1163/98

R.-H. Nouveauté Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Maurice Rathe, trader, 282 Olivier Blvd., Raoul Hamel, salesman, 248, 5th Ave., both of Asbestos, and Roger Parenteau, advocate, 480 St-Jean St., Drummondville, for the following purposes:

To carry on business dealing library equipment and jewellery, under the name of "R.-H. Nouveauté Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$20 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 282 Olivier Blvd., Asbestos, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

814-63 — 1163/36

La Régence Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Fortin, notary, 5120, 3rd Ave., Charlesbourg, Claude Royer, notary, 2785 Poitiers, Ste-Foy, and André Cossette, notary, 215, 75th St. East, Charlesbourg, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "La Régence Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 509 Charest Blvd. East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

1034-63 — 1163/12

Le Relais de Taxco Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Guy Godard, avocat, 7A, rue Tour du Lac, Jacqueline Simonneau, secrétaire, fille majeure, 79, rue Thibodeau, et Jacques Duquette, avocat, 11, rue St-Paul, ouest, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits; de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Le Relais de Taxco Ltée », avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4457, rue Orléans, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

879-63 — 1162/117

Resort Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1963, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, c.r., 5501, avenue Randall, Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, tous deux avocats, de Côte-St-Luc, et Beverley Gold, secrétaire, fille majeure, 3815, avenue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Resort Realty Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

685-63 — 1162/118

Restaurant au Gourmet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1963, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, avocat, J.-Claude Gagnon, avocat, et Claudette Lauzier, secrétaire, célibataire majeure et usant de ses droits, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant au Gourmet Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Godard, advocate, 7A Tour du Lac St., Jacqueline Simonneau, secretary, spinster of the full age of majority, 79 Thibodeau St., and Jacques Duquette, advocate, 11 St-Paul St., West, all three of Ste-Atathe-des-Monts, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandises made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloide, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and by-products of same; and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, books and periodicals, paints, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, toilet articles and perfumes, under the name of "Le Relais de Taxco Ltée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 4457 Orléans St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

879-63 — 1162/117

Resort Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore M. Bobrove, q.c., 5501 Randall Ave., Jack B. Bobrove, 5615 Cork Ave., both advocates, of Côte-St-Luc, and Beverley Gold, secretary, fille majeure, 3815 Dupuis Ave., Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Resort Realty Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

685-63 — 1162/118

Restaurant au Gourmet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Gagnon, advocate, J.-Claude Gagnon, advocate, and Claudette Lauzier, secretary, spinster and in use of her rights, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs, under the name of "Restaurant au Gourmet Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and into 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 700-63 — 1163/44

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 700-63 — 1163/44

Restaurant Le Cessna Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1963, constituant en corporation: Jean Richard, 1061, avenue Brown, Québec, Jean Drouin, 6, rue Laporte, Québec, et Jean-Charles Lord, 653, avenue Royale, Beauport, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Cessna Inc. », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 22e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 15018-62 — 1162/61

Restaurant Le Cessna Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Richard, 1061 Brown Avenue, Québec, Jean Drouin, 6 Laporte Street, Québec, and Jean-Charles Lord, 653 Royale Avenue, Beauport, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Cessna Inc.", with a capital stock divided into 400 common shares of no par or nominal value and 200 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will begin its operations will be \$4,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 22nd day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 15018-62 — 1162/61

Restaurant Moulin Rouge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Jean Beauvais, 2250, avenue Brodeur, Sillery, Céline Turcotte, fille majeure, 46, de la Falaise, Beauport, et Jean-Marie Bouchard, 2897, rue Providence, Ste-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Moulin Rouge Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3065, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 983-63 — 1163/99

Restaurant Moulin Rouge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Beauvais, 2250 Brodeur Avenue, Sillery, Céline Turcotte, fille majeure, 46 de la Falaise, Beauport, and Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence Street, Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant Moulin Rouge Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3065 Ste-Foy Road, Ste-Foy, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 983-63 — 1163/99

Normand Robert & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation: Normand A. Robert, marchand, Mme Dorothee Quesnel Robert, ménagère, épouse commune en biens dudit Normand A. Robert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Guy Robert, commis, tous trois de Montebello, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, sous le nom de « Normand Robert & Fils Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Normand Robert & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand A. Robert, merchant, Mrs. Dorothee Quesnel Robert, housewife, wife common as to property of the said Normand A. Robert, and duly authorized by him for these presents, and Guy Robert, clerk, all three of Montebello, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Normand Robert & Fils Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montebello, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 812-63 — 1163/100

Rolf Schuett Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1962, constituant en corporation: John Fetherstonhaugh, 46, bld Strathmore, Dorval, Raymond Michael Harold Bennett, 1157, avenue Leclair, Verdun, et Stanley Fraser English, 4770, avenue Plamondon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Rolf Schuett Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3239, rue St-Antoine, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 164-63 — 1162/31

Ross Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1962, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, c.r., 4300 ave. Western, Westmount, Benjamin J. Greenberg, 5510, ave. Robinson, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Helen F. Anderson, secrétaire, célibataire, 1267, rue St. Mark, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Ross Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 12-63 — 1162/63

Roy et Dumas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: André O. Dumas, industriel, 3820, rue St-Pie X, Trois-Rivières, Paul-Émile Roy, manufacturier, 230, St-Laurent, Cap-de-la-Madeleine, et Paul Villeneuve, notaire, 3435, rue De Souigny, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montebello, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 812-63 — 1163/100

Rolf Schuett Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Fetherstonhaugh, 46 Strathmore Blvd., Dorval, Raymond Michael Harold Bennett, 1157 Leclair Ave., Verdun, and Stanley Fraser English, 4770 Plamondon Ave., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and building contractors, under the name of "Rolf Schuett Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3239 St-Antoine Street, Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 164-63 — 1162/31

Ross Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, q.c., 4300 Western Ave., Westmount, Benjamin J. Greenberg, 5510 Robinson Ave., Côte-St-Luc, both advocates, and Helen F. Anderson, secretary, spinster, 1267 St. Mark St., Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Ross Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of the par value of \$10 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 12-63 — 1162/63

Roy et Dumas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André O. Dumas, industrialist, 3820 St-Pie X St., Trois-Rivières, Paul-Émile Roy, manufacturer, 230 St-Laurent, Cap-de-la-Madeleine, and Paul Villeneuve, notary, 3435 De Souigny St., Trois-Rivières, for the following purposes:

Faire le commerce de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Roy et Dumas Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

893-63 — 1162/64

Royroyal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation: Alaister Robert Brown, estimateur, 7850, Curé-Clermont, Anjou, Herbert Roy Earley, dessinateur, 6747, 44e avenue, Montréal, et Raymond Arthur Haine, estimateur, 5049, Paisley, St-Léonard-de-Port-Maurice, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un restaurant et de casse-croûte servi aux voitures, sous le nom de « Royroyal Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 34,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léonard-de-Port-Maurice, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

1057-63 — 1163/101

Samson Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1963, constituant en corporation: Germain Samson, constructeur, 4875, chemin Côte Ste-Catherine, Montréal, François J. Bastien, comptable agréé, 225, avenue Montrose, St-Lambert, et Alain Voizard, notaire, Ste-Adèle-en-Haut, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Samson Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

838-63 — 1162/65

Service des Loisirs St-Arsène

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Mario Cousineau, tech-

To deal in doors, windows and other openings, under the name of "Roy et Dumas Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

893-63 — 1162/64

Royroyal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alaister Robert Brown, estimator, 7850 Curé-Clermont, Anjou, Herbert Roy Earley, draughtsman, 6747, 44th Avenue, Montreal, and Raymond Arthur Haine, estimator, 5049 Paisley, St-Léonard-de-Port-Maurice, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant and curb-service stand, under the name of "Royroyal Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each and 34,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at St-Léonard-de-Port-Maurice, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

1057-63 — 1163/101

Samson Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Germain Samson, builder, 4875 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, François J. Bastien, chartered accountant, 225 Montrose Ave., St-Lambert, and Alain Voizard, notary, Ste-Adèle-en-Haut, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Samson Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

838-63 — 1162/65

Service des Loisirs St-Arsène

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Mario Cousineau,

nicien en drainage, 6753, Christophe-Colomb, Raymond Fournier, détaillant en papeterie, 6892, de Normanville, Cécilia L'Heureux Bertrand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gilbert Bertrand, 6830, Boyer, Gérard Despatie, surveillant de personnel, 7123, Christophe-Colomb, Aline Bertrand, étudiante, 6830, Boyer, et M. l'abbé Michel Lefrançois, prêtre, vicaire, 1015, Bélanger, est, tous six de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de St-Arsène, sous le nom de « Service des Loisirs St-Arsène ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1053-63 — 1163/103

Simco Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Jean-Roch Boivin, avocat, 8960, St-Urbain, René Beaulac, étudiant en droit, 6296, Louis-Hémon, et Paule Lamontagne, secrétaire, veuve de François Gobeil, 2615, Beaubien, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits chimiques ou autres et d'appareils mécaniques, électriques ou autres, leurs parties et accessoires employés dans le traitement des eaux potables, sous le nom de « Simco Quebec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 26, rue De Metz, Lorraine, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

847-63 — 1162/119

Lily Simon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1963, constituant en corporation: Claude Thivierge, avocat, 105, Thackeray Road, Beaconsfield, Jacqueline Matte, 8390, rue Drolet, Montréal, et Rose-Aimée Poudrette, 2194, rue Sherbrooke, est, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bonnetiers, de robes et de vêtements pour dames, sous le nom de « Lily Simon Inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$30,000.

Le siège social de la compagnie sera 1320, rue Beaubien, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

technician in drainage, 6753 Christophe-Colomb, Raymond Fournier, retail stationer, 6892 de Normanville, Cécilia L'Heureux Bertrand, housewife, wife contractually separate as to property of Gilbert Bertrand, 6830 Boyer, Gérard Despatie, in charge of personnel, 7123 Christophe-Colomb, Aline Bertrand, student, 6830 Boyer, and Rev. Father Michel Lefrançois, priest, curate, 1015 Bélanger, East, all six of Montreal, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of St-Arsène, under the name of "Service des Loisirs St-Arsène".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1053-63 — 1163/103

Simco Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Roch Boivin, advocate, 8960 St-Urbain, René Beaulac, student-at-law, 6296 Louis-Hémon, and Paule Lamontagne, secretary, widow of François Gobeil, 2615 Beaubien, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in chemical or other products and in mechanical, electrical or other apparatus, their parts and accessories used in the treatment of drinking water, under the name of "Simco Quebec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 26 De Metz St., Lorraine, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

847-63 — 1162/119

Lily Simon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Thivierge, advocate, 105 Thackeray Road, Beaconsfield, Jacqueline Matte, 8390 Drolet St., Montreal, and Rose-Aimée Poudrette, 2194 Sherbrooke St., East, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in hats, dresses and ladies' wearing apparel, under the name of "Lily Simon Inc.", with a capital divided into 200 common shares without nominal or par value and 300 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$30,000.

The head office of the company will be at 1320 Beaubien St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 730-63 — 1162/133

Sport Gloves Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation: Charles-Eugène Barbeau, industriel, Mme Marcelle Boivin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles-Eugène Barbeau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 229, St-Pierre, et Roger Barbeau, industriel, tous trois de St-Tite, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tanneurs, corroyeurs, teinturiers et fabricants de courroies, sous le nom de « Sport Gloves Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Tite, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 977-63 — 1163/104

Style Sales & Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Abraham Wineberg, 4521, ave. Bessborough, Sidney N. Nagley, 2055, ave. St. Matthew, tous deux vendeurs, et Kalman S. Samuels, avocat, 1434 ouest, rue Ste-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes ou descriptions de marchandises, articles ou effets se rapportant aux articles vestimentaires, sous le nom de « Style Sales & Service Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1434 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 937-63 — 1162/135

Sunset Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Panayiotis Photiades, teneur de livres, 9190-A, 13e Avenue, St-Michel, I. Edward Blanshay, avocat, 5634 ave. Greenwood, Côte-St-Luc, et Beatrice Demetre, secrétaire, fille majeure, 5623, ave. Woodbury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Sunset Restaurant Inc. », avec un

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 730-63 — 1162/133

Sport Gloves Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-Eugène Barbeau, industrialist, Mrs. Marcelle Boivin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Charles-Eugène Barbeau, and duly authorized by him for these presents, both of 229 St-Pierre, and Roger Barbeau, industrialist, all three of St-Tite, for the following purposes:

To carry on business as tanners, curriers, dyers and belt makers, under the name of "Sport Gloves Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Tite, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 977-63 — 1163/104

Style Sales & Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Wineberg, 4521 Bessborough Ave., Sidney N. Nagley, 2055 St. Matthew Ave., both salesmen, and Kalman S. Samuels, advocate, 1434 St. Catherine St. West, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds or descriptions connected with wearing apparel, under the name of "Style Sales & Service Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1434 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 937-63 — 1162/135

Sunset Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Panayiotis Photiades, book-keeper, 9190-A, 13th Avenue, St-Michel, I. Edward Blanshay, advocate, 5634 Greenwood Ave., Côte-St-Luc, and Beatrice Demetre, secretary, spinster of the full age of majority, 5623 Woodbury Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Sunset Restaurant Inc.", with a

capital total de \$40,000, divisé en 10,000, actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

902-63 — 1162/121

Tes-Craft Tape Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, c.r., 4915 ave. Fulton, Montréal, Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 4720, ave. Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de galon tissé et teint, dentelles, élastiques et autres genres de tissus étroits, sous le nom de « Tes-Craft Tape Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 740, rue St-Maurice, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

904-63 — 1162/136

Thru-Way Parking Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1963, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, épouse séparée de biens de Frank Saunders, 5150, boul. Décarie, app. 6, Joyce Breslow, épouse séparée de biens de Michael Breslow, 3440, Place Decelles, app. 109, et Anne Goldenblatt, fille majeure, 4895, ve. Walkley, app. 12, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Entretenir et gérer des maisons d'entreposage, d'emmagasinage, des terrains de stationnement et autres endroits de sécurité, de nettoyage, de réparation et en général d'entretien d'automobiles et véhicules moteurs, sous le nom de « Thru-Way Parking Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

799-63 — 1163/105

Tom Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

902-63 — 1162/121

Tes-Craft Tape Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cyril E. Schwisberg, q.c., 4915 Fulton Ave., Montreal, Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten, Côte-St-Luc, both advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure usant de ses droits, 4720 Dupuis Ave., Montreal, for the following purposes:

To deal in weave and dye tapes, laces, elastics and other narrow fabrics, under the name of "Tes-Craft Tape Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 740 St-Maurice Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

904-63 — 1162/136

Thru-Way Parking Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur I. Bronstein, advocate, 5703 Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, wife separate as to property of Frank Saunders, 5150 Décarie Blvd., Apt. 6, Joyce Breslow, wife separate as to property of Michael Breslow, 3440 Decelles Place, Ap. 109, and Anne Goldenblatt, spinster of the full age of majority, 4895 Walkley Ave., Apt. 12, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To maintain and manage storehouses, store-rooms, parking lots and other like places for the safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars, under the name of "Thru-Way Parking Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

799-63 — 1163/105

Tom Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March 1963, have been

province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Marc Faucher, commerçant, Madame Jacqueline Dupré Faucher, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marc Faucher, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 85, Alexandra, Granby, et Armand Brunelle, commerçant, 530, rue Victoria, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Tom Stores Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

672-63 — 1162/66

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Faucher, merchant, Mrs. Jacqueline Dupré Faucher, housewife, wife separate as to property of said Marc Faucher, and duly authorized by him for the purposes of these presents, both of 85 Alexandra, Granby, and Armand Brunelle, merchant, 530 Victoria St., Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in wearing apparels of all kinds, under the name of "Tom Stores Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

672-63 — 1162/66

La Tourbière Roy & Jean Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1963, constituant en corporation: Gisèle Labbé, 85, rue St-Jean-Baptiste, Annette Blais, 26-A, St-Laurent, toutes deux secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, et André P. Casgrain, avocat, 44, de la Cathédrale, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce du charbon, coke, de la tourbe, huile, bois, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « La Tourbière Roy & Jean Ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

871-63 — 1162/67

La Tourbière Roy & Jean Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gisèle Labbé, 85 St. Jean-Baptiste, St., Annette Blais, 26-A, St. Laurent, both secretaries, filles majeures and using their rights, et André P. Casgrain, advocate, 44 de la Cathédrale, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business in coal, coke, peat, oil, wood, fuel, lubricants, of all kinds, under the name of "La Tourbière Roy & Jean Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

871-63 — 1162/67

Jean-Guy Tremblay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Maurice Martel, c.r., avocat, 406, Champagneur, Outremont, Jean-Claude Blais, dessinateur, et Lucille Blais, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Jean-Claude Blais, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 24, rue Gilles, Ste-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jean-Guy Tremblay Ltée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5577, Carignan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

932-63 — 1163/47

Jean-Guy Tremblay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, q.c., advocate, 406 Champagneur, Outremont, Jean-Claude Blais, designer, and Lucille Blais, secretary, wife separate as to property of the said Jean-Claude Blais, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 24 Gilles St., Ste-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Jean-Guy Tremblay Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5577 Carignan, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

932-63 — 1163/47

Tribell Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1963, constituant en corporation: Julius Briskin, c.r., avocat, 134, chemin Finenley, Hampstead, Claire Culhane, 2199, ave. Harvard, et Grace Blackett, 2035, Grand Boulevard, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'attaches, fermoirs éclair, articles de nouveauté, agrafes, articles de quincaillerie, jouets, sacs, sacs à main et valises, sous le nom de « Tribell Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833

844-63 — 1162/33

Tribell Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, q.c., advocate, 134 Finchley Road, Hampstead, Claire Culhane, 2199 Harvard Ave., and Grace Blackett, 2035 Grand Blvd., the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in fasteners, zippers, novelties, clasps, hardware, toys, bags, handbags and valises, under the name of "Tribell Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o

844-63 — 1162/33

Jacques Vanasse Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1963, constituant en corporation: Jacques Vanasse, Paul Vanasse et Jean Vanasse, tous trois industriels, de 10591, Christophe-Colomb, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants de skis et d'équipements de sport de toutes sortes, sous le nom de « Jacques Vanasse Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10591, Christophe-Colomb, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

651-63 — 1163/48

Jacques Vanasse Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Vanasse, Paul Vanasse and Jean Vanasse, all three industrialists, of 10591 Christophe-Colomb, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as ski manufacturers and sports equipment of all kinds, under the name of "Jacques Vanasse Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10591 Christophe-Colomb, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

651-63 — 1163/48

Vendôme Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1963, constituant en corporation: André Fabien, avocat, 128, De Châteauguay, Longueuil, Rolland Blais, avocat, 3953, rue Lacombe, Montréal, et Madeleine Tessier Lavigne, secrétaire, célibataire, 1616, rue St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de « Vendôme Enterprises Inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

878-63 — 1163/107

Vendôme Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Fabien, advocate, 128 De Châteauguay, Longueuil, Rolland Blais, advocate, 3953 Lacombe St., Montreal, and Madeleine Tessier Lavigne, secretary, spinster, 1616 St-Hubert, St., Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as cleaners, pressers, dyers and launderers, under the name of "Vendôme Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

878-63 — 1163/107

Venus Builders Supplies Inc.

Venus Builders Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1963, constituant en corporation: Issie Granovsky, marchand, Mme Shirley Granovsky, ménagère, épouse séparée de biens dudit Issie Granovsky, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4850, avenue Bourret, et Helene Josephs, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 4655, avenue Bourret, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Issie Granovsky, merchant, Mrs. Shirley Granovsky, housewife, wife separate as to property of the said Issie Granovsky, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4850 Bourret Ave., and Helene Josephs, secretary, fille majeure usant de ses droits, 4655 Bourret Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'approvisionnements utilisés dans la construction, y compris quincaillerie, ciment, bois, contre-plaqué, bois de placage, brique, terra cotta, tuiles, matériaux à l'épreuve de feu et des intempéries, sous le nom de « Venus Builders Supplies Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

To deal in all supplies used in building and construction, including hardware, cement, lumber, plywood, veneers, brick, terra cotta, tiles, fire-proofing and weather-proofing materials, under the name of "Venus Builders Supplies Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10 common shares of \$100 each and 90 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1963.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

2833

800-63 — 1162/34

2833-o

800-63 — 1162/34

Veracon Inc.

Veracon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Jean-Louis Blancher, optométriste, Marguerite Blanchard, ménagère, épouse de biens dudit Jean-Louis Blanchard, et Jean-Maurice Croteau, comptable agréé, tous trois de 230, King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Blanchard, optometrist, Marguerite Blanchard, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Louis Blanchard, and Jean-Maurice Croteau, chartered accountant, all three of 230 King St. West, Sherbrooke, for the following purposes:

Exercer le commerce d'opticiens, de polisseurs de verre et de fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « Veracon Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

To operate a business as opticians, glass polishers and manufacturers of lens of all kinds, under the name of "Veracon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

947-63 — 1163/14

2833

947-63 — 1163/14

Vogue Fabric Inc.

Vogue Fabric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1963, constituant en corporation: Charles-Joseph Gélinas, c.r., 515, Champagnéur, Outremont, Pierre Bourque, 48, Chartres, Dollard-des-Ormeaux, et Claude Benoit, 10130, Fabre, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-Joseph Gélinas, q.c., 515 Champagnéur, Outremont, Pierre Bourque, 48 Chartres, Dollard-des-Ormeaux, and Claude Benoit, 10130 Fabre, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Commerce de matériaux utilisables dans le rembourrage des sièges de véhicules à moteur et de meubles, sous le nom de « Vogue Fabric Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

To deal in materials used in the upholstering of automobile seats and of furniture, under the name of "Vogue Fabric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

943-63 — 1163/109

Wilsher Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1963, constituant en corporation: Donald W. Seal, 5790, avenue Northmount, Montréal, Philip Shaposnick, 6600, avenue Merton, Côte-St-Luc, et Gary Moscovitz, 2170, Scott, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Wilsher Manufacturing Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

903-63 — 1163/110

World-Wide Automotive Parts Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Morris Chaikelson, 5162, Isabella, Gregory Charlap, 2990, Soissons, et Max Slapack, 5562, Glencrest, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, quincaillerie et toutes choses s'y rapportant, sous le nom de « World-Wide Automotive Parts Corp. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5275, chemin Côte St-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

917-63 — 1162/138

Young Lovers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Edward Singer, 4300, avenue Western, Ben Rosenhek, 652, Murray Hill, tous deux administrateurs, de Westmount, Marvin Rosenhek, avocat, 335, avenue Grenfell, Mont Royal, et Bernice Solomin, secrétaire, fille majeure, 6955, avenue Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour enfants et adolescents, sous le nom de « Young

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

943-63 — 1163/109

Wilsher Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald W. Seal, 5790 Northmount Ave., Montreal, Philip Shaposnick, 6600 Merton Ave., Côte-St-Luc, and Gary Moscovitz, 2170 Scott, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Wilsher Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 1,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

903-63 — 1163/110

World-Wide Automotive Parts Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, 5162 Isabella, Gregory Charlap, 2990 Soissons, and Max Slapack, 5562 Glencrest, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, hardware and all things capable of being used therewith, under the name of "World-Wide Automotive Parts Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5275 Côte St-Paul Rd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

917-63 — 1162/138

Young Lovers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward Singer, 4300 Western Ave., Ben Rosenhek, 652 Murray Hill, both executive, of Westmount, Marvin Rosenhek, advocates, 335 Greenfell Ave., Mount Royal, and Bernice Solomin, secretary, spinster of the full age of majority, 6955 Victoria Ave., Montreal, for the following purposes:

To deal in children's and teen-agers' wearing apparel, under the name of "Young Lovers Inc.",

Lovers Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

955-63 — 1162/139

with a total capital stock of \$30,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

955-63 — 1162/139

Youngtown's Campus Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1963, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, Samuel H. Shriar, 315, rue St. Aubin, St-Laurent, tous deux avocats, et Anne Brown, secrétaire, célibataire, 7030, chemin Côte St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Youngtown's Campus Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

957-63 — 1162/35

Youngtown's Campus Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Rd., Montreal West, Samuel H. Shriar, 315 St. Aubin St., St-Laurent, both advocates, and Anne Brown, secretary, spinster, 7030 Côte St-Luc Rd., Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Youngtown's Campus Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

957-63 — 1162/35

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Amsel & Amsel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 mars 1963, à la compagnie « Amsel & Amsel Inc. » 1° diminuant son capital de \$150,000 à \$136,400, le capital-actions annulé étant divisé en 136 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° subdivisant et convertissant 750 actions ordinaires de \$100 chacune en 749,920 actions catégorie « A » de 10¢ chacune et 80 actions catégorie « B » de 10¢ chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

2663-35 — 1165/20

Amsel & Amsel Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Amsel & Amsel Inc.", 1. reducing its capital from \$150,000 to \$136,400, the capital stock annulled being divided into 136 preferred shares of \$100 each; 2. subdividing and converting 750 common shares of \$100 each into 749,920 class "A" shares of 10¢ each and 80 class "B" shares of 10¢ each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-a

2663-35 — 1165/20

Bromont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 mars 1963, à la compagnie « Bromont Inc. », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Bromont Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bromont Inc.", altering certain provisions of its letters patent.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 22 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 544-63 — 1165/24

Centre de Distribution Électrique Limitée
Electrical Distribution Center Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 mars 1963, à la compagnie « Centre de Distribution Électrique Limitée — Electrical Distribution Center Limited », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 13 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 12509-57 — 1162/69

Charlevoix Express (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 mars 1963, à la compagnie « Néron Transport Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 septembre 1955, changeant son nom en celui de « Charlevoix Express (1963) Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 15 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 12439-55 — 1164/35

Charter Credit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 juin 1962, à la compagnie « Charter Credit Corporation », 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° subdivisant les 75,000 actions de \$10 chacune en 150,000 actions ordinaires de \$5 chacune; 3° réduisant son capital de \$750,000 à \$150,000 par la réduction de la valeur au pair des actions de \$5 à \$1 chacune; 4° augmentant son capital-actions de \$150,000 à \$400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 24 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 14859-61 — 1129/65

D R S Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 mars 1963, à la compagnie « D R S Builders Supplies Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 janvier 1962, changeant son nom en celui de « D R S Products Ltd. ».

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 22nd day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 544-63 — 1165/24

Centre de Distribution Électrique Limitée
Electrical Distribution Center Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Centre de Distribution Électrique Limitée — Electrical Distribution Center Limited", increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000, the additional share capital being divided into 600 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 13th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 12509-57 — 1162/69

Charlevoix Express (1963) Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Néron Transport Inc.", incorporated by letters patent dated September 23, 1955, changing its name into that of "Charlevoix Express (1963) Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 15th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 12439-55 — 1164/35

Charter Credit Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of June, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Charter Credit Corporation", 1. modifying certain provisions of its letters patent; 2. subdividing the 75,000 shares of \$10 each into 150,000 common shares of \$5 each; 3. reducing its capital from \$750,000 to \$150,000, by the reduction of the value of the shares from \$5 to \$1 each; 4. increasing its capital from \$150,000 to \$400,000, the additional capital stock being divided into 250,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 24th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 14859-61 — 1129/65

D R S Products Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "D R S Builders Supplies Limited", incorporated by letters patent dated January 8, 1962, changing its name into that of "D R S Products Ltd.".

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 20 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 10128-62 — 1164/17

Les Entreprises Fournelle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 janvier 1963, à la compagnie « Les Entreprises Delafo Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 octobre 1962, 1° changeant son nom en celui de « Les Entreprises Fournelle Inc. »; 2° augmentant son capital de \$200,000 à \$900,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune; 3° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 29 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
14145-62 — 1161/122

2833-o

Forget et Major Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 février 1963, à la compagnie « Forget Major, et Hart Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de janvier 1960, changeant son nom en celui de « Forget et Major Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
10114-60 — 1165/17

2833-o

Forget, Major, et Hart Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 janvier 1963, à la compagnie « P. K. Frappier Construction Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de janvier 1960, changeant son nom en celui de « Forget Major, et Hart Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 10 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
10114-60 — 1165/16

2833

Lee Electrical Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 mars 1963 à la compagnie « Lee Machinery & Equipment Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15e jour de juin 1959, changeant son nom en celui de « Lee Electrical Construction Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 25 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
13566-59 — 1165/79

2833

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 20th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
10128-62 — 1164/17

2833

Les Entreprises Fournelle Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Entreprises Delafo Inc.", incorporated by letters patent dated October 10, 1962, 1. changing its name to "Les Entreprises Fournelle Inc."; 2. increasing its capital stock from \$200,000 to \$900,000, the additional share capital being divided into 7,000 preferred class "A" shares of \$100 each; 3. altering certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
14145-62 — 1161/122

2833

Forget et Major Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Forget, Major, et Hart Ltée", incorporated by letters patent dated the 12th day of January, 1960, changing its name to that of "Forget et Major Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
10114-60 — 1165/17

2833-o

Forget, Major, et Hart Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "P. K. Frappier Construction Ltée", incorporated by letters patent dated the 12th day of January, 1960, changing its name to that of "Forget, Major, et Hart Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 10th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
10114-60 — 1165/16

2833-o

Lee Electrical Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lee Machinery & Equipment Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of June, 1959, changing its name to that of "Lee Electrical Construction Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 25th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
13566-59 — 1165/79

2833-o

Mesy Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1963, à la compagnie « Mesy Construction Inc. », 1° subdivisant les 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$25,000 à \$40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

13808-56 — 1163/140

Meubles Bellehumeur Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 février 1963, à la compagnie « Meubles Bellehumeur Ltée », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

14160-57 — 1164/36

Mont St. Anne Winter Resort Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 décembre 1962, à la compagnie « Mont St. Anne Winter Resort Ltd. », 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833

15874-60 — 1164/2

Northland Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 mars 1963, à la compagnie « Northland Construction Company Limited », augmentant son capital de \$50,000 à \$90,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

5242-46 — 1165/9

R. P. Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Mesy Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mesy Construction Inc.", 1. subdividing the 2,500 common shares of \$10 each into 25,000 common shares of \$1 each; 2. increasing its capital stock from \$25,000 to \$40,000, the additional capital stock being divided into 15,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

13808-56 — 1163/140

Meubles Bellehumeur Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Meubles Bellehumeur Ltée", 1. extending its powers; 2. increasing its capital stock from \$40,000 to \$140,000, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

14160-57 — 1164/36

Mont St. Anne Winter Resort Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mont St. Anne Winter Resort Ltd.", 1. modifying certain provisions of its letters patent; 2. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 5,000 common shares without par value, and 1,000 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833-o

15874-60 — 1164/2

Northland Construction Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Northland Construction Company Limited", increasing its capital stock from \$50,000 to \$90,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

5242-46 — 1165/9

R. P. Associates Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 mars 1963, à la compagnie « Bolivar Holding Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour de septembre 1961, changeant son nom en celui de « R. P. Associates Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 14264-61 — 1164/33

Rototech Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 mars 1963, à la compagnie « Convair Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 septembre 1962, changeant son nom en celui de « Rototech Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 13790-62 — 1164/20

**S.A.M. Shoe Stores Inc.
Les Magasins de Chaussures S.A.M. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 mars 1963, à la compagnie « S.A.M. Shoe Store Inc. », constituée par lettres patentes en date du 16 octobre 1961, 1° changeant son nom en celui de « S.A.M. Shoe Stores Inc. — Les Magasins de Chaussures S.A.M. Inc. »; 2° augmentant son capital de \$20,000 à \$225,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune, 750 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o 14554-61 — 1165/45

St. Lawrence Sea Products Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 mars 1963, à la compagnie « St. Lawrence Sea Products Co. », 1° réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées première catégorie de \$100 chacune; 2° convertissant ses 20,000 actions privilégiées seconde catégorie de \$5 chacune en 20,000 actions privilégiées de \$5 chacune; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de \$5 chacune; 4° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833 1789-38 — 1164/27

letters patent, bearing date the 7th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bolivar Holding Corp.", incorporated by letters patent dated the 29th day of September, 1961, changing its name to that of "R. P. Associates Ltd."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 14264-61 — 1164/33

Rototech Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Convair Inc.", incorporated by letters patent dated September 24, 1962, changing its name into that of "Rototech Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 13790-62 — 1164/20

**S.A.M. Shoe Stores Inc.
Les Magasins de Chaussures S.A.M. Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "S.A.M. Shoe Store Inc.", incorporated by letters patent dated October 16, 1961, 1. changing its name to "S.A.M. Shoe Stores Inc. — Les Magasins de Chaussures S.A.M. Inc."; 2. increasing its capital stock from \$20,000 to \$225,000, the additional share capital being divided into 800 common shares of \$100 each, 750 preferred class "A" shares of \$100 each and 500 preferred class "B" shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833 14554-61 — 1165/45

St. Lawrence Sea Products Co.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St. Lawrence Sea Products Co.", 1. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 2,000 first preferred shares of \$100 each; 2. converting its 20,000 second preferred shares of \$5 each into 20,000 preferred shares of \$5 each; 3. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 20,000 preferred shares of \$5 each; 4. modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833-o 1789-38 — 1164/27

St-Maurice Knitting Mills Limited
Les Tricots St-Maurice Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 mars 1963, à la compagnie « St-Maurice Knitting Mills Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 janvier 1947, changeant son nom en celui de « St-Maurice Knitting Mills Limited — Les Tricots St-Maurice Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1867-47 — 1165/49

Simco Enterprises Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26 mars 1963, à la compagnie « Simco Enterprises Co. Ltd. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° réduisant son capital de \$300,000 à \$200,000, le capital-actions annulé étant divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$200,000, à \$1,400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 86,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 24,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune; 4° désignant les 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune en 10,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en convertissant 6,000 en 6,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

11784-54 — 1165/94

St-Maurice Knitting Mills Limited
Les Tricots St-Maurice Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St-Maurice Knitting Mills Limited", incorporated by letters patent dated January 30, 1947, changing its name to "St-Maurice Knitting Mills Limited — Les Tricots St-Maurice Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1867-47 — 1165/49

Simco Enterprises Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Simco Enterprises Co. Ltd.", 1. extending its powers; 2. reducing its capital stock from \$300,000 to \$200,000, the cancelled share capital being divided into 10,000 common shares of \$10 each; 3. increasing its capital stock from \$200,000 to \$1,400,000, the additional share capital being divided into 10,000 common shares of \$10 each, 86,000 preferred class "A" shares of \$10 each and 24,000 preferred class "B" shares of \$10 each; 4. designating the 10,000 preferred shares of \$10 each as 10,000 preferred class "A" shares of \$10 each and by converting 6,000 of them into 6,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

11784-54 — 1165/94

**Actions en séparation
de biens**

Lorrain vs Perron

Dame Lucille Lorrain, coiffeuse, domiciliée au 259, de la rue Collin, à Saint-Jean, district d'Iberville, s'adressera aux Tribunaux afin d'obtenir une séparation de biens d'avec Alcide Perron, journalier, domicilié au 259, de la rue Collin à Saint-Jean, district d'Iberville.

Le Procureur de Dame Lucille Lorrain,

2846-o

GUY GERVAIS.

Benoît vs Bienvenue

Canada, province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, No 14647. Dame Noëlla Benoît, épouse commune en biens de Rolland Bienvenue de Rougemont, district de St-Hyacinthe, demanderesse, vs Rolland Bienvenue, journalier, de Rougemont, district de St-Hyacinthe, défendeur, et Louis Victor Benoît & Gustave Rainville, en leur qualité de régisseurs, dans le comté de Rouville, mis-en-cause.

Avis est par les présentes donné que la demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

Saint-Hyacinthe, le 6 mai 1963.

Le Procureur de la demanderesse,

2884-o

EUGÈNE TOUSIGNANT.

**Actions for separation
as to property**

Lorrain vs Perron

Dame Lucille Lorrain, hairdresser, domiciled at 259, Collin St. in Saint John, district of Iberville, will apply to the Tribunal in order to obtain a separation as to property from Alcide Perron, day-labourer, domiciled at 259, Collin St., in Saint John, district of Iberville.

GUY GERVAIS,

2846

Attorney for Dame Lucille Lorrain.

Benoît vs Bienvenue

Canada, Province of Quebec, district of St. Hyacinthe, Court Superior No. 14647. Msr Noëlla Benoît, wife common as to property of Rolland Bienvenue of Rougemont, district of St-Hyacinthe, plaintiff, vs Rolland Bienvenue, labourer, of Rougemont, district of St. Hyacinthe, defendant, and Louis Victor Benoît & Gustave Rainville, as registrars of Registry office of the county of Rouville, mis-en-cause.

Notice is hereby given that the plaintiff has entered an action in separation as to property against the defendant.

St. Hyacinthe, May 6, 1963.

EUGÈNE TOUSIGNANT,

2884-o

Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Numéro 711

Number 711

Québec, le 30 avril 1963.

Quebec, April 30, 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in council.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the Men's and Boys' clothing industry in the province of Quebec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

« The Amalgamated Clothing Workers of America, Montreal Joint Board »;

« The Amalgamated Clothing Workers of America, Montreal Joint Board »;

La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement Inc.;

La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement Inc.;

Et, D'AUTRE PART:

And, ON THE OTHER PART:

« The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc. »;

« The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc. »;

« The Montreal Clothing Contractors Association, Inc. »;

« The Montreal Clothing Contractors Association, Inc. »;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie, des métiers et des occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 juillet 1962;

for the employers and the employees of the industry, trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 14, 1962;

ATTENDU QUE les mêmes parties contractantes lui ont également présenté des requêtes à l'effet d'amender ladite convention, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* des 20 octobre 1962 et 30 mars 1963.

WHEREAS the same contracting parties have also presented petitions to amend the said agreement according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* issues of October 20, 1962 and March 30, 1963.

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie, les métiers et les occupations visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishment of working conditions in the industry, trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la loi:

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du travail:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition des 14 juillet et 20 octobre 1962 et 30 mars 1963.

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 14 and October 20, 1962 and March 30, 1963.

Sont acceptées comme parties co-contractantes de deuxième part:

The following shall be accepted as co-contracting parties of the Second Part:

L'Association des Fabricants de vêtements de Québec, Inc.;

« L'Association des Fabricants de vêtements de Québec, Inc. »;

« The Rainwear and Sportswear Manufacturers Association »;

« The Rainwear and Sportswear Manufacturers Association »;

The Odd Pants Manufacturers Association of Québec »;

« The Odd Pants Manufacturers Association of Québec »;

Interprétation

Interpretation

Dans ce décret et sa mise en application, à moins que le contexte ne l'indique autrement,

In this decree and its application, unless the context requires otherwise, words and expressions

les mots et les expressions utilisés pour décrire les catégories et les styles de vêtements ainsi que les méthodes de production ont la signification qui leur est attribuée par la coutume et la pratique dans l'industrie du vêtement.

1. Jurisdiction industrielle

1.1 Le présent décret s'applique à tous les employeurs et employés s'occupant de la fabrication, en entier ou en partie, dans toute la province de Québec, de vêtements pour hommes, garçons, jeunes gens et adolescents, quels qu'en soient les genres, styles ou descriptions, et quels qu'en soient les tissus.

1.2 Le présent décret s'applique aussi à tous les employeurs et employés s'occupant de la fabrication, en entier ou en partie, dans toute la province de Québec, de manteaux pour garçons et fillettes de 4, 5 et 6 ans, n'excédant pas la taille 24x, et de manteaux pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement; mais il ne s'applique pas aux employeurs s'occupant principalement de la production de manteaux, costumes et jupes pour femmes et jeunes filles âgées de plus de 14 ans.

1.3 Pour les fins d'application du décret, tous les vêtements assujettis sont désignés comme vêtements de la classe « A », excepté les catégories de vêtements qui sont ci-après définis comme vêtements de la classe « B », pantalons non-assortis et vêtements d'enfants.

Vêtements de la classe « B »

1.4 Pour les fins d'application du décret, les imperméables, les vestes d'auto, les vestes-banlieue, les vestes-tempête, les vestes de molleton et autres vestes semblables pour hommes et garçons au-dessus de 6 ans, sont désignés comme vêtements de la classe « B » pourvu que ces vêtements soient:

a) coupés et fabriqués d'après les mesures et tailles régulières de l'industrie et non d'après des tailles, mesures et spécifications individuelles;

b) fabriqués selon un système de production par lequel trois des opérations suivantes, telles que définies plus bas, sont omises dans la confection du vêtement: le façonnage, le faulilage des parements (deuxième faulilage), le faulilage de la doublure, le faulilage des rebords et le faulilage des emmanchures; et

c) faits d'un tissu autre que la laine ou mélange de laine pour le dessus du vêtement.

1.5 Les vêtements énumérés au paragraphe 1.4 et sujets aux conditions qui y sont décrites sont désignés comme vêtements de la classe « B » si ce sont des uniformes civils ou militaires.

1.6 Nonobstant ce qui précède, les vêtements suivants sont désignés comme vêtements de la classe « A »:

a) les manteaux réversibles dont un côté est fait de laine ou de mélange de laine; et

b) les vestons-sacs ou les gilets, quels qu'en soient les tissus et que ces vestons-sacs ou gilets soient confectionnés comme unités ou comme parties de complets.

Pantalons non-assortis

1.7 Pour les fins d'application du décret, les pantalons sont désignés comme pantalons non-assortis quand ils sont coupés et fabriqués

a) en grandes quantités;

b) d'après les mesures et tailles régulières de l'industrie et non d'après des tailles, mesures et spécifications individuelles; et

used to describe types and styles of garments and methods of production shall have the meaning attributed to them by custom and practice in the clothing trade.

1. Industrial jurisdiction

1.1 The present decree shall apply to all employers and employees engaged in the entire or partial manufacture, anywhere in the Province of Quebec, of clothing for men, boys, youths and juveniles, irrespective of type, style or description and irrespective of material used.

1.2 The present decree shall also apply to all employers and employees engaged in the entire or partial manufacture, anywhere in the Province of Quebec, of coats for boys and girls, ages 4, 5 and 6, not exceeding size 24x, and coats for girls from 7 to 14 years inclusive, but it shall not apply to an employer who is principally engaged in producing cloaks, coats, suits or skirts for females above the age of 14.

1.3 For purposes of application of this decree, all clothing subject to its jurisdiction shall be designated as class "A" garments, except such types of clothing which are hereinafter defined as class "B" garments, odd pants or children's clothing.

Class "B" garments

1.4 For purposes of application of this decree, raincoats, car coats, suburban coats, storm coats, surcoats, duffle coats and similar coats for men and boys over the age of 6, shall be designated as class "B" garments, provided that such coats are:

a) cut and produced to standard trade measurements and sizes and not to individual sizes, measurements or specifications;

b) produced by a method of manufacture in which three of the following operations, as hereinafter defined, are omitted in the construction of the garment: shaping, basting of facings (underbasting), basting of lining, basting of edges and basting of armholes; and

c) made with an outer-shell of any material other than wool or wool mixtures.

1.5 Garments enumerated in paragraph 1.4 and subject to the conditions set forth therein, when made as uniforms whether for civilian or military purposes shall be designated as class "B" garments.

1.6 Notwithstanding the foregoing, the following shall be designated as Class "A" garments:

a) reversible coats, one side of which is made of wool or wool mixture; and

b) sack coats or vests, irrespective of the material used and whether or not these sack coats or vests are made as single garments or as parts of suits.

Odd pants

1.7 For purposes of application of this decree, pants shall be designated as odd pants when such pants are cut and produced

a) in substantial quantities;

b) to standard trade measurements and sizes and not to individual sizes, measurements or specifications; and

c) comme pantalons distincts et non pour faire partie de complets avec des vestons-sacs de tissus identique ou semblable.

1.8 Nonobstant ce qui précède, tous les pantalons faisant partie d'uniformes, que ce soit des uniformes militaires, civils ou autres, sont désignés comme vêtements de la classe « A ».

Vêtements d'enfants

1.9 Pour les fins d'application du décret, les vêtements suivants sont désignés comme vêtements d'enfants:

a) manteaux pour garçons et fillettes de 4, 5 et 6 ans, ne dépassant pas la taille 24x, quel que soit le système de production; et

b) manteaux pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement, quand ces manteaux sont manufacturés par une méthode ou un mode de production normalement employé dans l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons.

2. Exceptions

2.1 Le présent décret ne s'applique pas aux employeurs et employés s'occupant de la fabrication de:

a) tous les vêtements de travail faits de coton comprenant:

salopettes, couvre-tout et salopettes-combinaisons et uniformes de coton faits de toile à voile, mèche ou velours de coton; et

pantalons et culottes manufacturés de tissus de coton;

b) pantalons et culottes manufacturés de tissus de laine pesant 20 onces ou plus la verge carrée;

c) uniformes pour les participants aux jeux organisés;

d) vêtements faits de caoutchouc, tissu caoutchouté ou cuir;

e) coupe-vent;

f) chemises;

g) sous-vêtements;

h) habits de neige et salopettes pour enfants;

i) habits de neige pour fillettes;

j) blazers pour garçons et fillettes jusqu'à l'âge de 6 ans inclusivement, et blazers non doublés pour fillettes;

k) pantalons-sport et culottes courtes pour enfants jusqu'à l'âge de 6 ans inclusivement;

l) ensembles de coton lavable pour enfants, généralement désignés dans l'industrie comme « ensembles lavables »;

m) vêtements sur mesure: Le présent décret ne s'applique pas aux marchands-tailleurs qui font exclusivement sur commande, dans leur propre établissement, de l'ouvrage de tailleur pour des clients identifiés, d'après des tailles, mesures et spécifications individuelles, pourvu que pas plus de cinq (5) personnes, comprenant le coupeur, effectuent toutes les opérations d'un vêtement.

3. Jurisdiction territoriale

3.1 Pour les fins d'application du décret, la province de Québec est divisée en trois zones, savoir:

Zone 1: L'île de Montréal et le territoire compris dans un périmètre de dix milles autour de ses limites;

Zone 2: Le territoire compris dans un périmètre de soixante-cinq milles au delà des limites de la zone 1; et

Zone 3: Le reste de la province de Québec.

4. Heures de travail

4.1 Les heures de travail pour les salariés dans ladite industrie sont fixés comme suit:

c) as separate trousers, and not to form part of a suit with a sack coat of the same or similar material.

1.8 Notwithstanding the foregoing, all pants which are part of a uniform, whether for military, civilian or other purposes, shall be designated as class "A" garment.

Children's clothing

1.9 For purposes of application of this decree, the following shall be designated as children's clothing:

a) coats for boys and girls, ages 4, 5 and 6, not exceeding size 24x, irrespective of the method of production used; and

b) coats for girls from 7 to 14 years inclusive, when such clothing is manufactured by a method or manner of production which is normally used in the men's and boys' clothing industry.

2. Exceptions

2.1 The present decree shall not apply to employers and employees engaged in the manufacture of:

a) all cotton work garments including:

overalls, coveralls and combination overalls, as well as cotton uniforms made of duck, drill or moleskin; and

pants and breeches manufactured from pure cotton fabrics;

b) pants and breeches manufactured from coarse woollens of 20 ounces or over per square yard;

c) uniforms to be worn by participants in organized sports;

d) garments made of rubber, rubberized cloth or leather;

e) windbreakers;

f) shirts;

g) underwear;

h) snow-suits and overalls for children;

i) ski-suits for girls;

j) blazers for boys and girls, up to and including the age of 6, as well as unlined blazers for girls;

k) slacks and shorts for children, up to and including the age of 6 years;

l) children's washable cotton suits, generally known in the trade as "wash suits";

m) custom-tailoring: The present decree does not apply to merchant tailors who exclusively make to order, on their premises, custom-tailored clothing for identified customers, according to individual sizes, measurements or specifications, provided that not more than five (5) persons, including the cutter, complete all the operations of a garment.

3. Territorial jurisdiction

3.1 For purposes of the present decree, the Province of Quebec is divided into three zones, as follows:

Zone 1: The Island of Montreal and the territory comprised within a ten-mile perimeter around its limits.

Zone 2: The territory comprised within a sixty-five mile perimeter beyond the limits of zone 1; and

Zone 3: The remainder of the Province of Quebec.

4. Hours of labour

4.1 The hours of labour for employees of the said industry are fixed as follows:

La semaine de travail est de quarante (40) heures réparties de la façon suivante: De 8 heures du matin à midi et de 1 heure à 5 heures de l'après-midi, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

4.2 *Travail supplémentaire*: Tout travail exécuté en dehors des heures stipulées au paragraphe 4.1 est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

4.3 Le temps supplémentaire doit être établi pour chaque journée de travail, que les huit heures de travail de chaque jour prévues au paragraphe 4.1 aient été complétées ou non.

4.4 Le taux de salaire et demi signifie:

a) dans le cas d'un employé à l'heure, le taux horaire qui lui est effectivement payé ou dû, plus une prime de 50% de ce taux;

b) dans le cas d'un employé à la pièce, ses gages à la pièce, plus une prime de 50% de la moyenne horaire de ses gages pour la semaine au cours de laquelle le travail supplémentaire est effectué.

4.5 *Autre méthode de paiement du travail supplémentaire*: Lorsqu'un employeur a conclu une convention collective de travail avec une union reconnue représentant ses salariés dans laquelle se trouvent des dispositions différentes pour le paiement de la prime de demi-temps pour le travail supplémentaire aux employés rémunérés sur une base de travail à la pièce ou autre base de rendement, alors ledit employeur n'est pas tenu de payer la prime de demi-temps, tel que spécifié au paragraphe 4.4, en autant qu'il continue de payer conformément à son entente collective avec l'union.

Toutes ces conventions différentes concernant le paiement de la prime du demi-temps aux employés rémunérés sur une base de travail à la pièce ou autre base de rendement sont sujettes à enquête et à examen par le Comité conjoint et si le Comité conjoint constate que tels arrangements différents sont contraires à l'esprit et l'intention des dispositions présentes d'accorder aux salariés relevant de la juridiction du décret la prime de demi-temps pour le travail supplémentaire, il avise l'employeur par écrit et ledit employeur doit payer à tous ses salariés la prime pour le travail supplémentaire, tel que prévu au paragraphe 4.4.

4.6 *Changement des heures de travail*: Sur demande écrite au Comité conjoint d'un employeur, accompagnée d'une requête de la majorité de ses salariés, le Comité conjoint peut accorder un permis spécial autorisant ledit employeur à établir une nouvelle distribution des heures régulières de travail d'après laquelle les salariés peuvent commencer et finir une heure plus tôt chaque jour; un tel permis, cependant, ne peut autoriser plus de huit (8) heures régulières de travail chaque jour.

4.7 *Changement de l'heure du lunch*: Sur demande écrite au Comité conjoint d'un employeur, le Comité conjoint peut accorder un permis spécial autorisant ledit employeur à changer l'heure du lunch dans son établissement.

4.8 Tout travail exécuté en dehors des heures fixées par le Comité conjoint dans les permis spéciaux ci-dessus mentionnés doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi.

4.9 *Employés pour le travail supplémentaire*: Aucun employeur n'a le droit d'engager pour du travail supplémentaire d'autres personnes que ses salariés réguliers.

4.10 *Horloge enregistreuse*: Tout employeur doit garder en bon état dans son établissement

Forty (40) hours shall constitute one week's work in the following manner: From 8:00 o'clock in the morning to 12:00 o'clock noon and from 1:00 o'clock to 5:00 o'clock in the afternoon, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

4.2 *Overtime*: All time worked outside of the hours hereinabove specified in paragraph 4.1 shall be considered as overtime and such time shall be paid at the rate of time and one half.

4.3 Overtime must be reckoned on a daily basis regardless of whether the full eight hours of daily labour, as specified in paragraph 4.1, have been worked or not.

4.4 Rate of time and one half shall mean:

a) in the case of an hourly-rated employee, the hourly rate paid or due to him, plus a premium of 50% thereof;

b) in the case of a piece worker, his actual piece-work earnings, plus a premium of 50% of his average hourly earnings, in the work-week in which his overtime is worked.

4.5 *Alternative method of paying overtime*: In the event that an employer has entered into a collective labour agreement with a recognized union representing his employees whereby an alternative arrangement is provided for the payment of the half-time premium for overtime to employees remunerated on a piece-work or other incentive basis, then, such employer shall not be bound to pay the half-time premium as provided for in paragraph 4.4 as long as he continues to pay in accordance with the collective labour agreement between the employer and the union.

All such alternative methods of payment of the half time premium to employees remunerated on a piece work or other incentive basis shall be subject to investigation and examination by the Joint Committee and should the Joint Committee find that any alternative arrangement is contrary to the spirit and intention of the provisions hereof to provide employees with the half-time premium for the overtime hours worked, then, upon notice from the Joint Committee, the employer shall pay to all his employees the overtime premium as hereinabove provided for.

4.6 *Change of working hours*: Upon a written request to the Joint Committee from any employer, supported by a petition from the majority of the employees, the Joint Committee may grant a special permit authorizing the said employer to redistribute the regular hours of work whereby the employees may commence and finish work an hour earlier each day, but such permit shall not allow more than eight (8) regular hours of work each day.

4.7 *Change of lunch-hour*: Upon a written request to the Joint Committee from any employer, the Joint Committee may grant a special permit authorizing the said employer to change the lunch-hour in his establishment.

4.8 All time worked outside of the hours fixed by the Joint Committee in the special permits hereinabove referred to shall be considered as overtime and such time shall be paid at the rate of time and one half.

4.9 *Employees for overtime*: No employer shall engage for overtime work any persons other than those who are regularly employed by him.

4.10 *Time clock*: Every employer shall maintain in his factory a time clock by means of which

une horloge enregistreuse et obliger par ce moyen tous ses salariés à enregistrer sur une carte l'heure exacte à laquelle leur travail a été commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour.

4.11 La carte de chaque salarié doit mentionner son nom, son numéro et la période de travail. Le salarié doit enregistrer lui-même l'heure à laquelle il commence, interrompt, reprend et achève le travail chaque jour.

4.12 Ces cartes de temps doivent être gardées chez l'employeur à l'établissement où le travail se fait, pendant au moins un an et elles doivent être en tout temps à la disposition du secrétaire et/ou des inspecteurs du Comité pour examen.

4.13 *Seconde équipe*: Une seconde équipe de travail peut être établie aux conditions suivantes:

a) Si un permis autorisant une seconde équipe est émis par l'Inspecteur du Travail de la province de Québec, selon l'article 70-C des règlements pris en exécution de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175 et amendements);

b) Si le contrat est exécuté exclusivement pour le compte de la Défense Nationale;

c) Les heures de travail de chaque équipe ne doivent pas excéder quarante (40) heures par semaine, réparties comme suit:

Première équipe: entre 7 heures du matin et 4 heures de l'après-midi;

Seconde équipe: entre 4 heures de l'après-midi et minuit.

Les heures de travail de la seconde équipe ne sont pas considérées comme du temps supplémentaire mais elles doivent être rémunérées avec une prime de 10% en sus du salaire ordinaire, que ce soit du travail à l'heure ou à la pièce;

d) Tout travail exécuté par un salarié de quelque équipe que ce soit, en dehors des heures régulières pour sa propre équipe, doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

5. *Ouvrage prohibé*

5.1 À l'exception des vêtements donnés aux entrepreneurs qui opèrent régulièrement comme tels, aucun vêtement, en entier ou en partie, sous la juridiction de ce décret, ne doit directement ou indirectement être donné aux salariés ou emporté par eux pour être manufacturé ou travaillé en dehors de l'établissement de l'employeur ou à domicile.

5.2 À l'exception des faiseurs de boutonnières à la machine, aucun employeur ne peut, directement ou indirectement, engager un salarié pour travailler dans son établissement à titre d'entrepreneur ou sous-entrepreneur pour la fabrication de tout vêtement ou partie de vêtement.

6. *Vente d'actions ou de débetures prohibée*

6.1 Il est prohibé à tout employeur comme condition ou continuation d'emploi, soit directement ou indirectement, de vendre à tout salarié ou employé, tout intérêt dans le commerce de l'employeur, soit au moyen de capitalisations, débetures ou toutes autres valeurs.

7. *Travail sur plus d'une opération*

7.1 Si un employé, pendant une semaine de travail, exécute deux opérations ou plus pour lesquelles des différents taux de salaires minima s'appliquent sous la même cédule du décret,

he shall oblige all his employees to record on a card the exact time at which their work was begun, interrupted, resumed and ceased each day.

4.11 The card of each employee must bear his name, his number, as well as the period of work. The employee, himself, must record the time when he commences, interrupts, resumes and ceases work each day.

4.12 These time cards must be kept on the premises of the employer where the work is done for at least one year and they must be available at all times for examination by the Secretary and/or Inspectors of the Joint Committee.

4.13 *Second shift*: A second or alternative shift may be established upon the following conditions:

a) Should a permit permitting the second shift be issued by an Inspector of the Labour Department of the Province of Quebec, in accordance with section 70-C of the regulations under the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q., 1941, chapter 175, as amended);

b) If the contract for work is carried out exclusively for National Defence;

c) The hours of labour for each shift of work shall not exceed forty (40) hours per week, distributed as follows:

First shift: between 7:00 a.m. and 4:00 p.m.

Second shift: between 4:00 p.m. and midnight.

The hours of work of the second shift shall not be considered as overtime, but all employers shall pay to their employees working on the said second shift a premium of ten per cent (10%) in excess of their regular hourly or piece-work rate for the operation performed;

d) All hours worked by persons engaged in any shift beyond the hours herein stipulated for their own shift shall be paid for at the rate of time and one half.

5. *Certain work prohibited*

5.1 Except for clothing given out to contractors who regularly carry on business as such, no clothing in whole or in part, covered by this decree, shall be given to or taken out by any person or employee, either directly or indirectly, to be manufactured or worked upon anywhere outside of the premises of the employer, or at home.

5.2 Except in the case of buttonhole makers by machine, no employer may, directly or indirectly, employ a worker to work in his establishment on a section or part of a garment on a contracting or sub-contracting basis.

6. *Sale of stock or bonds prohibited*

6.1 It is prohibited for any employer as a condition of employment or continuation of employment, either directly or indirectly, to sell to any employee or worker, any interest in the employer's business, either by way of stock, bonds, debentures or any other securities.

7. *Work on more than one operation*

7.1 When an employee, during any working week, performs two or more operations for which different minimum rates apply under the same schedule of the decree, he shall be paid the rate

il doit recevoir le taux de salaire déterminé par l'opération ayant le taux horaire minimum le plus élevé, à moins que le temps consacré à chacune des opérations soit enregistré chaque jour par l'employeur.

7.2 Si un employé, pendant une semaine de travail, exécute deux opérations ou plus, lesquelles sont comprises dans deux cédules ou plus du décret, il doit recevoir le taux de salaire déterminé par l'opération ayant le taux horaire minimum le plus élevé, à moins que le temps consacré à chacune des opérations soit enregistré chaque jour par l'employeur.

7.3 Si un employé, pendant une semaine de travail, travaille sur des vêtements assujettis au décret et sur des vêtements exemptés du décret, il ne doit pas être payé moins que le taux de salaire déterminé par le travail assujéti au décret, à moins que le temps consacré à chaque catégorie de vêtements soit enregistré chaque jour par l'employeur.

7.4 Si ces registres sont tenus chaque jour, l'employé doit être payé pour le temps consacré à chacune des opérations pas moins que le taux minimum exigible pour chacune des opérations.

7.5 Lesdits registres doivent être tenus dans la forme approuvée par le Comité conjoint, une copie devant être retenue par l'employeur pendant au moins un an et mise à la disposition du secrétaire et/ou des inspecteurs du Comité conjoint pour examen, et l'autre copie devant être remise au salarié chaque semaine.

7.6 Cependant, le Comité conjoint peut, à la demande d'un employeur, accepter un taux minimum horaire composé pour les employés travaillant dans les conditions décrites aux paragraphes 7.1, 7.2 et 7.3.

7.7 Pour déterminer ledit taux minimum horaire composé, le temps consacré à chaque des opérations et leurs taux minima horaires respectifs sont pris en considération, tel qu'énoncé dans les paragraphes suivants:

7.8 Si un employé exécute deux opérations dans les conditions décrites aux paragraphes 7.1 et 7.2, le taux minimum horaire composé est déterminé par le temps consacré à chacune des opérations et à leurs taux minima horaires respectifs.

Par exemple, un employé pendant une semaine travaille

60% à l'opération 1, minimum.....	\$1.20
40% à l'opération 2, minimum.....	1.00
le taux minimum horaire composé qui en résulte est	
60% de \$1.20.....	0.72
40% de 1.00.....	0.40
	<hr/>
	ou \$1.12

7.9 Si un employé exécute trois opérations ou plus dans les conditions décrites aux paragraphes 7.1 et 7.2, seulement les deux opérations ayant les taux minima horaires les plus élevés sont pris en considération; le temps consacré aux autres opérations est considéré comme ayant été travaillé à l'opération ayant le deuxième rang.

Par exemple, un employé pendant une semaine de travail travaille

60% à l'opération 1, minimum.....	\$1.20
30% à l'opération 2, minimum.....	1.00
10% à l'opération 3, minimum.....	0.80
le taux minimum horaire composé qui en résulte est	
60% de \$1.20.....	0.72
40% de 1.00.....	0.40
	<hr/>
	ou \$1.12

of wages determined by the operation calling for the highest minimum hourly rate, unless the time worked in each of the operations is established by the employer by means of daily records.

7.2 When an employee, during any working week, performs two or more operations which are contained in two or more schedules of the decree, he shall be paid the rate of wages determined by the operation calling for the highest minimum hourly rate, unless the time worked in each of the operations is established by means of daily records.

7.3 When an employee, during any working week, works on clothing subject to the decree and on garments exempted from the decree, then he shall be paid not less than the rate of wages determined by the work subject to the decree, unless the time worked on each type of garments is established by the employer by means of daily records.

7.4 When such daily records are kept, then the employee shall be paid for the time spent on each operation not less than the minimum rate exigible for such operation.

7.5 Such records shall be kept in a form to be approved by the Joint Committee, one copy of which is to be retained by the employer for at least one year and made available for examination by the secretary and/or the inspectors of the Joint Committee, and the other copy to be given each week to the employee.

7.6 However, the Joint Committee may, upon application by an employer, accept a composite minimum hourly rate for employees working under conditions outlined in paragraphs 7.1, 7.2 and 7.3.

7.7 In determining the said composite minimum hourly rate, the time spent on each of the operations and the respective minimum hourly rates must be taken into account, as set forth in the following paragraphs:

7.8 When an employee performs two operations under conditions outlined in paragraphs 7.1 and 7.2 then the composite minimum hourly rate is to be determined by the time spent on each of the operations and the respective minimum hourly rates.

For example, an employee during a working week works

60% on operation 1, minimum.....	\$1.20
40% on operation 2, minimum.....	1.00
The resulting composite minimum hourly rate is	
60% of \$1.20.....	0.72
40% of 1.00.....	0.40
	<hr/>
	or \$1.12

7.9 When an employees performs three or more operations under conditions outlined in paragraphs 7.1 and 7.2, then only the two operations carrying the highest minimum hourly rates must be taken into account; the time spent on the remaining operations shall be deemed as having been worked on the second highest operation.

For example, an employee during a working week works

60% on operation 1, minimum.....	\$1.20
30% on operation 2, minimum.....	1.00
10% on operation 3, minimum.....	0.80
The resulting composite minimum hourly rate is	
60% of \$1.20.....	0.72
40% of 1.00.....	0.40
	<hr/>
	or \$1.12

7.10 Si un employé exécute une opération dans les conditions décrites au paragraphe 7.3, le taux minimum horaire composé est déterminé en tenant compte du temps consacré à l'opération sur les vêtements assujettis au décret et le taux du décret y correspondant ainsi que du temps consacré aux vêtements exemptés du décret et le taux horaire légalement exigible pour ce travail.

Par exemple, un employé pendant une semaine de travail travaille

60% à l'opération 1 (vêtements assujettis).....	\$1.20
40% à l'opération 1 (vêtements exemptés).....	0.70

Le calcul est basé sur	
60% de \$1.20.....	0.72
40% de 0.70.....	0.28

ou \$1.00

7.11 Si un employé exécute deux opérations ou plus dans les conditions décrites au paragraphe 7.3, le taux minimum horaire composé est déterminé par l'opération sur les vêtements assujettis ayant le taux le plus élevé et le taux minimum légal exigible pour les vêtements exemptés. Le temps consacré à l'autre opération sur les vêtements assujettis est considéré comme ayant été travaillé à l'opération ayant le taux le plus élevé sur les vêtements assujettis.

Par exemple, un employé pendant une semaine de travail travaille

50% à l'opération 1 (Vêtements assujettis).....	\$1.20
30% à l'opération 2 (Vêtements assujettis).....	1.00

20% à l'opération 3 (Vêtements exemptés).....	0.70
---	------

Le calcul est basé sur	
80% du minimum de l'opération 1, \$1.20	0.96

20% du minimum de l'opération 3, 0.70	0.14
---------------------------------------	------

ou \$1.10

7.12 Le taux minimum horaire composé ne doit dans aucun cas être basé sur moins de 50% de l'opération ayant le taux le plus élevé.

7.13 Les employeur qui demandent l'établissement de tels taux composés doivent tenir un registre de leur production qui tient compte du genre de vêtements fabriqués et doivent transmettre ces renseignements au Comité conjoint de la façon indiquée par ce dernier aussi longtemps que les taux composés sont en vigueur.

7.14 Le Comité conjoint a le droit, en n'importe quel temps, de reviser ou d'annuler les taux composés ainsi acceptés.

7.15 Nonobstant les dispositions ci-dessus, aucun taux composé ne sera permis pour les employés engagés uniquement à la production de pantalons dans les conditions décrites aux paragraphes 7.2 et 7.3.

7.16 Si un entrepreneur préalablement engagé à la fabrication d'une certaine catégorie de pantalons devient redevable du paiement de taux plus élevés en raison des dispositions du décret concernant la production mixte, la responsabilité solidaire (Article 14 de la Loi de la convention collective, S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements) de tout manufacturier traitant avec ledit entrepreneur, autre que le manufacturier dont les vêtements ont causé l'augmentation des taux de salaires, prend effet quinze (15)

7.10 When an employee performs an operation under conditions outlined in paragraph 7.3, the composite hourly minimum rate is to be determined by taking into account the time spent on the operation performed on the jurisdictional garments and the corresponding decree rate, together with the time spent on the exempted garments and the legally exigible hourly rate for this work.

For example, an employee during a working week works

60% on operation 1 (Jurisdictional)....	\$1.20
40% on operation 1 (Exempted).....	0.70

The calculation would be based on	
60% of \$1.20.....	0.72
40% of 0.70.....	0.28

or \$1.00

7.11 When an employee performs two or more operations under conditions outlined in paragraph 7.3, the composite hourly minimum rate is to be determined by taking into account the operation on jurisdictional garments carrying the highest rate, combined with the legally exigible minimum rate for the exempted work. The time spent on the remaining operation on jurisdictional garments shall be deemed to have been worked on the highest jurisdictional operation.

For example, an employee during a working week works

50% on operation 1 (Jurisdictional)....	\$1.20
30% on operation 2 (Jurisdictional)....	1.00

20% on operation 3 (Exempted).....	0.70
------------------------------------	------

The calculation would be based on	
80% of the minimum of operation 1, \$1.20.....	0.96

20% of the minimum of operation 3, 0.70.....	0.14
--	------

or \$1.10

7.12 Under no circumstances shall the composite minimum hourly rate be based on less than 50% of the operation calling for the highest rate.

7.13 Employers who apply for such composite rates must keep a record of production showing the type of garments made and shall provide the Joint Committee with such information and in such form as the Committee may require, so long as the composite rates prevail.

7.14 The Joint Committee shall have the right at any time to revise or rescind any composite rates so accepted.

7.15 Notwithstanding the foregoing provisions, no composite rate shall be permitted for employees engaged solely in the production of pants under the conditions of paragraphs 7.2 and 7.3.

7.16 In the event that a contractor previously engaged in the manufacture of a particular class of pants becomes liable for payment of higher rates in virtue of the provisions of this decree with respect to mixed production, the joint and several responsibility (under article 14 of the Collective Agreement Act, R.S.Q. 1941, chapter 163, as amended) of any manufacturer dealing with the said contractor, other than the manufacturer whose goods created the greater liability, shall become effective fifteen (15) days after

jours après la date de l'avis du Comité conjoint audit manufacturier de la production mixte de l'entrepreneur.

7.17 Si un manufacturier n'a pas fourni au Comité conjoint les détails du travail donné à l'entrepreneur de la manière prévue dans ce décret, le Comité conjoint n'est pas tenu de l'aviser du changement dans le statut de l'entrepreneur à production mixte et ledit manufacturier est solidairement responsable de toutes différences de salaires dans les taux à partir de la date à laquelle ces rajustements devenaient en vigueur.

7.18 Nonobstant les dispositions du présent article, un manufacturier et/ou un entrepreneur de pantalons qui fabrique des pantalons exemptés dans une proportion de 90% de sa production pendant un mois n'est pas assujéti au décret pendant ce mois.

8. Taux de salaires

8.1 À compter du 1er juillet 1963, les taux de salaires minima à l'heure pour tout travail exécuté aux opérations ou parties d'opérations requises dans la fabrication des vêtements durant une journée et une semaine régulières de travail, sujet aux dispositions contenues dans le présent décret, sont les taux apparaissant vis-à-vis des occupations et de leurs classifications respectives énumérées dans les cédules suivantes:

CLASSIFICATION ET ÉCHELLE DE SALAIRES CLASSIFICATION AND SCALE OF WAGES

Cédule I: Vêtements de la classe A, tels que définis à l'article 1, paragraphe 1.3, juridiction industrielle
Schedule I: Class A garments, as defined in article 1, paragraphe 1.3, industrial jurisdiction

Vestons — Coats

Classe — Class:

Taux à l'heure Rates of wages per hour Zones

		I	II	III
AA	Coupeurs compétents — Skilled cutters	\$1.82	\$1.715	\$1.65
A	Opérateurs en chef et assembleurs de revers — Head operators and shape sewers	1.745	1.65	1.605
AB	Coupeurs de fournitures compétents — Skilled trimmers	1.725	1.635	1.58
BB	Faiseurs de poches — Pocket makers	1.65	1.555	1.505
B	Ajusteurs, presseurs-finisseries — Fitters, offpressers	1.615	1.52	1.48
C	Faufileurs de rebords, faufileurs en second, tailleurs de revers, faiseurs de dessus de cols — Edge basters, second basters, shapers, top collar makers	1.565	1.49	1.445
D	Examineurs, assembleurs, faiseurs de doublures, surjeteurs de poches — Examiners, joiners (second operators), lining makers, pocket tackers	1.46	1.39	1.345
D1	Presseurs à la machine — Steam machine pressers	1.42	1.365	1.325
D2	Assistants-coupeurs — Choppers	1.395	1.325	1.30
EE	Sous-presseurs — Underpressers	1.36	1.30	1.265
E	Faufileurs de doublures, faufileurs de rebords à la machine, faufileurs de dessous de cols — Lining basters, machine edge basters, undercollar basters	1.33	1.265	1.23
F	Faufileurs d'emmanchures, faiseurs de boutonnières, faiseurs de revers, faiseurs de manches — Armhole basters, button hole makers, lapel makers, sleeve makers	1.175	1.14	1.10
G	Rabatteurs de bas et de hauts de cols, faiseurs de canevas, faufileurs de canevas, finisseurs, employés généraux, surjeteurs de coutures intérieures, poseurs de boutons — Bottom of collar and leaf of collar fellers, canvas makers, canvas basters, coat finishers, general hands, inside coat tackers, button sewers	1.10	1.075	1.04
H	Surjeteurs de boutonnières, rabatteurs de bas de doublures de manches, finisseurs de poches, surjeteurs et faufileurs de doublures de manches, faiseurs de petites poches intérieures, nettoyeurs — Buttonhole tackers, fellers of bottom of sleeve linings, pocket closers, sleeve lining tackers and basters, ticket pocket makers, cleaners:			
	1er trimestre — 1st 3 months	0.825	0.815	0.785
	2e trimestre — 2nd 3 months	0.905	0.90	0.885
	3e trimestre — 3rd 3 months	0.985	0.965	0.93
	4e trimestre — 4th 3 months	1.05	1.025	0.995
	Après 12 mois — After 12 months	1.10	1.075	1.04

notification by the Joint Committee of the mixed production of the contractor.

7.17 When a manufacturer has not supplied the Joint Committee with details of work contracted out, as provided elsewhere in this decree, the said Joint Committee shall not be obliged to notify the said manufacturer of the change in status of a mixed contractor and the said manufacturer shall be jointly and severally liable for such increased rates as may apply as of the date such increase is made effective.

7.18 Notwithstanding the provisions of the present article, a pants manufacturer and/or contractor who produces exempted pants to the extent of 90%, of his production in any month is not subject to the decree for that month.

8. Rates of pay

8.1 Effective July 1st, 1963, the hourly minimum rates of wages for work on any of the operations or parts thereof required in the process of manufacture of clothing during a regular working day and during a regular working week, subject to the provisions herein contained, shall be the rates appearing opposite the respective operations and classification as shown in the following schedules:

Classe — Class:		Taux à l'heure Rates of wages per hour Zones		
		I	II	III
K	Enleveurs de fauilures — Basting pullers:			
	1er trimestre — 1st 3 months.....	\$0.80	\$0.80	\$0.785
	2e trimestre — 2nd 3 months.....	0.885	0.875	0.865
	3e trimestre — 3rd 3 months.....	0.935	0.925	0.915
<i>Pantalons — Pants</i>				
AA	Coupeurs compétents — Skilled cutters.....	\$1.82	\$1.715	\$1.65
AB	Coupeurs de fournitures compétents — Skilled trimmers.....	1.725	1.635	1.58
BB	Faiseurs de poches de devant et d'arrière, assembleurs — Back and front pocket makers, seamers.....	1.65	1.555	1.505
B	Presseurs de jambes de pantalons — Leg pressers.....	1.615	1.52	1.48
C	Piqueurs de doublures — Lining stitchers.....	1.565	1.49	1.445
D	Assembleurs de doublures, presseurs de hauts de pantalons, poseurs de ceintures de drap — Lining sewers, top pressers, cloth waist-band sewers.....	1.46	1.39	1.345
D2	Assistants-coupeurs — Choppers.....	1.395	1.325	1.30
E	Faiseurs de poches, assembleurs de coutures extérieures, assembleurs et piqueurs de doublures pour les culottes courtes, culottes bouffantes de garçons et pantalons d'adolescents — Pocket makers, outside seamers, lining sewers and stitchers on boys' shorts, bloomers and juvenile pants.....	1.33	1.265	1.23
FF	Sous-presseurs — Underpressers.....	1.28	1.23	1.205
F	Faiseurs de boutonnières, ajusteurs, assembleurs de coutures intérieures pour les culottes courtes et culottes bouffantes de garçons et pantalons d'adolescents, poseurs de fournitures — Buttonhole makers, fitters, inside seamers on boys' shorts, bloomers and juvenile pants, trimming makers.....	1.175	1.14	1.10
G	Poseurs de boutons, examinateurs, finisseurs, faiseurs de braguettes, faiseurs de passe-ceintures, surjeteurs et finisseurs de coins de poches à la machine spéciale — Button sewers, examiners, finishers, fly makers, loop makers, sergers and bar tackers.....	1.10	1.075	1.04
H	Surjeteurs de boutonnières, nettoyeurs — Buttonhole tackers, cleaners:			
	1er trimestre — 1st 3 months.....	0.825	0.815	0.785
	2e trimestre — 2nd 3 months.....	0.905	0.90	0.885
	3e trimestre — 3rd 3 months.....	0.985	0.965	0.93
	4e trimestre — 4th 3 months.....	1.05	1.025	0.995
	Après 12 mois — After 12 months.....	1.10	1.075	1.04
K	Enleveurs de fauilures — Basting pullers:			
	1er trimestre — 1st 3 months.....	0.80	0.80	0.785
	2e trimestre — 2nd 3 months.....	0.885	0.875	0.865
	3e trimestre — 3rd 3 months.....	0.935	0.925	0.915
<i>Gilets — Vests</i>				
AA	Coupeurs compétents — Skilled cutters.....	1.32	1.715	1.65
A	Faiseurs de poches, galonneurs — Pocket makers, tape sewers.....	1.745	1.65	1.605
AB	Coupeurs de fournitures compétents — Skilled trimmers.....	1.725	1.635	1.58
BB	Opérateurs en second — Second operators.....	1.65	1.555	1.505
B	Presseurs-finisseurs — Offpressers.....	1.615	1.52	1.48
D	Ajusteurs — Fitters.....	1.46	1.39	1.345
D1	Sous-presseurs généraux — General underpressers.....	1.42	1.365	1.325
D2	Assistants-coupeurs — Choppers.....	1.395	1.325	1.30
F	Faiseurs de boutonnières, fauilures, faiseurs de doublures, assembleurs de goussets — Buttonhole makers, basters, lining makers, vee sewers.....	1.175	1.14	1.10
G	Brosseurs, poseurs de boutons, examinateurs, finisseurs, employés généraux, poseurs d'étiquettes — Brushers, button sewers, examiners, finishers, general hands, ticket sewers.....	1.10	1.075	1.04
H	Surjeteurs de boutonnières, nettoyeurs — Buttonhole tackers, cleaners:			
	1er trimestre — 1st 3 months.....	0.825	0.815	0.785
	2e trimestre — 2nd 3 months.....	0.905	0.90	0.885
	3e trimestre — 3rd 3 months.....	0.985	0.965	0.93
	4e trimestre — 4th 3 months.....	1.05	1.025	0.995
	Après 12 mois — After 12 months.....	1.10	1.075	1.04
K	Enleveurs de fauilures — Basting pullers:			
	1er trimestre — 1st 3 months.....	0.80	0.80	0.785
	2e trimestre — 2nd 3 months.....	0.885	0.875	0.865
	3e trimestre — 3rd 3 months.....	0.935	0.925	0.915
<i>Vestons, pantalons et gilets — Coats, pants and vests</i>				
Apprentis-coupeurs — Apprentice-choppers:				
Un apprenti-coupeur est un commençant et travaille sous la cédule suivante — An apprentice-chopper is a beginner and shall work under the following schedule:				
	1er semestre — 1st 6 months.....	0.835	0.825	0.815
	2e semestre — 2nd 6 months.....	0.955	0.93	0.915

Classe — Class:	Taux à l'heure Rates of wages per hour		
	Zones		
	I	II	III
3e semestre — 3rd 6 months	\$1.045	\$1.025	\$0.995
4e semestre — 4th 6 months	1.13	1.09	1.075
5e semestre — 5th 6 months	1.205	1.165	1.14
Après 30 mois — After 30 months	1.395	1.325	1.30

Apprentis-coupeurs de fournitures — Apprentice-trimmers:

Un apprenti-coupeur de fournitures est un commençant et travaille sous la cédule suivante — An apprentice-trimmer is a beginner and shall work under the following schedule:

1er semestre — 1st 6 months	0.835	0.825	0.815
2e semestre — 2nd 6 months	0.905	0.90	0.885
3e semestre — 3rd 6 months	0.97	0.95	0.93
4e semestre — 4th 6 months	1.005	0.995	0.965
5e semestre — 5th 6 months	1.045	1.025	0.995
6e semestre — 6th 6 months	1.10	1.075	1.065
Après 36 mois — After 36 months	1.205	1.165	1.14

Cédule II: Vêtements de la classe B, tels que définis à l'article 1, paragraphe 1.4, juridiction industrielle
Schedule II: Classe B garments, as defined in article 1, paragraph 1.4, industrial jurisdiction

Classe — Class:	Taux à l'heure Rates of wages per hour		
	Zones		
	I	II	III
AZ Marqueurs ou coupeurs au couteau — Markers or knife cutters	\$1.57	\$1.46	\$1.41
BZ Coupeurs de fournitures, assembleurs de revers, galonneurs, poseurs de manches — Trimmers, shape sewers, tape sewers, sleeve sewers	1.495	1.40	1.36
CZ Presseurs-finisseries à la main ou à la machine, faiseurs de poches — Offpressers by hand or machine, pocket makers	1.41	1.325	1.285
DZ Assistants-coupeurs, empileurs, assembleurs, faiseurs de dessus, faiseurs de dos, surjeteurs de poches, faiseurs de doublures, faiseurs de pattes et de bordures, faiseurs de collets, assembleurs de goussets, piqueurs de coutures, opérateurs de machines à aiguille double, poseurs de galons aux emmanchures, piqueurs de rebords, faiseurs et piqueurs de ceintures et d'épaulettes, poseurs de parements aux vestons sans revers — Assistant-cutters (choppers), pilers, joiners, top makers, back makers, pocket tackers, lining makers, flap and welt makers, collar makers, vee sewers, seam raisers, double needle machine operators, armhole tapers, edge stitchers, belt and epaulet makers and stitchers, sewers of facings to coats without shape	1.235	1.17	1.135
EZ Sous-presseurs — Underpressers	1.155	1.095	1.07
FZ Faiseurs de revers, faiseurs de parements de manches, faiseurs de manches, couseurs de bas de parements, couseurs de bourrures, couseurs de revers et de collets, surjeteurs de bas, faiseurs de boutonniers, faufleurs d'emmanchures, poseurs de fermetures-éclair, marqueurs de boutonniers, faiseurs de plis sur les poches, sujeteurs de passe-ceintures et d'épaulettes — Lapel makers, cuff makers, sleeve makers, bottom facing sewers, pad sewers, lapel and collar sewers, bottom tackers, buttonhole makers, armhole basters, zipper sewers, buttonhole makers, pleat makers on patches, loop and epaulet tackers	1.06	1.01	0.985
GZ Poseurs de fournitures, tous les opérateurs de machines spéciales (comprenant les finisseurs de coins, surjeteurs, faufleurs de canevas et rabatteurs), assortisseurs ou séparateurs, faiseurs de coutures passe-poil — Trimming makers, all special machine operators (including bar tackers, sergers, canvas basters and fellers), sorters or separators, seam pipers	1.045	0.995	0.975
HZ Finisseurs, marqueurs de boutons, poseurs de boutons, rabatteurs à la main, nettoyeurs, coupeurs de fils, préposés aux réparations, examinateurs, plieurs, employés généraux, apparieurs, rogneurs de rebords, retourneur de vestons, surjeteurs de boutonniers, finisseurs de poches — Finishers, button markers, button sewers, hand fellers, cleaners, thread cutters, bushelers, examiners, folders, general hands, pairers, edge trimmers, coat turners, buttonhole tackers, pocket closers	0.995	0.955	0.93
Apprentis — Apprentices:			
1er trimestre — 1st 3 months	0.75	0.73	0.72
2e trimestre — 2nd 3 months	0.82	0.81	0.795
3e trimestre — 3rd 3 months	0.89	0.87	0.845
4e trimestre — 4th 3 months	0.945	0.91	0.89
Après 12 mois — After 12 months	0.995	0.955	0.93

Cédule III: Pantalons non-assotis, tels que définis à l'article 1, paragraphe 1.7, juridiction industrielle
Schedule III: Odd pants, as defined in article 1, paragraph 1.7, industrial jurisdiction

Classe — Class:		Taux à l'heure		
		Rates of wages per hour		
		Zones		
		I	II	III
AX	Coupeurs compétents — Skilled cutters	\$1.55	\$1.445	\$1.415
BX	Faiseurs de poches de devant et d'arrière, coupeurs de fournitures, assembleurs — Front and back pocket makers, trimmers, seamers	1.46	1.365	1.325
CX	Piqueurs de doublures, presseurs de jambes de pantalons — Lining stitchers, leg pressers	1.395	1.30	1.25
DX	Poseurs de doublures, presseurs de hauts de pantalons — Lining sewers, top pressers	1.29	1.215	1.175
DX1	Assistants-coupeurs — Choppers	1.22	1.155	1.125
EX	Faiseurs de poches, assembleurs et piqueurs de doublures et assembleurs de coutures extérieures pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents — Pocket makers, lining sewers and stitchers and outside seamers on boys' longs, shorts and bloomers	1.16	1.095	1.065
FX	Ajusteurs, sous-presseurs, faiseurs de fournitures, faiseurs de boutonnières, assembleurs de coutures intérieures pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents — Fitters, underpressers, trimming makers, buttonhole makers, inside seamers on boys' longs, shorts and bloomers	1.045	0.99	0.965
GX	Faiseurs de braguettes, surjeteurs de poches, surjeteurs, poseurs de boutons, finisseurs, faiseurs de ganses, examineurs — Fly makers, pocket sergers, tackers, button sewers, finishers, loop makers, examiners	0.98	0.925	0.915
HX	Nettoyeurs, surjeteurs de boutonnières — Cleaners, buttonhole takers:			
	1er trimestre — 1st 3 months	0.735	0.71	0.69
	2e trimestre — 2nd 3 months	0.805	0.77	0.75
	3e trimestre — 3rd 3 months	0.875	0.835	0.82
	4e trimestre — 4th 3 months	0.925	0.875	0.845
	Après 12 mois — After 12 months	0.98	0.925	0.915

Cédule IV: Vêtements d'enfants, tels que définis à l'article 1, paragraphe 1.9, juridiction industrielle
Schedule IV: Children's clothing, as defined in article 1, paragraph 1.9, industrial jurisdiction

Classe — Class:		Taux à l'heure		
		Rates of wages per hour		
		Zones		
		I	II	III
AY	Marqueurs (drap) — Markers (cloth)	\$1.50	\$1.41	\$1.365
BY	Faiseurs d'échantillons — Sample makers	1.40	1.315	1.275
CY	Marqueurs (doublure) (coupeur de fournitures), poseurs de manches, presseurs-finisseurs (cassure des emmanchures ou des collets, pressage des revers), galonneurs — Markers (lining), sleeve hangers (sewing in sleeves), finish pressers (creasing armholes or collars, pressing lapels)	1.35	1.27	1.23
DY	Coupeurs au couteau (drap ou doublure), faiseurs de poches, faiseurs de devants, faiseurs de dos, faiseurs de collets, poseurs de parements aux devants, poseurs de collets, piqueurs de rebords (devants, collets, bas), enrôleurs et surjeteurs de bas, presseurs à la machine à vapeur — Knife cutters (cloth or lining), pocket makers, front makers, back makers, tape sewers, collar sewers (sewing out collars), facing to coat front sewers, collar setters (sewing in collars), coat edge stitchers (fronts, collars, bottoms), bottom rollers and tackers, steam machine pressers	1.15	1.08	1.045
EY	Faufileurs de rebords à la machine (devants, bas, collets, rabats, revers, appliqués, bordures), faufileurs de parements, faufileurs de doublures, faiseurs de doublures, faiseurs de boutonnières ou oeillets, faiseurs de ceintures, coupeurs à la machine des bords de collets, coupeurs de fournitures, (canevas, doublures de poches, silésienne, etc.), empileurs, assembleurs (coutures des côtés, épaules, coutures des épaules dans la doublure), poseurs de fermetures-éclair aux parements ou à la doublure, poseurs de cordonnet, poseurs de doublures de manches à la doublure du vêtement, galonneurs d'emmanchures, surjeteurs de poches, brocheurs de parements, sous-presseurs, faiseurs de vés, piqueurs de rebords de finition (ceintures, manchettes, bandes, bordures, appliqués) — Machine edge basters (fronts, bottoms, collars, flaps, lapels, patches, welts), facing basters, lining basters, lining makers, buttonhole or eyelet makers, belt makers, machine edge collar cutters, cutters of trimmings (canvas, pocket linings, silesia, etc.), pilers, joiners (side seams, shoulders, lining shoulder seams), zipper to facing or to lining sewers, braid sewers, sleeve lining to body lining sewers, armhole tapers, pocket tackers, facing staplers, underpressers, vee sewers, trimming edge stitchers (belts, cuffs, straps, welts, patches)	0.96	0.92	0.90

Classe — Class:

Taux à l'heure
Rates of wages per hour
Zones I II III

FY	Faiseurs de manches, faiseurs de dessous de collets, faiseurs de canevas, faiseurs de rabats, faiseurs de doublures, faiseurs de ganses, faiseurs de capuchons, faiseurs de fournitures, faiseurs de parements, poseurs d'étiquettes, poseurs de boutons, poseurs de doublures de manches, poseurs ou brocheurs d'étiquettes de tailles, poseurs de bourrures d'emmanchures, poseurs d'insignes, poseurs de fourrure (aux manches, au collet), poseurs de canevas aux devants, poseurs de liséré ou ruban, surjeteurs des bourrures d'emmanchures, surjeteurs de doublures de manches, surjeteurs de bandes ou de ganses, surjeteurs de coins, surjeteurs de boutonnières, finisseurs, de poches, rembourreurs de parements, opérateurs de machines à rabattre, surjeteurs, séparateurs, assortisseurs, finisseurs, faufileurs ou brocheurs de canevas, employés généraux, enleveurs de faufileurs, marqueurs au fil ou coupeurs de fils, brosseurs, examinateurs, nettoyeurs — Sleeve makers, under-collar makers, canvas makers, flap makers, loop makers, hood makers, trimming makers, lapel makers, label sewers, button sewers, sleeve lining sewers, size ticket sewers or staplers, armhole pad sewers, insignia sewers, fur sewers (to sleeve, to collar), canvas to front sewers, piping or ribbon sewers, armhole pad tackers, sleeve lining tackers, strap or loop tackers, bar tackers, button-hole tackers, pocket closers (sewing around pocket), lapel padders, felling machine operators, sergers, separators, sorters, finishers, canvas basters or staplers, general hands, basting pullers, thread markers or cutters, brushes, examiners, cleaners..	\$0.87 \$0.835 \$0.82
GY	Apprentis — Apprentices:	
	1er trimestre — 1st 3 months..... 0.675 0.65 0.635	
	2e trimestre — 2nd 3 months..... 0.705 0.675 0.665	
	3e trimestre — 3rd 3 months..... 0.755 0.725 0.71	
	4e trimestre — 4th 3 months..... 0.805 0.775 0.755	
	Après 12 mois — After 12 months..... 0.87 0.835 0.82	

Définitions

Vêtements de la classe « A » (cédule I)

Vestons

Classe « AA »: Coupeur compétent: celui qui peut assembler les patrons sur l'étoffe, ce qu'on appelle dans le métier « making lays »; qui trace les patrons sur l'étoffe, empile l'étoffe, le nombre d'épaisseurs requises et la coupe aux ciseaux ou au couteau électrique; qui peut faire toutes les modifications nécessaires à ce qu'on appelle « un patron bloqué » selon les mesures spéciales requises pour des vêtements en série ou des vêtements faits sur commande.

Classe « A »: Opérateur en chef et assembleur de revers: celui qui assemble les manches au veston; qui coud le galon sur les rebords du veston, y compris ou non le col; qui coud autour des revers non faufilés et qui fait le bas.

Classe « AB »: Coupeur de fournitures compétent: celui qui assemble les patrons sur les étoffes à fournitures, étend les étoffes, les marque et les empile le nombre d'épaisseurs requises et les coupe aux ciseaux ou au couteau.

Classe « BB »: Faiseur de poches: celui qui fait les pattes, les bordures, les poches rapportées ou tout autre genre de poches; qui les ajuste et les coud sur le devant du veston et qui fait les bordures prêtes pour le surjetage des poches.

Classe « B »: Ajusteur: celui qui ajuste et prépare les parties et les fournitures d'un veston, le tout prêt pour l'atelier de confection.

Presseur-finisser: celui qui fait et complète le « pressage à sec » d'un veston, soit à la main ou à la presse à pied.

Classe « C »: Faufileur de rebords: celui qui rogne les rebords après qu'ils ont été galonnés et pressés; qui les retourne; qui faufile le rebord des pointes du col et des revers à la main; surjette les coins et la couture intérieure du col.

Faufileur en second: celui qui faufile le parement (facing) du revers et la doublure à la main, avec ou sans le col.

Definitions

Class "A" garments (Schedule I)

Coats

Class "AA": Skilled cutter: one who can assemble patterns on cloth, known in the trade as "making lays"; who marks the cloth according to patterns, lays up the cloth to the number of layers required, and cuts same with shears or electric knife; and who can make all necessary alterations from what is known as a "block pattern" to special measurements that may be required for stock or made-to-measure clothes.

Class "A": Heat operator and shape sewer: one who can sew sleeves on to a coat; who can sew the tape on the edges of the coat, with or without a collar; and who can sew around shapes of coats that have not been basted, and sews up bottoms.

Class "AB": Skilled trimmer: one who can assemble patterns on trimming material, makes lays, marks and piles the number of layers required and cuts same with shears or knife.

Class "BB": Pocket maker: one who can make flaps, welts, patches or any other style of pockets; who can set and sew same on front of the coat, and who makes beesom ready for pocket tacking.

Class "B": Fitter: one who fits and prepares the parts and trimmings of a coat and assembles same ready for the tailor-shop.

Offpresser: one who performs and completes the "dry pressing" of a coat, either by hand iron or jumping machine.

Class "C": Edge baster. one who trims around edges after they have been taped and underpressed; turns over same, bastes edges of collar end and ends of lapels by hand; tacks corners and collar seam inside.

Second baster: one who bastes the shape of the facing of the lining onto the coat by hand, with or without the collar.

Faiseur de revers: celui qui marque et taille autour du col et des revers de même qu'autour de tout le veston suivant le patron fourni.

Faiseur de dessus de cols: celui qui faufile le dessus du col d'un veston, soit sur un veston complètement ouvert, ce qui comprend la gorge, ou sur un veston semi-ouvert où la gorge est cousue à la machine; qui faufile le dessus et le dessous du col séparément avant que le col soit ajusté au veston; faufile le rebord du dessus du col entre le canevas et le dessus du col, le tout prêt pour le rabattage; qui surjette les coins entre les revers et le col.

Classe « D »: Examineur: celui qui examine les vestons et fait les menues réparations; qui marque les boutons et les boutonnières.

Assembleur (opérateur en second): celui qui coud les goussets, ferme le centre du dos et les coutures de côté, galonne les tours de bras et assemble les coutures des épaules, pique les rebords et toutes les coutures requises, fait une ouverture dans le dos, fait les ceintures, les manchettes, les bandes et les différents genres de plis qui peuvent être requis dans le veston.

Faiseur de doublures: celui qui fait les doublures pour vestons.

Surjeteur de poches: celui qui finit les poches, après que le faiseur de poches a fait son travail, tel que défini dans la classe « BB ».

Classe « D-1 »: Presseur à la machine à vapeur: celui qui fait le pressage à la machine à vapeur requis prêt pour le pressage-finissage.

Classe « D-2 »: Assistant-coupeur: celui qui d'après les indications du coupeur compétent empile l'étoffe le nombre d'épaisseurs requises; qui coupe aux ciseaux soit une seule épaisseur ou autant d'épaisseurs qu'il peut couper à la fois mais qui ne fait aucun marquage.

Classe « EE »: Sous-presseur: celui qui presse les coutures, les manches, les doublures, les poches et le canevas; façonne les revers pour le faiseur de revers; qui presse les coutures des tours de bras et des épaules.

Classe « E »: Faufileur de doublures: celui qui faufile les parements jusqu'au bas du veston après que les revers ont été faufileés par le faufileur en second; qui marque et rogne le bas de la doublure et faufile les coutures près de la doublure au devant du veston, prêt pour le surjetage des coutures intérieures; faufile autour du pli inférieur de la doublure, faufile la doublure autour du bras et rogne les tours de bras pour le faufileur des tours de bras; faufile les coutures des épaules de la doublure pour le finisseur, faufile le dessous du cou, faufile la doublure pour les finisseurs pour les vestons à quart de doublure ou à demi-doublure.

Faufileur de rebords à la machine: celui qui faufile les rebords, à l'exception des revers, sur le col et le veston, avec une machine à faufileer les rebords.

Classe « F »: Faufileur d'emmanchures: celui qui faufile les bourrures des épaules et des manches dans les emmanchures, soit simples ou doubles.

Faiseur de boutonnières: celui qui fait les boutonnières requises avec une machine à boutonnières.

Faiseur de revers: celui qui bourre les revers, les dessous de cols et fait les brides.

Faiseur de manches: celui qui fait les manches.

Classe « G »: Rabatteur de bas et de hauts de cols: celui qui rabat les bas et les hauts de cols.

Faufileur de canevas: celui qui faufile le canevas sur le devant du veston, soit à la main ou à la machine.

Shaper: one who marks and trims around the shape of the collar and lapels, including the entire edge of the coat according to pattern furnished.

Top-collar maker: one who bastes the top-collar on a coat, either on a complete open coat which includes the gorge, or on a semi-open coat in which the gorge is sewn by machine, or bastes the top-collar to the under-collar separately before it is set on the coat, bastes around the leaf of the top-collar between the canvas and the under-collar ready for felling, and tacks corners between the shape and the collar.

Class «D»: Examiner: one who examines the coats and makes minor repairs, who also marks buttons and buttonholes.

Joiner (second operator): one who sews up vees, closes the centre of the back and side seams of a coat, tapes the armholes and joins shoulder seams; stitches the edges of a coat, raises the seams, makes a vent in the back, makes belts, cuffs, straps and different styles of pleats that may be required in a coat.

Lining maker: one who makes linings for coats.

Pocket tacker: one who finishes the pockets in a coat, after the pocket maker has done his work as stated in class «BB».

Class «D-1»: Steam machine presser: one who does any of the steam machine pressing required on a coat ready for offpressing.

Class «D-2»: Chopper (assistant-cutter): one who can pile up material according to the lay which is marked by the skilled cutter, to the number of layers required: who also cuts with shears either single or as many layers as can be cut at one time but who does no marking.

Class «EE»: Underpresser: one who presses the seams, sleeves, linings, pockets and canvas of a coat, breaks in the shapes on coats ready for the shaper, also presses the armhole seams and the shoulder seams.

Class «E»: Lining baster: one who bastes facings down to the coat after the shape has been basted by the second baster, who marks and trims around the bottom of the lining and also bastes the seams near the lining to the front of the coat ready for inside tacking; also one who bastes around the bottom pleat of the lining, bastes the lining around the armholes and trims around same ready for the armhole baster, bastes the shoulder seams of lining ready for the finisher, bastes in the under-collar, also bastes the lining ready for the finishers on quarter-lined or half-lined coats.

Machine edge baster: one who bastes the edges, excluding the shapes, on the collar and the coat on an edge basting machine.

Class «F»: Armhole baster: one who bastes in the shoulder and the sleeve paddings in the armholes, either single or double.

Buttonhole maker: one who makes all buttonholes required on a buttonhole machine.

Lapel maker: one who pads the lapels, the under-collar and puts on the bridle.

Sleeve maker: one who works on sleeves.

Class «G»: Bottom of collar and leaf of collar feller: one who fells under-collars and collar leaf.

Canvas baster: one who bastes on the canvas to the fronts of a coat, either by hand or by machine.

Faiseur de canevas: celui qui coud les fournitures nécessaires sur le canevas du veston avec une machine spéciale à faire les canevas.

Finisseur: celui qui fait à la main tout le rabattage intérieur requis sur un veston.

Employé général: celui qui coupe les poches, les retourne, taille et marque les pattes et les bordures; qui rogne les rebords du canevas après la taille des revers; rogne la doublure des manches prête pour le finisseur, appareille les manches, les doublures et les cols pour les opérateurs ou les faufileurs.

Surjeteur de coutures intérieures: celui qui surjette les coutures intérieures, soit à la main ou à la machine.

Poseur de boutons: celui qui pose les boutons nécessaires sur un veston.

Classe « H »: Surjeteur de boutonniers: celui qui surjette les boutonniers avec une machine spéciale à surjeter.

Rabatteur de bas de doublures de manches: celui qui surjette les doublures de manches, fait les dessous de cols, faufile et rabat les bas de doublures de manches.

Finisseur de poches: celui qui finit les poches. Cette opération peut être faite par les commençants ou par les personnes de peu d'expérience.

Faiseur de petites poches intérieures: celui qui fait les petites poches au complet pour les poches intérieures des vestons.

Nettoyeur: celui qui coupe les fils et nettoie les vestons.

Classe « K »: Enleveur de faufitures: celui qui enlève les faufitures.

Pantalons

Classe « AA »: Coupeur compétent: tel que défini et décrit dans la classe « AA » des « vestons ».

Classe « AB »: Coupeur de fournitures compétent: celui qui coupe et prépare toutes les fournitures des pantalons.

Classe « BB »: Faiseur de poches de devant et d'arrière: celui qui fait au complet les différentes poches requises pour un pantalon.

Assembleur: celui qui assemble les différentes parties d'un pantalon, soit avec une machine à coudre spéciale ou avec une machine à coudre ordinaire.

Classe « B »: Presseur de jambes de pantalons: celui qui plie les jambes de pantalons, les coutures centrales ensemble, et les presse soit à la main ou à la machine à vapeur.

Classe « C »: Piqueur de doublures: celui qui pique la partie inférieure de la doublure à la ceinture et qui pique la braguette blanche.

Classe « D »: Assembleur de doublures: celui qui coud la doublure sur la ceinture et coud la braguette blanche sur le devant du pantalon; qui coud les ceintures de drap.

Presseurs de hauts de pantalons: celui qui complète le pressage extérieur du haut du pantalon soit à la presse à pied ou à la presse à vapeur.

Classe « E »: Faiseur de poches et assembleur des parties extérieures de culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui coud la poche du côté au devant du pantalon et en même temps ferme la couture latérale, joignant le devant et l'arrière à couture repliée; qui fait les poches d'arrière.

Assembleur et piqueur de doublures de culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui assemble et pique les doublures.

Classe « FF »: Sous-presseur: celui qui presse toutes les coutures.

Canvas maker: one who sews the necessary trimmings onto the canvas of a coat on a special canvas making machine.

Coat finisher: one who does the inside felling necessary on a coat by hand.

General hand: one who cuts the pockets open, turns, trims and marks flaps and welts; trims around the edges of canvas on a coat after the shaping; trims around the sleeve lining ready for the finisher, pairs in sleeves, linings and collars for either the operators or the basters.

Inside coat tacker: one who tacks the inside seams on a coat, either by hand or machine.

Button sewer: one who sews the buttons on a coat.

Class « H »: Buttonhole tacker: one who tacks the coat buttonholes on a special tacking machine.

Feller of bottom of sleeve linings: one who tacks sleeve linings, makes under-collars, bastes and fells bottom of sleeve linings.

Pocket closer: one who closes pockets, which operation may be performed by beginners or those with little experience.

Ticket pocket maker: one who makes complete ticket pockets for inside coat pockets.

Cleaner: one who cuts off threads of coats and cleans coats.

Class « K »: Basting puller: one who pulls bastings.

Pants

Class « AA »: Skilled cutter: as defined and described in class « AA » of coat department.

Class « AB »: Skilled trimmer: one who cuts and prepares the trimmings on pants.

Class « BB »: Back and front pocket maker: one who makes complete pockets of every style and description required in a pair of pants.

Seamer: one who joins together the different parts of a pair of pants, either on a special sewing machine or on a plain sewing machine.

Class « B »: Leg presser: one who folds the legs, centre seam to centre seam, and presses same either by hand iron or steam machine.

Class « C »: Lining sticher: one who attaches the bottom part of the lining to the waistband, who also stitches over the white fly.

Class « D »: Lining sewer: one who sews on the lining to the waistband and sews on a white fly to the front of the pants; one who sews on cloth waistband.

Top presser: one who completes the outside pressing which is called the « tops of a pair of pants » either on a jumping machine or on a steam machine.

Class « E »: Pocket maker and outside seamer on boys' shorts, bloomers and juvenile pants: one who sews on the side pocket to the front of a pair of pants and at the same time closes down the side seam of the front part to the back with a corded seam; one who makes the back pockets.

Lining sewer and sticher on boy's shorts, bloomers and juvenile pants: one who sews on and stitches the linings.

Class « FF »: Underpresser: one who presses the seams.

Classe « F »: Faiseur de boutonnières: celui qui fait les boutonnières avec une machine spéciale à boutonnières.

Ajusteur: celui qui ajuste les parements des poches et fait les autres ajustages; qui numérote toutes les parties d'un pantalon consécutivement, les empile en paquets, le tout prêt pour les opérateurs. (Le numérotage est nécessaire afin de prévenir le mélange des étoffes).

Assembleur des coutures intérieures de culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui ferme les coutures intérieures des culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents.

Faiseur de fournitures: celui qui coud les doublures des braguettes, prépare les poches à montre et coud les parements aux poches.

Classe « G »: Poseur de boutons: celui qui pose les boutons soit à la machine ou à la main.

Examineur: celui qui examine et fait les menus réparations nécessaires avant que les pantalons soient envoyés à l'entrepôt.

Finisseur: celui qui fait la couture à la main et le rabattage requis.

Faiseur de braguettes: celui qui coud les doublures aux braguettes.

Faiseur de ganses: celui qui fait les ganses avec une machine spéciale et qui finit les ganses-tunnels.

Surjeteur de poches: celui qui manoeuvre une machine spéciale qui coud, rogne et finit les poches et les autres parties du pantalon.

Surjeteur: celui qui surjette les poches et les autres coutures des coins avec une machine spéciale à surjeter.

Classe « H »: Surjeteur de boutonnières: celui qui surjette les boutonnières avec une machine spéciale à surjeter.

Nettoyeur: celui qui enlève les bouts de fil des pantalons.

Gilets

Classe « AA »: Coupeur compétent: celui qui peut assembler les patrons sur l'étoffe, ce qu'on appelle dans le métier « making lays »; qui trace les patrons sur l'étoffe, empile l'étoffe le nombre d'épaisseurs requises et la coupe aux ciseaux ou au couteau électrique.

Classe « A »: Faiseur de poches: celui qui pose les rebords ou les poches rapportées sur les gilets; qui fait les poches piquées.

Galonneur: celui qui coud les rebords des gilets; qui coud les tours de bras avec une machine à couper les rebords.

Classe « AB »: Coupeur de fournitures compétent (ou coupeur de fournitures en chef): celui qui assemble les patrons sur les étoffes à fournitures; étend les étoffes, les marque, les empile le nombre d'épaisseurs requises et les coupe aux ciseaux ou au couteau.

Classe « BB »: Opérateur en second: ce ui qui pique les rebords des gilets sans les faufiler, surjette les poches, assemble les coutures latérales et les coutures des épaules.

Classe « B »: Presseur-finisseur: celui qui complète tout le pressage-finissage requis.

Classe « D »: Ajusteur: celui qui ajuste et prépare toutes les parties et fournitures d'un gilet et les assemble prêtes pour l'atelier de confection.

Classe « D-1 »: Sous-presseur général: celui qui presse toutes les coutures y compris les bords latéraux des rebords, ce qu'on appelle dans le métier « shaping welts ».

Classe « F »: Faiseur de boutonnières: celui qui fait les boutonnières requises sur un gilet avec une machine spéciale à boutonnières.

Class "F": Buttonhole maker: one who makes buttonholes on a buttonhole machine.

Fitter: one who fits the pocket facings and other fittings, who also numbers each part of a pair of pants consecutively and piles same up into bundles ready for the operators. (The numbering is necessary to prevent the mixing of materials.)

Inside seamer on boys' shorts, bloomers and juvenile pants: one who closes the inside seams on boys' shorts, bloomers and juvenile pants.

Trimming maker: one who sews on the fly linings, prepares the watch pockets and sews on the facings on the pockets.

Class "G": Button sewer: one who sews on buttons either by hand or machine.

Examiner: one who examines and makes the minor repairs necessary before the pants are sent to the stock room.

Finisher: one who does the hand sewing and felling necessary on a pair of pants.

Fly maker: one who sews on the lining to the fly.

Loop maker: one who makes loops on a special loop machine: one who finishes loop tunnels.

Pocket serger: one who works on a special machine which sews, trims around and finishes pockets and other parts of a pair of pants.

Tacker: one who tacks pockets and other corner seams on a special tacking machine.

Class "H": Buttonhole tacker: one who tacks the buttonholes on a special machine.

Cleaner: one who cleans the thread ends off pants.

Vests

Class "AA": Skilled cutter: one who can assemble patterns on cloth, known in the trade as "making lays", who marks the cloth according to patterns, lays up the cloth to the number of layers required and cuts same with shears or with an electric knife.

Class "A": Pocket maker: one who sews on welts or patches on a vest, also makes patch pockets.

Tape sewer: one who sews around the edges of a vest, also sews around the armhole on an edge-cutting machine.

Class "AB": Skilled trimmer: one who is known as "head trimmer", who can assemble patterns on trimming material: makes lays, marks and piles to the number of layers required and cuts same with shears or knife.

Class "BB": Second operator: one who stitches the edges of a vest that have not been basted, tacks the pockets, joins the side seams and shoulders of a vest.

Class "B": Offpresser: one who completes the finished pressing required on a vest.

Class "D": Fitter: one who fits and prepares the parts and trimmings of a vest and assembles same ready for the tailor shop.

Class "D-1": General underpresser: one who presses the seams, including the side edges of a welt, which is known in the trade as "shaping welts".

Class "F": Buttonhole maker: one who makes the buttonholes necessary on a vest on a special buttonhole machine.

Faufleur: celui qui épingle les revers y compris la doublure; sur les rebords du gilet, le tout prêt pour la galonnage; appareille aussi les doublures et taille les rebords des poches à la largeur voulue, le tout prêt pour l'opérateur.

Faiseur de doublures: celui qui fait les doublures, coud les revers aux doublures et fait une poche dans la doublure, au besoin; fait aussi les dos et les ceintures d'ajustage requis sur la doublure, assemble le centre du dos de la doublure et joint ensemble le bas des doublures intérieures et extérieures; coud les ceintures d'ajustage sur l'arrière du gilet.

Assembleur de goussets: celui qui coud les goussets, coud la doublure des poches aux rebords ou aux poches rapportés, ferme les poches et coud le col au devant du gilet.

Classe « G »: Brosseur: celui qui brosse les gilets après que les fils ont été coupés.

Poseur de boutons: celui qui pose les boutons requis sur un gilet.

Examineur: celui qui marque les boutons et les boutonnières, fait les menues réparations, pose les étiquettes et examine le gilet avant de le livrer à l'entrepôt.

Finisseur: celui qui fait le rabattage requis sur un gilet.

Employé général: celui qui rogne les rebords du canevas, rogne le col et retourne le gilet prêt pour le galonneur.

Poseur d'étiquettes: celui qui pose les étiquettes nécessaires sur un gilet.

Classe « H »: Surjeteur de boutonnières: celui qui surjette les boutonnières avec une machine spéciale à surjeter.

Nettoyeur: un commençant: celui qui enlève les bouts de fil sur un gilet.

Pantalons non-assortis (cédule III)

Classe « AX »: Coupeur compétent: celui qui étend les patrons sur l'étoffe, ce qu'on appelle dans le métier « making lays »; qui trace les patrons sur l'étoffe, étend l'étoffe l'empilant le nombre d'épaisseurs requises, la coupe aux ciseaux ou au couteau, fait toutes les modifications nécessaires au « patron bloqué » selon les mesures spéciales requises, et qui exécute une ou plusieurs de ces opérations.

Classe « BX »: Faiseur de poches de devant et d'arrière: celui qui fait les poches au complet d'après le modèle et la description, tel que requis pour des pantalons non-assortis.

Coupeur de fournitures: celui qui coupe et prépare les fournitures pour pantalons non-assortis.

Assembleurs: celui qui assemble les différentes parties des pantalons, soit avec une machine à coudre spéciale ou avec une machine à coudre ordinaire.

Classe « CX »: Piqueur de doublures: celui qui pique la partie inférieure de la doublure à la ceinture; qui pique la braguette blanche.

Presseur de jambes de pantalons: celui qui plie les jambes de pantalons, les coutures centrales ensemble et les presse, soit à la main ou à la machine à vapeur.

Classe « DX »: Poseur de doublures: celui qui assemble la doublure à la ceinture et assemble la braguette blanche au devant du pantalon.

Presseur de hauts de pantalons: celui qui complète le pressage extérieur de ce qu'on appelle le « haut du pantalon », soit à la presse à pied ou à la machine à vapeur.

Classe « DX-1 »: Assistant-coupeur (chopper): celui qui empile l'étoffe le nombre d'épaisseurs requises d'après le patron marqué par le coupeur

Baster: one who pins the facings which include the lining on the edges of a vest, ready for the tape sewing; also pairs in the linings and trims the welts to pockets to the width required ready for the operator.

Lining maker: one who makes the linings, sews on the facing to the linings and makes a pocket in the lining when required; makes the backs and straps required on the lining, joins the centre seams of the lining and joins the bottom of the inside and outside linings together; sews straps on the back of the vest.

Vee sewer: one who sews up the vees, sews the pocket lining to the welts or patches, closes the pockets and sews on neck pieces to the front of the vest.

Class « G »: Brusher: one who brushes the vests after threads have been cut.

Button sewer: one who sews on the buttons required on a vest.

Examiner: one who marks the buttons and buttonholes, makes minor repairs, sews on the tickets and examines the vests ready for the stock room.

Finisher: one who does the felling necessary on a vest.

General hand: one who trims around the canvas edges of a vest, trims around the neck, turns over the vest ready for the tape sewer.

Ticket sewer: one who sews on the tickets required on a vest.

Class « H »: Buttonhole tacker: one who tacks the buttonholes on a vest, with a special tacking machine.

Cleaner: is a beginner — one who cleans off the thread ends on vests.

Odd pants (Schedule III)

Class « AX »: Skilled cutter: one who lays out patterns on cloth, known in the trade as « making lays », and who marks the cloth according to patterns, lays up the cloth to the number of layers required, cuts same with shears or knife, makes necessary alterations from what is known as a « block pattern » to special measurements that may be required, and who performs any one of such operations.

Class « BX »: Front and back pocket maker: one who makes complete pockets of every style and description, required in a pair of odd pants.

Trimmer: one who cuts and prepares the trimmings on pants.

Seamer: one who joins together the different parts of a pair of pants, either one a special sewing machine or on a plain sewing machine.

Class « CX »: Lining stitcher: one who stitches the bottom part of the lining to the waistband or stitches over the white fly.

Leg presser: one who folds the legs, centre seam to centre seam and presses same, either by hand iron or steam machine.

Class « DX »: Lining sewer: one who sews on the lining to the waistband and sews on a white fly to the front of the pants.

Top presser: one who completes the outside pressing which is called the « tops of a pair of pants », either on a jumping machine or on a steam machine.

Class « DX-1 »: Chopper (assistant-cutter): one who piles up material according to the lay which is marked by the skilled cutter and to the number

compétent, qui la coupe aux ciseaux ou au couteau électrique une ou plusieurs épaisseurs à la fois, mais qui ne fait aucun marquage.

Classe « EX »: Faiseur de poches pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui coud la poche de côté au devant du pantalon ou qui fait les poches d'arrière.

Assembleur et piqueur de doublures pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui coud et pique la doublure.

Assembleur de coutures extérieures pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui ferme la couture latérale joignant le devant et l'arrière à couture repliée.

Classe « FX »: Ajusteur: celui qui ajuste les parements des poches et fait les autres ajustages.

Sous-presseur: celui qui presse toutes les coutures.

Faiseur de fournitures: celui qui coud les doublures des braguettes, prépare les poches à montre et coud les parements aux poches.

Faiseur de boutonnières: celui qui fait les boutonnières avec une machine à boutonnières.

Assembleur de coutures intérieures pour culottes courtes, culottes bouffantes et pantalons d'adolescents: celui qui ferme les coutures intérieures.

Classe « GX »: Faiseur de braguettes: celui qui coud les doublures aux braguettes.

Surjeteur de poches: celui qui opère une machine spéciale qui coud, rogne et finit les poches et les autres parties du pantalon.

Surjeteur: celui qui surjette les poches et les autres coutures des coins avec une machine spéciale à surjeter.

Poseur de boutons: celui qui pose les boutons à la machine ou à la main.

Finisseur: celui qui fait à la main la couture et le rabattage requis.

Faiseur de ganses: celui qui fait les ganses avec une machine spéciale; qui finit les ganses-tunnels.

Examineur: celui qui examine et fait les menues réparations nécessaires avant que les pantalons soient envoyés à l'entrepôt.

Classe « HX »: Nettoyeur: celui qui enlève les bouts de fil des pantalons.

Surjeteur de boutonnières: celui qui surjette les boutonnières avec une machine spéciale à surjeter.

*Vêtements de la classe « B » (Cédule II)
et vêtements d'enfants (Cédule IV)*

Pour définitions, voir Vêtements de la classe « A » (Cédule I).

8.2 Tous les taux horaires ci-dessus mentionnés sont considérés comme des taux de salaires minima et ils ne doivent en aucun cas être considérés comme étant des taux de salaires maxima.

8.3 Des taux à la pièce peuvent être établis au lieu des taux à l'heure pourvu que ces taux ne rapportent pas moins que les taux à l'heure stipulés dans le décret.

8.4 Tous les salaires doivent être payés aux salariés chaque semaine en argent.

9. Sécurité sociale

9.1 Dans le cas d'un employeur qui, antérieurement au 1er juillet 1964, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et *bona fide* ou avec une caisse d'assurance reconnue par le Surintendant des Assurances de la province de Québec ou qui, par contrat avec une association *bona fide*, était tenu de payer et paye, pour tous ses salariés assujettis à ce décret, une contribution à un système de sécurité sociale couvrant, en tout ou en partie, les cas de maladie, accident,

of layers required, or who cuts with an electric knife or hand shears, singly or as many layers as can be cut one time, but does not marking.

Class "EX": Pocket maker on boys' longs, shorts and bloomers: one who sews on the side pocket to the front of a pair of pants or one who makes the back pockets.

Lining sewer and stitcher on boys' longs, shorts and bloomers: one who sews no and stitches the lining.

Seamer on boys' longs, shorts and bloomers (outside): one who closes down the side seam of the front part to the back part with a corded seam.

Class "FX": Fitter: one who fits the pocket facing and other fittings.

Underpresser: one who presses the seams.

Trimming maker: one who sews on the fly linings, prepare the watch pockets and sews the facings on pockets.

Buttonhole maker: one who makes buttonholes on a buttonhole machine.

Seamer on boys' longs, shorts and bloomers (inside): one who closes the inside seams.

Class "GX". Fly maker: one who sews the linings into the fly.

Pocket serger: one who works on a special machine which dsews, trims around and finishes pockets and other parts of a pair of pants.

Tacker: one who tacks pockets and other corner seams on a special tacking machine.

Button sewer: one who sews on buttons, either by machine or by hand.

Finisher: one who does the hand sewing and felling necessary on a pair of pants.

Loop maker: one who makes loops on a special machine, and one who finishes loop tunnels.

Examiner: one who examines and makes the minor repairs necessary before the pants are sent to the stock room.

Class "HX": Cleaner: one who cleans off the thread ends from the pants.

Buttonhole tacker: one who tacks the buttonholes on a special tacking machine.

*Class "B" garments (Schedule II)
and children's clothing (Schedule IV)*

For definitions, see class "A" garments, (Schedule I)

8.2 All the foregoing rates of wages set out in the schedules shall be considered as minimum rates and at no time shall they be construed as maximum rates of wages.

8.3 Piece-work rates may be fixed instead of hourly rates provided that such rates do not yield less than the hourly minimum rates established by the present decree.

8.4 All wages shall be paid to employees weekly in cash.

9. Social Security

9.1 In the case of an employer who, prior to January 1st, 1964, by contract with a recognized and *bona fide* insurance company or insurance fund recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, or who, by contract with a *bona fide* union, was bound to and does pay for his employees subject to the jurisdiction of this decree, towards a social welfare plan covering, in whole or in part, sickness, accident, hospitalization, death benefits and/or

hospitalisation ou mortalité, ou un système de pension ou de retraite au bénéfice desdits salariés, lequel ne laisse à l'employeur aucun droit de remboursement ou de rabais, directement ou indirectement, les taux minima applicables sont ceux prévus dans les cédules du présent article, réduits du montant horaire effectivement payé par l'employeur pour lesdits salariés, cette réduction n'excédant pas 3½ cents l'heure pour chaque salarié.

9.2 Tout système de bien-être social de cette nature institué par un employeur de la façon susdite est sujet à examen par le Comité conjoint et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent en tout temps être tenus à la disposition des représentants du Comité conjoint pour fins d'inspection et d'examen.

9.3 Si un tel examen révèle au Comité conjoint que le montant total ou partiel de la réduction des taux minima n'est pas entièrement utilisé au bénéfice des salariés assujettis à ce décret, ou que le but de tel système de bien-être social n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de cette clause, ou que l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel système, ou que l'employeur n'effectue pas tous les paiements dus, ou que ledit système est discontinué pour quelque raison que ce soit, alors, après avis du Comité conjoint donné par lettre recommandée à l'employeur, ledit employeur est tenu d'ajouter aux salaires horaires desdits salariés, que ce soit sur une base à la pièce ou à l'heure, la part entière ou partielle de la réduction des taux minima, laquelle ne serait pas au bénéfice des salariés même si, avant le paiement du supplément, les salaires desdits salariés sont supérieurs aux taux minima prescrits.

10. Aucune réduction de salaires

10.1 Au cours de la durée de ce décret, il est interdit de réduire les taux de salaires à la pièce ou à l'heure, soit directement ou indirectement.

10.2 Toutes les augmentations en vigueur et tous les taux au-dessus des taux horaires minima établis par le présent décret doivent être maintenus.

11. Apprentis

11.1 Un employeur peut employer des apprentis aux conditions suivantes:

a) L'employeur doit désigner dans son rapport mensuel de feuille de paye au Comité conjoint les apprentis qu'il emploie;

b) Le nombre d'apprentis dans un établissement ne doit pas dépasser:

Dans la zone 1, 10% du nombre total des employés assujettis au décret; excepté dans un établissement ou département où des pantalons non-assortis, tels que définis à l'article 1, sont confectionnés, le nombre des apprentis ne doit pas excéder 12½% du nombre total des employés assujettis au décret dans ledit établissement ou département;

Dans la zone 2, 20% du nombre total des employés assujettis au décret;

Dans la zone 3, 25% du nombre total des employés assujettis au décret.

11.2 Si un employeur emploie plus d'apprentis que le quota permis par les dispositions précédentes, tous les apprentis employés en plus du nombre permis auront droit aux taux minima exigibles pour leurs opérations respectives et devront être payés sur cette base.

towards a pension or retirement plan for the benefit of such employees and in which plan the employer has no equity or right of refund or rebate, directly or indirectly, the minimum rates applicable are those set forth in the foregoing schedules, reduced by the actual amount per hour paid by the said employer for such employees to a maximum deduction of 3½ cents per hour per employee.

9.2 Any such social welfare plan introduced by any employer as aforesaid shall be subject to examination by the Joint Committee and, for that purpose, the employer's records shall at all times be open to inspection and examination by the Joint Committee.

9.3 Should it be found after examination by the Joint Committee that the whole or any part of the amount by which the minimums have been reduced as aforesaid is not employed wholly for the benefit of the employees subject to the jurisdiction of this decree or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provision, or upon the refusal by the employer to submit details and records of such plan, or upon failure of the employer to make all required payments thereunder, or should such plan be discontinued for any reason whatsoever, then, upon notice from the Joint Committee given by registered mail to the employer, the said employer shall be bound to add to the actual hourly earnings of the said employees, whether on piece work or week work, the whole or that portion of the reduction of the minimums which has been declared as not being for the benefit of the employees, whether or not the earnings of the said employees are in excess of the prescribed minimum rates prior to the said additions.

10. No reduction in wages

10.1 During the life of this decree, it shall be prohibited to make any reduction in the rate of wages, whether on piece-work or hourly rates, either directly or indirectly.

10.2 All increases in force and all rates in excess of the hourly minimum rates established by the present decree shall not be reduced.

11. Apprentices

11.1 An employer may employ apprentices subject to the following conditions:

a) The employer must designate on his monthly payroll report to the Joint Committee the apprentices employed by him as such;

b) The number of apprentices employed in an establishment shall not exceed:

In Zone 1, 10% of the total number of employees governed by the decree; except in an establishment or department where odd pants, as defined in article 1, are manufactured, the number of apprentices shall not exceed 12½% of the total number of employees governed by the decree in the said establishment or department;

In Zone 2, 20% of the total number of employees governed by the decree;

In Zone 3, 25% of the total number of employees governed by the decree.

11.2 In the event that an employer employs more apprentices than are permitted by the foregoing provisions, then all apprentices employed in excess of the number permitted shall be entitled to and shall receive the minimum rates exigible for their respective operations.

11.3 Les employés ayant droit aux taux minima de leurs opérations respectives, tel que prévu au paragraphe précédent, sont les apprentis qui, au temps où le quota des apprentis est dépassé, ont été le plus longtemps au service de l'employeur.

11.4 *Examen des apprentis:* Sujet aux dispositions ci-dessus gouvernant l'emploi des apprentis, tous les apprentis, à l'exception des apprentis-coupeurs et apprentis-coupeurs de fournitures, doivent à des intervalles de trois (3) mois être examinés par le Comité conjoint ou ses agents dûment autorisés à cette fin qui déterminent un taux de salaire pour chacun des apprentis. En déterminant le nouveau taux, les agents du Comité conjoint doivent se baser sur:

- a) Le taux à l'heure fixé pour ladite opération, tel qu'indiqué dans les cédules;
- b) L'habileté;
- c) Le rendement.

11.5 Pour les fins de ce décret, un apprenti est un employé qui apprend son métier ou opération, ou qui, dans l'établissement, est promu à une opération dont le taux minimum est plus élevé que celui de l'opération qu'il exécutait antérieurement.

12. *Crédits aux diplômés des écoles spécialisées*

12.1 Les diplômés qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit d'apprentissage proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens, et ce dans tous les métiers ou fonctions régis par le présent décret.

13. *Permis spéciaux*

13.1 Le Comité conjoint peut, par résolution, accorder, d'après la preuve jugée suffisante, à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes un certificat l'autorisant à travailler à des conditions déterminées et différentes de celles prévues par le décret.

13.2 Tout employeur peut demander, par écrit, au Comité conjoint l'émission d'un permis spécial.

13.3 Sur réception de cette demande, le Comité conjoint fait enquête et si le salarié tombe dans la catégorie ci-dessus, le Comité conjoint peut émettre un permis autorisant le salarié à travailler à un taux horaire inférieur au taux horaire minimum établi par le présent décret pour l'opération exécutée.

13.4 Tout taux spécial ainsi fixé est révisé au moins une fois par année mais ledit taux peut être modifié par le Comité conjoint n'importe quand si les circonstances qui ont motivé la fixation de ce taux sont changées.

14. *Classifications et taux pour opérations modifiées*

14.1 Le Comité conjoint a le droit de classer et d'établir temporairement des taux pour toutes opérations nouvelles ou modifiées non prévues par les présentes.

14.2 Cependant, dans de tels cas, les parties contractantes doivent présenter un amendement au décret afin que telle classification soit adoptée par un arrêté en conseil.

15. *Congés payés*

15.1 Tous les employeurs doivent accorder à tous leurs employés les congés suivants: Le

11.3 The apprentices entitled to the minimum rates of their respective operations, as provided for in the preceding paragraph, shall be those apprentices who, at the time an excess number of apprentices are employed, have been longest in the employ of the employer.

11.4 *Examination of apprentices:* Subject to the above provisions governing the employment of apprentices, every apprentice except apprentice choppers and trimmers shall, at intervals of three (3) months, be examined by the Joint Committee or its duly authorized agents who shall determine the rate of wages for the said apprentice. In determining the new rate, the agents of the Joint Committee shall be guided by the following:

- a) Hourly rate for such operation as indicated in the schedules;
- b) Skill;
- c) Productivity.

11.5 For purposes of this decree, an apprentice is an employee who is learning his trade or craft, or one who is promoted within the establishment where he is employed to perform an operation calling for a rate of wages higher than that of the operation from which he is being promoted.

12. *Credit to apprentices certificated by specialized schools*

12.1 All apprentices certificated by a school regulated by the Specialized Schools Act shall receive an apprenticeship credit in proportion to the duration of their studies and to the results of their examinations; this clause applies to all trades or occupations governed by the present decree.

13. *Special permits*

13.1 The Joint Committee may, by resolution, grant, upon proof deemed sufficient, to any employee of limited physical or mental fitness, a certificate authorizing him to work upon conditions determined and different from those contemplated in the decree.

13.2 An employer may apply to the Joint Committee, in writing, for the issuance of a special permit.

13.3 Upon receipt of such application, the Joint Committee shall make a special investigation and, if the employee comes within the scope of the foregoing definition, the Joint Committee may issue a permit allowing the employee to work at an hourly rate less than the hourly minimum rate established by the present decree for the operation performed.

13.4 Any special rate so fixed shall be reviewed at least once a year but such rate may be varied at any time by the Joint Committee should the circumstances which existed at the time of the issuance of the permit change.

14. *Classification and rates for modified operations*

14.1 The Joint Committee shall have the right to temporarily classify and establish the rates for new or modified operations not herein provided for.

14.2 However, in such cases, contracting parties shall present an amendment to the decree to have such classification adopted by order in council.

15. *Holidays with pay*

15.1 All employers shall grant to all their employees the following holidays: New Year's

Jour de l'an, le Vendredi Saint, la Fête de la Reine, le Jour de la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce et la Noël. Les employeurs doivent accorder ces congés, peu importe quand ces fêtes ont lieu, et doivent payer à leurs employés pour chacun de ces congés tel que stipulé plus bas.

15.2 Les employeurs manufacturiers de vêtements pour enfants de 4 à 6 ans inclusivement, n'excédant pas la taille 24x, et de manteaux pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que définis aux présentes, doivent accorder les congés suivants à leurs employés et doivent payer pour chacun de ces congés conformément aux dispositions contenues dans cet article:

a) En 1963, les quatre congés suivants: Le Vendredi Saint, le Jour de la Confédération, la Fête du Travail et la Noël;

b) En 1964, les quatre congés ci-dessus et, de plus, le Jour d'Actions de Grâce; et

c) En 1965 et subséquemment, les cinq congés ci-dessus mentionnés et, de plus, le Jour de l'An.

15.3 Pour avoir droit à la paye d'un congé, le salarié doit:

a) avoir complété treize (13) semaines de calendrier de services continus pour son employeur antérieurement au congé; et

b) travailler ou être prêt à travailler le jour régulier de travail qui précède et celui qui suit le congé.

15.4 L'abstention au travail pendant les treize semaines de calendrier ci-dessus mentionnées, ou le jour qui précède ou le jour qui suit le congé, ne privera pas le salarié de son droit à la paye du congé si cette abstention est autorisée par la direction ou dûe à une maladie d'une durée de moins de six semaines ou à un arrêt de travail de moins de trente jours précédant le congé, ou pour toute autre raison majeure.

15.5 *Une journée de salaire*: Dans le but de calculer la paye due aux salariés pour les congés, une journée de salaire signifie:

Pour les salariés à l'heure: Huit (8) fois le taux horaire.

Le taux horaire signifie le taux horaire actuellement payé ou dû à l'employé, plus tous les ajustements ou augmentations en vigueur pendant la semaine du congé.

Pour les employés à la pièce: Huit (8) fois la moyenne des gages par heure.

La moyenne des gages par heure est déterminée pour chaque salarié en divisant ses gages actuels durant les quatre (4) semaines de travail précédant immédiatement la semaine durant laquelle le congé survient, par le nombre actuel d'heures de travail (régulières et supplémentaires). Les gages actuels comprennent toutes les augmentations en vigueur mais excluent les primes pour temps supplémentaire.

15.6 *Paiement du congé*: Le paiement du congé doit être donné aux salariés à la première paye régulière suivant le congé.

15.7 *Substitution des jours de congé*: Sur demande écrite d'un employeur au Comité conjoint au moins quinze (15) jours avant un congé, le Comité conjoint peut accorder un permis autorisant ledit employeur à substituer le Lundi de Pâques au Vendredi Saint; l'Ascension à la Fête de la Reine; la Saint-Jean-Baptiste (ou le jour fixé pour sa célébration) au 1er juillet; et la Toussaint au Jour d'Actions de Grâce.

Ce permis peut être accordé si le Comité conjoint est convaincu que cette substitution est conforme aux désirs de la majorité des salariés.

Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day. Employers shall grant such holidays when they occur and they shall pay to their employees a day's pay for each of such holidays as hereinafter defined.

15.2 Employers who manufacture children's clothing comprising ages from 4 to 6 years inclusive not exceeding size 24x, and girl's coats up to the age of 14 years inclusive, as defined herein, shall grant the following holidays and shall pay a day's pay to their employees for each of the said holidays, in accordance with the provisions herein set forth:

a) In the year 1963, the following four holidays: Good Friday, Dominion Day, Labour Day and Christmas Day;

b) In the year 1964, the above-mentioned four holidays and, in addition, Thanksgiving Day; and

c) In the year 1965 and thereafter, the above-mentioned five holidays and, in addition, New Year's Day.

15.3 To qualify for holiday pay, an employee must:

a) have completed thirteen (13) calendar weeks of continuous employment with his employer prior to the holiday; and

b) work or stand ready to work the regular working day preceding and the regular working day following the holiday.

15.4 Absence from work during the above-mentioned thirteen calendar weeks, or on the day preceding or the day following the holiday, shall not deprive the employee of his right for holiday pay when such absence is authorized by management or due to illness of less than six-week duration or lay-off of less than thirty days immediately preceding the holiday, or other just cause.

15.5 *A day's pay*: For the purpose of computing the pay due to employees for holidays, one day's pay shall mean:

For hourly workers: Eight (8) times the hourly rate.

The hourly rate means the actual hourly rate paid or due an employee, plus the adjustments and increases in force in the week of the holiday.

For piece workers: Eight (8) times the average hourly earnings.

The average hourly earnings shall be determined for each employee by dividing the actual earnings of such employee during the four (4) weeks worked immediately preceding the week during which the holiday occurs by the actual hours worked (regular and overtime). Actual earnings include all increases in force but exclude overtime premiums.

15.6 *Time of payment*: Holiday pay shall be given to the employee on the first regular pay day after the holiday.

15.7 *Permission to change*: Upon a written request made by an employer to the Joint Committee at least fifteen (15) days prior to a holiday, the Joint Committee may grant a permit authorized the said employer to substitute for Good Friday, Easter Monday; for Victoria Day, Ascension Day; for Dominion Day, St. John the Baptist Day (or the day fixed for its celebration); and for Thanksgiving Day, All Saints' Day.

Such permit may be granted should the Joint Committee be satisfied that this change is in accordance with the wishes of the majority of the employees concerned.

15.8 Jours de congé qui tombent un samedi ou un dimanche: Si un de ces congés tombe un samedi ou un dimanche, les employés éligibles doivent recevoir une journée additionnelle de salaire la semaine qui suit ledit congé. S'il y a un congé pendant la période des vacances, ce congé doit être payé la semaine suivant les vacances.

15.9 Rémunération du travail les jours de congé: Si un employeur fait travailler un salarié, qu'il soit éligible au paiement du congé ou non, un tour de congé ci-haut mentionné ou un jour fixé pour son observance, tel que ci-dessus prévu, ce travail doit être payé au double du salaire régulier de ce salarié en plus du paiement du jour de congé, tel que ci-haut stipulé.

15.10 Travail prohibé les jours de congé: Aucun employeur ne fera exécuter de travail les congés ci-dessus mentionnés, ou les jours fixés pour leur observance, par d'autres personnes que les employés qui étaient à son service avant le ou lesdits congés.

15.11 Autre méthode de paiement: Lorsqu'un employeur a conclu une convention collective de travail avec une union reconnue représentant ses salariés dans laquelle convention se trouvent des dispositions différentes pour le paiement des congés ci-dessus, peu importe quand ces congés ont lieu, il n'est pas tenu de payer les jours de congé ci-haut prévus en autant qu'il continue de payer conformément à son entente collective avec l'union.

15.12 Toutes ces conventions différentes concernant les congés obligatoires ci-dessus et la méthode de leur paiement sont sujettes à enquête et examen par le Comité conjoint et si le Comité conjoint constate que tels arrangements différents sont contraires à l'esprit et l'intention des dispositions précédentes d'accorder aux salariés relevant de la juridiction du décret des congés entièrement payés, il avise l'employeur par écrit et ledit employeur doit payer tous ses salariés les congés de la façon ci-dessus prévue.

16. Vacances payées

16.1 Première semaine de vacances: Tous les employeurs engagés dans l'industrie régie par ce décret doivent accorder chaque année à chacun de leurs salariés une semaine complète de vacances durant le mois de juillet et lui payer pour telles vacances 2% du total des salaires, comprenant la paye de vacances, qu'il a gagnés pendant la période de douze (12) mois se terminant avec la dernière période de paye échéant le ou antérieurement au 30 juin.

Le paiement de ce 2% est dû et doit être donné à l'employé le dernier jour régulier de paye immédiatement précédant la période des vacances.

16.2 Deuxième semaine de vacances: Tous les employeurs engagés dans l'industrie régie par ce décret doivent accorder à tous les salariés qui ont été employés continuellement dans leur établissement pendant une période de deux années ou plus, et pourvu que ces salariés aient travaillé toute la semaine de travail précédant la période des vacances, des vacances de deux semaines consécutives durant le mois de juillet, et doivent payer à chacun de ces salariés, en plus du 2% ci-dessus mentionné, un 2% additionnel du total des salaires gagnés, comprenant la paye de vacances, pendant la période de douze mois se terminant avec la dernière période de paye échéant le ou antérieurement au 30 juin.

15.8 When holidays occur on Saturday or Sunday: In the event that any of the foregoing should fall on a Saturday or Sunday, the eligible employees shall receive an extra day's pay in the week following the said holiday. Should any of the holidays occur during the vacation period, such holiday shall be paid for in the week following the vacation.

15.9 Payment for work on holidays: In the event that an employer causes an employee, whether eligible for holiday payment or not, to work on any of the holidays herein fixed, or on any alternative day chosen as herein provided, such work shall be paid for at double the regular rate of pay of such employee. Where applicable, this payment is in addition to the holiday pay due in accordance with the foregoing provisions.

15.10 When work on holidays prohibited: No employer shall have any work done on any of the holidays herein fixed or on the day substituted as herein provided, by any person or persons other than those employees regularly in his service prior to the said holiday.

15.11 Alternative method of payment: In the event that an employer has entered into a collective labour agreement with a recognized union representing his employees whereby an alternative arrangement is provided for the payment of the afore-mentioned holidays, notwithstanding when such holidays occur, then such employer shall not be bound to pay for the holiday herein provided so long as he continues to pay in accordance with the collective labour agreement between the employer and the union.

15.12 All such alternative methods concerning the fixing of the afore-mentioned obligatory holidays and the method of payment thereof shall be subject to investigation and examination by the Joint Committee and should the Joint Committee find that any alternative arrangement is contrary to the spirit and intention of the provisions hereof to provide employees coming within the jurisdiction of this decree with holidays with pay, then, upon notice from the Joint Committee, the employer shall pay to all his employees the holidays in the manner hereinabove prescribed.

16. Vacation with pay

16.1 One-week vacation: All employers engaged in the industry governed by this decree shall give to all their employees one full week vacation to take place during the month of July, and shall pay to each employee for such vacation 2% of his total earnings, including vacation pay, during the twelve-month period ending with the last pay period prior to or ending on June 30th.

Payment of this 2% is due and must be made to the employee on the last regular pay-day immediately preceding the vacation period.

16.2 Two-week vacation: All employers engaged in the industry governed by this decree shall give to all their employees who have been continuously employed in their establishment for a period of two years or more, and provided that such employees have worked the full working week preceding the vacation, a two consecutive weeks vacation to take place during the month of July, and shall pay to each employee, in addition to the 2% hereinabove provided, another 2% of his total earnings, including vacation pay, during the twelve-month period ending with the last pay period prior to or ending on June 30th.

Le paiement de ce 2% additionnel pour la deuxième semaine de vacances est dû et doit être donné à l'employé le premier jour de paye dans la première semaine après la période de vacances pourvu que l'employé ait travaillé sa semaine complète.

16.3 Cependant, aucun employé ne perdra son droit à ses deux semaines de vacances et à sa paye de 4% s'il s'est absenté la semaine précédant ou la semaine suivant les vacances pour cause de maladie, arrêt de travail, congé autorisé par la direction ou autre raison majeure.

16.4 *Date des vacances:* L'employeur doit accorder les vacances, une ou deux semaines consécutives suivant le cas, pendant le mois de juillet et il devra aviser ses salariés de la date des vacances au moyen d'un avis affiché dans un endroit en évidence dans son établissement au moins soixante (60) jours avant le commencement des vacances.

16.5 *Paiement du travail pendant les vacances:* Si un employeur fait travailler un de ses salariés pendant sa période de vacances, il devra payer à ce salarié:

a) la paye de vacances due au salarié tel que ci-dessus prévu; et

b) en plus, le double du taux de salaire régulier pour tout travail exécuté durant les deux dernières semaines de calendrier de juillet si le salarié a droit à deux semaines de vacances; ou le double du taux de salaire régulier du salarié pour tout travail exécuté durant la dernière semaine de calendrier de juillet si le salarié a droit à une semaine de vacances.

16.6 *Paye de vacances accumulée au terme de l'emploi:* Tous les employeurs doivent accorder à leurs salariés qui ont été employés continuellement dans leur établissement quatre semaines ou plus, au terme de leur emploi et en remplacement de la paye des vacances, 2% de leurs gages respectifs pendant la période du 1er juillet précédant le terme de leur emploi et finissant au terme de leur emploi.

16.7 *Autre méthode de paiement:* Lorsqu'un employeur a conclu une convention collective de travail avec une union reconnue représentant ses salariés dans laquelle convention se trouvent des dispositions différentes pour le paiement des vacances, il n'est pas tenu de payer pour les vacances le 2% ou le 4% ci-dessus prévu en autant qu'il continue de payer conformément à son entente collective avec l'union.

16.8 Toutes ces conventions différentes concernant le paiement des vacances sont sujettes à enquête et examen et si le Comité conjoint constate que tels arrangements différents sont contraires à l'esprit et l'intention des dispositions précédentes d'accorder aux salariés relevant de la juridiction du décret des vacances payées chaque année, il avise l'employeur par écrit et ledit employeur doit payer à tous ses salariés les vacances de la façon ci-dessus prévue.

17. Les arrérages doivent être payés au Comité conjoint

17.1 Tous les salaires accumulés et dus aux salariés comme résultat des ajustements des taux ou par suite d'infraction à ce décret doivent être payés directement par l'employeur au Comité conjoint.

17.2 Le Comité conjoint doit garder un registre spécial dans lequel sont entrés les montants d'argent perçus et distribués aux salariés.

Payment of this additional 2% for the second-week vacation is due and must be made to the employee on the first pay-day in the first week after the vacation period provided that the employee has worked the full week.

16.3 However, no employee shall be denied the right to this two-week vacation and 4% pay when his absence from work during the week preceding or the week following the vacation is due to illness, lay-off, absence authorized by management, or other just cause.

16.4 *Date of vacation:* The employer shall give the one or the two consecutive weeks vacation, whichever is applicable, during the month of July and he shall notify his employees of the date of vacation by means of a notice posted up in a conspicuous place in his establishment at least sixty (60) days prior to the commencement of vacation.

16.5 *Payment for work during vacation period:* In the event that an employer causes an employee to work during his vacation period, he shall pay to this employee:

a) the vacation pay due, as hereinabove provided; and

b) in addition, double the employee's regular rate for work done during the last two full calendar weeks of July if the employee is entitled to a two-week vacation; or double the employee's rate for work done during the last full calendar week of July if the employee is entitled to a one-week vacation.

16.6 *Accrued vacation pay on termination of employment:* All employers shall give to all their employees who have been continuously employed by them for four (4) weeks or more, upon termination of their employment and in lieu of vacation pay, 2% of their respective earnings during the period beginning July 1st preceding the date of termination and ending at the time of termination.

16.7 *Alternative method of payment:* In the event that an employer has entered into a collective labour agreement with a recognized union representing his employees whereby an alternative arrangement is provided for the payment of vacation, then, such employer shall not be bound to pay the 2% or the 4% hereinabove provided so long as he continues to pay in accordance with his collective labour agreement with the union.

16.8 All such alternative methods concerning the payment of vacation shall be subject to investigation and examination and should the Joint Committee find that any alternative arrangement is contrary to the spirit and intention of the provisions hereof to provide employees with paid vacations each year, then, upon notice from the Joint Committee, the employer shall pay to all his employees the vacations in the manner hereinabove prescribed.

17. Arrears to be paid to the Joint Committee

17.1 Any wages accumulated and due to employees as a result of the adjustment of rates or violations of this decree shall be paid directly by the employer to the Joint Committee.

17.2 The Joint Committee shall keep a special record of all monies collected for and distributed to the employees.

18. *Enregistrement des entrepreneurs*

18.1 Tous les employeurs engagés dans l'industrie régie par ce décret doivent envoyer au bureau du Comité conjoint, au cours du mois de janvier, chaque année, par écrit, les noms et adresses des entrepreneurs à qui ils ont fourni du travail pendant les précédents mois d'octobre, novembre et décembre.

18.2 De plus, tout employeur qui commence à envoyer du travail à un entrepreneur dont le nom n'apparaît pas dans l'enregistrement annuel de janvier, tel que ci-dessus prévu, doit faire parvenir au Comité conjoint le nom et l'adresse du nouvel entrepreneur dans les trois jours suivant l'envoi du travail.

19. *Quand les employeurs doivent être considérés comme des employés*

19.1 Dans tous les cas où deux personnes ou plus, jointes en maison de commerce, association, compagnie ou autrement, exécutent régulièrement une ou plusieurs des opérations ordinairement effectuées par des salariés, toutes ces personnes exécutant lesdites opérations sont sujettes aux dispositions du décret et doivent être considérées, pour toutes fins, comme des salariés.

20. *Comité conjoint*

20.1 Lors de la ratification du présent décret, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

21. *Abrogation*

21.1 Le présent décret abroge le décret numéro 513 du 30 avril 1953 et ses amendements, à l'exception de l'article VII, tel qu'amendé, lequel demeure en vigueur et est abrogé à compter du 1er juillet 1963. Le présent décret n'affecte pas les droits acquis et les intérêts en cours.

22. *Durée du décret*

22.1 Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1964. Il se renouvelle alors automatiquement d'années en année par la suite, à moins qu'une ou plusieurs des parties contractantes ne donnent un avis écrit à ce contraire aux autres parties contractantes dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet de chaque année. Un tel avis doit également être donné au ministre du Travail et au Comité conjoint.

JACQUES PRÉMONT,
2852-o *Creffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 712
Section « E »

Québec, le 30 avril 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec.

18. *Registration of contractors*

18.1 All employers engaged in the industry governed by this decree shall forward to the office of the Joint Committee, during the month of January of each year, in writing, the names and addresses of contractors to whom they sent work to be made up during the preceding months of October, November and December.

18.2 In addition to the foregoing obligation, an employer who commences to send work to a contractor not included in the January annual registration, as hereinabove provided for, shall forward to the Joint Committee, within three (3) days from the sending out of such work, the name and address of said contractor.

19. *When employers are to be considered as employees*

19.1 In all cases where two or more persons who are associated in a firm, partnership, company or otherwise, regularly perform any of the operations ordinarily done by employees, then all such persons performing such operations shall be subject to the provisions of the decree and shall be considered, for all its purposes, as employees.

20. *Joint Committee*

20.1 At the time of ratification of the present decree, the existing parity committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the decree shall remain in office and administer the present decree until the formation of a new committee. Such new committee shall succeed the former one and be vested with all the assets and rights of the said former committee; it shall also assume all the liabilities of the former committee under the previous decree.

21. *Repeal*

21.1 The present decree repeals the decree number 513 of April 30, 1953, and its amendments, except for article VII, as amended, which remains in force and is repealed effective July 1st, 1963. The present decree does not affect vested interests.

22. *Duration of the decree*

22.1 The decree remains in force until July 1st, 1964. It then renews itself automatically from year to year unless one or more of the contracting parties notify the other contracting parties, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) day to the thirtieth (30th) day before July 1st of each year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour and to the Joint Committee.

JACQUES PRÉMONT,
2852-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 712
Section "E"

Quebec, April 30, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the tanners and curriers in the Province of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 330 du 19 mars 1953 et amendements, relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 mars 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 330, soit modifié comme suit:

1° L'échelle de salaire de la catégorie IV, apparaissant à l'article V, est remplacée par la suivante:

« *Catégorie IV: 1° Salariés travaillant à l'heure:*

	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.415	\$1.38	\$1.28
Classe B — Class B.....	1.275	1.245	1.145
Classe C — Class C.....	1.13	1.13	0.93
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months....	0.865	0.865	0.765

2. *Salariés travaillant à la pièce:*

	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.49	\$1.445	\$1.345
Classe B — Class B.....	1.34	1.30	1.20
Classe C — Class C.....	1.18	1.18	1.08
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months....	0.90	0.90	0.80

Le nombre d'employés de la classe « C » doit inclure les apprentis de cette même classe et ne doit en aucun cas dépasser quinze pour cent (15%) du nombre total d'employés au service de tout employeur.»

Catégorie IV: 1° Salariés travaillant à l'heure:

	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.48	\$1.445	\$1.345
Classe B — Class B.....	1.34	1.31	1.21
Classe C — Class C.....	1.20	1.20	1.10
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months....	0.91	0.91	0.81

2° *Salariés travaillant à la pièce:*

	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.56	\$1.51	\$1.41
Classe B — Class B.....	1.40	1.36	1.26
Classe C — Class C.....	1.245	1.245	1.145
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months....	0.95	0.95	0.85

Le nombre d'employés de la classe « C » doit inclure les apprentis de cette même classe et ne doit en aucun cas dépasser quinze pour cent (15%) du nombre total d'employés au service de tout employeur.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 330 of March 19, 1953 and amendments, relating to the tanners and curriers in the province of Quebec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 23, 1963;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 330, be amended as follows:

1. The wage scale of category IV, appearing in article V, is replaced by the following:

« *Category IV: 1. Employees working on an hourly basis:*

	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.415	\$1.38	\$1.28
Classe B — Class B.....	1.275	1.245	1.145
Classe C — Class C.....	1.13	1.13	0.93
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months....	0.865	0.865	0.765

2. *Employees working on a piece-work basis:*

	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.49	\$1.445	\$1.345
Classe B — Class B.....	1.34	1.30	1.20
Classe C — Class C.....	1.18	1.18	1.08
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months....	0.90	0.90	0.80

The number of class "C" employees shall include apprentices of that same class and shall never exceed fifteen per cent (15%) of the total number of employees in the employ of any employer."

« *Category IV: 1. Employees working on an hourly basis:*

*À compter du 28 mars 1964
From March 28, 1964*

	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.48	\$1.445	\$1.345
Classe B — Class B.....	1.34	1.31	1.21
Classe C — Class C.....	1.20	1.20	1.10
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months....	0.91	0.91	0.81

2. *Employees working on a piece-work basis:*

	Taux horaires Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.56	\$1.51	\$1.41
Classe B — Class B.....	1.40	1.36	1.26
Classe C — Class C.....	1.245	1.245	1.145
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months....	0.95	0.95	0.85

The number of class "C" employees shall include apprentices of that same class and shall never exceed fifteen per cent (15%) of the total number of employees in the employ of any employer.

Catégorie IV: 1° Salariés travaillant à l'heure:

Category IV: 1. Employees working on an hourly basis:

À compter du 28 mars 1965
From March 28, 1965
Taux horaires
Hourly rates

	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A.....	\$1.54	\$1.50	\$1.40
Classe B — Class B.....	1.395	1.37	1.27
Classe C — Class C.....	1.255	1.255	1.155
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage, maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.	0.95	0.95	0.85

2. Salariés travaillant à la pièce:

2. Employees working on a piece-work basis:

Classe A — Class A.....	\$1.615	\$1.57	\$1.47
Classe B — Class B.....	1.46	1.415	1.315
Classe C — Class C.....	1.30	1.30	1.20
Apprenti, classe C, durée d'apprentissage maximum trois (3) mois — Apprentice, class C, duration of apprenticeship, maximum of three (3) months.	0.99	0.99	0.89

Le nombre d'employés de la classe « C » doit inclure les apprentis de cette même classe et ne doit en aucun temps dépasser quinze pour cent (15%) du nombre total d'employés au service de tout employeur. »

The number of class "C" employees shall include apprentices of that same class and shall never exceed fifteen per cent (15%) of the total number of employees in the employ of any employer."

2° L'article VI est remplacé par le suivant: « VI. Heures de travail: a) La durée hebdomadaire du travail des salariés de chaque catégorie est la suivante:

2. Article VI is replaced by the following: "VI. Hours of work: a) The weekly duration of labour for the employees of each category shall be as follows:

- Catégorie I:* 54 heures.
- Catégorie II:* 60 heures.
- Catégorie III:* 48 heures réparties au gré de l'employeur, du lundi au samedi à midi. Cependant, un salarié ne peut être forcé de travailler plus de dix (10) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement et pendant plus de cinq (5) heures le samedi avant-midi.

- Category I:* 54 hours.
- Category II:* 60 hours.
- Category III:* 48 hours distributed at the option of the employer, from Monday to Saturday at noon. However, an employee cannot be compelled to work more than ten (10) hours per day, from Monday to Friday inclusive, and more than five (5) hours on Saturday morning.
- Category VI:* 48 hours with a daily distribution similar to that of category III.

Catégorie VI: 48 heures dont la répartition quotidienne est la même que celle de la catégorie III.

b) *Travail d'équipe:* Tout travail exécuté par un ou plusieurs salariés, autre que les salariés travaillant durant la journée normale de l'entreprise, en dehors de l'horaire quotidien, est reconnu comme travail d'équipe et donne droit au supplément de salaire suivant:

b) *Work by shift:* All time worked by one or more employees, other than those working the standard work day of the establishment, outside the daily hours of work is considered as shift work and entitles to the following additional pay:

Entre 3 p.m. et minuit: \$0.05 l'heure.

Between 3:00 p.m. and midnight: \$0.05 per hour.

Entre minuit et 7 a.m.: \$0.10 l'heure.

Between midnight and 7:00 a.m.: \$0.10 per hour.

c) *Minimum de trois (3) heures:* Tout salarié soumis au décret appelé au travail et dont les services ne sont pas requis, sauf pour cause fortuite hors du contrôle de l'employeur, a droit à trois (3) heures de salaire, à son taux régulier, à moins que ce salarié n'ait refusé de faire le travail demandé.

c) *Minimum of three (3) hours:* Every employee governed by this decree called to work but whose services are not required, except for reasons beyond the employer's control, shall be entitled to a minimum of three (3) hours pay at the regular rate unless he refuses to do the work requested.

d) *Appel d'urgence:* Tout employé d'entretien appelé, en dehors de ses heures régulières de travail à exécuter toute réparation d'urgence, a droit à un minimum de deux (2) heures de travail rémunérées au taux de salaire et demi.

d) *Urgent work:* Every maintenance man, called outside his regular hours of work to do urgent repair work shall be entitled to a minimum of two (2) hours pay at the rate of time and one half.

Cependant, si tel appel au travail se produit un dimanche, un minimum de deux (2) heures doit être payé à taux double. »

However, should such call be made on Sunday, a minimum of two (2) hours shall be paid at double time."

3° L'article VII est remplacé par le suivant: « VII. Travail supplémentaire: Les mots « travail supplémentaire » désignent tout travail en heures ou fractions d'heures que le salarié accepte de faire en plus de la durée hebdomadaire de travail mentionnée à l'article VI, ou en plus de dix (10) heures par jour. Ils désignent aussi le travail exécuté le dimanche et les jours fériés dans les cas de nécessité absolue.

3. Article VII is replaced by the following: "VII. Overtime: The word "overtime" means all hours or fraction thereof which the employee accepts to work in excess of the weekly duration of work mentioned in article VI, or in excess of ten (10) hours per day. It also means all time worked on Sunday and holidays in cases of absolute necessity.

Cependant, dans le cas des gardiens et du préposé à la mise en trempe, le travail supplémentaire ne compte qu'après la durée hebdomadaire de travail de ces catégories. »

4° L'article VIII est remplacé par le suivant :
« VIII. *Jours fériés*: Les jours suivants sont reconnus fériés et doivent être chômés: les dimanches, le Premier jour de l'An, le 2 janvier, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

À compter du 1er octobre 1963: l'Actions-de-Grâces.

À compter du 1er octobre 1964: le Vendredi-Saint. »

Toutefois, le présent article ne s'applique pas aux gardiens et aux préposés à la mise en trempe. »

5° Le paragraphe « b » de l'article IX est remplacé par le suivant:

« b) *Rémunération*: Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente à deux pour cent (2%) du salaire, (en incluant la rémunération pour congé annuel) gagné durant la période comprise entre le 1er juin et le 31 mai de l'année précédant le congé.

Cependant, pour le congé annuel de 1963 exclusivement, la rémunération des vacances sera établie sur la période du 1er janvier 1962 au 31 mai 1963. »

6° Le sous-paragraphe « 2 » du paragraphe « h » de l'article IX est remplacé par le suivant:

« 2. représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné depuis le 1er juin précédant la date de la résiliation. Cependant, dans le cas où la résiliation surviendrait, le ou avant le 31 mai 1963, l'indemnité devra être calculée sur le montant du salaire gagné depuis le 1er janvier 1962. »

7° Les sous-paragraphe « 1 » et « 2 » de l'article IX-A sont remplacés par les suivants:

« IX-A. 1° *Congé additionnel*: Le salarié qui, au 1er juin 1963 et/ou au 1er juin de toute année subséquente, a rendu à son employeur des services continus pendant deux (2) ans et plus a droit à un congé annuel additionnel payé d'une durée minimum continue de sept (7) jours.

2° *Rémunération*: Le salarié a droit pour ce congé additionnel à une rémunération établie sur la même base que celle déterminée pour le calcul de la rémunération de la semaine de congé régulier.

À compter du 1er juin 1965, tout salarié ayant complété quinze (15) ans de services continus aura droit à une rémunération additionnelle de un pour cent (1%) établie sur la même base que celle déterminée pour le calcul de la rémunération de la semaine de congé régulier. »

8° L'article X est remplacé par le suivant:

« X. *Paiement du travail supplémentaire*: a) Le travail supplémentaire doit être payé salaire et demi, soit le salaire effectivement payé au salarié, augmenté ou majoré de cinquante pour cent (50%).

b) Tout travail exécuté les dimanches et les jours fériés doit être rémunéré au taux de salaire double, soit le salaire effectivement payé au salarié, augmenté de cent pour cent (100%). Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux gardiens et aux préposés à la mise en trempe. »

9° L'article XX est remplacé par le suivant:

« XX. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 28 mars 1966. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis

However, in the case of watchmen and steepers, only that time worked in excess of the weekly duration of work of such categories shall be considered as overtime. »

4. Article VIII is replaced by the following:
"VIII. *Holidays*: The following days shall be considered as holidays and shall not be worked: Sundays, New Year's Day, January 2, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day.

From October 1, 1963: Thanksgiving Day.

From October 1, 1964: Holy Friday.

However, the present article shall not apply to watchmen and steepers. »

5. Paragraph "b" of article IX is replaced by the following:

"b) *Remuneration*: The employee is entitled for his vacation to a remuneration equivalent to two per cent (2%) of the wages (including annual vacation pay) earned in the period comprised between June 1 and May 31 of the year preceding the vacation.

However, for the 1963 annual vacation only, the remuneration shall be established on the period from January 1, 1962 to May 31, 1963. »

6. Sub-paragraph "2" of paragraph "h" of article IX is replaced by the following:

"2. to an indemnity equivalent to two per cent (2%) of the wages earned since June 1 preceding the date of cancellation. However, should the cancellation take place on or before May 31, 1963, the vacation pay shall be computed on the amount of wages earned since January 1, 1962. »

7. Sub-paragraphs "1" and "2" of article IX-A are replaced by the following:

"IX-A. 1. *Additional vacation*: Every employee with, on June 1, 1963 and/or June 1 of any subsequent year, a minimum period of continuous services of two (2) years for his employer, shall be entitled to an additional annual vacation with pay of at least seven (7) continuous days.

2. *Remuneration*: The employee's remuneration for this additional vacation period shall be established on the same basis as that determined for the computing of the regular week's vacation pay.

From June 1, 1965, every employee who has completed fifteen (15) years of continuous services shall be entitled to an additional vacation pay of one per cent (1%) established on the same basis as that determined for the computing of the regular week's vacation pay. »

8. Article X is replaced by the following:

"X. *Wages for overtime work*: a) Overtime shall be paid time and one half, i.e. the wage rate actually paid to the employee increased by fifty per cent (50%).

b) All time worked on Sunday and days kept as holidays shall be paid double time, i.e. the wage rate actually paid to the employee increased by one hundred per cent (100%). However, this provision does not apply to watchmen and steepers. »

9. Article XX is replaced by the following:

"XX. *Duration of the decree*: The present decree shall remain effective until March 28, 1966. It shall thereafter renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies, in writing, the other

écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 28 mars de l'année 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.»

JACQUES PRÉMONT,
2852-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 677

Québec, le 26 avril 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT « Montreal Locomotive Works, Limited » et la Loi concernant la preuve photographique de certains documents.

ATTENDU QU'EN VERTU de l'article 6 de la Loi concernant la preuve photographique de certains documents (5-6 Elizabeth II, chapitre 67), le lieutenant-gouverneur en conseil peut statuer que cette loi sera applicable à toute association, société ou corporation publique ou privée;

ATTENDU QUE « Montreal Locomotive Works, Limited » de Montréal, a demandé que ladite loi soit applicable;

ATTENDU QU'IL Y A lieu de faire droit à cette demande.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Procureur général:

QUE la Loi concernant la preuve photographique de certains documents (5-6 Elizabeth II, chapitre 67) soit applicable à la compagnie ou corporation « Montreal Locomotive Works, Limited ».

JACQUES PRÉMONT,
2856-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 660

Québec, le 23 avril 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement au chapitre VII des règlements provinciaux d'hygiène, relativement à l'habitation en général.

ATTENDU QU'IL Y A lieu de modifier l'article 8 du chapitre VII des règlements provinciaux d'hygiène, pour permettre la construction de conciergeries.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre de la Santé:

QUE le chapitre VII des règlements provinciaux d'hygiène relatif à l'habitation en général qui a été adopté par l'arrêté en conseil No. 479 le 12 février 1944, amendé par l'arrêté en conseil No. 596 le 14 juin 1958, amendé par l'arrêté en conseil No. 1850 le 25 octobre 1960, de nouveau amendé par l'arrêté en conseil No. 2299 le 22 novembre 1961, soit encore amendé en ajoutant après le deuxième paragraphe de l'article 8, un autre paragraphe, qui se lira comme suit:

« Dans les cités ou villes ayant atteint une population de 100,000 et plus lors du dernier recensement fédéral, la hauteur des conciergeries ne devra pas dépasser deux fois la largeur de la rue ou ruelle sur laquelle l'immeuble est érigé. »

(Signé): JACQUES PRÉMONT,
2865-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

party to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day before March 28 of the year 1966 or of any subsequent term. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
2852-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 677

Quebec, April 26, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING "Montreal Locomotive Works, Limited", and the Act respecting photographic proof of certain documents.

WHEREAS pursuant to section 6 of the Act respecting photographic proof of certain documents (5-6 Elizabeth II, chapter 67), the Lieutenant-Governor in Council may enact that this act shall be applicable to any society, firm or corporation, public or private;

WHEREAS "Montreal Locomotive Works, Limited, of Montreal, has requested that this act be applicable to it;

WHEREAS it is deemed expedient to grant this request.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Attorney General:

THAT the Act respecting photographic proof of certain documents (5-6 Elizabeth II, chapter 67) be applicable to the company or corporation "Montreal Locomotive Works, Limited".

JACQUES PRÉMONT,
2856 Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 660

Quebec, April 23, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to chapter VII of provincial hygiene regulations relating to housing in general.

WHEREAS it is expedient to amend section 8 of chapter VII of the Provincial Hygiene Regulations to allow for the construction of apartment houses.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Health:

THAT chapter VII of the Provincial Hygiene Regulations relative to housing in general which was adopted by order in council No. 479 on February 12, 1944, amended by order in council No. 596, on June 14, 1958, amended by order in council No. 1850 on October 25, 1960, newly amended by order in council No. 2299 on November 22, 1961, be again amended by adding after the second paragraph of section 8, another paragraph, which shall read as follows:

"In the cities or towns which have attained a population of 100,000 and more at the last federal census, the height of apartment houses shall not exceed twice the width of the street or lane upon which the building is erected."

(Signed): JACQUES PRÉMONT,
2865 Associate Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous notices

Cité de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs d'obligations payables en monnaie américaine de l'émission désignée « Obligations 5½% à fonds d'amortissement pour améliorations locales, échéant le 15 juin 1980 » de la Cité de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FIN D'AMORTISSEMENT le 15 juin 1963, conformément aux dispositions du contrat obligataire en date du 1er juin 1960, les obligations suivantes payables en monnaie américaine de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 15 juin 1980 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plus les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

Obligations numéros:

E310918	E310926	E310930	E310931	E310948	E310952	E310970	E310975	E310984
E310991	E311014	E311022	E311023	E311032	E311033	E311037	E311038	E311056
E311060	E311067	E311070	E311078	E311092	E311099	E311101	E311131	E311137
E311149	E311156	E311158	E311195	E311207	E311223	E311226	E311230	E311232
E311233	E311240	E311283	E311288	E311291	E311297	E311299	E311303	E311304
E311315	E311318	E311325	E311331	E311334	E311364	E311374	E311375	E311395
E311398	E311408	E311426	E311436	E311459	E311463	E311479	E311485	E311488
E311498	E311519	E311520	E311528	E311529	E311537	E311540	E311571	E311572
E311583	E311593	E311595	E311603	E311604	E311608	E311611	E311635	E311659
E311660	E311665	E311669	E311672	E311681	E311683	E311693	E311709	E311714
E311725	E311727	E311732	E311741	E311743	E311744	E311747	E311775	E311777
E311778	E311782	E311814	E311817	E311839	E311842	E311853	E311860	E311863
E311864	E311865	E311872	E311877	E311881	E311882	E311892	E311918	E311923
E311930	E311937	E311947	E311981	E311982	E312001	E312034	E312041	E312052
E312070	E312071	E312083	E312087	E312088	E312095	E312101	E312106	E312107
E312110	E312118	E312119	E312120	E312124	E312126	E312141	E312152	E312163
E312166	E312180	E312188	E312191	E312202	E312223	E312241	E312245	E312254
E312269	E312270	E312274	E312282	E312292	E312308	E312311	E312313	E312328
E312329	E312337	E312348	E312371	E312382	E312384	E312385	E312386	E312408
E312429	E312440	E312441	E312443	E312449	E312455	E312460	E312463	E312468
E312476	E312478	E312496	E312498	E312507	E312508	E312523	E312528	E312532
E312533	E312541	E312557	E312560	E312564	E312576	E312587	E312596	E312625
E312628	E312634	E312635	E312642	E312648	E312652	E312669	E312674	E312680
E312685	E312698	E312730	E312751	E312761	E312775	E312781	E312782	E312785
E312787	E312794	E312904	E312915	E312916	E312917	E312925	E312926	E312928
E312935	E312966	E312970	E312975	E313019	E313025	E313029	E313030	E313031
E313035	E313054	E313069	E313074	E313076	E313083	E313097	E313112	E313114
E313115	E313133	E313140	E313142	E313155	E313157	E313162	E313171	E313178
E313183	E313185	E313188	E313191	E313197	E313235	E313241	E313243	E313283
E313306	E313312	E313328	E313348	E313373	E313377	E313389	E313398	E313408
E313414	E313422	E313427	E313440	E313455	E313459	E313461	E313477	E313488
E313498	E313506	E313519	E313543	E313589	E313619	E313626	E313643	E313645
E313646	E313647	E313649	E313659	E313664	E313665	E313669	E313672	E313673
E313676	E313689	E313711	E313722	E313732	E313748	E313773	E313777	E313780
E313798	E313799	E313816	E313818	E313828	E313844	E313874	E313895	E313897
E313907	E313916	E313921	E313923	E313928	E313929	E313932	E313966	E313971
E313972	E313985	E313991	E313992	E313995	E313996	E314001	E314016	E314018
E314042	E314045	E314047	E314059	E314063	E314082	E314086	E314104	E314117
E314141	E314143	E314144	E314147	E314152	E314153	E314157	E314163	E314165
E314185	E314191	E314194	E314196	E314222	E314227	E314230	E314240	E314241
E314242	E314246	E314248	E314258	E314267	E314270	E314291	E314292	E314296
E314328	E314341	E314345	E314347	E314353	E314359	E314387	E314416	E314448
E314460	E314463	E314473	E314497	E314506	E314520	E314524	E314526	E314533
E314570	E314577	E314607	E314614	E314617	E314629	E314643	E314655	E314691
E314699	E314700	E314704	E314711	E314740	E314742	E314771	E314785	E314789
E314801	E314805	E314821	E314824	E314837	E314844	E314847	E314853	E314855
E314865	E314869	E314882	E314884	E314889	E314910	E314915	E314926	E314936
E314944	E314953	E314954	E314961	E314964	E314981	E314982	E314988	E314998
E315005	E315008	E315011	E315012	E315018	E315019	E315058	E315061	E315072
E315077	E315086	E315097	E315114	E315117	E315119	E315130	E315135	E315144
E315149	E315151	E315167	E315176	E315192	E315203	E315205	E315211	E315215
E315221	E315230	E315234	E315235	E315248	E315249	E315256	E315277	E315335
E315339	E315341	E315344	E315365	E315367	E315373	E315378	E315381	E315384
E315386	E315395	E315401	E315403	E315405	E315410	E315444	E315453	E315473
E315506	E315509	E315513	E315515	E315530	E315533	E315541	E315549	E315559

City of Montreal

Notice of redemption

To the holders of debentures payable in American Currency of the issue designated "5½% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due June 15, 1980" of the City of Montreal.

Public notice is hereby given that the City of Montreal intends to and will redeem FOR SINKING FUND PURPOSES on June 15, 1963, pursuant to the provisions of the debenture contract dated June 1, 1960, the following debentures payable in American Currency of the above mentioned issue due on June 15, 1980, listed below at 100% of the face thereof plus accrued interest to the redemption date, namely:

Debenture numbers:

E310918	E310926	E310930	E310931	E310948	E310952	E310970	E310975	E310984
E310991	E311014	E311022	E311023	E311032	E311033	E311037	E311038	E311056
E311060	E311067	E311070	E311078	E311092	E311099	E311101	E311131	E311137
E311149	E311156	E311158	E311195	E311207	E311223	E311226	E311230	E311232
E311233	E311240	E311283	E311288	E311291	E311297	E311299	E311303	E311304
E311315	E311318	E311325	E311331	E311334	E311364	E311374	E311375	E311395
E311398	E311408	E311426	E311436	E311459	E311463	E311479	E311485	E311488
E311498	E311519	E311520	E311528	E311529	E311537	E311540	E311571	E311572
E311583	E311593	E311595	E311603	E311604	E311608	E311611	E311635	E311659
E311660	E311665	E311669	E311672	E311681	E311683	E311693	E311709	E311714
E311725	E311727	E311732	E311741	E311743	E311744	E311747	E311775	E311777
E311778	E311782	E311814	E311817	E311839	E311842	E311853	E311860	E311863
E311864	E311865	E311872	E311877	E311881	E311882	E311892	E311918	E311923
E311930	E311937	E311947	E311981	E311982	E312001	E312034	E312041	E312052
E312070	E312071	E312083	E312087	E312088	E312095	E312101	E312106	E312107
E312110	E312118	E312119	E312120	E312124	E312126	E312141	E312152	E312163
E312166	E312180	E312188	E312191	E312202	E312223	E312241	E312245	E312254
E312269	E312270	E312274	E312282	E312292	E312308	E312311	E312313	E312328
E312329	E312337	E312348	E312371	E312382	E312384	E312385	E312386	E312408
E312429	E312440	E312441	E312443	E312449	E312455	E312460	E312463	E312468
E312476	E312478	E312496	E312498	E312507	E312508	E312523	E312528	E312532
E312533	E312541	E312557	E312560	E312564	E312576	E312587	E312596	E312625
E312628	E312634	E312635	E312642	E312648	E312652	E312669	E312674	E312680
E312685	E312698	E312730	E312751	E312761	E312775	E312781	E312782	E312785
E312787	E312794	E312904	E312915	E312916	E312917	E312925	E312926	E312928
E312935	E312966	E312970	E312975	E313019	E313025	E313029	E313030	E313031
E313035	E313054	E313069	E313074	E313076	E313083	E313097	E313112	E313114
E313115	E313133	E313140	E313142	E313155	E313157	E313162	E313171	E313178
E313183	E313185	E313188	E313191	E313197	E313235	E313241	E313243	E313283
E313306	E313312	E313328	E313348	E313373	E313377	E313389	E313398	E313408
E313414	E313422	E313427	E313440	E313455	E313459	E313461	E313477	E313488
E313498	E313506	E313519	E313543	E313589	E313619	E313626	E313643	E313645
E313646	E313647	E313649	E313659	E313664	E313665	E313669	E313672	E313673
E313676	E313689	E313711	E313722	E313732	E313748	E313773	E313777	E313780
E313798	E313799	E313816	E313818	E313828	E313844	E313874	E313895	E313897
E313907	E313916	E313921	E313923	E313928	E313929	E313932	E313966	E313971
E313972	E313985	E313991	E313992	E313995	E313996	E314001	E314016	E314018
E314042	E314045	E314047	E314059	E314063	E314082	E314086	E314104	E314117
E314141	E314143	E314144	E314147	E314152	E314153	E314157	E314163	E314165
E314185	E314191	E314194	E314196	E314222	E314227	E314230	E314240	E314241
E314242	E314246	E314248	E314258	E314267	E314270	E314291	E314292	E314296
E314328	E314341	E314345	E314347	E314353	E314359	E314387	E314416	E314448
E314460	E314463	E314473	E314497	E314506	E314520	E314524	E314526	E314533
E314570	E314577	E314607	E314614	E314617	E314629	E314643	E314655	E314691
E314699	E314700	E314704	E314711	E314740	E314742	E314771	E314785	E314789
E314801	E314805	E314821	E314824	E314837	E314844	E314847	E314853	E314855
E314865	E314869	E314882	E314884	E314889	E314910	E314915	E314926	E314936
E314944	E314953	E314954	E314961	E314964	E314981	E314982	E314988	E314998
E315005	E315008	E315011	E315012	E315018	E315019	E315058	E315061	E315072
E315077	E315086	E315097	E315114	E315117	E315119	E315130	E315135	E315144
E315149	E315151	E315167	E315176	E315192	E315203	E315205	E315211	E315215
E315221	E315230	E315234	E315235	E315248	E315249	E315256	E315277	E315335
E315339	E315341	E315344	E315365	E315367	E315373	E315378	E315381	E315384
E315386	E315395	E315401	E315403	E315405	E315410	E315444	E315453	E315473
E315506	E315509	E315513	E315515	E315530	E315533	E315541	E315549	E315559

E315587	E315591	E315614	E315619	E315623	E315634	E315668	E315669	E315670
E315693	E315703	E315708	E315713	E315721	E315729	E315735	E315736	E315769
E315773	E315774	E315784	E315816	E315824	E315842	E315859	E315864	E315876
E315880	E315885	E315897	E315900	E315907	E315909	E315929	E315934	E315947
E315948	E315961	E315963	E315976	E315979	E315990	E315998	E316022	E316033
E316065	E316068	E316070	E316074	E316091	E316092	E316101	E316114	E316118
E316119	E316122	E316137	E316150	E316165	E316191	E316213	E316250	E316293
E316294	E316320	E316321	E316328	E316339	E316366	E316367	E316370	E316391
E316409	E316413	E316444	E316450	E316461	E316478	E316494	E316521	E316529
E316542	E316565	E316636	E316641	E316668	E316676	E316680	E316681	E316682
E316690	E316691	E316692	E316699	E316702	E316703	E316718	E316719	E316722
E316726	E316739	E316746	E316767	E316779	E316784	E316785	E316799	E316805
E316819	E316828	E316831	E316877	E316895	E316928	E316933	E316958	E316983
E317001	E317008	E317012	E317015	E317031	E317055	E317056	E317061	E317066
E317076	E317083	E317109	E317117	E317132	E317137	E317160	E317177	E317185
E317195	E317196	E317200	E317202	E312207	E317230	E317231	E317257	E317258
E317268	E317274	E317280	E317300	E317301	E317305	E317309	E317323	E317327
E317332	E317354	E317370	E317373	E317384	E317402	E317416	E317429	E317446
E317447	E317455	E317467	E317473	E317489	E317496	E317518	E317523	E317527
E317538	E317555	E317566	E317572	E317573	E317574	E317590	E317592	E317593
E317597	E317603	E317607	E317620	E317623	E317629	E317639	E317642	E317648
E317650	E317665	E317666	E317685	E317689	E317701	E317718	E317720	E317723
E317729	E317746	E317747	E317753	E317764	E317765	E317771	E317775	E317777
E317783	E317786	E317790	E317813	E317819	E317820	E317832	E317839	E317853
E317859	E317879	E317914	E317931	E317933	E317949	E317950	E317973	E317979
E318022	E318025	E318034	E318037	E318043	E318056	E318063	E318064	E318068
E318072	E318087	E318090	E318098	E318100	E318101	E318103	E318119	E318123
E318129	E318133	E318134	E318152	E318153	E318178	E318180	E318183	E318189
E318191	E318197	E318218	E318221	E318230	E318242	E318248	E318249	E318250
E318253	E318281	E318287	E318295	E318297	E318303	E318305	E318306	E318308
E318319	E318335	E318336	E318337	E318339	E318345	E318348	E318357	E318359
E318366	E318398	E318413	E318423	E318441	E318455	E318473	E318482	E318483
E318502	E318617	E318618	E318630	E318653	E318660	E318661	E318665	E318676
E318691	E318693	E318727	E318729	E318731	E318751	E318754	E318762	E318768
E318772	E318797	E318818	E318819	E318829	E318838	E318839	E318841	E318844
E318846	E318856	E318857	E318870	E318875	E318877	E318908	E318917	E318941
E318946	E318951	E318952	E318953	E318979	E318989	E318997	E319024	E319025
E319038	E319044	E319055	E319056	E319170	E319174	E319192	E319225	E319247
E319264	E319284	E319299	E319310	E319312	E319313	E319334	E319358	E319364
E319367	E319368	E319372	E319396	E319409	E319415	E319416	E319425	E319432
E319445	E319450	E319451	E319453	E319456	E319457	E319491	E319542	E319564
E319565	E319574	E319595	E319596	E319597	E319600	E319611	E319617	E319634
E319639	E319647	E319659	E319662	E319674	E319701	E319721	E319723	E319724
E319728	E319735	E319768	E319773	E319776	E319785	E319803	E319804	E319814
E319815	E319820	E319822	E319847	E319876	E319877	E319884	E319885	E319892
E319894	E319896	E319901	E319902	E319986	E319999	E320003	E320009	E320020
E320022	E320028	E320033	E320066	E320072	E320117	E320146	E320167	E320173
E320199	E320204	E320223	E320230	E320249	E320260	E320263	E320292	E320310
E320320	E320332	E320333	E320340	E320356	E320373	E320379	E320381	E320385
E320388	E320414	E320419	E320423	E320428	E320431	E320443	E320462	E320473
E320486	E320494	E320531	E320555	E320567	E320568	E320582	E320600	E320602
E320617	E320633	E320637	E320639	E320641	E320648	E320653	E320662	E320667
E320670	E320672	E320674	E320682	E320685	E320717	E320718	E320724	E320757
E320759	E320767	E320769	E320777	E320779	E320785	E320796	E320799	E320801
E320803	E320812	E320854	E320861	E320862	E320899	E320904	E320908	E320915
E320952	E320957	E320958	E320962	E320966	E320969	E320989	E320998	E321000
E321010	E321019	E321029	E321040	E321046	E321064	E321066	E321079	E321081
E321089	E321106	E321127	E321128	E321132	E321151	E321161	E321167	E321172
E321177	E321182	E321185	E321187	E321209	E321213	E321222	E321240	E321241
E321242	E321243	E321244	E321258	E321259	E321266	E321270	E321311	E321338
E321353	E321359	E321362	E321363	E321367	E321373	E321377	E321378	E321388
E321394	E321400	E321401	E321402	E321427	E321431	E321433	E321450	E321451
E321460	E321466	E321474	E321491	E321509	E321513	E321524	E321534	E321545
E321549	E321550	E321577	E321578	E321585	E321602	E321617	E321640	E321675
E321677	E321685	E321688	E321695	E321719	E321723	E721724	E721731	E321732
E321749	E321751	E321752	E321765	E321767	E321775	E321785	E321795	E321801
E321805	E321806	E321825	E321827	E321872	E321878	E321914	E321925	E321935
E321957	E321969	E321970	E321971	E321974	E321975	E321995	E321996	E322019
E322026	E322032	E322034	E322035	E322064	E322096	E322114	E322117	E322122
E322128	E322135	E322156	E322160	E322182	E322192	E322206	E322223	E322233
E322305	E322310	E322312	E322317	E322352	E322354	E322369	E322389	E322397
E322402	E322417	E322424	E322427	E322433	E322443	E322453	E322455	E322457
E322497	E322505	E322521	E322584	E322586	E322588	E322592	E322598	E322602
E322679	E322696	E322703	E322716	E322726	E322743	E322762	E322765	E322771
E322779	E322788	E322797	E322804	E322821	E322831	E322839	E322850	E322852
E322859	E322885	E322896	E322932	E322933	E322946	E322949	E322950	E323012
E323021	E323030	E323031	E323039	E323053	E323062	E323064	E323073	E323074
E323097	E323108	E323184	E323193	E323197	E323206	E323223	E323226	E323235

E323245	E323246	E323255	E323268	E323285	E323294	E323297	E323312	E323320
E323342	E323380	E323395	E323419	E323426	E323436	E323445	E323458	E323470
E323474	E323485	E323486	E323487	E323503	E323504	E323517	E323535	E323542
E323555	E323563	E323565	E323570	E323602	E323610	E323621	E323629	E323630
E323633	E323638	E323640	E323641	E323652	E323668	E323669	E323676	E323690
E323700	E323717	E323753	E323761	E323778	E323783	E323815	E323836	E323838
E323850	E323858	E323875	E323878	E323886	E323887	E323894	E323901	E323914
E323922	E323934	E323935	E323955	E323957	E323958	E323959	E323960	E323968
E323971	E323973	E323975	E323979	E323984	E323989	E323993	E324003	E324024
E324026	E324033	E324034	E324035	E324041	E324045	E324052	E324058	E324060
E324071	E324073	E324089	E324090	E324094	E324105	E324127	E324147	E324149
E324159	E324160	E324176	E324185	E324190	E324192	E324211	E324219	E324223
E324235	E324245	E324250	E324252	E324265	E324289	E324302	E324311	E324318
E324339	E324351	E324354	E324357	E324373	E324395	E324406	E324412	E324456
E324458	E324462	E324512	E324514	E324528	E324531	E324539	E324560	E324562
E324566	E324579	E324594	E324602	E324610	E324622	E324628	E324631	E324636
E324637	E324645	E324657	E324659	E324674	E324681	E324683	E324688	E324689
E324705	E324731	E324760	E324776	E324810	E324813	E324814	E324832	E324840
E324841	E324842	E324852	E324875	E324891	E324900			

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en telle monnaie des États-Unis d'Amérique qui aura cours légal au moment du paiement pour les dettes publiques et privées dans les États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou au bureau de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, cité et état de New York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 15 juin 1963 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de transferts ou de procurations autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

À compter du et après le 15 juin 1963, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquentement à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce onzième jour de mai 1963.

L. ROBERGE, C.A.,
Directeur des finances.

2853-o

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid in such coin or such currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in the said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or at the office of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after June 15, 1963 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

From and after June 15, 1963, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal, this eleventh day of May 1963.

L. ROBERGE, C.A.,
Director of Finance.

2853-o

L'Académie de Musique de Québec

« Le concours du Prix d'Europe '63, classe d'instruments de l'orchestre aura lieu les 11 et 12 juin prochain, à 9.30 hres a.m. au Conservatoire de Musique et d'Art dramatique de la Province, au 1700, de la rue St. Denis, à Montréal. Le public est cordialement invité aux séances d'exécution. »

« Le concours du Prix d'Europe '63, classe de Composition aura lieu à Québec, le 12 juin prochain. Ce concours est à huis-clos. »

Le Secrétaire-adjoint,
ROLLAND MCKINNON.

2883-o

The Quebec Academy of Music

"The contest for the "Prix d'Europe '63", Orchestral Instruments Class, will take place on June 11 and 12 next, at 9:30 o'clock a.m., at the Conservatory of Music and Dramatic Arts of the Province, 1700, St-Denis Street, in Montreal. The public is cordially invited to attend these performances."

"The contest for the "Prix d'Europe '63" Composition Class, will take place in Quebec, on June 12 next. This contest will be held in private."

ROLLAND MCKINNON,
Joint-Secretary.

2883

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DE CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 2 mai 1963.

Aujourd'hui, à cinq heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée lé-

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 2nd of May 1963.

This day, at fifteen minutes past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of

gislative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

22 Loi concernant l'aménagement d'une forêt expérimentale par l'Université Laval.

33 Loi modifiant la Loi des fonds industriels.

40 Loi concernant le système administratif de la cité de Québec.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

50 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1964 et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agréé leur *benevolence* et sanctionne ce bill. »

2882-o

the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

22 An Act respecting the establishment of an experimental forest by Laval University.

33 An Act to amend the Industrial Funds Act.

40 An Act respecting the administrative system of the city of Quebec.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

50 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March 1964, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

2882-o

Chartes — Abandon de

Continental Petroleums Limited (No Personal Liability)

Avis est donné que « Continental Petroleums Limited » (No Personal Liability), une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30e jour d'avril 1963.

2834

Le Secrétaire,
Mlle LUCIENNE DEMERS.

Wilson Bowling Alleys Inc

« Wilson Bowling Alleys Inc », donne avis qu'elle s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 1er mai 1963.

2847

Le Secrétaire,
AUSTIN DE ST. CROIX.

Omer Bernard Inc.

Avis est donné par les présentes que « Omer Bernard Inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, première partie, demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Grand'Mère, le 29e jour d'avril 1963.

2858-o

Le Secrétaire de la compagnie,
OVILA BERNARD.

Les Entreprises Montbelli Ltée

Prenez avis que la compagnie « Les Entreprises Montbelli Ltée », demandera au Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

2864-o

Le Procureur de la compagnie,
ME JEAN G. BERGERON.

Charters — Surrender of

Continental Petroleums Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Continental Petroleums Limited" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of April, 1963.

2834-o

MISS LUCIENNE DEMERS,
Secretary.

Wilson Bowling Alleys Inc

"Wilson Bowling Alleys Inc", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for the acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, May 1, 1963.

2847-o

AUSTIN DE ST. CROIX,
Secretary.

Omer Bernard Inc.

Notice is hereby given that "Omer Bernard Inc.", company incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act, Part I, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Grand'Mère, this 29th day of April 1963.

2858-o

OVILA BERNARD,
Secretary of the company.

Les Entreprises Montbelli Ltée

Take notice that the company "Les Entreprises Montbelli Ltée", will apply to the Provincial Secretary for permission so surrender its charter.

2864

ME JEAN G. BERGERON,
Attorney for the company.

Vanguard Book Company Limited

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 90, de la Loi des compagnies de Québec, « Vanguard Book Company Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, et n'ayant pas de dettes ou obligations, a décrété le règlement A de la compagnie qui autorise la compagnie à distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires et à subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, conformément à l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 7^e jour de mai 1963.

Le Procureur de la compagnie,

2885

ALBERT H. MALOUF.

Vanguard Book Company Limited

Notice is hereby given under the provisions of section 90, of the Quebec Companies Act that "Vanguard Book Company Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, having ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs, and having no debts or obligations has enacted by-law A of the Company authorizing the company to distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of May, 1963.

ALBERT H. MALOUF,

2885-o

*Attorney for the Company.***S. H. Shenker Construction Ltd.**

« Avis est donné que « S. H. Shenker Construction Ltd. », s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte. »

Montréal, 3 mai 1963.

Le Procureur de

S.H. Shenker Construction Ltd.,

2895

LOUIS GLAZER, C.R.

S. H. Shenker Construction Ltd.

"Take notice that "S. H. Shenker Construction Ltd.", will petition the Provincial Secretary of the Province of Quebec for permission to abandon its charter."

Montreal, May 3, 1963.

LOUIS GLAZER, Q.C.,

Attorney for

2895-o

*S.H. Shenker Construction Ltd.***Compagnies dissoutes****Bassin de Radoub du Golfe Inc.
The Gulf Dry Docks Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Bassin de Radoub du Golfe Inc.—The Gulf Dry Docks Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 21 juin 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1^{er} mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

9746-52

Ceramic Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Ceramic Sales Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 janvier 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1^{er} mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

1343-45

Companies Dissolved**Bassin de Radoub du Golfe Inc.
The Gulf Dry Docks Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bassin de Radoub du Golfe Inc.—The Gulf Dry Docks Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 21, 1952.

Notice is also given that from and after April 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

9746-52

Ceramic Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ceramic Sales Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 11, 1945.

Notice is also given that from and after April 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2833

1434-45

L'Île des Prairies, Limitée
Prairies Island, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « L'Île des Prairies, Limitée — Prairies Island, Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 juillet 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
2833-o 5266-41

L'Île des Prairies, Limitée
Prairies Island, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Île des Prairies, Limitée — Prairies Island, Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 18, 1941.

Notice is also given that from and after April 30, 1963, the said company has been dissolved. Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
2833 5266-41

Interprovincial Steel Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Interprovincial Steel Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 9 janvier 1960.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
2833-o 10095-60

Interprovincial Steel Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Interprovincial Steel Co. Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 9, 1960.

Notice is also given that from and after April 30, 1963, the said company has been dissolved. Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
2833 10095-60

MN Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « MN Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 3 mai 1960.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
2833-o 11997-60

MN Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "MN Investment Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 3, 1960.

Notice is also given that from and after April 30, 1963, the said company has been dissolved. Given at the office of the Provincial Secretary, on May 1, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
2833 11997-60

Rojac Novelty Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Rojac Novelty Products Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27 décembre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Rojac Novelty Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rojac Novelty Products Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 27, 1946.

Notice is also given that from and after April 30, 1963, the said company has been dissolved.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 1er mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

8669-46

S. & L. of Montreal, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « S. & L. of Montreal, Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 12 octobre 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 avril 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 1er mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2833-o

8013-49

**Divers
Compagnies**

Reputation Fabrics Limited

Règlement No 16

(Changement du nombre de directeurs)

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Reputation Fabrics Limited », comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit, et il est par les présentes augmenté de trois (3) à quatre (4), dont trois (3) formeront quorum.

2° Les règlements de la compagnie soient et ils sont par les présentes amendés pour se conformer au précédent. »

Copie conforme certifiée.

11 mars 1963.

Le Secrétaire,
G. FRIEDMAN.

2843

15094-62

Jos. St-Vincent Inc.

Règlement No 19

concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Jos. St-Vincent Inc. », est changé de quatre qu'il était auparavant à celui de sept et le règlement No 3 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie dûment certifiée du règlement No 19 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 9e jour d'avril 1963, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le même jour par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
CONSTANT CADIEUX.

2844-o

5063-52

Food Services Ltd.

Règlement spécial « A »

(Augmentation du nombre de directeurs)

« Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à neuf (9) et l'article 1

Given at the office of the Provincial Secretary,
on May 1, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

8669-46

S. & L. of Montreal, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "S. & L. of Montreal, Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 12, 1949.

Notice is also given that from and after April 30, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary,
on May 1, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2833

8013-49

**Miscellaneous
Companies**

Reputation Fabrics Limited

By-law No. 16

(Change in number of directors)

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Reputation Fabrics Limited", as follows:

1. The number of directors of the company be, and it is hereby increased from three (3) to four (4), whereof three (3) shall constitute a quorum.

2. The by-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Certified true copy.

March 11, 1963.

G. FRIEDMAN,
Secretary.

2843-o

15094-62

Jos. St-Vincent Inc.

By-law No. 19

concerning the rectification of the number of directors.

"The number of directors of the company, "Jos. St-Vincent Inc.", is changed from four (4) directors to seven (7) and upon motion duly made and seconded, by-law No. 3 of the company is amended."

Duly certified copy of by-law No. 19 duly adopted at a meeting of the directors held on the 9th day of April, 1963 and approved at a special general meeting of the company held on the same day by the shareholders having a total shareholding between themselves of 100% of the shares represented at the meeting.

CONSTANT CADIEUX,
Secretary.

2844-o

5063-52

Food Services Ltd.

Special by-law "A"

(Increase in number of directors)

"The number of directors of the company is hereby increased from three (3) to nine (9) and

du règlement trois (3) est amendé en y rayant les mot et chiffre trois (3) et y substituant les mot et chiffre neuf (9). »

Copie conforme certifiée.

Daté en la cité de Montréal, Québec, ce 19e jour d'avril 1963.

(Seau)

Le Secrétaire,
C. G. MEEK.

2848

898-63

Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.
Excelsior Accessoires de Bureau et
Imprimerie Ltée

Règlement No 49

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.—Excelsior Accessoires de Bureau et Imprimerie Ltée », est changé de quatre qu'il était auparavant à celui de cinq et le règlement No 48 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Je certifie, par la présente, que ceci est une copie conforme d'un règlement adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 20 février 1963 et adopté par une assemblée des actionnaires le 20 février 1963 et plus de 75% des actionnaires ordinaires étaient présents, et ont voté en faveur.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-LOUIS BEAUDOIN.

2859

13258-55

Nova Management Company Limited
Société de Gestion Nova Limitée

Règlement No 23

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Nova Management Company Limited—Société de Gestion Nova Limitée », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois à quatre, de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de quatre directeurs.

2° Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Copie conforme certifiée du règlement No 23 de « Nova Management Company Limited—Société de Gestion Nova Limitée », qui fut dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie tenue le 22ième jour d'avril 1963, et fut subséquemment confirmé à l'unanimité par le vote de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 23ième jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,
J.-PAUL DUFOUR.

2860-o

10831-62

New Town & Country Motel Court Inc.

Règlement No XXIV

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « New Town & Country Motel Court Inc. », (ici nommée la compagnie), ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de quatre à sept, de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de sept directeurs.

article 1 of By-law three is hereby amended by deleting therefrom the word ad figure three (3) and substituting therefore the word and figure nine (9).”

Certified true copy.

Dated at the city of Montreal, Quebec, this 19th day of April, 1963.

(Seal)

C. G. MEEK,
Secretary.

2848-o

898-63

Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.
Excelsior Accessoires de Bureau et
Imprimerie Ltée

By-law No. 49

“The number of directors of “Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.—Excelsior Accessoires de Bureau et Imprimerie Ltée”, is changed from four to five and by-law No. 48 of the company is modified accordingly”.

I hereby certify this to be a true copy of a by-law adopted by the board of directors at a meeting held on February 20, 1963 and adopted at a shareholders' meeting on February 20, 1963 and over 75% of the common shareholders were present, and voted in favor.

JEAN-LOUIS BEAUDOIN,
Secretary-Treasurer.

2859-o

13258-55

Nova Management Company Limited
Société de Gestion Nova Limitée

By-law No. 23

“Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of “Nova Management Company Limited—Société de Gestion Nova Limitée”, (herein called the “Company”) as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.”

Certified to be a true copy of by-law No. 23 of “Nova Management Company Limited—Société de Gestion Nova Limitée”, which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the 22nd day of April 1963, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the 23rd day of April 1963.

J.-PAUL DUFOUR,
Secretary.

2860-o

10831-62

New Town & Country Motel Court Inc.

By-law No. XXIV

“Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of “New Town & Country Motel Court Inc.”, (herein called the company), as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from four to seven so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven directors.

2° Six directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à celui, sont amendés, modifiée et révisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Copie conforme certifiée.

22e jour de mars 1963.

Le Secrétaire,
DORIS BROWN.

2879

14357-61

2° Six directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All previous by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised to give effect to this by-law."

Certified true copy.

22nd day of March, 1963.

DORIS BROWN,
Secretary.

2879-o

14357-61

Bleau & Rousseau Incorporée
Bleau & Rousseau Incorporated

Règlement No 43

concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Bleau & Rousseau Incorporée », est changé de cinq (5) qu'il était auparavant à celui de trois (3) et le règlement No 7 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Le Président,
PAUL MASSON.
Le Secrétaire,
CLAUDE MASSON.

2886-o

6733-53

Bleau & Rousseau Incorporée
Bleau & Rousseau Incorporated

By-law No. 43

concerning amendment in the number of directors.

"The number of the directors of the company "Bleau & Rousseau Incorporated", is changed from five (5) that it was formerly to that of three (3) and by-law No. 7 of the company is therefore amended."

PAUL MASSON,
President.
CLAUDE MASSON,
Secretary.

2886

6733-53

La Compagnie Limitée Dominion Corset
Dominion Corset Company Limited

Règlement No XVI

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement No XVI de « La Compagnie Limitée Dominion Corset — Dominion Corset Company Limited », (ci-après appelée la « compagnie ») comme suit :

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de neuf (9) à dix (10);

2° Le quorum des directeurs de la compagnie demeurera de quatre (4) tel qu'auparavant;

3° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont amendés pour se conformer au précédent. »

Je, soussigné, Maurice Godbout, secrétaire de la compagnie, certifie par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que ce qui précède est une copie conforme du règlement No XVI de « La Compagnie Limitée Dominion Corset — Dominion Corset Company Limited », décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue le 13 août 1962 et approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale dûment convoquée et tenue le 29 avril 1963 et à laquelle un quorum était présent tout le temps.

Le Secrétaire,
MAURICE GOUBOUT.

2887

1741-34

La Compagnie Limitée Dominion Corset
Dominion Corset Company Limited

By-law No. XVI

"Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. XVI of "La Compagnie Limitée Dominion Corset — Dominion Corset Company Limited", (hereinafter called the "company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from nine (9) to ten (10);

2. The quorum of directors of the company shall remain at four (4) as heretofore;

3. That by-laws of the company be and they are amended to accord with the foregoing."

I, the undersigned, Maurice Godbout, secretary of the company, hereby certify under the seal of the company that the above is a true copy of by-law No. XVI of "La Compagnie Limitée Dominion Corset — Dominion Corset Company Limited", enacted by the directors of the company at a meeting duly called and held on August 13, 1962 and approved by the vote of at least two thirds in value of the shares represented by shareholders present at a special general meeting duly called and held on April 29, 1963 and at which a quorum was present throughout.

MAURICE GOUBOUT,
Secretary.

2887-o

1741-34

A. L. Van Houtte Ltée

Avs est donné qu'en vertu de l'article 81 de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, une assemblée des membres nommés directeurs dans les lettres patentes de « A. L. Van Houtte Ltée », constituée en corporation par lettres patentes datées du 26e jour de septembre 1962, est convoquée et sera tenue à 484, rue McGill, chambres 41-42-43, à Montréal,

A. L. Van Houtte Ltée

Notice is hereby given that under section 81 of Part I of the Quebec Companies' Act a meeting of the persons named as directors in the letters patent of "A. L. Van Houtte Ltée", incorporated by letters patent bearing date the 26th day of September 1962, is called and is to be held at 484, McGill St., r. 41-42-43, in Montreal, on the 31th day of May 1963, at

le 31e jour de mai 1963, à trois heures de l'après-midi aux fins de passer des règlements, de répartir les actions et d'élire les directeurs.

Daté à Montréal, ce 19e jour d'avril 1963.

Directeur-provisoire,
PIERRE VAN HOUTTE.
Directeur-provisoire,
LUCY VAN HOUTTE.

2896

three o'clock in the afternoon for the purpose of passing by-laws, allotting stock and electing directors.

Dated at Montreal, this 19th day of April, 1963.

PIERRE VAN HOUTTE,
Provisional director.
LUCY VAN HOUTTE,
Provisional director.

2896-o

Sièges sociaux

Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada

Avis est donné que la compagnie « Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 mars, 1929, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau située, jusqu'au 18 avril, 1963, à chambre 301, 901 Carré Victoria, l'a transporté à chambre 3301, 1155 boulevard Dorchester Ouest, en la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Montréal, le 18 avril 1963.

Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada,
Le Secrétaire,
R. A. SNIDER.

2835-o

La Compagnie de Publication de la Dépêche Ltée

Avis est donné que « La Compagnie de Publication de la Dépêche Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 13 mars 1963, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 4281 rue Notre-Dame ouest, dans la cite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai 1963.

Le Président,
YVES AUBLET.

2836-o

Ville Marie Holding Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Ville Marie Holding Limited », constituée en corporation par lettres patentes émises le 13 mars 1963 en vertu de la Loi des compagnies de Québec, a établi son siège social à 132 ouest, rue Saint-Jacques, suite 717-727, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 29ième jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,
LÉO R. LAFLÈCHE, M.D.

2837-o

O. Chalifour Inc

Avis est donné que la compagnie « O. Chalifour Inc », constituée en corporation, d'après la loi des compagnies de la Province de Québec en date du 17e jour d'avril 1919, et ayant son bureau

Head Offices

Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada

Notice is hereby given that "Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada", incorporated by letters patent dated March 22, 1929, having its head office in the city of Montreal, where its head office was situated until April 18, 1963, at room 301, 901 Victoria Square, has moved it to suite 3301, 1155 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, April 18, 1963.

Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada,
R. A. SNIDER,
Secretary.

2835-o

La Compagnie de Publication de la Dépêche Ltée

Notice is hereby given that "La Compagnie de Publication de la Dépêche Ltée", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Quebec Companies Act, on the 13th day of March 1963 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 4281 Notre-Dame Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this first day of May 1963.

YVES AUBLET,
President.

2836-o

Ville Marie Holding Limited

Notice is hereby given that "Ville Marie Holding Limited", incorporated by letters patent issued on March 13, 1963 under the Quebec Companies Act, has established its head office at 132 St. James Street West, Room 717-727, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of April 1963.

LÉO R. LAFLÈCHE, M.D.
Secretary.

2837-o

O. Chalifour Inc

Notice is given that the company "O. Chalifour Inc", incorporated in accordance with the Quebec Companies Act dated April 17, 1919, and having its head office since this time at 580

principal depuis ce temps à 580 Prince Édouard, l'a transporté à 1170 Taillon, Centre Industriel St-Malo, Québec 8, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

O. CHALIFOUR INC,
Par le Président,
RAY. CHALIFOUR.

2839-o

**Marqueterie Canadienne Inc.
Canadian Mosaic Wood Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Marqueterie Canadienne Inc. — Canadian Mosaic Wood Inc. », a été constituée en corporation par lettres patentes émises par le gouvernement de la province de Québec, en date du 29 mars 1963, et ayant son siège social à Lévis, dans le district de Québec, a établi son principal bureau d'affaires au No 61, rue Commerciale, cité de Lévis, comté de Lévis.

À compter du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lévis, comté de Lévis, ce dix-huitième jour d'avril 1963.

Le Président de la compagnie,

2840-o PAUL GOURDEAU.

Shefford Finance Inc.

Avis est donné que la compagnie « Shefford Finance Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 12e jour de mars 1963 aura sa principale place d'affaires à Granby, 9 rue Dufferin.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 11 avril 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
2841-o GUY LAROCHELLE.

Canbra Inc.

Avis est par les présentes donné que « Canbra Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 7e jour de mars 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 9200, rue Meilleur.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 26e jour d'avril 1963.

2845 *Le Secrétaire,*
NORMAN GOLDBERG.

Clarke, Wise & Villeneuve Ltd.

Avis est donné que « Clarke, Wise & Villeneuve Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17ième jour de décembre, 1957, et ayant son bureau principal dans la cité de Westmount, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 4040, rue Sherbrooke, ouest, l'a transporté à 4920, avenue Western, en ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Prince Édouard, has transferred it to: 1170 Taillon, Industrial Center St-Malo, Quebec 8, Que.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

O. CHALIFOUR, INC,
By: RAY. CHALIFOUR,
President.

2839

**Marqueterie Canadienne Inc.
Canadian Mosaic Wood Inc.**

Notice is hereby given that the company "Marqueterie Canadienne Inc. — Canadian Mosaic Wood Inc.", incorporated by letters patent dated March 29, 1963 and having its head office at Lévis, in the district of Quebec, has established this said office at No 61 Commerciale St., County of Lévis.

From and after the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Given at Lévis, County of Lévis, this 18th of April 1963.

2840-o PAUL GOURDEAU,
President of the company.

Shefford Finance Inc.

Notice is hereby given that "Shefford Finance Inc.", company incorporated by letters patent issued under the part first of the Quebec Companies' Act, on the 12th day of March 1963, has its head office at Granby, 9 Dufferin Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Granby, April the 11, 1963.

(Seal) *Le Secrétaire,*
2841-o GUY LAROCHELLE,
Secretary.

Canbra Inc.

Notice is hereby given that "Canbra Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 7th day of March, 1963, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 9200 Meilleur Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th day of April 1963.

2845-o NORMAN GOLDBERG,
Secretary.

Clarke, Wise & Villeneuve Ltd.

Notice is hereby given that "Clarke, Wise & Villeneuve Ltd.", incorporated by letters patent, on the 17th day of December, 1957, and having its head office in the city of Westmount, where its office was situated up to to-day, at 4040, Sherbrooke Street West, has moved it to 4920, Western Avenue, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à la cité de Montréal, ce 1er jour de mai, 1963.

2849-0

Le Secrétaire,
H. DIGBY CLARKE.

C. A. DeGrandpré & Fils Inc.

Avis est donné que la compagnie « C. A. DeGrandpré & Fils Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 19 décembre 1962, et ayant son bureau principal dans la ville de St-Joseph de Sorel, a établi son bureau à 1116, rue Champlain, St-Joseph de Sorel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce 2e jour de mai 1963.

2854-0

Le Président,
C. A. DEGRANDPRÉ.

Restaurant Lino Inc.

Avis est donné que « Restaurant Lino Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 16 janvier 1963, a établi son siège social à 737, avenue Laure, Sept-Iles, Québec.

Montréal, ce 18e jour de janvier 1963.

2861

GIUSEPPE CONTE.

La Société Immobilière de Vaudreuil Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Société Immobilière de Vaudreuil Inc. », constituée par lettres patentes en date du 20 mars 1963, et ayant son bureau principal dans la ville de Dorion a établi son bureau au numéro 111, de la rue Dumont.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Dorion ce 6e jour de mai 1963.

2862-0

Le Président,
MAURICE SEMETEYS.

Anglo-Canadian Telephone Company

Avis est donné que la compagnie « Anglo-Canadian Telephone Company », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er décembre, 1934, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau située, jusqu'au 30 avril, 1963 à 901, Carré Victoria, l'a transporté à 715, Carré Victoria, en la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Montréal, le 30 avril, 1963.

Anglo-Canadian Telephone Company,
(Sceau)

2868-0

Le Secrétaire,
CAMERON HOUGH.

École d'Optométrie de Montréal

Avis est par les présentes donné que l'« École d'Optométrie de Montréal », constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 26 janvier 1946, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, province de Québec, l'a établi au numéro 2900, du boulevard Mont Royal.

Given at the city of Montreal, this 1st day of May, 1963.

2849-0

H. DIGBY CLARKE,
Secretary.

C. A. DeGrandpré & Fils Inc.

Notice is hereby given that "C. A. DeGrandpré & Fils Inc.", incorporated by letters patent dated December 19, 1962, and having its head office in the town of St-Joseph de Sorel, has established its office at 1116, Champlain St., St-Joseph de Sorel.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, this 2nd day of May, 1963.

2854

C. A. DEGRANDPRÉ,
President.

Restaurant Lino Inc.

Notice is hereby given that "Restaurant Lino Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated January 16, 1963, has established its head office at 737, Laure Avenue, Seven Islands, Quebec.

Montreal, this 18th day of January, 1963.

2861-0

GIUSEPPE CONTE.

La Société Immobilière de Vaudreuil Inc.

Notice is hereby given that the "La Société Immobilière de Vaudreuil Inc.", company incorporated by letters patent, on the 20th day of March, 1963, and having its head office in Dorion, has established its office at No. 111, Dumont Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Dorion this 6th day of May 1963.

2862-0

MAURICE SEMETEYS,
President.

Anglo-Canadian Telephone Company

Notice is hereby given that "Anglo-Canadian Telephone Company", incorporated by letters patent dated December 1, 1934, having its head office in the city of Montreal, where its head office was situated until April 30, 1963 at 901, Victoria Square, has moved it to 715, Victoria Square, in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, April 30, 1963.

Anglo-Canadian Telephone Company,
(Seal)

2868-0

CAMERON HOUGH,
Secretary.

École d'Optométrie de Montréal

Notice is hereby given that the "École d'Optométrie de Montréal", incorporated under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, dated January 26, 1946 and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established it at number 2900, Mount Royal Boulevard.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Signé à Montréal, ce 18e jour de mars 1963.

2874-o

Le Secrétaire-trésorier,
EDGAR LUSSIER.

Phillips Fuel Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Phillips Fuel Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-six février mil neuf cent cinquante-neuf et ayant son bureau principal dans Gatineau, a établi son bureau au numéro 189, du Boulevard Labrosse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Gatineau, ce dix-huitième jour d'avril mil neuf cent soixante-trois.

2875-o

Le Président,
FRANÇOISE ROCHEFORT.

Les Entreprises Interurbaines Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Interurbaines Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 11 mars 1963 et ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 374 ouest, rue Sherbrooke.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 3e jour de mai 1963.

2888-o

Le Vice-président,
ANTONY ELLSON.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Signed at Montreal, this 18th day of March, 1963.

2874

EDGAR LUSSIER,
Secretary-Treasurer.

Phillips Fuel Ltd.

Notice is hereby given that "Phillips Fuel Ltd.", incorporated by letters patent dated February twenty-sixth, one thousand nine hundred and fifty-nine, and having its head office in Gatineau, has established its office at number 189 Labrosse Blvd.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Gatineau, this eighteenth day of April, one thousand nine hundred and sixty-three.

2875

FRANÇOISE ROCHEFORT,
President.

Les Entreprises Interurbaines Inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Interurbaines Inc.", incorporated by letters patent dated March 11, 1963, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at number 374 Sherbrooke St., West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 3rd day of May, 1963.

2888

ANTONY ELLSON,
Vice-President.

Liquidation — Avis de

Superior Fur Co. Ltd.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 8581-1963. Sous la Loi de la Liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

« Superior Fur Co. Ltd. », débitrice, et Phillip L. Margles, c.a., liquidateur en liquidation.

Veuillez prendre avis que le 18 mars 1963 un ordre de liquidation a été émis contre la compagnie ci-haut mentionnée selon les dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social de la province de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 278, et le soussigné dûment nommé liquidateur.

Une assemblée des créanciers, actionnaires et arpenteurs de ladite compagnie est par les présentes convoquée pour le 10e jour d'avril 1963, à dix heures de l'avant-midi, à chambre 31, au Palais de Justice, en ladite cité de Montréal.

Le Liquidateur,
P. L. MARGLES, C.A.
14216-57

2880

Winding up Notices

Superior Fur Co. Ltd.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 8581-1963, under the Winding up Act Superior Court.

"Superior Fur Co. Ltd.", debtor and Phillip L. Margles, c.a., liquidator, in liquidation.

Please take notice that on March 18, 1963, a Winding Up Order was issued against the above Company under the provisions of the Winding-Up Act of the Province of Quebec, R.S.Q. 1941, Chapter 278, and the undersigned duly appointed liquidator.

A meeting of the creditors, shareholders and contributors of the said company is hereby called for the 10th day of April 1963, at ten o'clock in the forenoon, Room 31, in the Court House, at the said city of Montreal.

P. L. MARGLES, C.A.,
Liquidator.
14216-57

2880-o

Ministère des Finances Assurances

L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal »,

Department of Finance Insurance

L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal", incorpor-

constituée en corporation en 1853, par la Loi 16 Victoria, chapitre 149, et ses amendements, a changé l'adresse de son siège social du numéro 1071, rue de la Cathédrale, au numéro 2000 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Donné à Montréal, ce 25e jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,

2869-o Chanoine JACQUES DE MARTIGNY.

**Belair Insurance Company
La Compagnie d'Assurance Belair**

Avis de changement de nom

Avis est donné, par les présentes, que le lieutenant-gouverneur en conseil, par l'arrêté numéro 673, sanctionné le 26e jour d'avril 1963, a changé, en conformité des dispositions de l'article 93 de la Loi des assurances de Québec, le nom de « Belair Insurance Company », en celui de « Belair Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Belair », à compter du 17e jour d'avril 1963.

Donné à Montréal, ce 30e jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,

J.-L. TROTTIER, C.A.

2870-o

ated in 1853, by Act 16 Victoria, chapter 149, and its amendments, has changed the address of its head office from number 1071, De La Cathédrale Street, to number 2000, Sherbrooke street West, Montreal.

Given at Montreal, this 25th day of April 1963.

CANON JACQUES DE MARTIGNY,

2869-o

Secretary.

**Belair Insurance Company
La Compagnie d'Assurance Belair**

Notice of change of name

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in council, by the order number 673, assented to the 26th day of April 1963, has changed, in accordance with the provisions of section 93 of the Quebec Insurance Act, the name of "Belair Insurance Company", to that of "Belair Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Belair", as from the 17th day of April 1963.

Given at Montreal, on the 30th day of April 1963.

J. L. TROTTIER, C.A.,

Secretary.

2870-o

**Département de
l'Instruction publique**

St-Laurent « Cath. »

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de St-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, cette partie des lots originaux Nos 12, 19 et 26 du cadastre officiel de St-Laurent, bornée au sud, par les voies ferrées du Canadien National, au nord, à l'est et à l'ouest, par le territoire actuel de La Commission des écoles catholiques de Montréal, pour l'annexer pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Montréal.

Québec, le 25 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2800-18-2-o

131-63

St-Louis

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de St-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, au territoire de La commission des écoles catholiques de St-Laurent, dans le même comté.

Québec, le 30 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2824-18-2-o

236-63

Ste-Geneviève No 2

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Ste-Geneviève No 2, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire du village de Ste-Anne-de-Bellevue, dans le même comté.

Québec, le 1er mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

2830-18-2-o

235-63

**Department of
Education**

St-Laurent "Cath."

Application is made to detach from the Catholic school municipality of St-Laurent, in the county of Jacques-Cartier, that part of original lots Nos 12, 19 and 26 of the official cadaster of St-Laurent, bounded on the south by the Canadian National Railway, on the north, east and west by the present territory of the Montreal Catholic School Commission to annex it to the Catholic School Municipality of Montreal, for Catholics only.

Quebec, April 25, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

2800-18-2

131-63

St-Louis

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Louis, in the county of Jacques-Cartier, to the territory of the Catholic school commission of St-Laurent, in the same county.

Quebec, April 30, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

2824-18-2

236-63

Ste-Geneviève No 2

Application is made to annex the present territory of the school of commission of Ste-Geneviève No. 2, in the county of Jacques-Cartier, for the Catholics only, to the school municipality of the village Ste-Anne-de-Bellevue, in the same county.

Quebec, May 1, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

2830-18-2

235-63

Ste-Odile-sur-Rimouski

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Ste-Odile-sur-Rimouski, dans le comté de Rimouski, à la municipalité scolaire de la ville de Rimouski, dans le même comté.

Québec, le 1er mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2831-18-2-o 455-58

Côte St-Jean

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les catholiques seulement, du territoire actuel de la commission scolaire de Côte St-Jean, dans le comté de Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire catholique de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le même comté.

Québec, le 6 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2876-19-2-o 235-63

Mulgrave & Derry et St-Malachie

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel des commissions scolaires de Mulgrave & Derry et de St-Malachie, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire de la ville de Buckingham, dans le même comté.

Québec, le 2 mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2877-19-2-o 121-63

Matagami

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil no 561, en date du 3 avril 1963, d'ériger le territoire des cantons Daniel, Isle-Dieu, Cavelier, Galinée, Vezza et Noyon, non organisés au point de vue scolaire, en municipalité scolaire distincte sous le nom de Matagami, dans le comté d'Abitibi-Est.

Cette érection prendra effet le 26 mai 1963.

Québec, le 30 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2897-o 517-62

Ste-Odile-sur-Rimouski

Application is made to annex the present territory of the school commission of Ste-Odile-sur-Rimouski, in the county of Rimouski, to the school municipality of the town of Rimouski, in the same county.

Quebec, May 1, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2831-18-2 455-58

Côte St-Jean

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B, in chapter 59, Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation for Catholics only, of the present territory of the school commission of Côte St-Jean, in the county of Jacques-Cartier, to the Catholic School Municipality of Pointe-Claire & Beaconsfield, in the same county.

Quebec, May 6, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2876-19-2 235-63

Mulgrave & Derry and St-Malachie

Application is made to annex, for Catholics only, the present territory of the school commissions of Mulgrave & Derry and of St-Malachie, in the county of Papineau, to the school municipality of the town of Buckingham, in the same county.

Quebec, May 2, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2877-19-2 121-63

Matagami

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 561, dated April 3, 1963, to erect the territory of the townships of Daniel, Isle-Dieu, Cavelier, Galinée, Vezza and Noyon, not organized from a school point of view, into a separate school municipality under the name of "Matagami" in the county of Abitibi-East.

This erection will take effect on May 26, 1963.

Quebec, April 30, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2897 517-62

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre****Canton de Wentworth**

Cadastre officiel du canton de Wentworth, municipalité de Wentworth-Nord, division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 8-138, 8-139, 9-74-A, 9-75-A, 9-76-A, 9-79-A du rang X qui ont été annulés le 30 mars 1960 sont remis en vigueur en vertu de l'article 2174A du code civil.

Québec, le 11 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2838-o

**Department of Lands and Forests
Cadastre****Township of Wentworth**

Official cadastre of the township of Wentworth municipality of Wentworth-North, registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 8-138, 8-139, 9-74-A, 9-75-A, 9-76-A, 9-79-A range X who have been cancelled the March 30, 1960 are revived in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 11, 1963.

Fernand Boutin,
Deputy Minister.

2830-o

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

*Coiffeurs pour hommes, coiffeurs pour dames —
Drummond*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Drummond, Richelieu et Shefford, rendue obligatoire par le décret numéro 2468 du 27 décembre 1961, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

1° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 107:

« Les employés ayant quatre (4) ans et plus de service continu pour le même employeur ont droit à une deuxième semaine de vacances payées. Les dispositions de l'article III ne s'appliquent pas à cette deuxième semaine de vacances. Cette deuxième semaine sera prise entre le 6 janvier et le 31 mars et rémunérée sur la base d'un salaire de \$40 par semaine. »

2° L'article 116 sera remplacé par le suivant:

« 116. Seuls sont autorisés à exercer leur métier à domicile, les coiffeurs pour hommes et les coiffeurs pour dames, employeurs, artisans, détenant un certificat de qualification et tenant un salon et cela, durant les heures de travail déterminées par le décret seulement (sauf pour services aux malades dans les hôpitaux et aux morts). »

Le paragraphe « c » de l'article 120 sera remplacé par le suivant:

« c) *Apprenti: 1ère année:* \$25 par semaine, plus 20% de commission sur toutes les recettes excédant \$30.

2ème année: \$30 par semaine, plus 40% de commission sur toutes les recettes excédant \$40.

3ème année: \$35 par semaine, plus 50% de commission sur toutes les recettes excédant \$50. »

4° L'article 121 sera remplacé par le suivant:

« 121. *Heures régulières:* La semaine régulière de travail dans les salons de barbiers ou coiffeurs pour hommes sera de quarante-huit heures (48) pour les employés réguliers compétents et de quarante-quatre (44) heures pour les apprentis, réparties comme suit:

Zone I

1° Drummondville et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites:
Mardi, mercredi, jeudi: de 8 a.m. à 7 p.m.;

Vendredi: de 8 a.m. à 9.30 p.m.;

Samedi: de 8 a.m. à 6 p.m.

2° Sorel, Tracy, St-Joseph de Sorel et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites:

Mardi, mercredi, jeudi: de 8 a.m. à 7 p.m.;

Vendredi: de 8 a.m. à 9.30 p.m.;

Samedi: de 8 a.m. à 5 p.m.

3° Granby, la ville de Waterloo et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites:

Mardi, mercredi, jeudi: de 8 a.m. à 6 p.m.;

Vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.;

Samedi: de 8 a.m. à 5 p.m.

Notice of amendment

*Hairdressing trades —
Drummond*

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hairdressing trades in the electoral districts of Drummond, Richelieu and Shefford, rendered obligatory by the decree number 2468 of December 27, 1961, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

1. The following paragraph will be added to article 107:

“Employees with four (4) years of continuous service or more for the same employer will be entitled to a second week of vacation with pay. The provisions of article III shall not apply to this second week of vacation. This second week of vacation shall be taken between January 6 and March 31 and shall be remunerated on the basis of a weekly salary of \$40.”

2. Article 116 will be replaced by the following:

“116. No one but certificated men's and ladies' hairdressers (employers or artisans) who operate a parlor shall have the right to ply their trade at the home of customers; such services shall only be rendered within the hours determined in the decree (except for sick persons in hospitals and for deceased persons).”

3. Paragraph “c” of article 120 will be replaced by the following:

“c) *Apprentice: 1st year:* \$25 per week, plus 20% of the receipts of his work exceeding \$30.

2nd year: \$30 per week, plus 40% of the receipts of his work exceeding \$40.

3rd year: \$35 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding \$50.”

4. Article 121 will be replaced by the following:

“121. *Regular hours:* The standard work week in barber or men's hairdressers parlours shall be of forty-eight (48) hours for regular qualified employees and of forty-four (44) hours for apprentices, distributed as follows:

Zone I

1. Drummondville and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits:
Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:30 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

2. Sorel, Tracy, St. Joseph de Sorel and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits:

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:30 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

3. Granby, the town of Waterloo and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits:

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m.

Exceptions: i. Cependant, dans la ville de Waterloo et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, le mercredi est un jour chômé, excepté lorsque le jeudi est un jour de fête mentionné à l'article 103 ou lorsque Noël et le Premier de l'An tombent sur semaine, et les heures de travail sont de 8 a.m. à 6 p.m., le lundi.

ii. À Drummondville, Sorel, Tracy et St-Joseph de Sorel et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, les lundi, mardi, mercredi et jeudi ouvrables durant la période comprise entre le 17 décembre et le 25 décembre, les heures de travail seront de 8 a.m. à 8 p.m.

iii. Aucun travail ne peut être exécuté en dehors de ces heures.

Zone II

1° Dans les comtés de Drummond et Richelieu :

Mardi, mercredi et jeudi : de 8 a.m. à 9 p.m. ;

Vendredi : de 8 a.m. à 10 p.m. ;

Samedi : de 8 a.m. à 8 p.m.

2° Dans le comté de Shefford :

Mardi, mercredi et jeudi : de 8 a.m. à 8 p.m. ;

Vendredi : de 8 a.m. à 9 p.m. ;

Samedi : de 8 a.m. à 6 p.m.

3° Aucun travail ne peut être exécuté en dehors de ces heures. »

5° L'article 122 sera remplacé par le suivant :

« 122. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés :

Dans les salons de barbier

	Zones	
	I	II
<i>Coupe de cheveux pour adultes :</i>		
Jusqu'au jeudi inclusivement . . .	\$1.00	\$0.90
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	1.10	1.00
<i>Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans :</i>		
Jusqu'au jeudi inclusivement . . .	0.60	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.90	0.65
<i>Coupe de cheveux en brosse :</i>		
Pour adultes	1.25	1.10
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	1.35	1.25
<i>Pour enfants au-dessous de 14 ans :</i>		
Jusqu'au jeudi inclusivement . . .	0.80	0.70
Vendredi, samedi, veille de fêtes chômées	1.00	0.80
Barbe	0.65	0.50
Shampooing	1.00	0.75
Massage	1.25	1.00
Lotion	0.35	0.25
Tonique	0.35	0.25
Aiguillage de rasoir	1.00	0.75
<i>Coupe de cheveux au rasoir, y compris le shampooing et la mise en plis</i>	3.00	2.50
Flambage des cheveux	0.35	0.25

6° L'article 124 sera remplacé par le suivant :

« a) Pour Drummond: Employé régulier qualifié: \$55 par semaine.

Pour Shefford: Employé régulier qualifié: \$40 par semaine plus 15% des recettes de son travail dépassant \$40 par semaine et 20% des recettes dépassant \$100 par semaine.

Exceptions: i. However, in the town of Waterloo and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, there shall be no work on Wednesday, except when Thursday is a holiday mentioned in article 103 or when Christmas and New Year's Day fall during the week in which cases the working hours shall be from 8:00 a.m. to 6:00 p.m. on Monday.

ii. In Drummondville, Sorel, Tracy and St. Joseph de Sorel and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits, on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday when work is permitted, during the period comprised between December 17 and December 25, the working hours shall be from 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

iii. No work shall be done outside these hours.

Zone II

1. In the counties of Drummond and Richelieu :

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m. ;

Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m. ;

Saturday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

2. In the county of Shefford :

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m. ;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m. ;

Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

3. No work shall be done outside these hours. »

5. Article 122 will be replaced by the following :

« 122. Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated :

In barbers shops

	Zones	
	I	II
<i>Haircut — Adults :</i>		
Until Thursday inclusively	\$1.00	\$0.90
Friday, Saturday and holiday eves	1.10	1.00
<i>Haircut for children under 14 years of age :</i>		
Until Thursday inclusively	0.60	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.90	0.65
<i>Brushcut :</i>		
Adults	1.25	1.10
Friday, Saturday and holiday eves	1.35	1.25
<i>For children under 14 years of age :</i>		
Until Thursday inclusively	0.80	0.70
Friday, Saturday and holiday eves	1.00	0.80
Shave	0.65	0.50
Shampoo	1.00	0.75
Massage	1.25	1.00
Lotion	0.35	0.25
Tonic	0.35	0.25
Razor setting	1.00	0.75
<i>Razor haircut, including shampoo and finger wave</i>	3.00	2.50
Singeing of the hair	0.35	0.25

6. Article 124 will be replaced by the following :

« a) For Drummond: Regular employee qualified: \$55 per week.

For Shefford: Regular employee qualified: \$40 per week plus 15% of the receipts of his work exceeding \$40 per week and 20% of the receipts of his work exceeding \$100 per week.

Pour Richelieu: Employé régulier qualifié: \$40 par semaine plus 20% des recettes de son travail dépassant \$80 par semaine.

b) Employé temporaire, surnuméraire ou remplaçant: \$8 par jour plus 20% des recettes de son travail dépassant \$16 par jour.

c) Apprenti coiffeur pour dames:

	<i>par semaine</i>
1er semestre	\$22.88
2ème semestre	28.16
2ème année	30.00
3ème année	35.00
4ème année	40.00

d) Manucure-esthéticienne 28.16

e) Apprenti manucure-esthéticienne:

1er semestre	22.88
2ème semestre	28.16

7° L'article 125 sera remplacé par le suivant:

« 125. *Durée régulière:* La semaine régulière de travail dans les salons de coiffure et de beauté sera de quarante-huit (48) heures pour les employés réguliers qualifiés et de quarante-quatre (44) heures pour les apprentis, réparties comme suit:

Zone I

Mardi et mercredi: de 9 a.m. à 7 p.m.;

Jeudi et vendredi: de 9 a.m. à 10 p.m.;

Samedi: de 8 a.m. à 6 p.m.;

Veilles de fêtes chômées: de 9 a.m. à 9 p.m.;

Veilles de Noël et du Premier de l'An: de 8 a.m. à 8 p.m.

i. *Exceptions:* Cependant, dans la cité de Granby et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, les heures de travail le samedi sont de 8 a.m. à 4 p.m.

ii. Dans le Grand Drummondville, durant les mois de juillet et août, les heures de travail le samedi sont de 8 a.m. à 1 p.m.

iii. Toutefois, les mardi et mercredi ouvrables, entre le 17 et le 31 décembre, les heures de travail sont de 9 a.m. à 10 p.m.

iv. Dans la ville de Waterloo, le mercredi est un jour chômé, excepté lorsque le jeudi est un jour de fête mentionné à l'article 103 ou lorsque Noël et le Premier Jour de l'An tombent sur semaine; les heures de travail sont de 9 a.m. à 7 p.m. le lundi.

v. Aucun travail ne doit être exécuté en dehors de ces heures.

Zone II

Mardi et mercredi: de 9 a.m. à 9 p.m.;

Jeudi et vendredi: de 9 a.m. à 10 p.m.;

Samedi: de 8 a.m. à 7 p.m.;

Veilles des fêtes chômées: de 9 a.m. à 9 p.m.;

Veilles de Noël et du Premier de l'An: de 8 a.m. à 7 p.m.

i. *Exceptions:* Dans le comté de Shefford, les mardi et mercredi ouvrables entre le 17 et le 31 décembre, les heures de travail sont de 9 a.m. à 10 p.m.

ii. Aucun travail ne doit être exécuté en dehors de ces heures.»

8° À l'article 126, (Prix minima des services), les prix apparaissant pour les items suivants seront remplacé par les suivants:

For Richelieu: Regular employee qualified: \$40 per week plus 20% of the receipts of his work exceeding \$80 per week.

b) Supernumerary and occasional employees: \$8 per day plus 20% of the receipts of his work exceeding \$16 per day."

c) Apprentice ladies' hairdresser:

	<i>Per week</i>
1st semester	\$22.88
2nd semester	28.16
2nd year	30.00
3rd year	35.00
4th year	40.00

d) Manicure-aesthetician 28.16

e) Apprentice manicure-aesthetician:

1st semester	22.88
2nd semester	28.16"

7. Article 125 will be replaced by the following:

"125. *Standard duration:* The standard work week in hairdressing and beauty parlours shall be of forty-eight (48) hours for regular qualified employees and of forty-four (44) hours for apprentices, distributed as follows:

Zone I

Tuesday and Wednesday: 9:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Thursday and Friday: 9:00 a.m. to 10:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Holiday eves: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Christmas eve and New Years' eve: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

Exceptions: i. However, in the city of Granby and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, the working hours on Saturday shall be from 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

ii. In the Great Drummondville, during the months of July and August, the working hours on Saturday shall be from 8:00 a.m. to 1:00 p.m.

iii. However, on Tuesday and Wednesday, when work is permitted, between December 17 and December 31, the working hours shall be from 9:00 a.m. to 10:00 p.m.

iv. In the town of Waterloo, Wednesday is not worked except when Thursday is a holiday mentioned in article 103 or when Christmas Day or New Year's Day fall during the week in which cases the working hours shall be from 9:00 a.m. to 7:00 p.m. on Monday.

v. No work shall be done outside these hours.

Zone II

Tuesday and Wednesday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Thursday and Friday: 9:00 a.m. to 10:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Holiday eves: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Christmas eve and New Years' eve: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.

Exceptions: i. In the county of Shefford, on Tuesday and Wednesday, when work is permitted, between December 17 and December 31, the working hours shall be from 9:00 a.m. to 10:00 p.m.

ii. No work shall be done outside these hours."

8. In article 126 (Minimum prices of services), the prices mentioned for the following items shall be replaced by the following:

	Zones	
	I	II
« Ondulation permanente — Adultes:		
À froid, y compris la coupe de cheveux, shampooing et mise en plis:		
Comté de Drummond et Richelieu	\$5.00	\$5.00
Comté de Shefford	7.00	6.00
Ondulation permanente — Enfants (de moins de 14 ans):		
À froid, y compris la coupe de cheveux, shampooing et la mise en plis:		
Comtés de Drummond et Richelieu	5.00	5.00
Comté de Shefford	7.00	5.00

9° L'article 128 sera remplacé par le suivant:

« 128. Le décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1963. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours, ni moins de trente (30) jours, avant le 31 décembre de l'année 1963 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 mai 1963. 2852-0

Avis de modification

Plombiers — Région de Trois-Rivières

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareil de chauffage, de réfrigération et gicleurs, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le nom de « L'Union Nationale Catholique des Plombiers Inc., des Trois-Rivières », partie contractante de deuxième part, sera changé en celui de « Le Syndicat des Plombiers Inc., de Trois-Rivières ».

2° Le paragraphe « a » de l'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Taux de salaires minima*: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

«Permanent waves — Adults:

	Zones	
	I	II
Cold wave, including haircut, shampoo and finger wave:		
Counties of Drummond and Richelieu	\$5.00	\$5.00
County of Shefford	7.00	6.00
Permanent waves — Children under 14 years of age:		
Cold wave, including haircut, shampoo and finger wave:		
Counties of Drummond and Richelieu	5.00	5.00
County of Shefford	7.00	5.00

9. Article 128 will be replaced by the following:

“128. The decree is effective from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until December 31, 1963. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to December 31, of the year 1963 or of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.”

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 11, 1963. 2852-0

Notice of amendment

Plumbing trade — Region of Trois-Rivières

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing, steamfitting, refrigeration, sprinkler fitting, welding, tinsmithing-roofing and asbestos insulation trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree number 338 of March 11, 1948 and amendments, have petitioned him to amend the said decree, as amended, as follows:

1. The name of “L'Union Nationale Catholique des Plombiers Inc., des Trois-Rivières”, contracting party of the second part, will be changed for “Le Syndicat des Plombiers Inc., de Trois-Rivières”.

2. Paragraph “a” of article III will be replaced by the following:

“III. *Minimum rates of wages*: a) The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereinafter:

Plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de réfrigération et gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante, couvreur de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

Salaires horaires

Entrepreneurs (services personnels) détendant une licence en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie	\$3.65
Au 1er mai 1964	3.80
Au 1er mai 1965	3.90

Senior Junior

Compagnon	\$2.25	\$1.99
Au 1er janvier 1964	2.36	2.09
Au 1er juillet 1964	2.46	2.19
Au 1er juillet 1965	2.51	2.24

Un employeur ne peut rémunérer au taux prévu pour un compagnon junior plus d'un (1) salarié par cinq (5) salariés rémunérés au taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre.

	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année
Apprenti	\$1.00	\$1.15	\$1.26	\$1.36
Au 1er janvier 1964	1.05	1.21	1.32	1.43
Au 1er juillet 1964	1.15	1.31	1.42	1.53
Au 1er juillet 1965	1.20	1.36	1.47	1.58

Journalier	1.41
Au 1er janvier 1964	1.48
Au 1er juillet 1964	1.58
Au 1er juillet 1965	1.63

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon à son emploi.

Couverture de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

Compagnon possédant un certificat de compétence	\$2.04
Au 1er janvier 1964	2.14
Au 1er juillet 1964	2.24
Au 1er juillet 1965	2.29

Journalier travaillant pour les couvreurs en gravier, en papier avec goudron ou en asphalte	1.73
Au 1er janvier 1964	1.81
Au 1er juillet 1964	1.91
Au 1er juillet 1965	1.96

Aucun employeur ne peut employer plus de cinq (5) journaliers ou fraction de cinq (5) par homme qualifié. »

3° L'article IV sera remplacé par le suivant:
 « IV. *Durée du travail:* a) La durée normale du travail pour les salariés assujettis au décret est de 8½ heures par jour réparties entre 8 a.m. et 5.30 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi et entre 8 a.m. et 5 p.m. vendredi formant un total de quarante-deux (42) heures par semaine.

b) À compter du 1er janvier 1964, la durée normale du travail pour les salariés assujettis au décret est de 8 heures par jour répartie entre 8 a.m. et 5 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

c) Cependant, il est permis de faire une demi (½) heure supplémentaire de travail par jour les lundi, mardi, mercredi et jeudi et ce travail additionnel est rémunéré au taux régulier pourvu que la durée totale n'excède pas quarante-quatre (44) heures par semaine.

d) À compter du 1er janvier 1964, il sera permis de faire une heure (1) supplémentaire de travail les lundi, mardi, mercredi et jeudi et ce travail additionnel sera rémunéré au taux régulier pourvu que la durée totale n'excède pas quarante-quatre (44) heures par semaine. »

Plumbers, steamfitters (and accessories), refrigeration mechanics, sprinkler fitters, oxygen and electricity welders, tinsmith-roofers, asbestos insulation mechanics, and gravel, tarred paper and asphalt roofers:

Hourly rates

Contractor (personal services) holding a license under the Pipe Mechanics Act	\$3.65
From May 1, 1964	3.80
From May 1, 1965	3.90

Senior Junior

Journeyman	\$2.25	\$1.99
From January 1, 1964	2.36	2.09
From July 1, 1964	2.46	2.19
From July 1, 1965	2.51	2.24

An employer shall not pay at the rate set for a junior journeyman more than one (1) employee to each five (5) employees paid the rate of senior journeymen or fraction thereof.

	1st year	2nd year	3rd year	4th year
Apprentice	\$1.00	\$1.15	\$1.26	\$1.36
From January 1, 1964	1.05	1.21	1.32	1.43
From July 1, 1964	1.15	1.31	1.42	1.53
From July 1, 1965	1.20	1.36	1.47	1.58
Common worker	1.41			
From January 1, 1964	1.48			
From July 1, 1964	1.58			
From July 1, 1965	1.63			

No employer may employ more than one (1) apprentice to each journeyman in his employ.

Gravel, tarred paper and asphalt roofing:

Certificated journeyman	\$2.04
From January 1, 1964	2.14
From July 1, 1964	2.24
From July 1, 1965	2.29

Common worker working for gravel, tarred paper and asphalt roofers	1.73
From January 1, 1964	1.81
From July 1, 1964	1.91
From July 1, 1965	1.96

No employer may hire more than five (5) common workers or fraction thereof to each qualified employee."

3. Article IV will be replaced by the following:
 "IV. *Duration of work:* a) The standard duration of work for employees subject to the decree shall be 8½ hours per day distributed between 8:00 a.m. and 5:30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. on Friday, making a total of forty-two (42) hours per week.

b) From January 1, 1964, the standard duration of work for employees subject to the decree shall be 8 hours per day distributed between 8:00 a.m. and 5:00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

c) However, one additional half hour per day may be worked on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday and paid the regular rate provided the entire duration of work shall not exceed forty-four (44) hours per week.

d) From January 1, 1964, an additional hour may be worked on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday. Such hour may be paid for at the regular rate provided the entire duration of work shall not exceed forty-four (44) hours per week."

4° L'article V sera remplacé par le suivant:

« V. *Travail supplémentaire*: a) Tout travail exécuté en dehors des heures régulières et en dehors des limites horaires tel que stipulé à l'article IV, ainsi que tout travail exécuté le samedi, doit être considéré comme du travail supplémentaire. Il doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux du salaire régulier.

b) Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté durant la période quotidienne de travail susmentionnée, peut être fait en n'importe quel autre temps de la journée, pourvu que l'employeur professionnel en avertisse le Comité paritaire. Ce travail sera payé au taux régulier plus une prime additionnelle de \$0.10 l'heure.

c) *Double équipe*: Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée du travail d'une équipe n'exécède pas, en aucun cas 8½ heures par jour ou 8 heures par jour pour les semaines de quarante-deux (42) ou de quarante (40) heures respectivement.

d) Tout travailleur appelé à exécuter du travail sur le système de la double équipe recevra une prime additionnelle de \$0.10 l'heure. »

5° Le paragraphe « a » de l'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Jours chômés*: a) Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Confédération, l'Immaculée Conception, la Noël, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail ainsi que le Vendredi-Saint. »

6° Le troisième paragraphe de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« À la fin de chaque semaine, l'employeur doit porter au crédit de chacun de ses salariés assujettis au décret une somme équivalente à 4% du salaire gagné. »

7° L'article IX sera biffé:

8° L'article XI sera remplacé par le suivant:

« XI. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1965. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le premier janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Cependant, les parties conviennent d'entamer les négociations six (6) mois avant l'expiration du décret. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 mai 1963.

2852-0

4. Article V will be replaced by the following:

« V. *Overtime*: a) All time worked outside the regular hours or outside the hourly limits as stipulated in article IV and all time worked on Saturday shall be considered as overtime work and paid at the rate of time and a half based on the regular rates.

b) Urgent or special work which, for good reasons, cannot possibly be performed during the daily working periods hereinabove mentioned, may be done at any other time of the day, provided the professional employer notifies Parity Committee to that effect. Such work shall be paid for at the regular rates plus an additional premium of \$0.10 per hour.

c) *Double shift*: If the double-shift system is in force, the working hours shall be distributed as required by the employer, provided the daily duration of labour of one shift never exceeds 8½ hours per day if the standard work week consists of forty-two (42) hours or 8 hours if the standard work week consists of forty (40) hours.

d) Any employee doing work on the double-shift shall receive a premium of \$0.10 per hour. »

5. Paragraph "a" of article VI will be replaced by the following:

« VI. *Days kept as holidays*: a) No work shall be performed on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, Confederation Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Saint John the Baptist Day, Labour Day and Good Friday. »

6. The third paragraph of article VII, will be replaced by the following:

« At the end of each week, the employer shall place to the credit of every one of his employees governed by the decree an amount equivalent to 4% of the wages earned. »

7. Article IX will be deleted:

8. Article XI will be replaced by the following:

« XI. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in effect until December 31, 1965. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days nor less than thirty (30) days, before the 1st of January of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

However, the parties agree to open negotiations six (6) months before the expiration of the decree. »

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 11, 1963.

2852-0

Avis de modification

Industrie d'acier structural — Province

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que « l'Association de la Construction de Montréal (Section de l'Industrie de l'Acier Structural) » et « The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No 711 », lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes à l'arrêté en conseil numéro 2284 (C) du 22 novembre 1961, relatif à l'industrie de l'acier structural dans la Province.

Les articles I à XIII inclusivement seront remplacés par les suivants:

« Section spéciale concernant l'industrie de l'acier structural »

(Applicable à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province.)

I. Juridiction industrielle et professionnelle:

a) La présente section s'applique à tous les travaux de construction mécanique et de bâtiment comportant le montage ou la fabrication sur place de l'acier structural, y compris la démolition, la réparation ou le démontage d'icelui, et sans préjudice des droits et privilèges de l'industrie de l'électricité, de l'industrie des ascenseurs, de l'industrie du fer et bronze d'ornementation de l'industrie du métal en feuilles, de l'industrie de la construction des chaudières à vapeur et de l'industrie de la génération de la vapeur, d'effectuer le montage du fer structural que comportent leurs travaux respectifs, selon l'usage établi.

b) Le travail du monteur en acier structural comprend entre autres les opérations suivantes:

i. Le montage et la construction en fer et en acier compris dans le montage et la construction des immeubles, y compris les cloisons en acier, les toitures préfabriquées en acier, les sections murales ou bâtisses complètement préfabriquées, des ponts, des viaducs, des métros et tunnels, des tours, des antennes des postes émetteurs de radio et de télévision, des monte-charge, des déchargeurs de wagons, des grues, des convoyeurs, des déchargeurs de minerai, des réservoirs et de trémies à charbon, de couloirs et de trémies à cendre, de réservoirs et rémies à pierre, coke, sable et minerai.

Dans la juridiction territoriale du décret de Montréal (Numéro 309-A) il comprend aussi le posage des fenêtres en métal.

ii. Le montage et la construction de tuyaux de cheminées posées par sections ou autrement, de même que tout prolongement et toute réparation de tels tuyaux.

iii. Le déchargement, le levage et la mise en place de bouilloires complètes portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de chaudières à tubes d'eau et de machines dans leur position approximative.

iv. Le brûlage, la soudure, le rivetage, le gréage, l'échafaudage, le montage de la structure, le montage et le démontage de structure temporaire ou d'étalement se rapportant à l'une ou l'autre des opérations ci-haut décrites.

v. *Exception:* Le présent article ne régit pas l'assemblage et le montage des pylônes d'acier des lignes de transmission d'énergie électrique et des structures d'acier galvanisé, des sous-stations et des stations terminus.

Notice of amendment

Structural Steel Industry — Province

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the "Montreal Construction Association (Structural Iron Industry Section)" and the "International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No. 711", have petitioned him to amend as follows Order in Council No. 2284 (C) of November 22, 1961, relating to the Structural Steel Industry in the Province.

Article I to XIII inclusive will be replaced by the following:

« Special Section concerning the Structural Steel Industry »

(Concerning all decrees regulating the building industry and trades in the province.)

I. Industrial and professional jurisdiction: a)

This section shall apply to all engineering construction and building operations involving the erection, or fabrication on the site, of structural steel, including the demolition, repair or dismantling thereof, but without prejudice to the rights and privileges of the electrical industry, the elevator industry, the ornamental iron and bronze industry, the sheet metal industry and the boiler construction and steam generator industries to erect structural steel incidental to their respective operations in accordance with long-established practice.

b) The operations recognized as structural erectors' work shall include, but shall not necessarily be limited to, the following:

i. The erection and construction of all iron and steel entering into the erection and construction of the following: buildings, including steel studding, prefabricated roof decks, wall sections or completely prefabricated buildings, bridges, viaducts, subways and tunnels, towers, radio and television antennas, hoists, car dumpers, cranes, conveyors, ore unloaders, coal bins and hoppers, ash chutes and hoppers, rock, coke, sand and ore bins and hoppers.

In the territorial jurisdiction of the decree of Montréal (Number 309-A) they include also the installation of metal windows.

ii. The erection and construction of all sectional and other steel or iron stacks and the extension and repair of such stacks.

iii. The unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums and assembled sections of water tube boilers and machinery to their approximate positions.

iv. The burning, welding, rivetting, rigging, staging, scaffolding, framing, erecting and dismantling of falsework in connection with any of the above.

v. *Exception:* The present article does not apply to the assembling and erecting of power transmission lines steel towers, galvanized steel structures, substations and terminal stations.

c) *Exception:* Toutefois, dans les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean et Roberval, les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'aux contrats dont le coût excède \$25,000.00 salaires et matériaux compris.

II. *Heures de travail:* a) 1° Pour les Compagnons Travailleurs en Acier Structural et Soudeurs, sauf dans les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay et dans le territoire s'étendant à l'est du district électoral de Saguenay et au nord du fleuve Saint-Laurent jusqu'aux limites du Labrador, les heures régulières de travail des équipes de jour sont:

Heure de commencement: du lundi au vendredi inclusivement, 8 a.m. Heure de cessation: du lundi au vendredi inclusivement, 5 p.m. Total des heures régulières de la semaine: 40 heures.

Dans les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay et dans le territoire s'étendant à l'est du district électoral de Saguenay et au nord du fleuve Saint-Laurent jusqu'aux limites du Labrador, les heures de travail pour les compagnons travailleurs en acier structural et soudeurs doivent être conformes à celle que spécifient les décrets locaux relatifs à l'industrie de la construction pour les métiers généraux. Lorsqu'aucun décret n'est en vigueur, les heures de travail doivent faire l'objet de négociations avec les salariés.

2° Pour les compagnons gréeurs et finisseurs, dans un rayon de 25 milles des limites de l'île de Montréal, les heures régulières doivent être conformes à celles que spécifient les décrets locaux relatifs à l'industrie de la construction pour les métiers généraux, sauf dans les juridictions territoriales des décrets de Sorel et de Hull où la semaine de 40 heures prévaudra.

b) On doit accorder au salarié une heure pour le repas du midi, généralement entre midi et 1 p.m. sans rémunération.

c) Des changements dans la distribution des heures régulières de travail et la période du repas du midi peuvent être faits du consentement mutuel de l'employeur et de ses salariés.

d) L'employeur ne s'engage à fournir du travail à aucun salarié à des heures régulières ou en tout autre temps.

III. *Travail supplémentaire:* L'employeur peut exiger que les salariés travaillent en dehors des heures régulières aux conditions suivantes:

a) Dans la juridiction territoriale du décret de Montréal (Numéro 309-A). Tout travail exécuté en plus des huit (8) heures régulières du lundi au vendredi inclusivement, doit être rémunéré au taux de salaire et demi pour les premières quatre (4) heures et à raison de salaire double pour les heures subséquentes.

Tout travail exécuté le samedi doit être rémunéré à raison de salaire et demi jusqu'à midi et à raison de salaire double après midi.

b) Dans les régions soumises aux autres décrets: Le travail supplémentaire est rémunéré aux conditions déterminées pour les métiers en général, dans le décret concerné.

IV. *Jours chômés:* Tout travail exécuté les dimanches et les jours suivants doit être rémunéré à raison de salaire double: Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la St-Jean Baptiste, le 1er Juillet (Jour de la Confédération), la Fête du Travail, le Jour d'Actons-de-Grâce et le jour de Noël.

V. *Taux minima de salaires:* a) Les taux minima de salaires sont les suivants:

c) *Exception:* However in the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Lac St-Jean and Roberval, the provisions of the present section shall apply only to contracts of \$25,000.00 or more, wages and material included.

II. *Hours of work:* a) 1. For Journeymen, structural iron workers and welders, except in the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay and the territory east of the electoral district of Saguenay and north of the St-Lawrence River to Labrador Boundary, the regular working hours of the day shift are:

Starting time: from Monday to Friday inclusive: 8:00 a.m. Quitting time: from Monday to Friday inclusive 5:00 p.m. total of regularly assigned hours of the week: 40 hours.

In the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay and the territory east of the electoral district of Saguenay and north of the St-Lawrence River to the Labrador Boundary, the hours of work for journeymen structural iron workers and welders shall conform to those specified for the general trades in the local building trades decrees. Where there is no local decree, hours of work shall be negotiated with the employees.

2. For Journeymen, Riggers and Finishers, beyond 25 miles from the perimeter of the island of Montreal, the assigned hours shall conform to those of the general trades in the local building trades decrees except for the territorial jurisdiction of the Sorel and Hull decrees where the 40-hour week shall prevail.

b) Employees shall be allowed one (1) hour for lunch, generally between 12:00 noon and 1:00 p.m. without pay.

c) Variations in regularly assigned hours and lunch period may be arranged by consent of the employer and the employees.

d) The employer does not guarantee to provide work to any employee for regularly assigned hours or for any other hours.

III. *Overtime:* The employer may require employees to work in excess of their regularly assigned hours subject to the following conditions:

a) In the territorial jurisdiction of the Montreal decree (number 309-A). All time worked in excess of the regularly assigned eight (8) hours from Monday to Friday, inclusive shall be paid at the rate of time-and-one-half for the first four (4) hours and at double time for work in excess of four hours.

All time worked on Saturdays shall be paid for at the rate of time-and-one-half in the forenoon and double time in the afternoon.

b) In other regions governed by other decrees: The overtime shall be paid as stipulated for the trades in general, in the decree concerned.

IV. *Days kept as holidays:* All time worked on Sundays and the following Statutory Holidays shall be paid for at the rate of double time: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, July 1 (Confederation Day), Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

V. *Minimum wage rates:* a) The following shall be the minimum wage rates:

	Jus-	À compter		
	qu'au	du	du	
	30/6/63	1/7/63	1/4/64	1/4/65
Compagnons tra-				
vailleurs en				
acier structu-				
ral et soudeurs	\$2.80	\$2.90	\$3.00	\$3.10
Compagnons				
gréeurs et				
finisseurs.....	2.55	2.65	2.75	2.85

	Until		From	
	30/6/63	1/7/63	1/4/64	1/4/65
Journeymen,				
Structural Iron				
workers and				
welders.....	\$2.80	\$2.90	\$3.00	\$3.10
Journeymen, rig-				
ger and finis-				
her.....	2.55	2.65	2.75	2.85

Pousseurs (Surveillants): Un pousseur (surveillant) doit recevoir .25¢ l'heure de plus que le taux de salaire du compagnon de même spécialité que lui.

Pushers: A pusher shall receive .25¢ per hour above the appropriate journeyman rate.

b) Paiement du salaire: Les salariés doivent être payés chaque semaine durant leurs heures de travail, en espèces ou par chèque. Dans le cas de congédiement ou de renvoi, l'employeur doit faire tout son possible pour payer le salarié et lui remettre son livret d'assurance-chômage à la fin de la journée régulière de travail. S'il lui a été impossible de le faire, l'employeur doit faire parvenir son chèque et son livret d'assurance-chômage au salarié par courrier recommandé dans les deux jours ouvrables suivants, lorsque le salarié lui en a fait la demande.

b) Payment of wages: Employees shall be paid weekly during these regularly assigned hours in cash or by cheque. In the case of layoff or dismissal the employer will make every reasonable effort to pay the employee and return his unemployment insurance book at the end of the regular working day. When this is not practical the employer shall send the remployee his cheque and his unemployment insurance book by registered mail within two working days when so requested by the employee.

c) Période d'attente et de présence au travail:
i. Si l'employeur a négligé d'avertir un salarié que ses services ne sont plus requis avant que ce dernier ne se présente au travail pour sa prochaine journée régulière de travail, le salarié doit recevoir une rémunération égale à deux heures de son salaire, à condition qu'il travaille durant ces deux heures si l'employeur lui en fait la demande.

c) Waiting and reporting time:
i. When the employer fails to notify an employee before he reports to work on his next regular shift that his services are no longer required, the employee shall receive two hours pay, providing he works for such two hours if so requested by the employer.

ii. Si le salarié se présente au travail alors que la température rend le travail impossible, et que l'employeur lui demande de demeurer sur place, le salarié doit recevoir sa rémunération régulière pour la période pendant laquelle il reste sur les lieux du travail, à condition qu'il exécute tout travail qui lui est assigné et qui peut être exécuté dans les conditions atmosphériques existantes.

ii. In the event that an employee reports for work in unworkable weather and is requested to remain on the site by the employer, the employee shall be paid the regular hourly rate for all time he is requested to remain on the job site, providing he performs any work that may be assigned to him which can be done under the existing weather conditions.

VI. Définitions de métiers: a) Travailleurs en acier structural: Un travailleur en acier structural doit avoir une connaissance complète et pratique de tous les outils et de tout l'appareillage de son métier utilisés pour le montage. Il doit être capable d'exécuter les travaux suivants d'une façon adroite et sûre:

VI. Definition of trades: a) Structural Steel iron worker: A structural steel iron worker must have a thorough working knowledge of all erection tools and equipment of his trade. He must be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner.

i. Monter et gréer des grues, des grues mobiles, des derrick munis de haubans ou non, des poteaux et des appareils semblables, déplacer en hauteur des derrick à haubans et de placer des grues mobiles, le tout sous la direction d'un contremaître.

i. Assemble and reeve erecting cranes, travellers, guy and stiffleg derricks, poles and similar equipment, jump guy derricks and move travellers, all under the general direction of a foreman.

ii. Accrocher la charge, grimper, faire les raccords appropriés et signaler le mécanicien réposé au fonctionnement de l'appareil.

ii. Hood on, climb, connect and signal the hoisting engineer.

iii. Monter des échafaudages, assembler et boulonner des joints pour fins de rivetage et riveter.

iii. Erect scaffolds, fit and bolt joints in proper fashion preparatory to rivetting, and perform rivetting operations.

iv. Exécuter les diverses besognes qui se rencontrent sur les chantiers de construction comme par exemple, faire des noeuds, brûler, percer des trous, aléser, etc.

iv. Carry out all the miscellaneous tasks which arise on erection jobs, such as tying knots, burning, drilling, reaming, etc.

b) Soudeur: Un soudeur en acier structural doit avoir une compétence qui lui permette de se qualifier selon la classe « O » du Code W-47-1949 de la Canadian Standards Association. Il doit être capable d'ajuster sa machine et être familier avec tous les outils et appareils de son métier. Il doit, de plus, pouvoir exécuter les travaux suivants de façon adroite et sûre:

b) Welder: A structural steel welder must be able to qualify under class "O" of the Canadian Standards Association W-47-1949 Code. He must be able to adjust his welding machine and have a thorough working knowledge of all welding tools and equipment. He must also be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner;

i. Grimper.
ii. Poser des échafaudages pour le travail de soudure.

i. Climb;
ii. Erect scaffolds for welding;

iii. Préparer le travail de soudure.

iv. Brûleur.

v. Ébardeur.

c) *Gréeur et finisseur*: Un gréeur et finisseur est défini comme étant un employé possédant un certificat de qualification reconnu comme gréeur et finisseur, occupé aux opérations suivantes:

i. Travail général de gréage y compris le déménagement de machinerie et le travail de gréage de béton précontraint et d'armature pour bâtisses et ponts.

ii. Montage d'échafauds en métal.

iii. Travail de toiture et de cloison en métal, y compris le mur rideau, mur fenêtre et les fenêtres, mur panneau (sandwich wall) et cloison en acier.

iv. la manutention et l'érection des réservoirs, chaudières, vaisseaux et cheminées en acier préfabriquées.

v. le chargement, déchargement et la mise en entrepôt des divers matériaux et pièces d'équipement qui se rapportent au travail de gréeur et de finisseur.

d) Le certificat de qualification des travailleurs en fer structural permet l'exécution de tout travail indiqué au paragraphe «c» du présent article. Toutefois, les travailleurs en fer structural et les soudeurs engagés exclusivement pour exécuter l'une des opérations dont il est fait mention audit paragraphe «c» doivent être rémunérés au taux minimum de salaire établi pour les métiers de gréeur et finisseur.

VII. *Apprentis*: a) Les apprentis doivent avoir au moins 18 ans et pas plus de 30 ans. Ils doivent avoir un livret d'apprentissage où sont compilées les périodes de travail.

b) Les apprentis de 1ère année doivent recevoir 70% du taux du compagnon.

Les apprentis de 2ème année doivent recevoir 85% du taux du compagnon.

c) Il ne peut y avoir d'un (1) apprenti par sept (7) compagnons à l'emploi de l'employeur ou plus d'un (1) apprenti par chantier.

VIII. *Vacances payées*: Tout salarié régi par la présente section a droit chaque année à des vacances payées. La rémunération payable au salarié pour ses vacances est établie comme suit: À la fin de chaque semaine, l'employeur doit payer à chacun de ses salariés assujettis à la présente section une somme égale à 4% du salaire hebdomadaire gagné.

IX. *Frais de déplacement*: Lorsqu'un salarié doit se rendre à un chantier et que ce déplacement lui donne droit à des frais de déplacement, l'employeur doit payer ses frais en autant que le salarié travaille jusqu'à la fin des travaux ou pendant une période de quarante-cinq (45) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps. L'employeur doit aussi payer le voyage de retour à tous les salariés qui travaillent jusqu'à la fin des travaux ou pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps.

X. *Période de déplacement*: L'employeur doit payer le temps consacré au déplacement au taux régulier dans le cas d'un salarié qui doit voyager pendant les heures régulières du travail de jour; en dehors de ces heures aucun temps de déplacement ne sera rémunéré si ce n'est dans des cas spéciaux qu'il appartient à l'employeur de juger.

XI. *Allocation pour frais de déplacement*: Lorsqu'un salarié doit se déplacer pour se rendre au chantier situé au-delà de 25 milles du périmètre de l'île de Montréal (mesuré par le plus court chemin en ligne droite) l'employeur doit lui verser un maximum de vingt-deux dollars

iii. Fit up work for welding;

iv. Burn;

v. Chip.

c) *Rigger and finisher*: a rigger and finisher is defined as an employee holding a recognized competency card as a rigger and finisher engaged on the following operations:

i. General rigging including machinery moving and the rigging of precast, prestressed or reinforced concrete members for buildings and bridges;

ii. Erecting metal scaffolding;

iii. Metal decking and siding including curtain wall, window wall and windows, sandwich wall and studs.

iv. The handling and erection of prefabricated tanks, boilers, vessels and stacks.

v. The loading, unloading and storing of miscellaneous materials and equipment which come under the rigger and finisher classification.

d) The structural iron workers competency card will allow the performance of any of the work outlined in paragraph "c" hereof. However, structural iron workers and welders engaged exclusively to perform any of the operations referred to in this paragraph "c" shall be paid the minimum wage rate established for the rigger and finisher category.

VII. *Apprentices*: a) An apprentice must not be less than 18 years of age or more than 30. He shall possess an apprenticeship book showing his record of service.

b) First year apprentices shall receive 70% of the journeymen's rate.

Second year apprentices shall receive 85% of the journeymen's rate.

c) The ratio of apprentices to journeymen may not exceed one (1) to seven (7) of the entire working force on the employer's payroll, or one (1) apprentice per job.

VIII. *Vacation with pay*: Every employee governed by this section is entitled every year to a vacation with pay. The employee's vacation pay is established as follows: At the end of each week, the employer shall pay to each of his employees governed by the present section a sum equal to 4% of the weekly wage earned.

IX. *Travelling expense*: When an employee is required to travel to a job site, where he will qualify for expense allowance, the Employer shall pay transportation expenses to the site of operations, provided the employee shall continue working until the completion of the job, or for a period of forty-five (45) calendar days, whichever be the lesser. The employees remaining on the job until completion thereof or for a period of ninety (90) calendar days, whichever be the lesser.

X. *Travelling time*: The employer shall pay prevailing straight time rates of pay to an employee required to travel during regularly assigned day shift hours only; no travelling time outside of these hours will be paid for, except in special cases at the discretion of the employer.

XI. *Expense allowance*: When an employee has been required to travel to a job site which is more than 25 miles from the perimeter of the Island of Montreal (measured by the shortest straight line distance) the employer shall pay him a maximum of twenty-two dollars and fifty

(\$22.50) et cinquante cents par semaine de travail de cinq jours, sans rémunération additionnelle pour les samedis et les dimanches. L'allocation pour chambre et pension pour une partie de semaine, c'est-à-dire pour un, deux, trois ou quatre jours doit être calculée au taux journalier de quatre dollars et cinquante cents (\$4.50) et est payable chaque semaine. Cette allocation n'est pas versée cependant lorsque les salariés peuvent être logés dans un camp aménagé par l'employeur, lequel aménagement est à la charge de ce dernier.

Un salarié n'a pas droit aux allocations ou frais de déplacement s'il est embauché sur les lieux mêmes du chantier.

L'allocation pour déplacement ne peut être déduite du salaire d'un salarié à cause de mauvaises conditions atmosphériques ou de fêtes légales. Toutefois, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédant immédiatement ou suivant les journées de fêtes ou de mauvaise température, il perd droit à l'allocation pour déplacement en ce qui touche la ou les journées d'absence de mauvaise température ou les jours de fêtes. Il perd aussi le droit de l'allocation pour déplacement s'il s'absente un jour ouvrable. Cette allocation peut lui être quand même versée si dans l'opinion de l'employeur le salarié s'est absenté pour des raisons valables.

XII. Frais de déplacement quotidien: Lorsque l'employeur ne s'occupe pas du transport de ses salariés:

a) Les frais de déplacement quotidien payés en plus du passage régulier d'autobus entre les limites du circuit d'autobus et le chantier, de même que le voyage de retour auxdites limites doivent être payés par l'employeur sur l'île de Montréal et cette partie du territoire limitée par une ligne parallèle au contour de l'île de Montréal, à dix (10) milles de ce contour.

b) L'employeur doit verser une allocation uniforme de \$2.00 par jour, à titre de frais de déplacement dans le territoire limité par la ligne de dix milles sus-mentionnés et une ligne parallèle à 15 milles du contour de l'île de Montréal.

c) Sur la même base qu'au paragraphe précédent, un taux uniforme de \$3.50 par jour doit être versé dans le territoire limité par les lignes tracées respectivement à 15 et 25 milles du contour de l'île de Montréal.

Note: Les articles XI et XII ne s'appliquent qu'au décret en vigueur dans la région de Montréal. (Numéro 309-A).

XIII. Conditions de travail: 1° L'employeur doit fournir de l'eau potable et des gobelets de papier sur tous les chantiers.

2° Sur tout chantier de suffisante importance installé pour un temps suffisant, l'employeur doit accorder aux salariés des quartiers où ils pourront dîner, se changer et déposer leur équipement. Ces quartiers doivent être chauffés si la température l'exige.

3° La compagnie établira des règles relatives à la Sécurité des salariés. Les salariés observeront ces règles en tout temps.

XIV. Plan de pension transportable: Les parties aux présentes s'entendent pour établir dans toute la province un plan de pension auquel il sera contribué comme suit:

- a) 10¢ pour chaque heure régulière de travail
- b) 15¢ pour chaque heure rémunérée à temps et demi
- c) 20¢ pour chaque heure rémunérée à temps double.

Les contributions ci-haut mentionnées sont déductibles des taux de salaires ci-haut mentionnés à l'article V — Salaires.

cents (\$22.50) per five-day working week with no additional remuneration for Saturdays and Sundays. Board allowance for part of a week, that is for one, two, three or four days, shall be calculated at a daily rate of four and one half (\$4.50) dollars to be paid weekly, except that his allowance does not apply where employees can be accommodated at a camp arranged for by the employer, in which case the employer shall pay the cost of the accommodation provided.

An employee shall not be entitled to expense allowance or travelling expenses if he is hired at the job site.

Expense allowance shall not be deducted from an employee's pay, due to inclement weather or to a statutory holiday. However, if an employee fails to report for work when work is available on the working day immediately preceding or following such bad weather days or statutory holiday, he shall forfeit expense allowance for such absenteeism and for the bad weather days or holiday. An employee shall also forfeit expense allowance for absenteeism on any working day. Forfeiture of expense allowance may be waived in either case if the reason for such absenteeism is acceptable to the employer.

XII. Daily commuting expense: When transportation is not provided by the employer:

a) daily commuting expense in excess of the autobus fare from the autobus line limits to a job site and return shall be paid by the employer of the Island of Montreal and within an area bounded by a line drawn parallel to the outline of the Island of Montreal and ten (10) miles from it.

b) The employer shall pay a flat \$2.00 per day commuting allowance in lieu of commuting expense in the area bounded by the ten mile line referred to above and a line parallel to it at 15 miles from the outline of the Island of Montreal.

c) In the same basis as "b" above, a flat rate of \$3.50 per day shall be paid in the area bounded by lines 15 and 25 miles respectively from the outline of the Island of Montreal.

Note: Articles XI and XII shall apply only to the decree in force in the region of Montreal (Number 309-A).

XIII. Job conditions: 1. The employer shall provide drinking water and paper cups on all jobs.

2. On each job of sufficient size and duration, the employer shall provide quarters for employees to eat lunch, change clothes and store equipment. Such quarters shall be heated when necessary due to weather conditions.

3. The company will establish regulations for the safety of its employees. Such regulations will be observed by the employees at all times.

XIV. Portable pension: The parties agree to establish a pension plan on a province-wide basis with contributions as follows:

- a) 10¢. per hour worked at straight time;
- b) 15¢. per hour worked at time-and-one-half;
- c) 20¢. per hour worked at double time.

The above contributions shall be deducted from the wage rates shown above in Article V — Wages.

L'on prendra toutes les dispositions raisonnables pour établir les conditions du Plan de Pension et commencer à y apporter les contributions ci-haut mentionnées au 1er avril 1964.

XV. *Durée*: La présente section demeure en vigueur jusqu'à minuit, le 31 mars 1966. L'une ou l'autre des parties contractantes désirant modifier une quelconque de ces dispositions doit en avvertir l'autre partie par lettre recommandée avant le 30 septembre 1965. À défaut de ce faire, ladite section est automatiquement renouvelée et prolongée pour une période d'une année.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 mai 1963. 2852-0

Avis d'approbation de règlements

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 712 du 30 avril 1963, section « D », le règlement spécial suivant a été approuvé et ajouté à la Constitution et aux règlements généraux et spéciaux du Comité paritaire de l'industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, approuvés par les arrêtés en conseil numéros 913 (B) et 984 (C) des 6 août et 3 septembre 1956, modifiés par les arrêtés en conseil numéros 1081 (F) du 24 octobre 1956 et 2219 (F) du 9 novembre 1961:

« 23. *Certificat de classification*: Conformément au paragraphe « k » de l'article 20 de la loi, le Comité paritaire rend le certificat de classification obligatoire pour les salariés qui travaillaient comme commis, et pour ceux dont le travail ne requiert pas d'apprentissage; dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 828 du 16 juillet 1953 et ses amendements. »

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 mai 1963. 2852-0

Avis d'approbation de règlements

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163 et amendements) que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de l'Ouest du Québec, établi en exécution du décret numéro 492 du 26 mars 1963, dont le siège social est situé dans la ville d'Amos, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 712 du 30 avril 1963, Section « A ».

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 mai 1963. 2852-0

Efforts shall be made to establish the conditions of the Pension Plan and to start the above contributions to the plan by April 1, 1964.

XV. *Duration of the present section*: This section shall remain in full force and effect until midnight, March 31, 1966. Either party desiring to modify any provisions hereof, shall notify the other party by registered letter no later than September 30, 1965, failing which this section shall be automatically renewed and extended for a period of one year.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 11, 1963. 2852-0

Notice of approval of by-laws

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 712 of April 30, 1963, section "D", the following special by-law has been approved and added to the constitution and general and special by-laws of Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, approved by Orders in Council numbers 913 (B) and 984 (C) of August 6 and September 3, 1956, amended by Orders in Council numbers 1081 (F) of October 24, 1956 and 2219 (F) of November 9, 1961:

"23. *Certificate of classification*: Pursuant to paragraph "k" of article 20 of the act, the Parity Committee renders the certificate of classification obligatory for the employees who work as clerks, and for those whose work does not require apprenticeship, in the entire territorial jurisdiction of the decree number 828 of July 16, 1953 and its amendments."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 11, 1963. 2852-0

Notice of approval of by-laws

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and by-laws of the Parity Committee of the Construction Industry of Western Quebec, formed under decree number 492 of March 26, 1963, with head office in the town of Amos, have been approved by Order in Council number 712 of April 30, 1963, section "A".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 11, 1963. 2852-0

Avis de prélèvement

Notice of levy

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité Paritaire de l'Industrie de la Construction de l'Ouest du Québec, établi en exécution du décret numéro 492, du 26 mars 1963, a été autorisé par l'arrêté en conseil numéro 712 du 30 avril 1963, section « B », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret de la façon suivante:

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Construction Industry of Western Quebec, formed under decree number 492 of March 26, 1963, has been authorized by Order in Council number 712 of April 30, 1963, section "B", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employee governed by the said decree, as follows:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 décembre 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to December 31, 1963; it is laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 492 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payée).

a) Professional employers governed by the said decree number 492 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees governed by the said decree (fixed wages, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 492 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.50 par semaine.

b) The artisans governed by the said decree number 492 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$0.50 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 492 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commission, allocations ou bonis).

c) The employees governed by the said decree number 492 shall pay to the Parity Committee an amount of $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (fixed wage, percentages, commission, allowances or bonuses).

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. Professional employers shall complete and sign their report, and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the report shall be sent together with assessments of professional employers and those of their employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The levy laid under the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice from the committee.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1963.

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: June 30, September 30 and December 31, 1963.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de l'Ouest du Québec, pour la période comprise entre le 6 avril 1963 et le 31 décembre 1963.

LE COMITÉ DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE L'OUEST DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 6 avril 1963 et le 31 décembre 1963.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$16,000.00
Salariés	16,000.00
	<u>\$32,000.00</u>

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire-gérant, inspecteurs et employés de bureau	\$16,000.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs, administration	7,000.00
Loyer de bureau	1,000.00
Frais légaux	800.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphones et télégrammes	2,000.00
Ameublement et accessoires de bureau	2,500.00
Vérification de livres	200.00
Assurances et frais de cautionnement	100.00
Frais de déplacement du président et des membres du Comité	1,000.00
Jeton de présence des membres	300.00
Dépenses diverses et imprévues	1,100.00
	<u>\$32,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 mai 1963. 2852-o

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Construction Industry of Western Quebec for the period between April 6, 1963 and December 31, 1963.

THE PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF WESTERN QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 6, 1963 and December 31, 1963.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$16,000.00
Employees	16,000.00
	<u>\$32,000.00</u>

Disbursements:

Salaries:	
Secretary-manager, inspectors and office employees	\$16,000.00
Travelling expenses:	
Inspectors, administration	7,000.00
Office rent	1,000.00
Legal fees	800.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	2,000.00
Furniture and fixtures	2,500.00
Audition of books	200.00
Insurances and fidelity bond	100.00
Travelling expenses of president and members of the committee	1,000.00
Members' attendance fees	300.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	1,100.00
	<u>\$32,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 11, 1963. 2852-o

Ministère de la Voirie

Avis

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Dans la municipalité de St-Ambroise, comté de Jonquière-Kénogami:

Route Shipshaw — St-Ambroise:

Une section de 300 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 49 et 50;

Une section de 950 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 12 et 13;

Une section de 1,100 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot No 27.

Dans la municipalité du canton de Taché, comté de Jonquière-Kénogami:

Route St-Nazaire — St-Léon-de-Labrecque:

Une section de 600 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 26;

Une section de 3,750 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 27.

Dans la municipalité du canton de Tremblay, comté de Chicoutimi:

Route Ste-Anne — Shipshaw ou des rangs II et III:

Une section de 1,000 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 11-A;

Department of Roads

Notice

The Department of Roads will cease, henceforth, to maintain the sections of roads herein-after designated, because they have become useless for traffic:

In the municipality of St-Ambroise, county of Jonquière-Kénogami:

Shipshaw — St-Ambroise Road:

A section of 300 feet, north of the new highway, on or facing lots Nos. 49 and 50;

A section of 950 feet, east of the new highway, on or facing lots Nos. 12 and 13;

A section of 1,100 feet, north of the new highway, on or facing lot No. 27.

In the municipality of the township of Taché, county of Jonquière-Kénogami:

St-Nazaire — St-Léon-de-Labrecque Highway:

A section of 600 feet, east of the new highway, on or facing lots Nos. P. 26;

A section of 3,750 feet, southeast of the new highway, on or facing lots Nos. P. 27.

In the municipality of the township of Tremblay, county of Chicoutimi:

Ste-Anne — Shipshaw Highway or ranges II and III:

A section of 1,000 feet, west of the new highway, on or facing lots Nos. P. 11-A;

Une section de 750 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 11;

Une section de 770 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 15.

Dans la municipalité de Shipshaw, comté de Jonquière-Kénogami:

Route Ste-Anne — Shipshaw:

Une section de 450 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 16-B et 16A;

Une section de 850 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot No 17A.

Route Shipshaw — St-Ambroise:

Une section de 1,180 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 28 et P. 29;

Une section de 3,265 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 30A, P. 30 et P. 31;

Une section de 700 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 32 et P. 33;

Une section de 100 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 35;

Une section de 1,300 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 40, 41 et 42.

Québec, le 3 mai 1963.

Le Ministre de la Voirie,

2894-o

BERNARD PINARD.

A section of 750 feet, north of the new highway, on or facing lots Nos. P. 11;

A section of 770 feet, south of the new highway, on or facing lots Nos. P. 15.

In the municipality of Shipshaw, county of Jonquière-Kénogami:

Ste-Anne — Shipshaw Highway:

A section of 450 feet, north of the new highway, on or facing lots Nos. P. 16-B and 16A;

A section of 850 feet, south of the new highway, on or facing lot No. 17A.

Shipshaw — St-Ambroise Highway:

A section of 1,180 feet, west of the new highway, on or facing lots Nos P. 28 and P. 29;

A section of 3,265 feet, west of the new highway, on or facing lots Nos. 30A, P. 30 and P. 31;

A section of 700 feet, west of the new highway, on or facing lots Nos. P. 32 and P. 33;

A section of 100 feet, west of the new highway, on or facing lots Nos P. 35;

A section of 1,300 feet, southeast of the new highway, on or facing lots Nos 40, 41 and 42.

Québec, May 3, 1963.

BERNARD PINARD,

2894

Minister of Roads.

Nominations

Avis donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 5 mars 1963.

M. Jean L'Anglais, avocat et conseil en loi de la Reine, demeurant à 3, rue Scribe, Paris 9e, France: nommé, sous l'autorité de l'article 27 du Code de procédure civile de la province de Québec, commissaire pour recevoir, dans les pays de l'Europe occidentale, y compris la Grande-Bretagne, l'Écosse, l'Irlande et la République Irlandaise, les affidavits qui peuvent servir dans une des cours de justice de la province de Québec ou qui sont nécessaires à un acte ou document qui doit être mis à exécution ou avoir des effets civils dans la province de Québec.

Québec, le 26 mars 1963.

MM. Antonio Fiset, gérant, Banque Canadienne Nationale, Hermann Phaneuf, gérant de la Caisse Populaire, Odilon Chabot, gérant du Comité paritaire, tous trois de St-Hyacinthe, Marcel Rivard, comptable agréé, de La Province, et Lucien-A. Beauregard, comptable, de St-Hyacinthe: commissaires pour l'érection civile des paroisses du diocèse de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

2833-o

RAYMOND DOUVILLE.

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, March 5, 1963.

Mr. Jean L'Anglais, advocate and Queen's Council, residing at 3 Scribe Street, Paris 9e, France: appointed, under the authority of section 27 of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, Commissioner, to receive, in the countries of occidental Europe, including Great Britain, Scotland, Ireland and the Irish Republic, affidavits which may be used in a court of justice of the Province of Quebec or which are necessary for a deed or document which has to be put into execution or which will have civil effect in the Province of Quebec.

Québec, March 26, 1963.

Messrs. Antonio Fiset, manager, the Canadian National Bank, Hermann Phaneuf, manager of the Credit Union, Odilon Chabot, manager of the Parity Committee, all three of St-Hyacinthe, Marcel Rivard, chartered accountant, of La Providence, and Lucien-A. Beauregard, accountant, of St-Hyacinthe, Commissioner for the civil erection of the parishes of the diocese of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 8, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

2833

Assistant Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront
ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these present letters shall
come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

Proclamation

L'Assistant-procureur
général,
C. E. CANTIN. } **A**T TENDU que le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Philomène de Châteauguay, comté de Châteauguay, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 67 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Châteauguay-Centre;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Châteauguay-Centre, par son règlement numéro 331, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Philomène de Châteauguay;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales, (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 402, en date du 12 mars 1963, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales, (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Philomène de Châteauguay sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Châteauguay-Centre.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

2833-0

RAYMOND DOUVILLE.

Proclamation

C. E. CANTIN, } **W**HEREAS, the municipal council of the parish of Sainte-Philomène de Châteauguay, county of Châteauguay, has submitted, for approval, its by-law number 67 to the effect of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Châteauguay-Centre;

WHEREAS the municipal council of the town of Châteauguay-Centre, by its by-law number 331, has agreed with the terms of the said by-law adopted by the municipal council of the parish of Sainte-Philomène de Châteauguay;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 17), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these regulations.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 402, dated March 12, 1963, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 17), We have enacted and enact that after thirty-one days after the publication of the present publication in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the parish of Sainte-Philomène de Châteauguay shall be subject to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Châteauguay Centre.

OF ALL OF WHICH loving subject and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-three in the twelfth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

2833

Assistant Secretary of the Province.

Soumissions

Ville de Montmorency
Comté de Québec

Correction

On est prié de noter que la ville de Montmorency, comté de Québec, recevra des soumissions le 21 mai 1963, pour une émission de \$320,000, d'obligations, en vertu du règlement No 181, et non pas pour \$350,000, tel que publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 4 mai 1963.

1er juin 1964..... \$ 3,500
1er juin 1965..... 3,500

Tenders

Town of Montmorency
County of Quebec

Correction

Please note that the town of Montmorency, county of Quebec, will receive tenders on May 21, 1963, for a \$320,000, bond issue, under by-law No. 181, and not for \$350,000, as published in the *Quebec Official Gazette* of May 4, 1963.

June 1, 1964..... \$ 3,500
June 1, 1965..... 3,500

1er juin 1966.....	\$ 4,000
1er juin 1967.....	4,500
1er juin 1968.....	4,500
1er juin 1969.....	5,000
1er juin 1970.....	5,500
1er juin 1971.....	5,500
1er juin 1972.....	6,000
1er juin 1973.....	6,500
1er juin 1974.....	7,000
1er juin 1975.....	7,500
1er juin 1976.....	8,000
1er juin 1977.....	8,500
1er juin 1978.....	9,000
1er juin 1979.....	9,500
1er juin 1980.....	10,000
1er juin 1981.....	11,000
1er juin 1982.....	11,500
1er juin 1983.....	189,500

June 1, 1966.....	\$ 4,000
June 1, 1967.....	4,500
June 1, 1968.....	4,500
June 1, 1969.....	5,000
June 1, 1970.....	5,500
June 1, 1971.....	5,500
June 1, 1972.....	6,000
June 1, 1973.....	6,500
June 1, 1974.....	7,000
June 1, 1975.....	7,500
June 1, 1976.....	8,000
June 1, 1977.....	8,500
June 1, 1978.....	9,000
June 1, 1979.....	9,500
June 1, 1980.....	10,000
June 1, 1981.....	11,000
June 1, 1982.....	11,500
June 1, 1983.....	189,500

Toutes les autres conditions mentionnées dans l'avis de demande de soumissions demeurent en vigueur.

2850-o

In all other respects, the terms of the issue remain the same.

2850-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque
Comté de Laviolette

The school commissioners for the municipality of the town of La Tuque
County of Laviolette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Légaré, secrétaire-trésorier, 376, rue St-Joseph, La Tuque, comté de Laviolette, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 28 mai 1963, pour l'achat de \$158,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, comté de Laviolette, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Henri Légaré, secretary-treasurer, 376 St-Joseph Street, La Tuque, county of Laviolette, until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, May 28, 1963, for the purchase of an issue of \$158,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of La Tuque, county of Laviolette, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Resolution of May 17, 1948 — \$158,000 — loan renewal.

Résolution du 17 mai 1948 — \$158,000 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$158,000 — 15 ans

Table of redemption — \$158,000 — 15 years

Année	Capital
1er juillet 1964.....	\$ 8,000
1er juillet 1965.....	8,500
1er juillet 1966.....	9,000
1er juillet 1967.....	9,000
1er juillet 1968.....	9,500
1er juillet 1969.....	9,500
1er juillet 1970.....	10,000
1er juillet 1971.....	10,500
1er juillet 1972.....	11,000
1er juillet 1973.....	11,500
1er juillet 1974.....	11,500
1er juillet 1975.....	12,000
1er juillet 1976.....	12,000
1er juillet 1977.....	13,000
1er juillet 1978.....	13,000

Year	Capital
July 1, 1964.....	\$ 8,000
July 1, 1965.....	8,500
July 1, 1966.....	9,000
July 1, 1967.....	9,000
July 1, 1968.....	9,500
July 1, 1969.....	9,500
July 1, 1970.....	10,000
July 1, 1971.....	10,500
July 1, 1972.....	11,000
July 1, 1973.....	11,500
July 1, 1974.....	11,500
July 1, 1975.....	12,000
July 1, 1976.....	12,000
July 1, 1977.....	13,000
July 1, 1978.....	13,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Tuque.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Tuque.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 28 mai 1963 à 7.30 heures du soir, 376, rue St-Joseph, La Tuque, comté de Laviolette.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Tuque, (Comté de Laviolette), ce 2 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI LÉGARÉ.

C.P. 367, 376, rue St-Joseph,
La Tuque, (Laviolette), P.Q.
Téléphone: 523-4513.

2855-0

Ville de Gaspé
Comté de Gaspé-Sud

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. L. Chrétien, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Gaspé, comté de Gaspé-Sud, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 27 mai 1963, pour l'achat de \$209,000 d'obligations de la ville de Gaspé, comté de Gaspé-Sud, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 25 — \$12,800, aqueduc, égouts et voirie; 73 — \$196,500, renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$209,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1964	\$ 6,000
1er juillet 1965	6,500
1er juillet 1966	6,500
1er juillet 1967	7,000
1er juillet 1968	7,500
1er juillet 1969	7,500
1er juillet 1970	7,500
1er juillet 1971	8,500
1er juillet 1972	8,500
1er juillet 1973	8,000
1er juillet 1974	6,500
1er juillet 1975	7,500
1er juillet 1976	7,500
1er juillet 1977	8,500
1er juillet 1978	8,500
1er juillet 1979	8,500
1er juillet 1980	8,500
1er juillet 1981	8,500
1er juillet 1982	9,500
1er juillet 1983	62,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Tuesday, May 28, 1963, at 7:30 o'clock p.m., at 376 St-Joseph Street, La Tuque, county of Laviolette.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

La Tuque, (County of Laviolette), May 2, 1963.

HENRI LÉGARÉ,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box, 367, 376 St-Joseph Street,
La Tuque, (Laviolette), P.Q.
Telephone: 523-4513.

2855

Town of Gaspé
County of Gaspé-South

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. L. Chrétien, secretary-treasurer, Town Hall, Gaspé, county of Gaspé-South, until 8:00 o'clock p.m. on Monday, May 27, 1963, for the purchase of an issue of \$209,000 of bonds for the town of Gaspé, county of Gaspé-South, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 25 — \$12,800, aqueduct, sewers and roadwork; 73 — \$196,500, loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$209,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1964	\$ 6,000
July 1, 1965	6,500
July 1, 1966	6,500
July 1, 1967	7,000
July 1, 1968	7,500
July 1, 1969	7,500
July 1, 1970	7,500
July 1, 1971	8,500
July 1, 1972	8,500
July 1, 1973	8,000
July 1, 1974	6,500
July 1, 1975	7,500
July 1, 1976	7,500
July 1, 1977	8,500
July 1, 1978	8,500
July 1, 1979	8,500
July 1, 1980	8,500
July 1, 1981	8,500
July 1, 1982	9,500
July 1, 1983	62,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall

échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gaspé.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 mai 1963, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Gaspé, comté de Gaspé-Sud.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gaspé, (Comté de Gaspé-Sud), ce 3 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,

J. L. CHRÉTIEN.

Hôtel de Ville, C.P. 67,

Gaspé, (Gaspé-Sud), P.Q.,

Téléphone: 25.

2871-0

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lachenaie

Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mathieu Wilhelmy, secrétaire-trésorier, 320 rue Principale, Lachenaie, comté de L'Assomption, jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 28 mai 1963, pour l'achat de \$260,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lachenaie, comté de L'Assomption, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 19 février 1963 — construction d'une école de huit classes dans l'arrondissement No 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$260,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1964.....	x \$ 24,500
1er juillet 1965.....	x 26,000
1er juillet 1966.....	x 28,000
1er juillet 1967.....	x 29,500
1er juillet 1968.....	x 31,500
1er juillet 1969.....	5,000
1er juillet 1970.....	5,500
1er juillet 1971.....	6,000
1er juillet 1972.....	6,000
1er juillet 1973.....	6,500
1er juillet 1974.....	7,000
1er juillet 1975.....	7,500
1er juillet 1976.....	8,000
1er juillet 1977.....	8,000
1er juillet 1978.....	8,500
1er juillet 1979.....	9,500
1er juillet 1980.....	10,000
1er juillet 1981.....	10,500
1er juillet 1982.....	11,000
1er juillet 1983.....	11,500

be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gaspé.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, May 27, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Gaspé, county of Gaspé-South.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Gaspé, (County of Gaspé-South), May 3, 1963.

J. L. CHRÉTIEN,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 67,

Gaspé, (Gaspé-South), P.Q.,

Telephone: 25.

2871

The school commissioners for the municipality of Lachenaie

County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mathieu Wilhelmy, secretary-treasurer, 320 Principale St., Lachenaie, county of L'Assomption, until 8:30 o'clock p.m. Tuesday, May 28, 1963, for the purchase of an issue of \$260,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Lachenaie, county of L'Assomption, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated February 19, 1963 — construction of an eight classroom school in the No. 1 district.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$260,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1964.....	x \$ 24,500
July 1, 1965.....	x 26,000
July 1, 1966.....	x 28,000
July 1, 1967.....	x 29,500
July 1, 1968.....	x 31,500
July 1, 1969.....	5,000
July 1, 1970.....	5,500
July 1, 1971.....	6,000
July 1, 1972.....	6,000
July 1, 1973.....	6,500
July 1, 1974.....	7,000
July 1, 1975.....	7,500
July 1, 1976.....	8,000
July 1, 1977.....	8,000
July 1, 1978.....	8,500
July 1, 1979.....	9,500
July 1, 1980.....	10,000
July 1, 1981.....	10,500
July 1, 1982.....	11,000
July 1, 1983.....	11,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$140,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$28,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 28 mai 1963, à 8.30 heures du soir, en l'école du village, Lachenaie, comté de L'Assomption.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachenaie, (Comté de L'Assomption), ce 6 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
MATHIEU WILHELMY.

320 rue Principale,

Lachenaie, (L'Assomption), P.Q.

Téléphone: NO-6-3687.

2881-0

Ville de Boucherville

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Rosario Therrien, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., 20, rue Pierre Boucher, Boucherville, ou jusqu'à 8 heures p.m., en l'École Marguerite Bourgeoys, Boucherville, comté de Chambly, lundi, le 27 mai 1963, pour l'achat de \$773,500 d'obligations de la ville de Boucherville, comté de Chambly, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 220 — 4ième tranche de \$52,000 — trottoirs et pavage; 221 — 2ième tranche de \$15,000 — trottoirs et pavage; 245 — \$1,500 — trottoirs et pavage; 260 — 3ième tranche de \$53,500 — trottoirs et pavage; 268 — 2ième et dernière tranche de \$600 — trottoirs et pavage; 281 — 2ième tranche de \$25,000 — trottoirs et pavage; 295 — 2ième et dernière tranche de \$12,800 — aqueduc; 297 — 2ième et dernière tranche de \$2,000 — aqueduc; 318 — 2ième et dernière tranche de \$18,500 — pavage et trottoirs; 321 — \$14,000 — pavage et trottoirs; 322 — 2ième tranche de \$30,700 — pavage et trottoirs; 327 — 3ième tranche de \$40,000 —

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$140,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$28,000 each from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, May 28, 1963, at 8:30 o'clock p.m., at the village school, Lachenaie, county of L'Assomption.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lachenaie, (County of L'Assomption), May 6, 1963.

MATHIEU WILHELMY,
Secretary-Treasurer.

320 Principale St.,

Lachenaie, (L'Assomption), P.Q.

Telephone: NO-6-3687.

2881

Town of Boucherville

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Rosario Therrien, secretary-treasurer, until 7.30 o'clock p.m., 20 Pierre Boucher Street, Boucherville, or until 8:00 o'clock p.m., in Marguerite Bourgeoys School, Boucherville, county of Chambly, on Monday, May 27, 1963, for the purchase of an issue of \$773,500 of bonds for the town of Boucherville, county of Chambly, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 220 — 4th block of \$52,000 — sidewalks and paving; 221 — 2nd block of \$15,000 — sidewalks and paving; 245 — \$1,500 — sidewalks and paving; 260 — 3rd block of \$53,500 — sidewalks and paving; 268 — 2nd and last block of \$600 — sidewalks and paving; 281 — 2nd block of \$25,000 — sidewalks and paving; 295 — 2nd and last block of \$12,800 — aqueduct; 297 — 2nd and last block of \$2,000 — aqueduct; 318 — 2nd and last block of \$18,500 — paving and sidewalks; 321 — \$14,000 — paving and sidewalks; 322 — 2nd block of \$30,700 — paving and sidewalks; 327 — 3rd block of \$40,000 — paving and sidewalks; 328 —

pavage et trottoirs; 328 — 2ième et dernière tranche de \$20,000 — aqueduc; 330 — 2ième tranche de \$53,300 — pavage et trottoirs; 331 — 2ième tranche de \$11,400 — aqueduc; 333 — 2ième tranche de \$13,700 — égouts; 346 — \$13,500 — pavage et travaux de rues; 352 — 2ième tranche de \$15,600 — pavage et trottoirs; 353 — 1ère tranche de \$10,000 — aqueduc; 355 — \$25,000 — acquisition de terrains et travaux divers; 357 — \$16,800 — pavage, trottoirs et égouts; 358 — \$3,600 — aqueduc; 359 — \$42,000 — aqueduc; 361 — 1ère tranche de \$39,500 — trottoirs et pavage; 362 — 1ère tranche de \$8,000 — aqueduc; 367 — 1ère tranche de \$37,000 — construction de rues et de trottoirs; 368 — 1ère tranche de \$10,500 — aqueduc; 369 — \$8,000 — construction de rues et de trottoirs; 370 — \$3,000 — aqueduc; 371 — \$20,000 — égouts; 372 — 1ère tranche de \$7,000 — égouts; 378 — 1ère tranche de \$20,000 — aqueduc; 379 — 1ère tranche de \$10,000 — construction de rues et de trottoirs; 380 — 1ère tranche de \$40,000 — construction de rues et de trottoirs; 381 — 1ère tranche de \$15,000 — égouts; 382 — 1ère tranche de \$65,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$773,500 — 20 an_s

Année	Capital
1er juillet 1964.....	\$20,500
1er juillet 1965.....	24,000
1er juillet 1966.....	26,000
1er juillet 1967.....	27,000
1er juillet 1968.....	28,000
1er juillet 1969.....	32,000
1er juillet 1970.....	33,000
1er juillet 1971.....	34,000
1er juillet 1972.....	35,000
1er juillet 1973.....	38,000
1er juillet 1974.....	37,000
1er juillet 1975.....	38,000
1er juillet 1976.....	42,000
1er juillet 1977.....	45,000
1er juillet 1978.....	47,000
1er juillet 1979.....	49,000
1er juillet 1980.....	49,000
1er juillet 1981.....	53,000
1er juillet 1982.....	56,000
1er juillet 1983.....	60,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 mai 1963 à 8 heures du soir, en l'École Marguerite Bourgeoys, 11, rue Hippolyte Lafontaine, Boucherville, comté de Chambly.

2nd and last block of \$20,000 — aqueduct; 330 — 2nd block of \$53,300 — paving and sidewalks; 331 — 2nd block of \$11,400 — aqueduct; 333 — 2nd block of \$13,700 — sewers; 346 — \$13,500 — paving and roadwork; 352 — 2nd block of \$15,600 — paving and sidewalks; 353 — 1st block of \$10,000 — aqueduct; 355 — \$25,000 — purchase of lands and various works; 357 — \$16,800 — paving, sidewalks and sewers; 358 — \$3,600 aqueduct; 359 — \$42,000 — aqueduct; 361 — 1st block of \$39,500 — sidewalks and paving; 362 — 1st block of \$8,000 — aqueduct; 367 — 1st block of \$37,000 — construction of streets and sidewalks; 368 — 1st block of \$10,500 — aqueduct; 369 — \$8,000 — construction of streets and sidewalks; 370 — \$3,000 — aqueduct; 371 — \$20,000 — sewers; 372 — 1st block of \$7,000 — sewers; 378 — 1st block of \$20,000 — aqueduct; 379 — 1st block of \$10,000 — construction of streets and sidewalks; 380 — 1st block of \$40,000 — construction of streets and sidewalks; 381 — 1st block of \$15,000 — sewers; 382 — 1st block of \$65,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$773,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1964.....	\$20,500
July 1, 1965.....	24,000
July 1, 1966.....	26,000
July 1, 1967.....	27,000
July 1, 1968.....	28,000
July 1, 1969.....	32,000
July 1, 1970.....	33,000
July 1, 1971.....	34,000
July 1, 1972.....	35,000
July 1, 1973.....	38,000
July 1, 1974.....	37,000
July 1, 1975.....	38,000
July 1, 1976.....	42,000
July 1, 1977.....	45,000
July 1, 1978.....	47,000
July 1, 1979.....	49,000
July 1, 1980.....	49,000
July 1, 1981.....	53,000
July 1, 1982.....	56,000
July 1, 1983.....	60,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, May 27, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in Marguerite Bourgeoys School, 11 Hippolyte Lafontaine Street, Boucherville, county of Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
Boucherville, (Comté de Chambly), ce 6 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
ROSARIO THERRIEN.

20, rue Pierre Boucher,
Boucherville, (Chambly), P.Q.
Téléphone: OL-5-1331. 2889-0

Village of Laurierville
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Gilles Mercier, secrétaire-trésorier, 133, rue Dubé, Laurierville, comté de Mégantic, jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 28 mai 1963, pour l'achat de \$55,000 d'obligations du village de Laurierville, comté de Mégantic, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 157 — achat de terrains et de bâtisses pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$55,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juillet 1964	\$1,500
1er juillet 1965	1,500
1er juillet 1966	1,500
1er juillet 1967	2,000
1er juillet 1968	2,000
1er juillet 1969	2,000
1er juillet 1970	2,000
1er juillet 1971	2,000
1er juillet 1972	2,500
1er juillet 1973	2,500
1er juillet 1974	2,500
1er juillet 1975	3,000
1er juillet 1976	3,000
1er juillet 1977	3,000
1er juillet 1978	3,500
1er juillet 1979	3,500
1er juillet 1980	4,000
1er juillet 1981	4,000
1er juillet 1982	4,500
1er juillet 1983	4,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laurierville, comté de Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Boucherville, (County of Chambly), May 6, 1963.

ROSARIO THERRIEN,
Secretary-Treasurer.

20 Pierre Boucher, Street,
Boucherville, (Chambly), P.Q.
Telephone: OL-5-1331. 2889

Village de Laurierville
County of Megantic

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilles Mercier, secretary-treasurer, 133 Dubé Street, Laurierville, county of Megantic, until 8:30 o'clock p.m., on Tuesday, May 28, 1963, for the purchase of an issue of \$55,000 of bonds for the village of Laurierville, county of Megantic, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 157 — purchase of lands and buildings for industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$55,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
July 1, 1964	\$1,500
July 1, 1965	1,500
July 1, 1966	1,500
July 1, 1967	2,000
July 1, 1968	2,000
July 1, 1969	2,000
July 1, 1970	2,000
July 1, 1971	2,000
July 1, 1972	2,500
July 1, 1973	2,500
July 1, 1974	2,500
July 1, 1975	3,000
July 1, 1976	3,000
July 1, 1977	3,000
July 1, 1978	3,500
July 1, 1979	3,500
July 1, 1980	4,000
July 1, 1981	4,000
July 1, 1982	4,500
July 1, 1983	4,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered a ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laurierville, county of Megantic.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 28 mai 1963, à 8.30 heures du soir, en la salle paroissiale, Laurierville, comté de Mégantic.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laurierville, (Comté de Mégantic), 6 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
GILLES MERCIER.

Adresse postale: C.P. 26,
133, rue Dubé, Laurierville, (Mégantic), P.Q.
Téléphone: 365-4646 ou 365-4317. 2890-0

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, May 28, 1963, at 8:30 o'clock p.m., in the parish hall, Laurierville, county of Megantic.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laurierville, (County of Megantic), May 6, 1963.

GILLES MERCIER,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O. Box 26,
133 Dubé Street, Laurierville, (Megantic), P.Q.
Telephone: 365-4646 or 365-4317. 2890

**Les commissaires d'écoles (protestantes)
pour la municipalité de Châteauguay**
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Peter L. Ross, c.a., secrétaire-trésorier, 206, avenue McLeod, Châteauguay, comté de Châteauguay, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, 27 mai 1963, pour l'achat de \$470,000 d'obligations des commissaires d'écoles (protestantes) pour la municipalité de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 25 janvier 1963 — construction d'une annexe de 10 classes à l'école secondaire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$470,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1964.....x	\$42,500
1er juillet 1965.....x	45,000
1er juillet 1966.....x	48,000
1er juillet 1967.....x	50,500
1er juillet 1968.....x	53,500
1er juillet 1969.....	10,000
1er juillet 1970.....	10,500
1er juillet 1971.....	11,000
1er juillet 1972.....	12,000
1er juillet 1973.....	12,500
1er juillet 1974.....	13,000
1er juillet 1975.....	14,000
1er juillet 1976.....	15,000
1er juillet 1977.....	16,000
1er juillet 1978.....	16,500
1er juillet 1979.....	17,500
1er juillet 1980.....	19,000
1er juillet 1981.....	20,000
1er juillet 1982.....	21,000
1er juillet 1983.....	22,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$235,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$47,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

**The (Protestant) school commissioners
for the municipality of Châteauguay**
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Peter L. Ross, c.a., secretary-treasurer, 206 McLeod Avenue, Châteauguay, county of Châteauguay, until 8:00 o'clock p.m., Monday, May 27, 1963, for the purchase of an issue of \$470,000 of bonds of the (Protestant) school commissioners for the municipality of Châteauguay, county of Châteauguay, dated July 1, 1963 and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated January 25, 1963 — building of a ten-room extension to the Secondary School.

For adjudication purposes only, computation of interest shall be made as from July 1st, 1963.

Table of redemption — \$470,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1964.....x	\$42,500
July 1, 1965.....x	45,000
July 1, 1966.....x	48,000
July 1, 1967.....x	50,500
July 1, 1968.....x	53,500
July 1, 1969.....	10,000
July 1, 1970.....	10,500
July 1, 1971.....	11,000
July 1, 1972.....	12,000
July 1, 1973.....	12,500
July 1, 1974.....	13,000
July 1, 1975.....	14,000
July 1, 1976.....	15,000
July 1, 1977.....	16,000
July 1, 1978.....	16,500
July 1, 1979.....	17,500
July 1, 1980.....	19,000
July 1, 1981.....	20,000
July 1, 1982.....	21,000
July 1, 1983.....	22,500

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$235,000, granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$47,000 each, from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au siège social de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles (protestantes) qui sera tenue lundi, le 27 mai 1963 à 8 heures p.m., à 206, avenue McLeod, Châteauguay, comté de Châteauguay.

Les commissaires d'écoles (protestantes) se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay, (Comté de Châteauguay), ce 8e jour de mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,

PETER L. ROSS, C.A.

206, avenue McLeod,

Châteauguay (Châteauguay), P.Q.

Téléphone: 692-6661.

2898

Paroisse de St-Augustin
Comté de Lac St-Jean-Ouest

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Joseph Pednault, secrétaire-trésorier, St-Augustin, comté de Lac St-Jean-Ouest, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 27 mai 1963, pour l'achat de \$145,000 d'obligations de la paroisse de St-Augustin, comté de Lac St-Jean-Ouest, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 4 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$145,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1964	\$ 2,000
1er juillet 1965	2,000
1er juillet 1966	2,000
1er juillet 1967	2,000
1er juillet 1968	2,500
1er juillet 1969	2,500
1er juillet 1970	2,500
1er juillet 1971	2,500
1er juillet 1972	3,000
1er juillet 1973	3,000
1er juillet 1974	3,500
1er juillet 1975	3,500
1er juillet 1976	3,500
1er juillet 1977	4,000
1er juillet 1978	4,000
1er juillet 1979	4,500
1er juillet 1980	4,500
1er juillet 1981	5,000
1er juillet 1982	5,000
1er juillet 1983	83,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the principal office of the same bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemed by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the (Protestant) school commissioners to be held on Monday, May 27, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at 206 McLeod Avenue, Châteauguay, county of Châteauguay.

The (Protestant) school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay, (County of Châteauguay), this 8th of May, 1963.

PETER L. ROSS, C.A.,

Secretary-Treasurer.

206 McLeod Avenue,

Châteauguay, (Châteauguay), P.Q.

Téléphone: 692-6661.

2898-0

Parish of St-Augustin
County of Lake St-John, West

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Joseph Pednault, secretary-treasurer, St-Augustin, county of Lake St-John West, until 8:00 o'clock p.m. Monday, May 27, 1963, for the purchase of an issue of \$145,000 of bonds for the parish of St-Augustin, county of Lake St-John, West, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on January 1 and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 4 — work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$145,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1964	\$ 2,000
July 1, 1965	2,000
July 1, 1966	2,000
July 1, 1967	2,000
July 1, 1968	2,500
July 1, 1969	2,500
July 1, 1970	2,500
July 1, 1971	2,500
July 1, 1972	3,000
July 1, 1973	3,000
July 1, 1974	3,500
July 1, 1975	3,500
July 1, 1976	3,500
July 1, 1977	4,000
July 1, 1978	4,000
July 1, 1979	4,500
July 1, 1980	4,500
July 1, 1981	5,000
July 1, 1982	5,000
July 1, 1983	83,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dolbeau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 mai 1963, à 8 heures du soir, dans le soubassement du couvent, St-Augustin, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Augustin, (Comté de Lac St-Jean-Ouest), ce 8 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH PEDNAULT.

St-Augustin, (Lac St-Jean-Ouest), P.Q.
Téléphone: 374-5449 par Péribonka. 2899-0

Ville de St-Félicien
Comté de Lac St-Jean Ouest

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. A. Blouin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 84, Boulevard Sacré-Cœur, St-Félicien, comté de Lac St-Jean Ouest, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 29 mai 1963, pour l'achat de \$226,000 d'obligations de la ville de St-Félicien, comté de Lac St-Jean Ouest, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 171 — \$226,000, renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$226,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1964	\$ 6,000
1er juillet 1965	6,500
1er juillet 1966	6,500
1er juillet 1967	7,000
1er juillet 1968	7,000
1er juillet 1969	7,000
1er juillet 1970	7,500
1er juillet 1971	7,500
1er juillet 1972	8,000
1er juillet 1973	8,000
1er juillet 1974	8,500
1er juillet 1975	8,500
1er juillet 1976	9,000
1er juillet 1977	9,000
1er juillet 1978	9,500
1er juillet 1979	9,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dolbeau.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 27, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the basement of the Convent, St-Augustin, county of Lake St-John, West.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Augustin, (County of Lake St-John, West), May 8, 1963.

JOSEPH PEDNAULT,
Secretary-Treasurer.

St-Augustin, (Lake St-John, West), P.Q.
Telephone: 374-5449 through Péribonka. 2899

Town of St-Félicien
County of Lake St-John-West

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. Blouin, secretary-treasurer, Town Hall, 84 Sacré-Cœur, Blvd., St-Félicien, county of Lake St. John West, until 8:00 o'clock p.m. Wednesday, May 29, 1963, for the purchase of an issue of \$226,000 of bonds for the town of St-Félicien, county of Lake St. John West, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 171 — \$226,000, loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$226,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1964	\$ 6,000
July 1, 1965	6,500
July 1, 1966	6,500
July 1, 1967	7,000
July 1, 1968	7,000
July 1, 1969	7,000
July 1, 1970	7,500
July 1, 1971	7,500
July 1, 1972	8,000
July 1, 1973	8,000
July 1, 1974	8,500
July 1, 1975	8,500
July 1, 1976	9,000
July 1, 1977	9,000
July 1, 1978	9,500
July 1, 1979	9,500

1er juillet 1980	\$10,000
1er juillet 1981	10,500
1er juillet 1982	10,500
1er juillet 1983	70,000

July 1, 1980	\$10,000
July 1, 1981	10,500
July 1, 1982	10,500
July 1, 1983	70,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Félicien, comté de Lac St-Jean Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi le 29 mai 1963 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 84, Boulevard Sacré-Cœur, St-Félicien, comté de Lac St-Jean Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Félicien, (Comté de Lac St-Jean Ouest), ce 8 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
J. A. BLOUIN.

Hôtel de Ville,
84, Boul. Sacré-Cœur, C.P. 335,
St-Félicien, (Lac St-Jean Ouest), P.Q.,
Téléphone: 679-0251. 2900-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Juste-du-Lac Comté de Témiscouata

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Albert Lebel, secrétaire-trésorier, St-Juste-du-Lac, comté de Témiscouata, jusqu'à 8 heures p.m., dimanche, le 26 mai 1963, pour l'achat de \$106,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Juste-du-Lac, comté de Témiscouata, datées du 1er juillet 1963 et remboursables par séries du 1er juillet 1964 au 1er juillet 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 19 mars 1963 — telle que modifiée — agrandissement de l'école élémentaire du village.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1963.

Tableau d'amortissement — \$106,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1964	x \$23,500
1er juillet 1965	x 25,000
1er juillet 1966	x 26,500
1er juillet 1967	1,000
1er juillet 1968	1,000
1er juillet 1969	1,000
1er juillet 1970	1,500
1er juillet 1971	1,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Félicien, county of Lake St. John West.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, May 29, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 84 Sacré-Cœur Blvd., St-Félicien, county of Lake St. John, West.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Félicien, (County of Lake St. John, West), May 8, 1963.

J. A. BLOUIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
84 Sacré-Cœur Blvd., P.O.B. 335,
St-Félicien, (Lake St. John, West), P.Q.,
Telephone: 679-0251. 2900

The school commissioners for the municipality of St-Juste-du-Lac County of Témiscouata

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Albert Lebel, secretary-treasurer, St-Juste-du-Lac, county of Témiscouata, until 8:00 o'clock p.m., on Sunday, May 26, 1963, for the purchase of an issue of \$106,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Juste-du-Lac, county of Témiscouata, dated July 1, 1963, and redeemable serially from July 1, 1964 to July 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of March 19, 1963 — as amended — enlarging of the village elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1963.

Table of redemption — \$106,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1964	x \$23,500
July 1, 1965	x 25,000
July 1, 1966	x 26,500
July 1, 1967	1,000
July 1, 1968	1,000
July 1, 1969	1,000
July 1, 1970	1,500
July 1, 1971	1,500

1er juillet 1972	\$ 1,500	July 1, 1972	\$ 1,500
1er juillet 1973	1,500	July 1, 1973	1,500
1er juillet 1974	1,500	July 1, 1974	1,500
1er juillet 1975	2,000	July 1, 1975	2,000
1er juillet 1976	2,000	July 1, 1976	2,000
1er juillet 1977	2,000	July 1, 1977	2,000
1er juillet 1978	2,000	July 1, 1978	2,000
1er juillet 1979	2,000	July 1, 1979	2,000
1er juillet 1980	2,500	July 1, 1980	2,500
1er juillet 1981	2,500	July 1, 1981	2,500
1er juillet 1982	2,500	July 1, 1982	2,500
1er juillet 1983	3,000	July 1, 1983	3,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$81,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de \$27,000 chacun, de 1964 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Notre-Dame-du-Lac.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le pix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 26 mai 1963, à 8 heures du soir, en la salle du couvent, St-Juste-du-Lac, comté de Témiscouata.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Juste-du-Lac, (Comté de Témiscouata),
8 mai 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT LEBEL.

St-Juste-du-Lac, (Témiscouata), P. Q.
Téléphone: 899-6547. 2901-0

The letters "x" indicate the years during which annual payment of a total amount of \$81,000 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of \$27,000 each, from 1964 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Notre-Dame-du-Lac.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Sunday, May 26, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the hall of the convent, St-Juste-du-Lac, county of Témiscouata.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Juste-du-Lac, (County of Témiscouata),
May 8, 1963.

ALBERT LEBEL,
Secretary-Treasurer.

St-Juste-du-Lac, (Témiscouata), P.Q.
Téléphone: 899-6547. 2901

Syndicats professionnels

Syndicat National des Métiers Spécialisés de la Construction (C.S.N.)

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 14 mars 1963, autorisé le changement de nom du « Syndicat National Catholique des Métiers Spécialisés de la Construction des Cantons de l'Est », dont la constitution a été autorisée le 23 novembre 1960, et dont le siège social est situé à Sherbrooke, en celui de « Syndicat National des Métiers Spécialisés de la Construction (C.S.N.) », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 15 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2842-0

Professional Syndicates

Syndicat National des Métiers Spécialisés de la Construction (C.S.N.)

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 14, 1963, authorized the change of name of "Syndicat National Catholique des Métiers Spécialisés de la Construction des Cantons de l'Est", the incorporation of which was authorized on November 23, 1960, and whose head office is situated at Sherbrooke, into that of "Syndicat National des Métiers Spécialisés de la Construction (C.S.N.)" and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec March 15, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2842

La Fraternité des Travailleurs d'Abattoir*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de "La Fraternité des Travailleurs d'Abattoir", a été autorisée par le Secrétaire de la province le 29 avril 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Jean-Baptiste, comté de Rouville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Québec, le 1er mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

2851-0

RAYMOND DOUVILLE.

La Fraternité des Travailleurs d'Abattoir*(Professional Syndicates' Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "La Fraternité des Travailleurs d'Abattoir", has been authorized by the Provincial Secretary on April 29, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Jean-Baptiste, county of Rouville, judicial district of St-Hyacinthe.

Quebec, May 1, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

2851

*Assistant Secretary of the Province.***Electronic and Gyro Workers Association***(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Electronic and Gyro Workers Association », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 3 mai 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 7 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

2891-0

RAYMOND DOUVILLE.

Electronic and Gyro Workers Association*(Professional Syndicates' Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Electronic and Gyro Workers Association", has been authorized by the Provincial Secretary on May 3, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, May 7, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

2891

*Assistant Secretary of the Province.***Vente — Loi de faillite****Paul-Émile Lavigne**

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure « En faillite », No 1190 (1962). Dans l'affaire de la faillite de Paul-Émile Lavigne, éleveur de porcs, rang St-Édouard, St-Simon, comté de Bagot, Qué.

Vente à l'encan

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le VINGTIÈME jour de JUN 1963, à DIX heures de l'avant midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de St-Simon, comté de Bagot, Qué., l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Une terre située dans le rang St-Édouard en la paroisse de St-Simon, contenant deux arpents de largeur par vingt-et-un arpents de longueur plus ou moins entre Charles Chevette et Oscar Langelier et leurs représentants, le tout sans aucune garantie de mesure précise, le plus ou moins devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur quelque grande qu'en soit la différence, ladite terre connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de St-Simon, dans le comté de Bagot, sous le numéro trois cent soixante-seize (No 376), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi sur la faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour la division numéro 1, district de Montréal.

Condition de paiement: argent comptant.
Victoriaville, ce 7 mai 1963.

Le Syndic,

JEAN ROY, C.A.

2892-19-2-0

Sale — Bankruptcy Act**Paul-Émile Lavigne**

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court "in bankruptcy", No. 1190 (1962), in the matter of bankruptcy of Paul-Émile Lavigne, pig breeder, St-Édouard range, St-Simon, county of Bagot, Que.

Sale by auction

Notice is hereby given that, on THURSDAY, the TWENTIETH day of JUNE, 1963, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction, at the parochial church door of St-Simon, county of Bagot, Que., the immoveable hereinafter described, to wit:

"A farm situated on St-Édouard range in the parish of St-Simon, measuring two arpents in width by twenty-one arpents, in depth, more or less, between Charles Chevette and Oscar Langelier and their representatives, the whole without any guarantee of precise measure, the more or less to be to the profit or loss of the purchaser, however large may be the difference; the said farm is known and designated in the official cadaster of the parish of St-Simon, in the county of Bagot, under number three hundred and seventy-six (No. 376), with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

This immoveable is to be offered in sale to the highest and last bidder, subject to rents and other servitudes which may exist.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719-A of the C.P.C. and also to section 55 of the Bankruptcy Act; this sale is equivalent to a Sheriff's sale. The whole according to a judgment rendered by the Honourable Bankruptcy Tribunal, for division number 1, district of Montréal.

Conditions of payment: Cash.
Victoriaville, May 7, 1963.

JEAN ROY, C.A.,

Trustee.

2892-19-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC: est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

District de St-François et Beauce

Cour de Magistrat, { **LA BANQUE PROVIN-**
No 69,030. { **CIALE DU CANA-**

DA, corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, contre HUBERT BLAIS de Spaulding, comté de Frontenac, district de Beauce, à savoir:

« Les lots onze et douze (11 et 12) rang six (6) aux plan et livre de renvoi pour le cadastre officiel du canton de Spaulding, avec bâtisses dessus construites ».

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Hubert de Spaulding, comté de Frontenac, le TREIZIÈME jour du mois de JUIN 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ADOLPHE RENEY,
St-Joseph de Beauce, le 2 mai 1963. 2857-19-2-o
[Première insertion: 11 mai 1963]
[Seconde insertion: 25 mai 1963]

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { **ÉOPOLD DUMAS, in-**
No 25,956. { **dustriel, Saint-Côme,**

comté de Beauce, contre JAC-
QUES NADEAU du même lieu, à savoir:

« Lot 6-3, section B, Linière, situé dans le rang 4 de St-Côme, Beauce, avec bâtisses qui s'y trouvent.

La demi sud-est du lot 4-4, section B, Linière, avec bâtisses dessus consruites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Côme, comté de Beauce, le TREIZIÈME jour du mois de JUIN 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ADOLPHE RENEY,
St-Joseph de Beauce, 2 mai 1963. 2866-19-2-o
[Première insertion: 11 mai 1963]
[Seconde insertion: 25 mai 1963]

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **THE MANUFACTURERS**
No 32,942. { **LIFE INSURANCE**

COMPANY, corps politique et incorporé dûment incorporé, ayant son bureau chef en la cité de Toronto, Province d'Ontario et sa principale place d'affaires pour la Province de Québec en la cité et district de Montréal, demandeur; vs J. E. LOUIS TREMBLAY, de la ville

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis and Beauce

Magistrate's Court, { **THE PROVINCIAL**
No. 69,030. { **BANK OF CANA-**

DA, body politic and corporate, having its head office and main place of business in the city and district of Montreal, versus HUBERT BLAIS, of Spaulding, county of Frontenac, district of Beauce, to wit:

"Lots eleven and twelve (11 and 12), range six (6) in the plan and book of reference for the official cadaster of the township of Spaulding, with the buildings thereon constructed."

To be sold "en bloc" at the parochial Church door, in the parish of St-Hubert de Spaulding, county of Frontenac, on the THIRTEENTH day of the month of JUNE, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

ADOLPHE RENEY,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
St-Joseph de Beauce, May 2, 1963. 2857-19-2
[First insertion: May 11, 1963]
[Second insertion: May 25, 1963]

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { **ÉOPOLD DUMAS, in-**
No. 25,956. { **dustrialist, Saint-Côme,**

county of Beauce, against
JACQUES NADEAU of the same place, to wit:

"Lot 6-3, section B, Linière, situated in range 4 of St-Côme, Beauce, with buildings to be found thereon.

The southeast half of lot 4-4, section B, Linière, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door in the parish of St-Côme, county of Beauce, on the THIRTEENTH day of the month of JUNE, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADOLPHE RENEY,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
St-Joseph de Beauce, May 2, 1963. 2866-19-2
[First insertion: May 11, 1963]
[Second insertion: May 25, 1963]

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, { **THE MANUFACTURERS**
No. 32,942. { **LIFE INSURANCE**

COMPANY, a body politic and corporate duly incorporated having its head office in the city of Toronto, Province of Ontario and its principal place of business for the Province of Quebec in the city and district of Montreal, plaintiff; vs J. E. LOUIS TREM-

de Kénogami, district of Chicoutimi, et y demeurant au 65 rue Cabot, défendeur.

Un terrain ou emplacement de forme irrégulière, formant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-sept (ptie 697), au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, d'une superficie de sept mille six cent trente-trois pieds carrés (7,633 p.c.), mesurant soixante-quinze (75') pieds dans sa ligne sud-ouest (rue Garnier); cent sept pieds et sept dixièmes (107.7') dans sa ligne nord-ouest; cent pieds (100') dans sa ligne sud-est; soixante-quinze pieds et cinquante-cinq centièmes (75.55') dans sa ligne nord-est; et borné comme suit: du côté nord-ouest par la partie non subdivisée du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-sept (697); du côté sud-est par le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-sept-quarante-deux (No. 697-42); du côté nord-est par le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-sept-trente-huit (No 697-38); et du côté sud-ouest par la rue Garnier, le tout avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Sujet aux droits de servitudes concédés en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, relativement à une ligne de transmission et de distribution d'énergie électrique, tel qu'il appert d'un acte passé devant le notaire C. E. Boivin, le treize octobre mil neuf cinquante-trois, et enregistré à Chicoutimi, le 13 octobre de la même année, sous le numéro 116,299.

Ladite partie du lot No 697 est maintenant connue comme étant: Un terrain formé du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-sept-quarante-trois (No. 697-43) du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Conformément au jugement du Protonotaire en date du 3 avril 1963, une somme de \$554.00 comme dépôt sera exigée de tout enchérisseur.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de Justice, à Chicoutimi, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de MAI 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Chicoutimi, le 11 avril 1963. *RENÉ DÉLISLE.*
2687-16-2-0

BLAY, of the town of Kénogami, district of Chicoutimi, and there residing at 65 Cabot Street, defendant.

A lot of land or emplacement of irregular form, forming part of lot number six hundred and ninety-seven (Pt. 697), on the official cadaster of the town of Chicoutimi, of an area of seven thousand six hundred and thirty-three square feet (7,633 sq. ft.), measuring seventy-five (75') feet in its southwesterly line (Garnier Street); one hundred and seven feet and seven-tenths (107.7') in its northwesterly line; one hundred feet (100') in its southeasterly line; seventy-five feet and fifty-five one-hundredths (75.55') in its northeasterly line; and bounded as follows: from the northeast side by the undivided part of lot number six hundred and ninety-seven (697); on the southeast side, by lot number six hundred and ninety-seven-forty-two (No. 697-42); on the northeast side, by lot number six hundred and ninety-seven-thirty-eight (No. 697-38); and on the southwest side, by Garnier Street, the whole with building thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to the rights of servitudes conceded in favour of the Saguenay Electric Company, relative to a transmission and distribution line of electric power, as shown in deed passed before Notary C. E. Boivin, on October thirteen, one thousand nine hundred and fifty-three, and registered at Chicoutimi, on October 13, of the same year, under number 116,299.

The said part of lot No. 697 is presently known as being: "A lot of land formed from lot number six hundred and ninety-seven-forty-three (No. 697-43) of the official cadaster of the town of Chicoutimi with buildings, circumstances and dependencies.

In conformity with judgment of the Prothonotary dated April 3, 1963, an amount of \$554.00 as deposit required from any bidder.

To be sold at my office, at the Court House, at Chicoutimi, on the TWENTY-THIRD day of the month of MAY, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *RENÉ DÉLISLE,*
Chicoutimi, April 11, 1963. *Sheriff.*
2687-16 2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **NORMANDIE ENTER-
No 35671. PRISES INC.,** corps
politique légalement constitué, ayant son siège social en la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse, vs **IMMEUBLES GIGUÈRE REALTIES INC.,** corps politique légalement constitué ayant son siège social en les cité et district de Montréal, et une place d'affaires à Piedmont, district de Terrebonne, demanderesse.

« Un emplacement désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, comme étant une partie du lot numéro vingt-sept (P. No 27), mesurant deux cent soixante-dix-sept pieds et six pouces de largeur au bord de l'eau, soit au sud, par toute la profondeur qu'il y a à partie du bord de l'eau ou Rivière Ottawa, en allant vers le nord, jusqu'à cent trente pieds de la route Montréal-Hull ou route No 8, et ensuite ledit emplacement prendre une largeur de deux cent cinquante pieds en

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **NORMANDIE ENTER-
No. 35671. PRISES INC.,** a body
politically legally incorporated, having its head office in the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff vs **IMMEUBLES GIGUÈRE REALTIES INC.,** a body politically legally incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, and a place of business at Piedmont, district of Terrebonne, defendant.

«An emplacement designated on the official plan and book of reference for the parish of Notre-Dame de Bonsecours, as being part of lot number twenty-seventh (P. No. 27), measuring two hundred and seventy-seven feet and six inches in width on the shore line, namely, on the south, by all the depth there is from the shore line or the Ottawa River, going towards the north, as far as one hundred and thirty feet long from the Montreal-Hull highway or highway No. 8, and then, the said emplacement, a width

rétrécissant à l'est et se continuant vers le nord, jusqu'à la route No 8 soit la route Montréal-Hull, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Ledit emplacement étant borné comme suit: au nord, par la route No 8, soit la route Montréal-Hull; à l'est par le résidu du lot No 27 dudit cadastre; au sud par la Rivière Ottawa et à l'ouest, par le lot No 28, avec toutes les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Fidèle, à Fassett, district de Hull, le VINGT-QUATRIÈME jour de MAI 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
ce 11 avril 1963. R. ST-PIERRE.
2688-16-2-0

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { RAOUL CAMPEAU & FA-
No 311. BIEN CAMPEAU,
tous deux commerçants, de
Templeton, faisant affaires ensemble à Temple-
ton, sous les nom et raison sociale de « Campeau
& Frères enrg., demandeurs, vs PHILIAS
LANTHIER, de Notre-Dame de la Paix, P.Q.,
défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant la juste moitié nord du lot numéro trois de la resubdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-un de la subdivision officielle du lot numéro six cent quarante-six, au cadastre officiel de la paroisse de St. André, Avellin (1/2 N. 646-81-3), mesurant ladite moitié nord, 96 pieds de largeur par 96 pieds de profondeur, bornée en front à l'ouest par la rue St. Paul (646-81-6), à l'est par le lot 646-81-2, au nord par le chemin public et au sud par la demie sud dudit lot. Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame de la Paix, le QUATORZIÈME jour de JUIN, 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Ce 30 avril, 1963. R. ST-PIERRE.
2878-19-2-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { DAME MARIE ANNE
Kamouraska, ROC H E T T E
No 6239. RIOUX, demanderesse; vs
JOS T. DUBÉ, défendeur.

« Le lot numéro 12 rang 3 du canton Packington, sis a St-Marc du Lac Long, d'une superficie de cent cinquante-trois acres, comprenant une superficie de cent acres dans sa partie sud-ouest, suivant un billet de location portant le numéro 101,843, et une superficie de cinquante-trois acres dans sa partie nord-est suivant un billet de location portant le numéro 101,844, le tout avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, le VINGTIÈME (20e) jour de JUIN 1963, à TROIS (3) heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN.
ce 7 mai 1963. 2893-19-2-0
[Première insertion: le 11 mai 1963]

two hundred and fifty feet in narrowing on the east and continuing towards the north to the highway No. 8 namely, the Montreal-Hull highway. The whole English measure and more or less.

The said emplacement being bounded as follows: to the north by highway No. 8 namely, the Montreal-Hull highway; to the east by the residue of lot No. 27 on the official cadaster; to the south by Ottawa River and to the west by lot No. 28, with all buildings thereon erected." »

To be sold at the church door of St-Fidèle in Fassett, district of Hull, on the TWENTY-FOURTH day of MAY, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *R. ST-PIERRE,*
April 11, 1963. Sheriff.
2688-16-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { RAOUL CAMPEAU & FA-
No. 311. BIEN CAMPEAU,
both traders, of Templeton,
carrying on business together in Templeton under
the name and style of "Campeau & Frères enrg.",
plaintiffs, vs PHILIAS LANTHIER, of Notre-
Dame de la Paix, P.Q., defendant.

« An emplacement known and designated as being the exact north half of lot number three of the official resubdivision of lot number eighty-one of the official subdivision of lot number six hundred and forty-six in the official cadaster of the parish of St. André Avellin (N. 1/2 646-81-3), the said north half measuring 96 feet in width by 96 feet in deph, bounded in front, on the west, by St. Paul St. (646-81-6), on the east by lot 646-81-2, on the north by the public road, and on the south by the south half of the said lot. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies." »

To be sold at the church door of Notre-Dame de la Paix, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *R. ST-PIERRE,*
April 30, 1963. Sheriff.
2878-19-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { DAME MARIE ANNE
Kamouraska, ROC H E T T E
No. 6239. RIOUX, plaintiff; vs JOS
T. DUBÉ, defendant.

« Lot number 12, range 3, of the township of Packington, situated at St-Marc du Lac Long, of an area of one hundred and fifty-three acres, comprising an area of one hundred acres in its south-west part, according to a location ticket bearing number 101,843, and an area of fifty-three acres in its north-east part according to a location ticket bearing number 101,844, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies." »

To be sold at the church door of Rivière-Bleue, county of Témiscouata, the TWENTIETH (20th) day of JUNE, 1963, at THREE (3) o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *MAURICE MORIN,*
Rivière-du-Loup, Sheriff.
May 7, 1963. 2893-19-2
[First insertion: May 11, 1963]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { J. A. LÉVESQUE, agent
No. 118,210. { J. d'assurance, de la Cité
de Québec, contre ISIDORE

GOSSSELIN, 1270 Royale, Villeneuve, Québec 5, et ERNEST GOSSSELIN, 337 Ave Royale, St-Laurent, I.O., comté de Montmorency, Qué.

« Partie du lot numéro (24) vingt-quatre du cadastre officiel pour la paroisse de St-Laurent, I.O., avec bâtisses, côté nord du chemin royal, mesurant un arpent, deux perches de front sur le chemin, sur la profondeur depuis le chemin au sud, jusqu'au haut de la falaise; bornée au sud au chemin, au nord au lot numéro 23 appartenant à Jos. Vaillancourt ou représentants, à l'ouest au lot 25, appartenant à Oscar Lachance ou représentants et à l'est au lot 22, appartenant à Gaudioise Vaillancourt, avec droit de passage pour se rendre au Fleuve St-Laurent dans le chemin de Dame Jeanne Toussaint Therrien, situé au sud du chemin sur le même lot. Les bâtisses construites sur lesdits lots comprennent une maison sise au numéro 337 Avenue Royale, St-Laurent et un entrepôt à l'est de la maison. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Laurent, I.O., comté de Montmorency, le VINGT-QUATRIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,

Québec, le 16 avril 1963.

2689-16-2-0

[Première insertion: 20 avril 1963.]

[Deuxième insertion: 11 mai 1963.]

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, { CORPORATION DE
No 118-066. { FINANCE BELVÉ-

DÈRE, corps politique ayant son principale bureau d'affaires à 425 est, boul. Charest, cité et district de Québec, demanderesse; vs DAME VVE JOSEPH DESBIEN, résidant et domicilié dans la paroisse de St-Urbain, district de Saguenay, défenderesse.

« Un emplacement mesurant environ cent pieds de largeur sur deux cent cinquante pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, tel que clôturé, sans garantie de contenance, désigné comme étant une partie du lot six cent dix (610), au cadastre officiel de la paroisse de St-Urbain, rang St-Jérôme, avec une maison et dépendances dessus érigées; borné en front vers l'est par le chemin public, et des deux autres côtés par le résidu du dit lot six cent dix. »

À distraire: l'emplacement vendu à l'abbé Adrien Larouche, acte enregistré sous le numéro 36,554.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Urbain, comté de Charlevoix, le DOUZIÈME jour de JUIN 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

ELZÉAR VILLENEUVE.

Bureau du Shérif,

La Malbaie, le 2 mai 1963.

2867-19-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { J. A. LÉVESQUE, insu-
No. 118,210. { rance agent, of the city
of Québec, vs ISIDORE GOS-

SELIN, 1270 Royale, Villeneuve, Québec 5, and ERNEST GOSSSELIN, 337 Royale Avenue, St-Laurent, I.O., county of Montmorency, Qué.

« Part of lot number (24) twenty-four of the official cadaster for the parish of St-Laurent, I.O., with buildings, north side of the royal road, measuring one arpent, two rods fronting the road, by the depth from the road to the south, up to the height of the cliff; bounded on the south by the road, on the north by lot number 23 belonging to Jos. Vaillancourt or representatives, on the west by lot 25, belonging to Oscar Lachance or representatives and on the east by lot 22, belonging to Gaudioise Vaillancourt, with the right or way to lead to the St-Lawrence River in the road of Dame Jeanne Toussaint Therrien, situated on the south of the road on the same lot. The buildings erected on the said lots comprising one house situated at number 337 Royale Avenue, St-Laurent, and a warehouse on the east of the house. »

To be sold at the church door of St-Laurent, I.O., county of Montmorency, the TWENTY-FOURTH day of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, April 16, 1963.

2689-16-2-0

[First insertion: April 20, 1963.]

[Second insertion: May 11, 1963.]

SAGUENAY

Canada — Province of Québec
District of Saguenay

Superior Court, { CORPORATION DE
No. 118-066. { FINANCE BELVÉ-

DÈRE, a body politic having its head business office at 425 Charest Blvd., East, city and district of Québec, plaintiff; vs DAME WIDOW JOSEPH DESBIEN, residing and domiciled in the parish of St-Urbain, district of Saguenay, defendant.

« An emplacement measuring about one hundred feet in width by two hundred and fifty feet in depth, more or less, English measure, as fenced-in, without guarantee of area, designated as being a part of lot six hundred and ten (610), on the official cadaster of the parish of St-Urbain, range St-Jérôme, with a house and dependencies thereon erected; bounded in front on the east by the public road, and on the two other sides by the residue of the said lot six hundred and ten. »

To withdraw: the emplacement sold to Father Adrien Larouche, deed registered under number 36,554.

To be sold at the church door of the parish of St-Urbain, county of Charlevoix, on the TWELFTH day of JUNE, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,

Sheriff of Saguenay.

Sheriff's Office,

La Malbaie, May 2, 1963.

: 867-19-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de Saint-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, { **THÉO LANGLOIS LTÉE,**
No 23 556. { corporation légalement
constituée, ayant sa place
d'affaires en la cité de Magog, district de Saint-
François, demanderesse, vs **LÉOPOLD LABON-**
TÉ, résidant à R.R. 5, Magog, district de St-
François, défendeur.

« Ce certain lot de terre primitivement désigné sous le numéro vingt-trois (23) du onzième rang du canton Orford et maintenant connu comme étant le lot numéro six cent soixante-quinze (675) sur les plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton Orford, avec toutes améliorations dessus faites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement, rue Bank, Sherbrooke, le **DOUZIÈME** jour de **JUIN** 1963, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **DONAT JACQUES.**
Sherbrooke, 3 mai 1963. 2872-19-2-o
[Première insertion, le 11 mai 1963]

Fieri Facias de Terris

District de Saint-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, { **NEW HEALTH KIT -**
No 25,547. { **CHEN EQUIPMENT**
LTD, corporation civile léga-
lement constituée et ayant une place d'affaire
dans les cité et district de Montréal, demande-
resse, vs **ALFRED BLANCHETTE,** domicilié à
Asbestos, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

« Le lot No cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot primitif No sept « B » (7B-55) dans le deuxième rang du canton de Shipton, mesurant cent pieds (100') de largeur par cent quatre pieds (104') de profondeur dans la ligne sud-ouest et cent treize pieds et six dixièmes de pieds (113.6') de profondeur dans la ligne nord-est, le tout en mesure anglaise, plus ou moins; avec les bâtisses.

« Un certain terrain connu et désigné comme étant la moitié sud-ouest du lot No cinquante-six de la subdivision officielle du lot primitif No sept « B » (½ S.O. 7B-56) dans le deuxième rang du canton de Shipton, borné en front vers le nord-ouest par le lot 7B-86 (rue), d'un côté vers le sud-ouest par le lot 7B-55, en arrière vers le sud-est par le lot 7B-67 et de l'autre côté vers le nord-est par le résidu dudit lot 7B-56, mesurant cinquante pieds (50') de largeur par cent treize pieds et six dixièmes de pied (113.6') de profondeur dans la ligne sud-ouest. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Isaac Jogues d'Asbestos, le **ONZIÈME** jour de **JUIN** 1963, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **DONAT JACQUES.**
Sherbrooke, le 3 mai 1963. 2873-19-2-o
[Première insertion le 11 mai 1963]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue
Province de Québec

Cour Supérieure, { **DAME OZELINA BOU-**
Ville Marie, { **LANGER,** veuve de
No 1170. { **Hormisdas Boulanger** de son
vivant cultivateur domicilié à

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of St-Francis, Sherbrooke,

Superior Court, { **THÉO LANGLOIS LTÉE,**
No. 23 556. { corporation legally con-
stituted, having its place of
business in the city of Magog, district of St-
Francis, plaintiff, vs **LÉOPOLD LABONTÉ,**
residing at R.R. 5, Magog, district of St-Francis,
defendant.

“That certain lot of land originally designated under the number twenty-three (23) of the eleventh range of the township Orford and now known as being lot number six hundred and seventy-five (675) on the official plan and book of reference for the said township Orford, with all the improvements thereon made, circumstances and dependencies.”

To be sold at the registry office, Bank street, Sherbrooke, the **TWELFTH** day of **JUNE** 1963, at **TEN** o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
Sherbrooke, May the 3rd, 1963. 2872-19-2-o
[First insertion, the 11th of May, 1963]

Fieri Facias de Terris

District of St-Francis — Sherbrooke

Superior Court, { **NEW HEALTH KIT -**
No. 25,547. { **CHEN EQUIPMENT**
LTD, civil corporation legal-
ly constituted and having a place of business in
the city and district of Montreal, plaintiff, vs
ALFRED BLANCHETTE, domiciled at Asbes-
tos, district of St. Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

“Lot no fifty-five of the official subdivision of the original lot No. seven “B” (7B-55) in the second range of the township of Shipton, measuring one hundred feet (100') in width by one hundred and four feet (104') in depth in the south-west line and one hundred and thirteen feet and six tenths of feet (113.6') in depth in the north-east line, the whole in English measure, more or less; with buildings.

“A certain piece of ground known and designated as being the south-west half of lot No. fifty-six of the official subdivision of the original lot No. seven “B” (½ S.W. 7B-56) in the second range of the township of Shipton, bounded in front north-westerly by lot 7B-86 (street), on one side south-westerly by lot 7B-55, at the rear south-easterly by lot 7B-67 and on the other side north-easterly by the residue of said lot 7B-56, measuring fifty feet (50') in width by one hundred and thirteen feet and six tenths of feet (113.6') in depth in the south-west line.”

To be sold “en bloc” at the door of the parochial church of St-Isaac Jogues, Asbestos, on the **ELEVENTH** day of **JUNE** 1963, at **TEN** o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
Sherbrooke, May the 3rd, 1963. 2873-19-2-o
[First insertion, the 11th of May, 1963]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Témiscamingue
Province of Québec

Superior Court, { **DAME OZELINA BOU-**
Ville Marie, { **LANGER,** widow of
No. 1170. { **Hormisdas Boulanger,** in his
lifetime, farmer, domiciled at

Lorrainville elle-même domicilié à Lorrainville, district de Témiscamingue, demanderesse, vs GEORGES PÉTRIN ET ROSARIO PÉTRIN résidant à Béarn district de Témiscamingue, défendeurs.

L'angle sud-est du lot numéro 6, rang 7, canton de Duhamel, de $\frac{1}{2}$ acre en superficie; borné à l'est au chemin des cantons Duhamel et Laverlochère, au nord à un autre chemin public; à l'ouest et au sud au C.P.R. ainsi que les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Béarn, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q.
Le 11 avril 1963.

Le Shérif,
J.-P. HALLÉE.
2690-16-2-0

Lorrainville, his widow domiciled at Lorrainville, district of Témiscamingue, plaintiff, vs GEORGES PÉTRIN AND ROSARIO PÉTRIN, residing at Béarn, district of Témiscamingue, defendants.

The southeast angle of lot number 6, range 7, township of Duhamel, $\frac{1}{2}$ acre in area; bounded on the east by the townships of Duhamel and Laverlochère, on the north, by another public road; on the west and on the south, by the C.P.R., as well as the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Béarn, on the TWENTY-SEVENTH day of MAY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q.
April 11, 1963.

J.-P. HALLÉE,
Sheriff.
2690-16-2

Ventes pour taxes

Ville de Chibougamau

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'hôtel de ville, à la ville de Chibougamau, LUNDI, le DIXIÈME jour de JUIN, mil neuf cent soixante-trois, à DEUX heures p.m. pour taxes municipales et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances, ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

Sales for Taxes

Town of Chibougamau

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the said municipality, that the immovables hereinafter mentioned shall be sold by public auction, in the Town Hall, at the town of Chibougamau, MONDAY, the TENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-three, at TWO o'clock p.m. for municipal taxes and other dues, on the various lots of land below designated, unless the said taxes and dues be paid, with costs, before the sale, to wit:

Ville de Chibougamau — Town of Chibougamau

Noms — Names	Lots	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Total
Ariely, Benjamin.....	118.....	D.....	\$1,324.14	\$1,324.14

Canton MacKensie — Township MacKensie

Anfousse, Noël.....	113.....	D.....	\$ 908.99	\$ 908.99
Genest, Daniel et-and Jean.....	119.....	D.....	941.38	941.38
Lavergne, Lucien.....	110.....	D.....	1,082.79	1,082.79

Donné à Chibougamau, ce 25e jour d'avril 1963.

2803-18-2-0
Le Secrétaire-trésorier,
GERMAIN-M. JULIEN.

Given at Chibougamau, this 25th day of April, 1963.

2803-18-2
GERMAIN-M. JULIEN,
Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté de Mégantie

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI le DOUZIÈME jour de JUIN 1963 à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectées et des frais encourus.

Municipalité Halifax-Sud

Une partie du lot No 615, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Hali-

Municipality of the county Megantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, secretary-treasurer, that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY the TWELTH day of JUNE 1963 at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipality Halifax-South

A part of the lot No. 615, of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of

fax, contenant environ 8 à 10 acres en superficie, bornée d'un bout au sud-ouest par le cordon entre les rangs 7 et 8, à l'autre bout au nord-est par une autre partie du même lot, appartenant autrefois à Andrew J. Pidgeon et maintenant au Gouvernement Provincial, d'un côté au nord-ouest par le lot No 612, et de l'autre côté au sud-est par la rivière, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Sauf et à distraire une partie de ce lot exproprié par le Ministère de la Voirie par acte enregistré le 11 décembre 1954, sous le No 96207.

Connue comme appartenant à Albert Langlois. Taxes dues: \$168.19.

a) Un terrain situé dans le 9ème rang du canton d'Halifax, en la paroisse de Saint-Ferdinand, sur le bord du lac William, mesurant 90 pieds de largeur à son front, au lac William et 74 pieds de largeur en arrière par 100 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant une partie du lot No 651, bornée en avant au sud au lac William, en arrière au nord au chemin actuel des chalets, d'un côté à l'est à une autre partie dudit lot No 651 vendue à Ernest Langlois et de l'autre côté à l'ouest, à une autre partie dudit lot No 651 appartenant à Roselyne Bolduc, sans bâtisse. Avec droit de passage sur partie du lot No 651 dans le chemin des chalets.

b) Un terrain situé dans le 9ième rang du canton d'Halifax, en la paroisse de Saint-Ferdinand, au nord du chemin actuel des chalets construits sur le bord du lac William, ce terrain mesurant 174 pieds de largeur à son front, sur le chemin des chalets, par 90 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant une partie du lot No 651, bornée en avant au sud, au chemin actuel des chalets, en arrière au nord et des deux côtés à l'est et à l'ouest, à une autre partie dudit lot No 651 restant la propriété d'Ernest Langlois, la ligne ouest du terrain vendu étant la continuation en ligne droite de la ligne ouest du terrain vendu à Roselyne Bolduc, sur le bord du lac William, au sud du chemin des chalets, lequel chemin a une largeur de 20 pieds et la ligne est dudit terrain est la continuation en ligne droite de la ligne ouest du terrain ci-après décrit.

c) Un autre terrain situé dans le 9e rang du canton d'Halifax, en la paroisse de Saint-Ferdinand, sur le bord du lac William, mesurant 15 pieds de largeur à son front au lac William, et 15 pieds de largeur en arrière par 100 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant une partie du lot No 651, bornée en avant au sud au lac William, en arrière au nord au chemin actuel des chalets, d'un côté à l'est à une autre partie dudit lot No 651 vendue à Rosaire Cadorette et de l'autre côté à l'ouest à une autre partie dudit lot No 651 vendue à Armand Bolduc.

Avec droit de passage sur P. No 651.

Le tout connu comme appartenant à Armand Bolduc. Taxes dues: \$140.91.

Le lot No 651-21 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax.

Connu comme appartenant à Raymond Laliberté. Taxes dues: \$38.17.

Halifax, containing about 8 to 10 acres in superficies, bounded at one end to the southwest by the division line between ranges 7 and 8, at the other end to the northeast by another part of the same, heretofore belonging to Andrew J. Pidgeon and now belonging to the Provincial Government, on one side to the northwest by the lot No. 612 and on the other side to the southeast by the river, with all the buildings thereon erected.

Save and except a part of that lot expropriated by the Department of Roads by deed registered December 11, 1954, under the No. 96207.

Known as belonging to Albert Langlois. Taxes due: \$168.19.

a) A piece of land situated in the 9th range of the township of Halifax, in the parish of Saint-Ferdinand, on the shore of lake William, measuring 90 feet in width at the front at the lake William and 74 feet in width at the rear by 100 feet in depth, known and designated on the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, as being a part of the lot No. 651, bounded in front to the south by the lake William, in rear to the north at the actual road for the cottages, on one side to the east by another part of the said lot No. 651 sold to Ernest Langlois and on the other side to the west by another part of the same lot No. 651 belonging to Roselyne Bolduc, without building. With a right of way on a part of the said lot No. 651 on the road for the cottages.

b) A land situated in the 9th range of the township of Halifax, in the parish of Saint-Ferdinand, at the north of the actual road for cottages built on the shore of lake William, this land measuring 174 feet in width at its front, on the road for cottages, by 90 feet in depth, known and designated on the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being a part of the lot No. 651, bounded in front to the south, at the actual road for cottages, in rear to the north and on both sides at the east and west, by another part of the said lot No. 651 remaining the property of Ernest Langlois, the west line of the land sold being the continuation in straight line of the west line of the land sold to Roselyne Bolduc, on the shore of the lake William, south of the road used for cottages, which road has a width of 20 feet and the east line of the said land is the continuation in straight line of the west line of the land hereafter described.

c) Another land situated in the 9th range of the township of Halifax, in the parish of Saint-Ferdinand, on the shore of the lake William, measuring 15 feet in width at its front on the lake William and 15 feet in width at the rear by 100 feet in depth, known and designated on the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, as being a part of the lot No. 651, bounded in front to the south by the lake William, in rear to the north by the actual road for cottages, on one side to the east by another part of the said lot No. 651 sold to Rosaire Cadorette and on the other side to the west by another part of lot No. 651 sold to Armand Bolduc.

With a right of way on a part of lot No. 651.

The whole known as being to Armand Bolduc. Taxes due: \$140.91.

The lot No. 651-21 of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax.

Known as belonging to Raymond Laliberté. Taxes due: \$38.17.

Municipalité partie sud-ouest Halifax sud

Le lot No 111 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax.

Connu comme appartenant à Donat Baron. Taxes dues: \$70.48.

a) Le lot No 70 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, avec maison neuve, grange et écurie, mais avec réserve pour Albert Lemieux de sa maison et ses dépendances et de la partie de terrain réservée par lui et bornée en front au nord-est au chemin de front, en arrière au sud-ouest à une ligne de 20 pieds des bâtisses réservées, au nord-ouest à la clôture actuelle non loin de la maison et des bâtisses et de l'autre côté à 10 pieds au sud-est du chemin ou entrée d'Albert Lemieux, sur une profondeur à angle droit avec le chemin de front jusqu'à en gagnant vers le sud-ouest à la ligne de 20 pieds en arrière des bâtisses.

b) Le lot No 69, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, contenant 64 acres en superficie; avec réserve en faveur de J. Albert Lemieux du droit de coupe de bois mou pour un an à compter du 24 septembre 1956 et réserve d'un droit de passage pour sortir le bois coupé pendant tout ce temps.

Le tout connu comme appartenant à Donat Baron. Taxes dues: \$328.00.

Une partie du lot No 127, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Halifax, bornée d'un bout par le chemin situé dans le 3ième rang, à l'autre bout par le No 161, du même cadastre, d'un côté par Cyrille Marcoux, de l'autre côté par Napoléon Marcoux.

Connue comme appartenant à Lucien Dussault. Taxes dues: \$39.15.

Municipalité du canton d'Inverness

Un terrain situé sur le 4ième rang du canton d'Inverness, connu au cadastre officiel du canton d'Inverness comme formant partie du lot No 224 de la contenance qu'il peut avoir, borné au nord-est par une partie du même lot appartenant à Thomas Champagne, ou son représentant, à l'autre bout au sud-ouest se terminant en pointe au chemin public, d'un côté au sud-est à la petite route conduisant du chemin Mooney au chemin Hamilton et de l'autre côté au nord-ouest à la continuation de la ligne de division entre le lot No 225 et la partie du lot No 224 appartenant à Thomas Champagne jusqu'au chemin public Mooney.

Connu comme appartenant à Arthur Butler. Taxes dues: \$9.17.

Municipalité d'Irlande Nord

Le lot No 444-27 du cadastre officiel du canton d'Irlande.

Connu comme appartenant à Germaine Gagnon. Taxes dues: \$264.95.

Municipalité de Sainte-Anastasia

Une partie du lot No 7, du 6e rang, du cadastre officiel du canton de Nelson, ayant environ 6 arpents de largeur sur la profondeur du rang, bornée à chaque bout au cordon du rang, d'un côté au nord-est au terrain de Pierre Landry ou son représentant, et de l'autre côté au sud-ouest au terrain de J. T. Landry ou son représentant, sans bâtisse dessus.

Connue comme appartenant à Mme Onésime Gagné. Taxes dues: \$68.98.

Municipality southwest part Halifax south

The lot No. 111 of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax.

Known as belonging to Donat Baron. Taxes due: \$70.48.

a) The lot No. 70, of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, with a new house, barn and stable, but under the reserve in favor of Albert Lemieux of his house and dependencies with the piece of land by him reserved and bounded in front to the northeast by the front road, in rear to the southwest by a line 20 feet from the buildings reserved, to the northwest by the fence actually existing not far from the house and the buildings and on the other side at 10 feet to the southeast of the road of Albert Lemieux, on a depth at right angle with the front road until reaching towards the southwest at the line of 20 feet in rear of the buildings.

b) The lot No. 69, of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, containing 64 acres in superficies; under the reserve in favor of J. Albert Lemieux of the cut of soft wood for a year from the 24th September, 1956, and the reserve of a right of way to haul the wood during that time.

The whole known as belonging to Donat Baron. Taxes due: \$328.00.

A part of the lot No. 127 of the official cadastre of the parish of Saint-Ferdinand, township of Halifax, bounded at one end by the road situated in the 3rd range, at the other end by the lot No. 161, of the same cadastre, on one side by Cyrille Marcoux and on the other side by Napoléon Marcoux.

Known as belonging to Lucien Dussault. Taxes due: \$39.15.

Municipality of the township of Inverness

A land situated in the 4th range of the township of Inverness, known on the official cadastre of the township of Inverness as forming a part of the lot No. 224, containing whatever there is, bounded to the northeast by a part of the same lot belonging to Thomas Champagne, or his representative, at the other end to the southwest going to nothing at the public road, on one side to the southeast by the small road leading from the Mooney road to the Hamilton road and on the other side to the northwest at the continuation of the division line between the lot No. 225 and the part of the lot No. 224 belonging to Thomas Champagne up to the Mooney road.

Known as belonging to Arthur Butler. Taxes due: \$9.17.

Municipality of Ireland North

The lot No. 444-27 of the official cadastre of the township of Ireland.

Known as belonging to Germaine Gagnon. Taxes due: \$264.95.

Municipality of Sainte-Anastasia

A part of the lot No. 7, 6th range, of the official cadastre of the township of Nelson having about 6 arpents in width by the length of the range, bounded at each end by the division line of the range, on one side to the northeast by the property of Pierre Landry or his representative and on the other side to the southwest by the property of J. T. Landry of his representative, without building thereon.

Known as belonging to Mrs Onésime Gagné. Taxes due: \$68.98.

Municipalité Plessisville paroisse

Municipality of Plessisville parish

Le lot No 18-A, rang 6, du cadastre officiel de Somerset-Sud.

Connu comme appartenant à André Arton. Taxes dues: \$92.25.

Le lot No 20-C-3, du 7ième rang, du cadastre officiel de Somerset-Sud.

Connu comme appartenant au Club de l'Érablière. Taxes dues: \$65.22.

Inverness, le 29 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation,
du comté de Mégantic.

2863-19-2-o

RENÉ CHEVRIER.

The lot No. 18-A, range 6, of the official cadastre of Somerset-South.

Known as belonging to André Arton. Taxes due: \$92.25.

The lot No. 20-C-3, range 7, of the official cadastre of Somerset-South.

Known as belonging to Club de l'Érablière. Taxes due: \$65.22.

Inverness, April 29, 1963.

RENÉ CHEVRIER,
Secretary-Treasurer of the corporation
of the county of Mégantic.

2863-19-2-o

INDEX No 19

ACTIONS

en séparation de biens

Benoit vs Bienvenue

Lorrain vs Perron

ARRÊTÉS en Conseil

660 - Amendement au chapitre VII des règlements provinciaux d'hygiène, relativement à l'habitation en général

660 - Amendment to chapter VII of the provincial hygiene regulations relating to housing in general

677 - Montreal Locomotive Works, Limited (*Preuve photographique - Photographic proof*)

711 - Confection pour hommes et garçons, Province

711 - Men's and Boys' clothing, Province

712-E - Tanneries et corroieries, Province

712-E - Tanners and curriers, Province

AVIS

Académie de Musique de Québec (L') - (*Prix d'Europe' 63*)

Montréal, cité - city (*Rachat d'obligations - Redemption of bonds*)

Quebec Academy of Music (The) - (*Prix d'Europe' 63*)

BILLS

Sanctionnés - Sanctioned 2272

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des Chartes - Abandon de

Bernard (Omer) Inc. 2273

Continental Petroleum Limited 2273

Entreprises Montbelli Ltée (Les) 2273

Shenker (S.H.) Construction Ltd. 2274

Vanguard Book Company Limited 2274

Wilson Bowling Alleys Inc. 2273

Dissoutes

Bassin de Radoub du Golfe Inc. 2274

Ceramic Sales Limited 2274

Gulf Dry Docks Inc. (The) 2274

Ile des Prairies, Limitée (L') 2275

Interprovincial Steel Co. Ltd. 2275

MN Investment Corp. 2275

Prairies Island, Limited 2275

Rojac Novelty Products Inc. 2275

S. & L. of Montreal, Ltd. 2276

Divers

Bleau & Rousseau Incorporée (Dir.) 2278

Bleau & Rousseau Incorporated (Dir.) 2278

Compagnie Limitée Dominion Corset (La) - (Dir.) 2278

Dominion Corset Company Limited (Dir.) 2278

Excelsior Accessoires de Bureau et Imprimerie Ltée (Dir.) 2277

ACTIONS

for Separation as to Property

2242

2242

ORDERS in Council

2269

2269

2269

2243

2243

2265

2265

NOTICES

2272

2270

2272

BILLS

Excelsior Office Supplies and Printing Ltd. (Dir.) 2277

Food Services Ltd. (Dir.) 2276

New Town & Country Motel Court Inc. (Dir.) 2277

Nova Management Company Limited (Dir.) 2277

Reputation Fabrics Limited (Dir.) 2276

St-Vincent (Jos) Inc. (Dir.) 2276

Société de Gestion Nova Limitée (Dir.) 2277

Van Houtte (A.L.) Ltée (Assemblée - Meeting) 2278

Lettres patentes

Letters Patent

ABC de l'Élégance Inc. (L') 2184

A & M Hardware Ltd. 2224

Alfa Manufacturing & Designing Industry Ltd. 2185

America Investment Inc. 2221

Americana Sportswear Ltd. 2185

Arena Industrial Hardware Inc. 2201

Association des Marchands d'Automobiles de Montréal Ltée (L') 2213

Atlas Hotel & Restaurant Equipment Manufacturing Co. Ltd. 2185

Béton Canadien Préparé Inc. 2186

Bibliothèque Civique de Chomedey 2191

Bijouterie Alma Limitée 2186

Blanchard & Crépeau Inc. 2186

Boisvert (Pierre) Limitée 2187

Canadian Concrete Ready Mixed Inc. 2186

Caplan (M. & G.) Woodwork Ltd. 2212

Cellulose Sales & Service Ltd. 2187

Central Service Station (1963) Co. Ltd. 2188

Centre d'Accueil Notre-Dame du Perpétuel-Secours 2188

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	
Centre d'Art de Montréal Inc.	2188	Liberty Enterprises Corp.
Centre de Quilles Ltée (Le)	2189	Lincoln Development Ltd.
Centre Électrique J.A. Lecours Inc.	2189	Location Automobiles (Québec) Limitée
Centre Immobilier St-Laurent Inc.	2189	Margis Inc.
Chamfleury Construction Inc.	2190	Marquis Inc.
Champlain Paper Box (1963) Limited	2190	Mechanical Appliance Company Limited
Charron (Paul E.) Inc.	2190	Meunerie Mobile Hivon Ltée
Chartrand (Laurier) Inc.	2191	Michael Publishing Co. Ltd.
Chomedey Community Library	2191	Modor Construction Inc.
Cie de Construction Taillon Inc. (La)	2192	Montreal Automobile Dealers Association, Ltd. (The)
Cie Marcel Longpré Limitée	2192	Myron Israel Holding Company Inc.
Cité des Jeunes Arvida-Jonquière-Kénogami	2192	Nadeau (J.-Roch) Inc.
Club Chasse & Pêche de Vallée-Jonction Inc.	2193	National Hotel Supplies Ltd.
Club de Golf Hériot Inc.	2193	New Athen's Garage Inc.
Club Richelieu Ste-Rose de Laval Inc.	2194	Nikides (Nicholas) Incorporated
Club Social de Montmagny Inc.	2194	Nouveau Tissu Inc.
Compagnie d'Aqueduc de St-Maurice Inc. (La)	2194	O.T.J. de Saint-Jean de Dieu (L')
Constructions Silhouette Inc. (Les)	2195	Opéra Construction Inc.
Corfinex Inc.	2195	Papineau Automobile Ltée
Couvent Présentation-de-Marie, Upton	2195	Parker Painting Contractors Co. Ltd.
Couvoir d'Iberville Ltée	2196	Parkhaven Realities Inc.
Dallaire Entreprises Inc.	2196	Patterson Paint Company Ltd.
Deluxe Packaging Co. Ltd.	2196	Pau-Mar Corp.
Domaine des Quatre Saisons Ltée	2197	Pépin (Roméo) Inc.
Domaine Sutton Inc.	2197	Perk Holdings Ltd.
Dominion Containers (1963) Limited	2198	Perrault Enterprises Inc.
Dorion (Jean) Inc.	2198	Placements Amérique Inc.
Duplain Frères, Inc.	2198	Placements des Douze Inc. (Les)
Dupont T.V. Ltd.	2199	Placements Dollard Inc. (Les)
Earl Corporation	2199	Placements le Baron Inc. (Les)
Eiley (I.) Hats & Men's Wear Inc.	2199	Placements Masson Inc. (Les)
Entreprises Électroniques Industrielles Inc. (Les)	2200	Placements Paul Delisle Ltée (Les)
Entreprises Financières de Montréal Inc. (Les)	2200	Prescott & Company Ltd.
Entreprises Goulet Ltée (Les)	2200	Pride Industries Ltd.
Entreprises J. Perrault Inc. (Les)	2201	Produits de Mer les Escoumins Inc.
Estmart Corp.	2201	Progress Lumber Ltd.
Ferronnerie Industrielle Arena Inc.	2201	Promotions Télévisées Inc. (Les)
Fisher, (David) Corporation	2202	Quincaillerie A & M Ltée
Fortin & Bélanger Auto Inc.	2202	R.-H. Nouveauté Ltée
Foyer Paroissial de Ste-Hénédine (Le)	2203	Régence Inc. (La)
Gabriel Management Limited	2203	Relais de Taxco Ltée (Le)
Garage F. & M. Fortin Inc.	2203	Resort Realty Corporation
Golden Automotive Enterprises Inc.	2204	Restaurant au Gourmet Inc.
Gold Medal Furniture Inc.	2204	Restaurant Le Cessna Inc.
Graham Distributors Inc.	2204	Restaurant Moulin Rouge Inc.
Guinard Films Inc.	2205	Robert Normand & Fils Ltée
Harrow Investment Corp.	2205	Chuet (Rolf) Inc.
Hériot Golf Club Inc.	2203	Ross Investment Corp.
Hôtel de la Roche Pleureuse Ltée	2205	Roy et Dumas Inc.
Hôtel Le Marquis de Montcalm Inc.	2206	Royral Ltd.
Hôtel Union Alma Ltée	2206	Samson Construction Inc.
Imperial Equipment Manufacturing Ltd.	2206	Satellite Laboratories Ltd.
Industrial Electronic Enterprises Inc.	2200	Service des Loisirs St-Arsène
Inesco Intercontinental Electronics School Canada Ltd.	2207	Silhouette Construction Inc.
Institut Richelieu de Sept-Iles Inc.	2207	Simso Quebec Inc.
International Quilting Ltd.	2207	Simon (Lily) Inc.
Intrafina Ltd.	2208	Sport Gloves Inc.
Intrafina Ltée	2208	Style Sales & Service Inc.
Investissements Choquet Inc. (Les)	2208	Sunset Restaurant Inc.
Jade Garden Café Inc.	2208	Taillon Construction Inc.
Korman (Fred) Inc.	2209	Tes-Craft Tape Inc.
Laboratoires Satellite Ltée (Les)	2209	Thru-Way Parking Ltd.
Lacasse (Rosario) Inc.	2210	Tom Stores Inc.
Laiterie Pierre Limitée	2210	Tourbière Roy & Jean Ltée (La)
Laurentian Ready Mix Inc.	2210	Tremblay (Jean-Guy) Ltée
Lauzon (Michel) Inc.	2211	Tribell Corporation
Leclerc (André) Inc.	2211	Vanasse (Jacques) Ltée
Lecours (J.A.) Electrical Centre Inc.	2189	Vendôme Entreprises Inc.
		Venus Builders Supplies Inc.
		Veracon Inc.
		Vogue Fabric Inc.
		Wilsher Manufacturing Inc.
		World-Wide Automotive Parts Corp.
		Young Lowers Inc.
		Youngtown's Campus Shop Inc.

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent	Travail	Labour
Amsel & Amsel Inc.	2237	<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
Bromont Inc.	2237	Acier structural, Province (Mod.)	2291
Centre de Distribution Électrique Limitée	2238	Automobile, Cantons de l'Est (Appr.)	2296
Charlevoix Express (1963) Inc.	2238	Automobile, Eastern Townships (Appr.)	2296
Charter Credit Corporation	2238	Coiffeurs pour hommes et dames, Drummond (Mod.)	2285
D R S Products Ltd.	2238	Construction, Ouest du Québec (Appr.)	2296
Electrical Distribution Center Limited	2238	Construction, Ouest du Québec (Prél.)	2297
Entreprises Fournelle Inc. (Les)	2239	Construction, Western Quebec (Appr.)	2296
Forget et Major Ltée	2239	Construction, Western Quebec (Levy)	2297
Forget, Major, et Hart Ltée	2239	Hairdressers, Drummond (Amend.)	2285
Lee Electrical Construction Inc.	2239	Plombiers, Trois-Rivières (Mod.)	2288
Magasins de Chaussures S.A.M. Inc. (Les)	2241	Plumbers, Trois-Rivières (Amend.)	2288
Mesy Construction Inc.	2240	Structural steel, Province (Amend.)	2291
Meubles Bellehumeur Ltée	2240	Voirie	Roads
Mont St. Anne Winter Resort Ltd.	2240	Entretien de routes discontinué	2298
Northland Construction Company Limited	2240	Maintenance of roads discontinued	2298
R.P. Associates Ltd.	2240	NOMINATIONS	APPOINTMENTS
Rototech Inc.	2241	Divers	2299
S.A.M. Shoe Stores Inc.	2241	Miscellaneous	2299
St. Lawrence Sea Products Co.	2241	PROCLAMATION	PROCLAMATION
St-Maurice Knitting Mills Limited	2242	Extension de la juridiction de la cour municipale de Châteauguay-Centre à la paroisse de Sainte-Philomène de Châteauguay	2299
Simco Enterprises Co. Ltd.	2242	Extension of the jurisdiction of the municipal court of Châteauguay-Centre to the parish of Sainte-Philomène de Châteauguay	2299
Triots St-Maurice Ltée (Les)	2242	SOUSSIONS	TENDERS
Sièges sociaux	Head Offices	Boucherville, ville - town	2304
Anglo-Canadian Telephone Company ..	2280	Châteauguay, c.s.p.- p.s.c.	2307
Anglo-Scandinavian Investment Corporation of Canada	2279	Gaspé, ville - town	2302
Canadian Mosaic Wood Inc.	2280	Lachenaie, c.s.- s.c.	2303
Canbra Inc.	2280	La Tuque, c.s.- s.c.	2301
Chalifour (O.) Inc.	2279	Laurierville, village	2306
Clarke, Wise & Villeneuve Ltd.	2280	Montmorency, ville - town (Correction) ..	2300
Compagnie de Publication de la Dépêche Ltée (La)	2279	St-Augustin, par.	2308
DeGrandpré (C.A.) & Fils Inc.	2281	St-Félicien, ville - town	2309
École d'Optométrie de Montréal	2281	St-Juste-du-Lac, c.s.- s.c.	2310
Entreprises Interurbaines Inc. (Les) ..	2282	SYNDICATS	SYNDICATES
Marqueterie Canadienne Inc.	2280	Professionnels	Professional
Philips Fuel Ltd.	2282	Electronic and Gyro Workers Association (Cont.- Inc.)	2312
Restaurant Lino Inc.	2281	Fraternité des Travailleurs d'Abattoir (La) - (Cont.- Inc.)	2312
Shefford Finance Inc.	2280	Syndicat National des Métiers Spécialisés de la Construction (C.S.N.) (Nom - Name ch.)	2311
Société Immobilière de Vaudreuil Inc. (La)	2281	VENTES	SALES
Ville Marie Holding Limited.	2279	Loi de faillite	Bankruptcy Act
Liquidation	Winding	Lavigne, Paul-Émile	2312
Superior Fur Co. Ltd.	2282	SHERIFS	SHERIFFS
MINISTÈRES	DEPARTMENTAL	Beauce	Beauce
Finances	Finance	Banque Provinciale du Canada (La) vs Blais	2313
Assurances:	Insurance:	Dumas vs Nadeau	2313
Assurance Mutuelle des Fabriques de Montréal (L')	2282	Provincial Bank of Canada (The) vs Blais	2313
Belair Insurance Company	2283	Chicoutimi	Chicoutimi
Compagnie d'Assurance Belair (La)	2283	Manufacturers Life Insurance Company (The) vs Tremblay	2313
Instruction publique	Education		
Municipalité scolaire de:	School Municipality of:		
Côte St-Jean (Dem.- Appl.)	2284		
Matagami (Acc.- Grant)	2284		
Mulgrave & Derry et - and St-Malachie (Dem.- Appl.)	2284		
Ste-Geneviève No 2 (Dem.- Appl.)	2283		
St-Laurent « Cath. » (Dem.- Appl.)	2238		
St-Louis (Dem.- Appl.)	2283		
Ste-Odile-sur-Rimouski (Dem.- Appl.) ..	2284		
Terres et Forêts	Lands and Forests		
Cadastre:	Cadastre:		
Wentworth, canton - township	2284		

SHÉRIFS (<i>suite</i>)	SHERIFFS (<i>continued</i>)	Saguenay	Saguenay
		Corporation de Finance Belvédère <i>vs</i> Desbiens.....	2316
Hull	Hull	Saint-François	Saint Francis
Campeau <i>et al vs</i> Lanthier.....	2315	Langlois (Théo) Ltée <i>vs</i> Labonté.....	2317
Normandie Enterprises Inc. <i>vs</i> Immeu- bles Giguère Realities Inc.....	2314	New Health Kitchen Equipment Ltd. <i>vs</i> Blanchette.....	2317
Kamouraska	Kamouraska	Témiscamingue	Témiscamingue
Rioux <i>vs</i> Dubé.....	2315	Boulangier <i>vs</i> Pétrin <i>et al.</i>	2317
Québec	Quebec	Taxes	Taxes
Levesque <i>vs</i> Gosselin <i>et al.</i>	2316	Chibougamau, ville - town.....	2318
		Mégantic, comté - county.....	2318